

## La croisade de M. Mandela

M. NELSON MANDELA a quitté Londres, mercredi 4 juillet, au terme d'une tournée européenne et américaine d'un mois qui se prolongera par la visite de quatre pays africains avant le retour au pays, le 18 juillet. Jour de son 72<sup>e</sup> anniversaire. Au cours de ce périple de six semaines dans treize pays, le vice-président du Congrès national africain (ANC) a été partout accueilli en homme d'Etat et en héros.

Cet hommage unanime a été particulièrement chaleureux aux Etats-Unis, où des dizaines de milliers de personnes ont acclamé l'ancien prisonnier au sourire juvénile, en qui elles ont reconnu le pionnier d'une ère nouvelle qui commence à se faire jour en Afrique du Sud. On a vu en lui « le prisonnier qui guide ses geôliers sur les chemins de la liberté », pour reprendre la formule utilisée par M. Mitterrand lors de la cérémonie commémorative qui eut lieu début juin sur le parvis des Droits de l'homme et des libertés, place du Trocadéro.

L'ENTHOUSIASME populaire suscité aux Etats-Unis, où M. Nelson Mandela est resté douze jours et a eu droit — suprême consécration populaire — à la fameuse « ticker tape parade » dans les rues de Manhattan, n'a guère été rafraîchi, si ce n'est à Miami, par la solidarité proclamée à l'égard des « camarades d'armes », MM. Fidel Castro, Yasser Arafat et Mouamar Kadhafi. Une fausse note qui ne l'a pas empêché d'être ovationné par le Congrès et de rassembler d'importantes sommes d'argent à travers les sept villes visitées, ce qui constituait l'un des objectifs du premier voyage dans les pays occidentaux du chef historique de l'ANC.

Mais son but primordial était de faire croquer en faveur du maintien des sanctions économiques contre son pays aussi longtemps que l'apartheid n'aura pas été complètement et définitivement éliminé. Aux Etats-Unis comme en Europe, Nelson Mandela a obtenu gain de cause puisque les conditions fixées par le Congrès américain ne sont pas encore tout à fait satisfaites et qu'au sommet de Dublin la Communauté européenne a décidé seulement « un relâchement graduel » du boycottage économique lorsque les changements apparaîtront « irréversibles et profonds ».

A son départ de Londres, sa satisfaction, indiquant que « son message avait été reçu au-delà de ses espérances » et qu'il rentrerait dans son pays avec « le sentiment d'avoir le soutien total de la communauté internationale ». Il reste que le « message » a toujours du mal à passer auprès de M. Thatcher — à tel point que cette question délicate n'a pas été discutée au fond — et surtout auprès des industriels britanniques, qui ne comprennent pas comment M. Mandela peut maintenir son credo tout en appelant à l'aide pour faire face à « la pauvreté massive des Noirs ».

Les sanctions pourraient d'ailleurs très bientôt ne plus être à l'ordre du jour. M. Thabo Mbeki a évoqué à Londres la possibilité que Pretoria et l'ANC puissent conjointement lancer un appel en faveur de leur levée d'ici à la fin de l'année. En contrepartie, le mouvement nationaliste pourrait renoncer à la lutte armée. Nelson Mandela sait désormais à quoi s'en tenir.

Lire page 2 l'article de DOMINIQUE DHOMBRES

M 0147 - 706 0 - 5 00 F



## Opposé à une scission du Parti communiste d'URSS

# M. Gorbatchev se donne deux ans pour réussir la perestroïka

Les problèmes économiques et sociaux devaient être examinés en commissions à huis clos, jeudi 5 juillet à Moscou, au congrès du Parti communiste de l'URSS. M. Mikhaïl Gorbatchev avait déclaré la veille, en marge des débats, que la direction soviétique devrait démissionner et « faire preuve d'autant de courage qu'elle en avait manifesté en s'engageant dans la perestroïka », si la nouvelle politique ne donne pas de résultats d'ici deux ans. Interrogé par « Interfax », une publication de Radio-Moscou, M. Gorbatchev a estimé qu'une scission du parti constituerait « un cadeau à ceux qui veulent faire échouer la perestroïka ».

C'est dans les coulisses du congrès que M. Gorbatchev a fait allusion à la démission possible des membres de « la direction ». Il n'a cependant pas précisé s'il faisait allusion à la direction de l'Etat (c'est-à-dire à lui-même) ou à celle du parti. Pour la plupart des observateurs, cependant, il était clair que M. Gorbatchev songeait aux responsables du Parti communiste.

Selon un sondage publié par les Nouvelles de Moscou, le mécon-

tenement s'accroît dans la population. En juin, 46 % des Soviétiques ne faisaient plus confiance à « l'actuelle direction du pays », contre 30 % le mois précédent.

Cette désaffection concerne en premier lieu le gouvernement, dirigé par M. Rykov. Ce dernier a été critiqué lundi par M. Gorbatchev pour la façon dont il a tenté de mener la réforme économique.

A Bruxelles, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a

conditionné une assistance financière occidentale massive à l'URSS à une réduction préalable des dépenses militaires soviétiques et de l'aide de Moscou aux régimes communistes dans le monde.

Lire page 3 l'article de notre correspondant BERNARD GUETTA : « Délégués du XXVIII<sup>e</sup> Congrès, unissez-vous »

## Les socialistes et les inégalités

Au bureau exécutif du PS, M. Bérégovoy s'est vu reprocher un projet de budget trop peu « social »

page 7

## Sécurité maritime

La France va réunir une conférence intergouvernementale pour améliorer la protection de l'environnement

page 17

## Montagne et béton

La loi de 1985 détournée par les aménageurs qui veulent construire au bord des lacs

page 11

## Du Mondial au Mondiale

Argentine-RFA : les mêmes finalistes en 1990 qu'en 1986

page 9

## LIVRES ♦ IDÉES

■ René Char mot à mot ■ Léon Bloy, l'aboyeur de Dieu ■ « La vie du langage » par Denis Slakta ■ Essais : le refus du refus d'être juif ■ Lettres britanniques ■ La chronique de Nicole Zand : « La fidélité dans l'adultère ».

pages 27 à 34 - section D

Le sommaire complet se trouve page 26 - section C

# Le Liban perd ses chrétiens

Toutes les communautés ne songent plus qu'à quitter le pays, mais ce sont les chrétiens qui y parviennent en plus grand nombre

## BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Si les Libanais ont encore une chose en commun, c'est leur désir quasi unanime de fuir un pays en l'avenir duquel ils ne croient plus. De quelque côté où l'on se trouve, le refrain est le même : comment désormais obtenir un visa et si possible un travail n'importe où pour échapper à une crise dont nul ne voit la fin et surtout construire un avenir pour des enfants que la guerre a contraints, dans les zones chrétiennes en particulier,

## AFFAIRES

■ La crise des hôpitaux américains.  
■ Les résidences pour personnes âgées en quête de clients.  
■ La thélosophie au fil de l'eau.  
pages 21 à 23 - section C

à presque deux ans d'inactivité forcée. Quelques écoles ont bien ouvert leurs portes pour l'été pour tenter de rattraper à la va-vite les programmes mais la rentrée de septembre pourra-t-elle avoir lieu ?

D'autre part, chacun l'admet, le niveau scolaire a nettement baissé et les étudiants qui peuvent se le permettre n'ont plus confiance en un diplôme regardé désormais avec suspicion à l'étranger et qui dans leur pays ne leur offre que peu de possibilités.

Impossible à chiffrer avec exactitude, l'exode touche toutes les communautés même si l'on semble plus important chez les chrétiens qui ont parfois plus de facilités à obtenir un visa.

Evêque maronite de Beyrouth, Mgr Khalil Abi Nader estime pour sa part que si depuis le début de la guerre en 1975 la moitié des chrétiens libanais ont quitté leur pays, entre 125 000 et 150 000 sont encore partis

depuis le 31 janvier, début de la féroce bataille intercommunautaire opposant l'armée du général Aoun aux miliciens chrétiens des Forces libanaises (FL) de M. Samir Geagea. Selon la plus récente enquête effectuée avant la guerre dite « de libération » et dont les résultats n'ont jamais été officiellement publiés, les chrétiens ne seraient plus que 38 % dont 22 à 23 % de maronites, pour 62 % de musulmans dont 31 % de chiites et 27 % de sunnites.

Ardent partisan de la coexistence islamo-chrétienne et inlassable médiateur entre toutes les parties, Mgr Abi Nader admet lui-même qu'il lui est difficile en ce moment de demander à un jeune de rester. « L'absence d'un visa ou le manque d'argent sont les seules raisons qui contraignent les jeunes à demeurer au Liban, avoue-t-il.

FRANÇOISE CHIPAUZ

Lire la suite page 6

## Une Europe du possible

par André Fontaine

On ne sait pas très bien où l'on va, mais on y va : il serait aventureux de prétendre définir avec plus de précision l'état actuel de la construction européenne. Aligougnés par la rapidité de l'absorption de la RDA par sa grande sœur fédérale, les Douze ont certes décidé, la semaine dernière à Dublin, de passer à la vitesse supérieure. Mais ils ne se sont entendus, une fois de plus, que sur la procédure, laissant aux conférences qui se réuniront en décembre à Rome le soin de négocier le contenu des deux traités destinés à donner naissance, d'une part, à l'Union économique et monétaire (UEM) qu'on s'était engagée, Pompidou regnante, à mettre en place avant... 1990, d'autre part, à une Union politique aux contours encore bien incertains.

Ne crachons pas sur cette méthode. A force de se fixer des rendez-vous impératifs, on a fini par venir à bout de l'euro-pessimisme jadis à la mode. Comme le note l'Economist, « parler de l'UEM, il y a deux

ans, ne faisait pas sérieux. Ceux qui doutent de son opportunité, aujourd'hui, font figure de chauvins à l'esprit bien étroit. » La conviction et l'opiniâtreté de Jacques Delors y sont évidemment pour beaucoup. Qu'il vienne d'être reconduit sans histoire à la tête de la Commission est un signe des temps.

Moyennant quoi, il est le premier à dire que la mise en route, depuis dimanche dernier, du plan de réalisation de l'UEM baptisé de son nom exige des réponses à des questions proprement politiques : la monnaie de l'Union sera-t-elle « unique », ou seulement, pour complaire à Maggie Thatcher, « commune » ? Quels seront les rôles respectifs des gouvernements et des diverses institutions communautaires dans la définition des politiques économiques ? Que deviendront les banques d'émission, et, pour commencer, la toute-puissante Bundesbank ?

Lire la suite page 2

# La politique sans artifices

La gauche et la droite ont mis M. Stirn hors jeu

par Jean-Yves Lhomet

Mercredi 4 juillet, à 19 h 30, M. Olivier Stirn, ministre délégué chargé du tourisme, affirmait à TF 1 qu'il n'avait nullement l'intention de quitter le gouvernement, malgré le scandale provoqué, la veille, par la présence de figurants rémunérés au colloque organisé par son association Dialogues 2000.

M. Stirn avait, disait-il, sa conscience pour lui. Il n'avait pas le sentiment d'avoir « failli ni à l'honneur ni à la morale politique » en conviant à son colloque « quelques invités supplémentaires ».

Deux heures plus tard, les services du premier ministre annonçaient que M. Stirn était mis à la porte, avec tous les égards dus à son rang, c'est-à-dire la formule consacrée selon laquelle il était



déchargé de ses fonctions « à sa demande ». Il était temps que le premier ministre mette ainsi un terme à cette affaire. Grotesque au départ, elle commençait à mal tourner pour l'ensemble du gouvernement, pour les socialistes et pour la classe politique, laquelle

n'avait vraiment pas besoin de cela pour accroître encore un peu son discrédit.

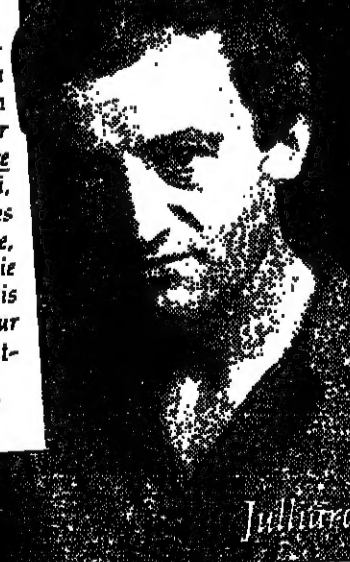
Si la seule personne de M. Stirn avait été en cause, cela n'aurait pas valu un tel tohu-bohu.

Lire la suite page 8

## Yann Queffelec Le maître des chimères

« C'est un roman magique, une pierre levée, le chandron fumant d'un chaman celtique que nous donne Yann Queffelec, enchanteur malin, avec son « Maître des chimères », livre qui, pareil aux menhirs des landes, est triste et grave, presque noir sous la pluie affligée qui le bat, mais dont l'effet sur son lecteur est aussi fort qu'inattendu. »

CHRISTIAN CHARRIERE « LE FIGARO »



سكنا من الامم



# ÉTRANGER

## Chypre a déposé une demande d'adhésion à la CEE

Le ministre chypriote des affaires étrangères, M. George Iacovou, a officiellement déposé une demande d'adhésion de son pays à la Communauté européenne, mercredi 4 juillet à Bruxelles. « Ce n'est un secret pour personne que nous envisageons de demander l'adhésion à la CEE depuis bien longtemps », a expliqué M. Iacovou en se déclarant « plein d'espoir, mais pas optimiste » sur les chances que la candidature avait d'aboutir.

« C'est une déclaration de confiance dans les valeurs et les institutions européennes » pour « la recherche d'une solution au problème chypriote », a déclaré M. Iacovou. Le conflit doit être résolu « selon les principes européens et les règles de la démocratie et du droit », a-t-il ajouté.

La moitié nord de Chypre est occupée depuis 1974 par l'armée turque. Pays associé à la CEE, la Turquie a déposé une demande d'adhésion en 1987, « C'est un bon club », a ironisé M. Iacovou en espérant qu'Ankara comprendrait « la logique » de la demande chypriote.

M. Iacovou a rappelé que Chypre entretient déjà des relations étroites avec la CEE. Un protocole signé en 1987 prévoit la réalisation totale d'une union douanière d'ici à 2002. Chypre a décidé, il y a deux ans, d'aligner sa législation sur celle de la Communauté. Une autre île méditerranéenne, Malte, doit présenter le 16 juillet sa candidature à la CEE. Donnant la priorité à la réalisation de son marché intérieur, la Communauté n'examinera pas de demandes d'adhésion avant 1993. — (AFP)

### Les débats sur la Communauté et l'unification

#### M. Gallo craint une France intégrée « dans une Europe à direction allemande »

M. Max Gallo (PS), député européen, a déclaré mercredi 4 juillet sur Europe 1, que la question posée à la France dans la logique de la construction européenne est de savoir si « les Français veulent être intégrés dans une Europe à direction allemande ».

« Si on remarque, a-t-il ajouté, la part de l'économie allemande dans l'économie européenne et le rôle du mark, nous sommes obligés de constater qu'il y a réellement une Europe à direction allemande qui est en train de se constituer et qui a comme zone presque obligatoire d'extension les pays de l'Est », M. Gallo estime que les Allemands « ne sont pas du tout décidés à signer un traité par lequel ils renonceraient à l'arme nucléaire. (...) On ne peut pas ne pas évoquer l'idée d'une Allemagne qui un jour, après 1995, revendiquerait toutes ses prérogatives militaires, y compris l'arme nucléaire. Nous sommes devant une nation qui a conscience de sa puissance et qui veut réviser le jugement de l'histoire sur elle ».

Interrogé le même jour par la même radio, M. Hubert Védrine, porte-parole de l'Elysée a déclaré que « la fédération » européenne, qui est « une finalité », n'est pas « l'intégration, une espèce de couloir dans lequel tout est absorbé ».

### POINT DE VUE

#### Ne pas jouer avec le feu par Gérard Fuchs

La marche à l'unité allemande est accueillie avec satisfaction. Elle n'entraîne pas de montée du nationalisme allemand comme le montrent les reculs de l'extrême droite aux récentes élections régionales et les déclarations actuelles des « républicains ».

Dans un tel contexte, il convient de ne pas jouer avec le feu ! Ne laissons pas gâcher la situation par les craintes absurdes que j'entends exprimer ici ou là.

Faut-il rappeler que l'Allemagne unie présente moins, en hommes ou en PNB, dans la Communauté à Douze que la faisait la RFA dans la Communauté d'origine à six ?

Faut-il rappeler que nous sommes nous aussi une puissance industrielle d'avenir, dans l'aéronautique, l'espace, le nucléaire, les transports et bien d'autres domaines encore ? Faut-il rappeler que pas un responsable allemand n'envisage le moins du monde que son pays pourrait ne pas confirmer sa renonciation aux armes atomiques, bactériologiques et chimiques ?

C'est à mes yeux faire le lit de l'extrême droite, en France et en Allemagne, que de jouer avec de telles craintes dont le développement ne pourrait conduire qu'à une résurgence de la méfiance et des nationalismes, faisant le lit de nouveaux guides et autres sauveurs ! Une chance de démocratie et de paix sans précédent nous est offerte en Europe, ne la laissons pas passer !

► Gérard Fuchs est député européen, secrétaire national du PS, chargé des questions européennes et de sécurité.

## Une Europe du possible

Suite de la première page

Que de telles questions puissent être posées sans que personne, même à Londres, ne s'en offense, montre que le champ des options se rétrécit. On ne saurait en dire autant de l'Union politique. Il ne suffit pas, en effet, de se réferer, comme vient encore de le faire Roland Dumas, à la fameuse, encore que charismatique, règle de « subsidiarité », selon laquelle l'Union en question « ne doit se voir attribuer que les compétences qu'elle peut mieux exercer que les États membres individuellement ». Il faut bien un jour appeler un chat un chat et dire ce qui cesse et ce qui continue de relever de la souveraineté nationale.

On touche là à l'essentiel. Aux tout débuts de la construction européenne, alors que la guerre froide battait son plein et qu'il n'était question que de « contenir » l'Union soviétique, Robert Schuman ne cherchait pas que l'un des objectifs essentiels de sa politique d'intégration européenne était de contenir également l'Allemagne. Née quelques mois auparavant sur l'un des plus vastes champs de ruines de l'histoire, la République fédérale n'était guère pour autant à l'époque qu'une mendigote à peine sortie du coma. Si déjà il fallait se préoccuper de la « contenance », combien plus cette nécessité devrait-elle s'imposer maintenant qu'elle couronne son triomphe économique par l'annexion sans coup férir de la RDA !

Ce triomphe, jusqu'à présent, n'a pas tourné la tête à Helmut Kohl, qui cherche à rassurer ses voisins en multipliant ses appels à « lier » son pays, à lui donner un « chapeau européen ». D'où la relance de la formule des États-Unis d'Europe, pour l'avènement desquels Jean Monnet avait créé un « comité d'action » dont faisaient partie, de Giscard à Willy Brandt et à Edward Heath, de nombreux hommes politiques de cette partie du monde.

François Mitterrand, bien qu'européen de longue date, n'a jamais adhéré à ce comité : sans doute souhaitait-il dépasser la désastreuse controverse rhétorique entre « maximalistes » et « minimalistes ». Il a apparemment changé d'avis, puisqu'à Dublin il a pour la première fois parlé de la « finalité fédérale » de l'Union politique, retrouvant ainsi ce qui avait indubitablement été l'ambition première des Communautés, avec leurs trois pouvoirs, exécutif, législatif et

judiciaire, largement inspirés par le modèle américain.

La perspective de la réunion des Allemandes, à laquelle il croyait d'autant moins que, manifestement, il ne le souhaitait pas, y est probablement pour quelque chose. Après avoir compté sur Gorbatchev pour au moins le ralentir, il lui a bien fallu admettre que les choses étant désormais ce qu'elles sont la seule politique encore ouverte à la France, si elle veut éviter une Europe allemande, est d'appuyer les efforts de tous ceux qui, le chancelier et son ami Delors en tête, se battent pour une Allemagne européenne : une Allemagne qui aurait suffisamment limité sa souveraineté pour que le risque de la voir dominer le continent soit réduit au minimum concevable.

La « confédération » dont on a tant parlé depuis la lointaine époque du « plan Fouchet » (1962) n'est sûrement pas assez contraignante pour y suffire. Monnet disait à juste titre qu'il n'y a jamais eu que deux sortes de confédérations : celles qui se sont transformées en fédérations (cas des États-Unis, et, bien qu'elle n'ait pas changé son titre, de la Suisse) et celles qui ont échoué. L'histoire de l'Europe communautaire montre qu'il n'est pas nécessairement irréaliste de miser sur la première des deux évolutions ainsi envisagées. Car, à bien des égards, c'est celle d'une confédération qui avec le vote à la majorité qualifiée, au conseil des ministres, pour nombre de questions importantes, avec la prééminence du droit européen sur les droits nationaux, présente déjà de nombreux traits fédéralistes.

La Communauté est loin d'être pour autant devenue une fédération. Serait-ce faute d'avoir trouvé le « fédérateur » sans lequel, aux yeux de Gaulle, elle n'était pas concevable ? En URSS, cette mission incombait — ou incombait — à la fois au Parti communiste et à la nation russe, dont Staline lui-même, bien que Gorbachev, a exalté après la guerre le rôle en la matière. Aux États-Unis, elle est assumée par le groupe des protestants blancs anglo-saxons, les « WASP », dont sont issus tous les présidents, à l'exception de l'infortuné John Kennedy. Encore a-t-il fallu, dans un cas comme dans l'autre, une terrible guerre civile pour asseoir durablement la prééminence de la fédération.

De toute façon, il peut paraître

paradoxal de repenser de fédération au moment même où en URSS, en Yougoslavie, au Canada, le système fédéral est en pleine crise, comme si, sauf bien sûr en Suisse, il ne pouvait fonctionner que lorsque existe soit une grande homogénéité culturelle (Allemagne, Autriche, Australie, Argentine, Brésil, etc.), soit un pouvoir hégémonique assez fort pour ne pas être contesté. C'est ce qui fait la difficulté de l'Europe, puisqu'il ne saurait être question pour elle ni de renoncer à la diversité culturelle d'où elle tire sa spécificité et son attrait, ni d'accepter, maintenant que finit de se défaire le double protectorat né sur les décombres du Reich, on ne sait quelle nouvelle hégémonie.

A problème compliqué, on aimerait pouvoir avancer une réponse simple. On croit avoir montré qu'elle ne pourrait être en l'occurrence que simpliste. Peut-être tout de même peut-on dégager quelques évidences :

a) Aucune astuce juridique n'a jamais dispensé un groupe social, qu'il s'agisse d'une famille, d'une tribu, d'une entreprise, d'une nation, de l'effort nécessaire pour assurer sa survie ;

b) Cette survie passe par le développement, et donc par la remise en question permanente des habitudes. Si l'on ne songe qu'à conserver ce que l'on a, le phénomène de l'érosion, quelques garanties que l'on ait pu obtenir sur le papier, jouera inévitablement, sous le coup de la compétition externe, sur les « droits acquis » ;

c) L'union fait la force : plus que jamais les dimensions géographiques et démographiques des pays d'Europe leur imposent, face à l'énormité des défis extérieurs, qu'ils viennent du monde riche ou du monde pauvre, un maximum de cohésion ;

d) Il y a encore entre les Douze infiniment trop de doubles emplois, de concurrences et de méfiances anachroniques, préjudiciables à tous. Il suffit, parmi beaucoup d'exemples, de songer à la manière dont fonctionne, ou ne fonctionne pas, le contrôle de l'espace aérien. C'est en passant en revue, point par point, les domaines dans lesquels le maintien des souverainetés nationales est ruineux et anachronique qu'on fera progresser le mieux l'union de l'Europe ;

e) La spectaculaire montée en puissance des vaincus de la dernière guerre, face à des empires fatigués pour l'un, épuisés pour l'autre, par la course aux armements, relativise le poids dans la compétition internationale de la composante militaire. Cette constatation a toutes chances de se répercuter de plus en plus sur les opinions, et donc de limiter ce qu'on peut attendre d'une reconversion de

l'OTAN, face à un pacte de Varsovie agonisant, en force de garantie de l'équilibre européen. Tôt ou tard, les problèmes de sécurité devront être abordés dans un cadre continental ;

f) La force militaire a été trop souvent dans le passé mise au service d'ambitions, notamment économiques, nationales. L'un des avantages du grand marché de 1993 devrait être précisément de dénationaliser ces enjeux et d'établir entre les acteurs européens de la compétition de plus en plus de relations de partenariat, ce qui devrait avoir pour effet de réduire singulièrement le champ de la rivalité entre les États. L'Union monétaire va bien entendu dans le même sens. Le progrès technologique fera le reste : comme l'a fait notamment remarquer Jean-René Fourtou, le président de Rhône-Poulenc, la lutte pour les mêmes premières qui, selon l'explication classique de Lénine, fournissent ses bases à l'impérialisme n'a plus guère de raison d'être dès lors qu'on est capable de fabriquer très vite, en cas de pénurie, des produits de substitution ;

g) Rien ne doit être fait de nature à créer l'impression que l'on demande en quoi que ce soit aux Européens de perdre leur identité nationale, laquelle est d'abord, on ne le répète jamais assez, une identité culturelle. Ce sont l'exclusivisme, la méfiance, le dédain, en un mot le nationalisme, qui doivent être combattus. Mais ce n'est pas renier une communauté que d'appartenir également à une autre : on peut être un excellent Algérien, ou Marocain, ou Tunisien, tout en se sentant et s'affirmant Maghrébin, Arabe, musulman, Africain, homme du tiers-monde... ;

h) Le risque d'un nouvel impérialisme se trouvera encore atténué par la démocratisation des institutions européennes, et notamment par l'extension du rôle du Parlement des Douze, le seul au monde pour le moment à ne pas exercer le pouvoir législatif ;

i) De même que la Communauté s'est ouverte à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce, une fois ces pays débarrassés de leurs dictatures, de même ne pourra-t-elle faire éternellement la sourde oreille aux appels qui lui viendront des nations libérées du communisme, comme à ceux qu'elle reçoit déjà de l'Australie et de la Turquie.

Cette énumération peut paraître fastidieuse, bien qu'elle soit très loin d'être exhaustive. Mais sans doute était-elle nécessaire pour dessiner, au-delà des théories et des mots creux, l'esquisse de cette Europe du possible à défaut de laquelle risque toujours d'avorter, en fin de compte, celle de la nécessité.

ANDRÉ FONTAINE

## Une réduction des dépenses militaires en URSS faciliterait l'octroi d'une aide occidentale

estime le président Bush

« J'espère qu'étant donné les changements dans le monde, les Soviétiques pourront réduire leurs dépenses militaires. Et s'ils le faisaient, je pense que ce serait plus facile pour l'Occident de leur offrir une assistance économique », a déclaré, mercredi 4 juillet à Kennebunkport (Maine), le président américain George Bush.

Dans un discours devant le congrès du PCUS, le ministre soviétique des affaires étrangères Edouard Chevardnadze avait accusé mardi les précédents dirigeants soviétiques d'avoir « ruiné » le pays en dépensant 25 % du produit national brut pour la défense.

M. Chevardnadze avait souligné que l'URSS ne pouvait continuer

sur cette voie. « L'URSS dépense entre 18 % et 25 % de son PNB pour ses dépenses militaires. Pour quel ne pas se procurer de l'argent sur ces sources là ? » s'est interrogé de son côté le secrétaire d'Etat américain, mercredi 4 juillet, en mettant également en cause le soutien de Moscou aux régimes communistes dans le monde.

M. James Baker a indiqué que la question d'une aide à l'URSS — défendue notamment par la France et la RFA, mais à laquelle les États-Unis restent hostiles — sera discutée « au fond » lors du sommet des sept pays les plus industrialisés, du 9 au 11 juillet à Houston, mais aussi « très certainement en marge » du sommet de l'OTAN de Londres, jeudi et vendredi. — (AFP)

Participation polonaise aux travaux des experts de la conférence « 2 + 4 ». — Les experts des pays participant à la conférence « 2 + 4 » sur les aspects extérieurs de l'unification allemande ont achevé, mercredi 4 juillet, à Berlin-Est, une réunion de deux jours en présence, pour la première fois, de représentants polonais. Le ministre polonais des affaires étrangères, M. Krzysztof Skubiszewski, participera à la prochaine rencontre « 2 + 4 », au niveau des ministres, le 17 juillet à Paris, consacrée à la question des frontières allemandes. — (AFP)

Expulsion du Panama de dix diplomates cubains. — Le gouvernement du Panama a ordonné, mercredi 4 juillet, l'expulsion de dix fonctionnaires de l'ambassade de Cuba qui ne comptera plus, après leur départ, que quatre diplomates. Un porte-parole officiel a déclaré que l'ordre d'expulsion avait été remis au chargé d'affaires cubain, sans donner d'autres détails. C'est l'incident diplomatique le plus grave depuis l'expulsion de l'ambassadeur de Cuba au Panama, M. Lázaro Mora, après l'invasion américaine qui a renversé le général Manuel Antonio Noriega le 20 décembre 1989. — (AFP)

### La fin de la tournée occidentale du vice-président de l'ANC

#### M<sup>me</sup> Thatcher et M. Mandela ont fait la paix

LONDRES

de notre correspondant

Il l'a trouvée « courtoise » et même « chaleureuse ». Elle a estimé avoir affaire à un « gentleman ». M. Nelson Mandela et M<sup>me</sup> Margaret Thatcher ont fait assaut de politesse, mercredi 4 juillet, après s'être rencontrés pour la première fois.

Sur les marches du 10 Downing Street, M<sup>me</sup> Thatcher a longuement serré la main du dirigeant du Congrès national africain (ANC) et son entourage s'est employé à faire savoir qu'elle avait davantage écouté que parlé, au cours de trois heures d'entretien, déjeuner compris.

#### « Une ennemie de l'apartheid »

On mesurera le chemin parcouru en rappelant qu'en 1987 M<sup>me</sup> Thatcher décrivait encore l'ANC comme « une organisation terroriste typique ». Une organisation à laquelle le premier ministre britannique a maintenant décidé de faire un don de 10 000 livres sterling. Elle a préféré fermer les yeux sur les propos malencontreux concernant l'IRA que M. Mandela avait tenus à Dublin, immédiatement avant son arrivée à Londres, et qu'il n'a d'ailleurs pas répétés en Angleterre.

Le vice-président de l'ANC a, de son côté, affirmé, hommage suprême, que M<sup>me</sup> Thatcher était « une ennemie de l'apartheid ».

Le chef du gouvernement britannique peut se flatter désormais d'entretenir de bonnes relations aussi bien avec M. Mandela qu'avec le président Frederik De Klerk. M<sup>me</sup> Thatcher continue de penser que les sanctions ne mènent à rien et que l'ANC devrait publiquement renoncer à la lutte armée. Ce sont là des divergences de taille avec M. Mandela. Mais, des deux côtés, on avait décidé de ne pas s'y attarder.

« M<sup>me</sup> Thatcher a répété sa position sur les sanctions, qui est bien connue. Nous avons énoncé la nôtre, mais nous n'avons pas jugé nécessaire d'en débattre », a déclaré M. Mandela. Ce dernier a estimé qu'un « processus de consultations » est désormais en place avec M<sup>me</sup> Thatcher. Tel était bien le but de cette visite, et non le rappel des polémiques de jadis.

M. Mandela avait une tâche plus difficile à accomplir à Londres : convaincre les milieux d'affaires que leurs investissements seraient garantis à l'avenir en Afrique du Sud, si celle-ci se transforme, comme il le souhaite, en une société multiraciale. Mais il lui était difficile de proclamer à la fois la nécessité de maintenir les sanctions économiques dans l'immédiat et de solliciter les investisseurs pour une étape ultérieure.

Il a été poliment applaudi par les patrons britanniques, mais ceux-ci ont surtout retenu de son message qu'il restait favorable aux nationalisations.

DOMINIQUE DHOMBRES



### Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1988)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amaric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 208 806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR



## EUROPE

URSS

### « Délégués du XXVIII<sup>e</sup> congrès, unissez-vous »

Au troisième jour du congrès du Parti communiste d'Union soviétique qui se déroule à Moscou, M. Mikhaïl Gorbatchev a davantage voulu apparaître comme le président du pays, se situant au-dessus des différents clans, que comme secrétaire général du PC. Si les délégués des deux grands courants — conservateur et réformateur — continuent à s'affronter publiquement, leurs chefs de file semblent déjà préparer, en coulisses, l'après-congrès et les compromis nécessaires pour éviter une scission du parti.

MOSCOU

de notre correspondant

Au troisième jour du congrès, mercredi 4 juillet, la musique fut nettement conservatrice. C'était la journée des petits apparatchiks, responsables de petites régions ou d'entreprises, mais leur virulence n'en a fait que mieux ressortir l'extrême tranquillité de M. Gorbatchev.

Le parti se déchire à un tel point que le quotidien des jeunes communistes de Moscou tirait jeudi 5 juillet, en grands caractères ironiques : « Délégués au XXVIII<sup>e</sup> congrès, unissez-vous », mais le président soviétique est déjà plus au-dessus de cela, même durant ce congrès, il agit beaucoup plus en président du pays qu'en secrétaire général du parti et c'est déjà plus la crise de confiance de la population que les angoisses de l'appareil qui le préoccupent.

Les indications du dernier sondage publié par les nouvelles de Moscou sont en effet sans ambiguïté. En juin, 47,6 % des Soviétiques ne faisaient plus confiance à « l'actuelle direction du pays ». Ils n'étaient que 30 % dans ce cas le mois précédent et si c'est avant tout le gouvernement qui est touché par cette désaffection, la tendance à en devenir pas moins dangereuse pour l'ensemble de l'équipe au pouvoir.

L'exigence de rupture monte. On peut voir une direction imprimée au pays et cette direction ne peut forcément qu'être nouvelle. Le moins populaire des ministres s'avère être ainsi celui de la défense, le maréchal Iazov, le plus populaire celui des affaires étrangères, le très gorbatchevien Edouard Chevardnadze et 84 % des personnes interrogées se sont déclarées satisfaites de l'élection de M. Eltsine à la tête du Parlement de Russie.

A se déchirer, montrer un visage haineux et à aller tellement à contre-courant du pays, le parti risque donc non seulement d'entraîner sa chute mais qu'il n'ait si activement marginalisé un vide puis-quant qu'il n'y a pas encore de relève. Mercredi donc, M. Gorbatchev s'est échappé de la tribune pour aller, mine de rien, dire aux jour-

nalistes que les dirigeants du parti « n'avaient pas pour unique but de se maintenir au pouvoir ».

« On dit que nous nous y accrochons, mais réfléchissez vous-même : nous avions davantage de pouvoir avant la perestroïka. Je ne sais d'ailleurs pas qui en avait le davantage dans le monde que le secrétaire général du PCUS » a-t-il ajouté avant de déclarer encore : « Si j'avais seulement voulu le pouvoir, il n'aurait pas fallu pour cela engager de réformes, procéder au renouveau du parti et de la société — il n'aurait pas fallu conduire la perestroïka. »

C'était une manière de quitter un navire qu'il a lui-même coulé, de dire plus allusivement ce qu'il avait écrit, le matin même, deux intellectuels communistes réformateurs dans les nouvelles de Moscou (le Monde du 5 juillet) — que la perestroïka n'avait pas été lancée par le parti, par ce parti du moins qui siège au Palais des congrès, mais par une « fraction » de ses membres seulement.

Maître-penseur

En scène, M. Gorbatchev est le rassembleur du parti, celui dont à peu près tous les délégués demandent la réélection après avoir tiré à boulets rouges sur sa politique et ses hommes. Tout le parti ou presque veut qu'il reste à sa tête car les réformateurs ne veulent pas abandonner un tel appareil aux conservateurs qui ont eux-mêmes besoin du manteau gorbatchevien pour déguiser leurs aspirations « restauratrices ».

Quant à M. Gorbatchev lui-même il n'a guère intérêt à favoriser cette comédie puisqu'il n'a pas aujourd'hui de parti à opposer au parti d'opposition que deviendrait un PCUS dirigé par un quelconque stalinien de jeune ou vieille manière. Ainsi, pendant que les petits bureaucrates vident leur bile, réclamant des « sanctions » et demandant une « épuration » virtuelle, M. Iakovlev, le maître-penseur de la perestroïka et vouté par les géomètres M. Medvedev, le secrétaire à l'Idéologie, tous les responsables jouent, eux, l'apaisement.

Quand le premier secrétaire de Moscou, M. Prokofiev, explique que le congrès du parti russe a cédé à la tentation d'un retour en arrière qui conduisait le pays « au degré zéro de la civilisation » que la salle ruge de rage, applaudit pour le couvrir et trépigne, c'est par exemple l'éta même de ce Congrès russe, M. Polozkov qui rétablit le calme.

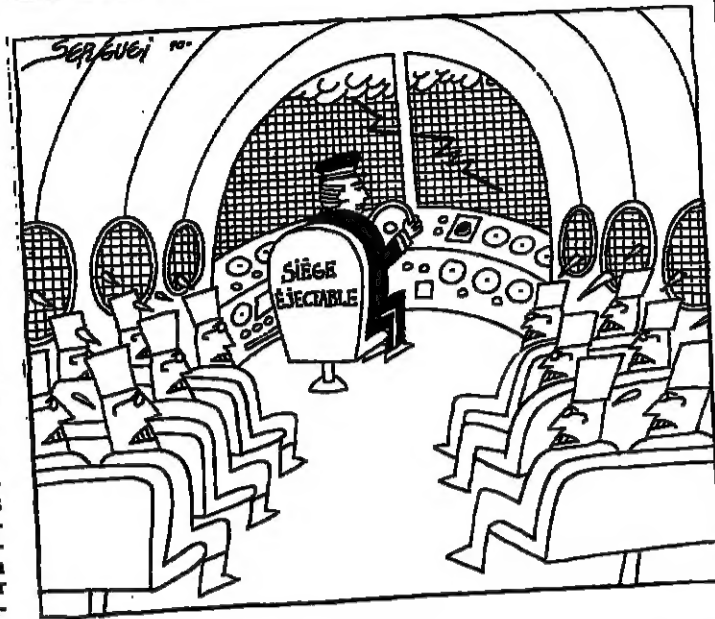
Le virage ou la mort

Ce même M. Polozkov n'en finit pas de demander plus de répit partout qu'il veut s'entendre avec tout le monde, tout faire pour éviter une scission du parti et, bien sûr, faire reconduire M. Gorbatchev. Rarement donc, le contraste aura été si violent entre l'explosion d'enthousiasme qui — pour le meilleur comme pour le pire — marque

ce congrès et l'ampleur des jeux de coulisses. Car non seulement les chefs de file négocient leur complot de l'après-congrès mais les deux grands courants, tout en agissant de drapau unitaire qui convient à tout le monde, ne pensent qu'à une seule chose : l'après-congrès.

La s'amorçera, sur les ruines du PCUS un bi-partisme soviétique, d'un côté les nationaux-communistes de l'autre les libéraux et la

Avec la variante de « nouveau parti » cette expression est le signe de ralliement des partisans du « centre-gauche » aux rangs desquels on compte nombre de membres de l'équipe Gorbatchev, la totalité des journaux réformateurs, de plus en plus de cadres du parti, notamment dans les républiques périphériques où l'appareil n'a de choix qu'entre un virage total et la mort et virtuellement, enfin, tous les députés élus contre les conservateurs.



M. Gorbatchev pourra prendre tout le champ présidentiel nécessaire en se déclarant au-dessus des partis.

Grandes manœuvres

Tout comme les conservateurs ont commencé de préparer ce mouvement avec le Congrès du Parti, les libéraux ont posé leurs premiers jalons avec le discours prononcé lundi par M. Iakovlev.

« Je suis convaincu, avait-il dit, qu'est arrivé le temps de dire la vérité (...) et d'en finir avec cette guerre civile dont nous ne savons pas sortir. » Cela avait été un discours de définition idéologique de cours de parti de « Centre-gauche » grand parti de la fin de gens et, depuis, M. Iakovlev est devenu le héros des délégués qui pensaient rendre leur carte à la fin du congrès.

On lui demande maintenant conseil, on le sollicite et il s'est longuement entretenu, mercredi, avec des représentants des Jeunes communistes, de la tendance plate-forme démocratique et de divers autres courants réformateurs. Les grandes manœuvres sont engagées et dès qu'il a pu, mercredi matin, reprendre la parole, le premier secrétaire de Moscou s'est prononcé pour la transformation du parti en une « nouvelle organisation politique ».

ALBANIE : 200 réfugiés dans les ambassades à Tirana

### Le régime aurait décidé de délivrer des milliers de visas de sortie aux candidats à l'émigration

Selon un homme d'affaires occidental de retour de Tirana, le calme régnait, mercredi 4 juillet, dans la capitale albanaise. Toutefois, on observait dans les rues un dispositif de sécurité renforcé, à la suite des troubles de ces derniers jours et de l'afflux d'environ deux cents Albanais, candidats à l'émigration, dans diverses ambassades étrangères. « Les miliciens étaient plus nombreux que d'habitude, a-t-il déclaré à la presse lors d'une escalade à Bucarest, les ambassades vont toutes crier par la police mais la ville était calme ». Aucun bilan des incidents n'a été officiellement publié mais le porte-parole du ministère ouest-allemand des affaires étrangères a estimé qu'il y avait « sans doute eu des morts », notamment lorsque la police a tiré contre la foule qui tentait de pénétrer dans l'ambassade de la RFA.

Changements à la Sigurimi ?

Des négociations se poursuivaient mercredi pour tenter de régler le problème des réfugiés. Le gouvernement albanaise aurait fait savoir aux missions diplomatiques européennes concernées (RFA, France, Grèce, Italie, Turquie, Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie) qu'il s'apprêtait à délivrer dans les jours à venir entre 10 000 et 15 000 passeports et visas de sortie à ses ressortissants désireux de quitter le pays. Il a par ailleurs réaffirmé qu'aucune poursuite légale ne serait engagée contre les réfugiés si ceux-ci acceptaient de quitter les locaux des légations. A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay s'est montré relativement optimiste sur les chances

de parvenir à une solution rapide du problème.

Il semble que les autorités albanaises s'efforcent de désamorcer le conflit et surtout une éventuelle rumeur de la population vers des Allemands étrangers, comme celle des Allemands de l'Est en 1989, qui avait précédé la chute du régime communiste d'Erich Honecker en RDA. Selon des informations en provenance de Yougoslavie, des « changements importants » devraient être annoncés prochainement au sein du ministère albanaise de l'intérieur et à la tête de la redoutable Sigurimi (police politique). Un plénum du Parti du travail (communiste) albanaise aurait été convoqué et pourrait procéder dans les jours qui viennent à de « nouvelles nominations ».

Les autorités albanaises ont refusé, mercredi soir, que le gouvernement de Bonn envoie un avion spécial à Tirana pour apporter des médicaments et de l'aide matérielle à l'ambassade de RFA où se sont réfugiés quatre-vingt-six personnes. La France a déposé une requête similaire mais n'avait pas obtenu de réponse dans la matinée de jeudi. De son côté, le gouvernement italien a demandé à l'ONU d'intervenir « contre la violation des privilèges des ambassades étrangères » par la police de Tirana et les Douze ont publié, jeudi, une déclaration commune exigeant que les personnes qui cherchent à se réfugier dans les ambassades ne soient pas blessées et que leurs familles ne subissent pas de représailles.

La CEE souhaite également que l'Albanie s'engage rapidement sur la voie des réformes et de la démocratie.

BULGARIE

### Les étudiants intensifient leur mouvement de contestation

Les étudiants bulgares, en grève depuis maintenant vingt-quatre jours, intensifient leur mouvement et ont exigé, mercredi 4 juillet, « la démission immédiate » du chef de l'Etat, M. Petar Mladenov. Ils ont reçu le soutien d'un millier d'intellectuels qui ont organisé ce même jour un sit-in devant les bureaux de la présidence de la République. Des professeurs de faculté, des acteurs, des scientifiques ont demandé à la population de participer à leur action. M. Mladenov a implicitement reconnu le 4 juillet avoir émis la possibilité de faire appel aux chars pour disperser une manifestation en décembre dernier. En effet, la cassette vidéo le montrant en train de déclarer : « Que les tanks viennent ! », a été authentifiée par trente et un experts dont de nombreux scientifiques, artistes, techniciens.

Selon le chef de l'Etat, cette réplique a été « sortie de son contexte » et est en contradiction avec toute sa « pratique dans la politique et dans la vie », ainsi qu'avec ses « idées en tant qu'homme politique et homme d'Etat ».

Les étudiants ont obtenu gain de cause avec l'annonce de la démission du directeur de la télévision, M. Pavel Pissarev. Ils lui reprochaient d'avoir servi sous le régime communiste et de « manquer d'objectivité ». Ils demandent maintenant le départ du premier ministre, M. Andreï Loukanov, du vice-premier ministre, M. Tchoudomir Alexandrov, et des ministres de la défense, Dobri Djourov, de l'intérieur, Atanas Semerdjiev, et des finances, Belcho Belchev ainsi que « tous les députés compromis » élus les 10 et 17 juin derniers. — (AFP)

POLOGNE

### Le premier ministre refuse de rencontrer M. Lech Walesa à Gdansk

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, a rejeté mercredi 4 juillet l'offre du président de Solidarité, M. Lech Walesa, d'une rencontre en tête à tête aux chantiers navals de Gdansk (le Monde du 3 juillet). « Nul n'a le droit, ni vous ni moi, d'utiliser un éventuel retour aux sources comme moyen de pression », a-t-il déclaré.

Dans son invitation à M. Mazowiecki, lundi, le Prix Nobel de la paix avait souligné : « Je pense qu'il n'y a pas de meilleur endroit pour nous rencontrer que la salle historique de Gdansk » (où avaient été signés les accords du 31 août 1980, acte de naissance de Solidarité). Le chef de l'exécutif a proposé en revanche à M. Walesa la rencontre ait lieu à Varsovie, sous les auspices du secrétaire de l'épiscopat polonais, l'archevêque Bronislaw Dabrowski. — (AFP)

■ YUGOSLAVIE : dissolution du Parlement et du gouvernement du Kosovo. — Le Parlement de la République de Serbie a dissous, jeudi 5 juillet, par décret-loi, le Parlement et le Conseil exécutif (gouvernement) de sa province du Kosovo. Des mesures administratives « destinées à protéger les droits constitutionnels et la propriété collective » seront immédiatement appliquées à la radio et à la télévision de Pristina (capitale du Kosovo). La Serbie prend également le contrôle des émetteurs et des communications de la province ainsi que des journaux en langue albanaise Rilindja et Zeri i Rinis. — (AFP)

TCHÉCOSLOVAQUIE : réélection de M. Vaclav Havel à la présidence de la République

### Le nouveau gouvernement a présenté un programme modéré de réformes économiques

Par 234 voix contre 50 M. Vaclav Havel a été réélu, jeudi 5 juillet, président de la République tchécoslovaque par la nouvelle Assemblée fédérale. Après trois jours de négociations internes difficiles, le nouveau gouvernement a présenté mardi un programme sans surprise.

PRAGUE

de notre correspondant

« Notre but est de faire un virage radical en ce qui concerne nos habitudes de gestion » et d'aller vers une économie de marché à connotation sociale et écologique, a déclaré, mardi 3 juillet, le premier ministre tchécoslovaque, M. Marian Calfa. Dans un discours sans surprise — qui était tout, sauf radical — M. Calfa a exposé les trois volets de son programme économique, social et écologique.

S'exprimant en slovaque, sa langue maternelle, à la grande consternation des observateurs de langue tchèque, le premier ministre a fait part de l'intention de son gouvernement de suivre « le seul chemin possible » vers le but assigné : la démocratisation de la société, l'introduction d'une économie de marché, la libéralisation des prix et du commerce extérieur, l'introduction de la convertibilité interne de la cou-

ronne (monnaie tchèque), la privatisation d'une grande partie des entreprises d'Etat et le développement de l'entreprise privée notamment par la diminution de l'impôt sur les sociétés de 50 % à 30 % et de l'impôt sur le revenu de 90 % à 55 %.

M. Calfa a aussi souligné que la dette extérieure ne dépasse pas son niveau actuel : entre 7 et 8 milliards de dollars. Ancien ministre sous le régime communiste, il a souligné l'importance des liens économiques qui unissent son pays à l'Union soviétique. La Tchécoslovaquie reçoit l'essentiel de son pétrole et de son gaz de l'URSS en échange de divers produits finis difficilement vendables à l'Occident.

Attachement à l'Europe

Le gouvernement a annoncé la fermeture de plusieurs centrales thermiques au charbon particulièrement polluantes dans le nord et l'ouest de la Bohême. « L'aspect écologique sera un critère de base de toute reconstruction économique. Le gouvernement fera même de l'environnement une des tâches de sa politique étrangère », a déclaré M. Calfa. L'intention du gouvernement de remplacer les centrales au charbon par des centrales nucléaires ne devrait pourtant plaire,

ni aux Verts ni aux voisins autrichiens. Enfin, pour apaiser ceux pour qui ces réformes sembleraient trop rapides, M. Calfa a rappelé le désir de son gouvernement de mettre en place un système de garanties sociales, salaire minimum, hausse des retraites, etc. Le premier ministre a réaffirmé l'attachement de son gouvernement à l'Europe et au maintien de la Tchécoslovaquie au sein du pacte de Varsovie et du Conseil pour l'assistance économique mutuelle (COMECON).

Ce programme gouvernemental — c'est sans doute la loi du genre — n'a pas satisfait ceux qui souhaitent que le premier ministre précise davantage ses options concernant notamment la rapidité des réformes économiques à entreprendre. En revanche certaines querelles, nées avant les élections, semblent avoir retrouvé une nouvelle actualité. Ainsi le ministre de l'intérieur, M. Jan Langos, a affirmé que ses services allaient vérifier les liens de tous les employés du ministère des affaires étrangères et de tous les membres des missions tchécoslovaques à l'étranger avec l'ex-police secrète. Le Parlement a adopté une motion constatant le bien-fondé des accusations portées contre le président du Parti populaire, qui avait été soupçonné d'avoir collaboré pendant dix-sept ans avec la police secrète.

PETER GREEN

Newstation, Birmanie, 1947.

Le Prince de la Forêt et de la Nuit veut ajouter le jour à son empire.

Jean-François Deniau le lui déconseille.

سكزا من الامم



## EUROPE

RFA : après l'union économique et monétaire

## Quel mode de scrutin pour les élections panallemandes ?

Quatre jours après l'instauration de l'union monétaire entre la RDA et la RFA, on observe avec satisfaction à Bonn qu'aucun des indicateurs économiques n'est, pour l'instant, passé au rouge : la deutschmark se tient bien, la Bourse de Francfort n'enregistre aucun mouvement à la baisse des valeurs allemandes.

Le comportement « raisonnable » des consommateurs est-allemands, qui se sont gardés de jouer les cigales, est salué comme un signe de maturité. De l'avis général, cela laisse bien augurer de la suite des événements.

BONN

de notre correspondant

Les forces politiques et les gouvernements de l'Ouest et de l'Est travaillent maintenant à occuper de l'organisation de l'étape suivante

## EN BREF

CHINE : M. Raymond Barre à Pékin. — L'ancien premier ministre était attendu, jeudi 5 juillet, à Pékin, pour une visite privée au cours de laquelle il devait s'entretenir notamment avec le chef du PC, M. Jiang Zemin, et le premier ministre, M. Li Peng. — (AFP.)

GABON : Joseph Rendjambé sera enterré samedi. — Les obsèques de Joseph Rendjambé, secrétaire général du Parti gabonais du progrès (PGP-opposition) auront lieu samedi 7 juillet à Omboué, non loin de Port-Gentil, a annoncé un communiqué du PGP. Le décès de Joseph Rendjambé, le 25 mai, dans des conditions inexplicables, avait marqué le départ de violentes manifestations, tant à Libreville qu'à Port-Gentil. — (AFP.)

de l'unification : l'adhésion de la RDA à la RFA, selon l'article 23 de la Constitution ouest-allemande, et la tenue d'élections au Parlement de l'Allemagne unifiée. Ces questions doivent être réglées dans le cadre d'un deuxième traité d'Etat, dont l'élaboration est en cours.

L'accord ne s'est pour l'instant réalisé que sur un seul point : la date des élections, qui devraient se dérouler le 2 décembre. Le ministre ouest-allemand de l'Intérieur, M. Wolfgang Schauble (CDU), avait élaboré un schéma qui convenait au ministre-président de la RDA, M. Lothar de Maizière, également chrétien-démocrate. Les élections auraient lieu ainsi simultanément en RFA et en RDA, selon le mode de scrutin propre à chaque pays. L'unité électorale s'effectuant dans la nuit suivant la consultation.

M. Schauble justifiait cette procédure par le souci de garantir l'accès au nouveau Parlement de formations ne présentant des candidats qu'en RDA, qui n'auraient aucune chance de pouvoir dépasser la barre des 5 % à l'échelle du pays tout entier. L'objectif de la manœuvre était double : permettre à la DSU, la « succursale » est-allemande de la CSU bavaroise, d'avoir des députés, et gêner le SPD en donnant la possibilité au PDS, ex-communiste, d'être présent au Parlement.

La barre des 5 %

Les difficultés rencontrées par la DSU lors de son congrès de la semaine dernière, qui se sont traduites par la démission du parti de deux membres du gouvernement de Maizière — MM. Peter Michael Diestel et Wolfgang Ebeling — a quelque peu bouleversé la stratégie de M. Schauble : il court maintenant le risque d'être accusé de favoriser le seul PDS.

Le SPD, soutenu sur ce point par les libéraux de Hans-Dietrich

Genscher, n'est pas du tout d'accord avec cette façon de procéder. Ces partis veulent que les élections panallemandes aient lieu selon un mode de scrutin uniforme pour toute l'Allemagne, et que la barre des 5 % s'applique à l'échelle du pays tout entier. Les intérêts des sociaux-démocrates et des libéraux sont en la matière convergents. Ils craignent d'être affaiblis par la dispersion des suffrages sur des formations qui auraient quelques chances de pouvoir participer à la distribution des parts de gâteau électoral, si les voix étaient comptées séparément en RFA et en RDA.

Ce qui est en jeu, c'est l'établissement d'un rapport de forces parlementaire nouveau à l'échelle de l'Allemagne unie. La CSU bavaroise craint de perdre de son influence sur le gouvernement central — le poids relatif de la Bavière étant plus réduit après l'unification — et les sociaux-démocrates ne veulent pas être soumis à la concurrence d'une extrême gauche communiste qui pourrait retrouver au Parlement une représentation perdue depuis les années cinquante. Les Verts sont paradoxalement plus favorables à des modes de scrutin séparés : la faiblesse de leurs amis de RDA — ils ont obtenu moins de 3 % aux élections du 18 mars — les oblige, selon leurs calculs, à obtenir au moins 7 % des suffrages en RFA pour pouvoir revenir au Bundestag.

Le projet de M. Schauble a peu de chances de passer l'obstacle du Parlement. Le SPD fait de la question du mode de scrutin unique une question de principe et menace de faire échouer le deuxième traité d'Etat au Bundestag, où il dispose de la majorité. Sur cette question, il est beaucoup plus uni que lors de la discussion sur l'union monétaire, et est maintenant prêt à accélérer le rythme d'une unification qui lui semblait, il y a peu, beaucoup trop rapide.

LUC ROSENZWEIG

ITALIE : quarante ans après la mort du célèbre bandit mafieux

## Pas de Requiem pour Salvatore Giuliano

ROME

de notre correspondant

Il était beau, jeune et cruel. Les gazettes de l'époque l'avaient surnommé le « Robin des bois de Sicile », « l'assassin au cœur d'or » ou le « bandit bien aimé ». Il jouait de la guitare, composait des poèmes et massacrait allègrement la maréchassée. Salvatore Giuliano, le corps criblé de balles mourut, mystérieusement assassiné, il y a exactement quarante ans.

A Montelepre, un patelin montagneux de Sicile qui fut son royaume, certains gens souhaitent commémorer la disparition du célèbre fils du pays. Avec cortège silencieux à travers la cité et messe du souvenir à l'église. Mais l'évêque du lieu a refusé le Requiem. Et les autorités ont interdit la manifestation. « Ce serait exal-

ter le crime » a tranché le préfet de Palermo.

Malgré le temps, malgré les films glorificateurs, malgré les hagiographies consacrées à l'ancien « colonel » de « l'armée des volontaires pour l'indépendance de la Sicile », personne en vérité n'a oublié ses crimes. Notamment le massacre du 1<sup>er</sup> mai 1947 au cours duquel onze paysans du cru furent assassinés à la mitrailleuse par les hommes de Giuliano et plus d'une cinquantaine blessés.

A vingt ans, le jeune bandit de Montelepre avait tué son premier carabinier. A vingt-huit, alors que son palmarès se déclinait en dizaines de cadavres, ce fut son tour. Soupçonné de l'avoir trahi et même de lui avoir porté le coup fatal pendant son sommeil, Gaspare Pisciotto, ex-numéro deux de la bande, fut lui-même retrouvé

empoisonné dans sa cellule quatre ans plus tard à la prison centrale de Palermo. Un café à la strychnine, cela ne pardonne pas.

Histoire de sang, histoire de mafia. Salvatore Giuliano fut d'abord l'ennemi des riches et des puissants « parrains » de « Cosa Nostra ». Il devint ensuite leur allié et ce fut sa perte. Salvatore Sciortino, fils de sa sœur bien aimée, a entrepris de ressusciter et de célébrer la mémoire de l'ex-bandit au grand cœur. Il a transformé son restaurant en un véritable musée à la gloire de son célèbre tonton. Bien sûr, il regrette que son idée de commémoration triomphale soit ratée. Mais l'opération-pub, elle, a réussi : la pizzeria familiale de Montelepre ne désemplit pas. Bon sang ne saurait mentir...

PATRICE CLAUDE

## GRÈCE

## Nouvelle grève générale contre la politique d'assainissement du gouvernement

Pour la troisième fois depuis la formation, en avril dernier, du gouvernement conservateur de M. Constantin Mitsotakis, la Grèce a été paralysée mercredi 4 juillet par une grève nationale lancée par la Confédération générale des travailleurs grecs (CGTG).

ATHÈNES

de notre correspondant

Après les journées nationales d'action, les 22 mai et 6 juin, contre les premières mesures d'austérité prises par le gouvernement pour redresser la situation écono-

mique, les syndicalistes ont protesté cette fois contre un projet de loi sur « le développement et la modernisation » du pays. Le projet remet notamment en cause la journée de travail de huit heures, prévoit une quatrième équipe pour le travail en continu, règle le travail partiel et allonge les heures d'ouverture des magasins. La Confédération des artisans et petits commerçants s'était jointe à la grève pour protester contre les dispositions de la loi qui fait la part belle aux grandes surfaces et met en péril le petit commerce.

« Il n'est pas question que le gouvernement cède »

Dans la capitale, les débrayages ont été particulièrement importants dans les transports urbains, empoisonnant un peu plus la vie des Athéniens qui doivent de surcroît faire face à un regain de la pollution atmosphérique dû notamment à une forte chaleur (40 degrés). La grève des techniciens de la Compagnie publique d'électricité a également provoqué d'importantes coupures de courant et entraîné de nombreux embouteillages dans la capitale en raison de feux de signalisation aveugles.

Le projet de loi contesté a été déposé la semaine dernière au Parlement et est toujours discuté en commissions. Outre l'aménagement du temps de travail, il prévoit la libéralisation du système

bancaire, des mesures d'incitation aux investissements, la suppression des avantages accordés aux employés des compagnies de l'électricité, du téléphone et d'Olympic Airways, l'informatisation de l'administration, la lutte contre la bureaucratie (pas plus de trois signatures sur un texte administratif...) et la construction de parkings dans la capitale.

Pour l'opposition socialiste du PASOK, il s'agit d'une loi « super-marché », pour les communistes de la Coalition de la gauche et du progrès, le texte est « monstrueux » et « anti-ouvrier ». Le premier ministre affirme pour sa part qu'« il n'est pas question que le gouvernement cède » : le plan de redressement économique sera mené à terme « quel que soit le coût politique ».

Le président de la CGTG, M. Lambros Canellopoulos, a estimé que le projet sera sans doute voté au Parlement mais que « les travailleurs ne permettront pas qu'il soit appliqué ». La centrale a menacé de recourir une nouvelle fois à la grève la semaine prochaine. Les professeurs du secondaire qui réclament un relèvement de leurs salaires ont annoncé de leur côté leur intention de boycotter les examens d'entrée à l'enseignement supérieur, prévus au milieu du mois. L'été social grec s'annonce particulièrement chaud cette année.

DIDIER KUNZ

## PAYS-BAS

## Les effectifs de l'armée vont être réduits d'au moins 15 %

LA HAYE

de notre correspondant

Les effectifs de l'armée néerlandaise — 129 000 hommes, appelés compris — vont être réduits de 15 % d'ici à 1995 et, si les relations internationales continuent de se développer favorablement, de 15 % supplémentaires entre 1995 et 2000. Ce projet de réduction des troupes apparaît dans une lettre que le ministre de la défense, M. Relus Ter Beek (socialiste), vient d'adresser à la deuxième Chambre du Parlement. M. Ter Beek prépare, pour cet automne, une « note », dans laquelle il proposera une réévaluation des tâches et des moyens des forces armées.

La publication d'une première version de cette note, vendredi 29 juin, dans le journal du ministère de la défense, avait irrité le ministre chrétien-démocrate (CDA) des affaires étrangères, M. Hans Van Den Broek. M. Ter Beek affirmait en effet que « la menace permanente d'un grand conflit appartenait au passé » et ne

prévoyait pas d'alternative à une baisse des effectifs militaires de 30 %. Soucieux de n'anticiper ni le résultat des négociations Est-Ouest sur le désarmement conventionnel, ni les décisions de l'OTAN, M. Van Den Broek a obtenu que son collègue introduise un bémol dans son texte.

Celui-ci, revu et corrigé, assorti donc la réduction des troupes envisagée d'un scénario de rechange. Il stipule, en effet, que « aux cas où la situation internationale cesserait d'évoluer favorablement », les effectifs de la défense seraient maintenus « au niveau atteint » en 1995, échéance à laquelle 15 % des emplois (militaires et civils) de l'armée auraient été supprimés, conformément à la décision prise en avril par le gouvernement, pour des raisons budgétaires. Un premier conflit avait alors opposé les ministères de la défense et des affaires étrangères, les questions de sécurité étant un sujet de tension permanent entre les deux partis de la coalition gouvernementale.

CHRISTIAN CHARTIER

GRAPHISME ET COMMUNICATION va mettre en place une formation en alternance structurée (dans le cadre des contrats de qualification), cela dans le but de former des jeunes de niveau IV pour l'édition électronique et vidéo-graphique. Cette formation, qui traitera à la fois le texte et l'image, devrait intéresser les responsables d'agences de publicité et de studios. Elle débutera dans la seconde quinzaine de novembre. Les employeurs intéressés sont priés de contacter, le plus rapidement possible, l'organisme de formation : GRAPHISME ET COMMUNICATION, 36, rue Mollière, 94200 Ivry-sur-Seine. Tél. : 45-21-45-43.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE HUGUËRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie  
de « Monde »  
12, rue de Valenciennes  
94852 Ivry-Cedex  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 347  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Le Monde  
PUBLICITE

André Fontaine, président  
Françoise Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
Micheline Oerlemans,  
directeur du développement  
S. rue de Valenciennes, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F  
Tél. 45-55-04-70 - Société filiale  
du journal Le Monde et Regie Presse SA.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, Renvoyer ce BULLETIN accompagné de  
votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
SERVICE A DOMICILE :  
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez, sans l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

DROUOT RICHELIEU  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais sur : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
les deuxièmes vendredis, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 65.

## LUNDI 9 JUILLET

S. 1. - Estampes et tableaux modernes. - M<sup>e</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M<sup>e</sup> Caillet et M. Blanchet.  
S. 5 et 6. - 21 h. Art abstrait et contemporain. - M<sup>e</sup> BRIEST.  
S. 7. - Tapis anciens. - M<sup>e</sup> ROGEON.  
S. 12. - Cartes postales. - M<sup>e</sup> LENORMAND, DAYEN.

## MARDI 10 JUILLET

S. 4. - Estampes modernes, dessins 19<sup>e</sup>. - ARCOLE (M<sup>e</sup> OGER, DUMONT).  
S. 5 et 6. - 14 h 30. Suite de la vente du 9 juillet. - M<sup>e</sup> BRIEST.  
S. 10. - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>e</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
S. 12. - Télécartes. - M<sup>e</sup> LENORMAND, DAYEN.  
S. 14. - Peinture contemporaine. - M<sup>e</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

## MERCREDI 11 JUILLET

S. 1 et 7. - 21 h. PEINTRES DE RIGA. PARIS AUCTION (M<sup>e</sup> HOEBANX-COUTURIER).  
S. 5. - Tableaux modernes. - M<sup>e</sup> BRIEST.  
S. 8. - 14 h lieu de la S. 11. Jeunes artistes russes contemporains. Parties d'ateliers. Ventes des années 50. - M<sup>e</sup> MILLON, ROBERT. Cabinet d'expertise Camard, expert.  
S. 12. - Timbres-poste. - M<sup>e</sup> LENORMAND, DAYEN.

## JEUDI 12 JUILLET

S. 2. - Collection de timbres. - M. Pigeon, expert.  
S. 6. - Mobilier. - M<sup>e</sup> COUTURIER, de NICOLAY.  
S. 10. - Tableaux et meubles contemporains. - M<sup>e</sup> BINOCHÉ, GODEAU.  
S. 13. - Bijoux, argenterie. - ARCOLE (M<sup>e</sup> RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY).  
S. 14. - Bons meubles. M<sup>e</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

## VENDREDI 13 JUILLET

S. 1. - Meubles et objets d'art. - M<sup>e</sup> BRIEST.  
S. 5. - Meubles, tableaux, objets d'art. - M<sup>e</sup> LENORMAND, DAYEN.  
S. 9. - Art d'Orient. - M<sup>e</sup> BOISGIRARD. M<sup>e</sup> Kevorkian, expert.  
S. 16. - BIJOUX. Tabl. bib. mob. - M<sup>e</sup> CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC. Tél. : 42-94-10-24. (Expo le 13/7, de 11 h à 12 h).

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.  
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-81-50-91.  
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
ROBERT, Cabinet d'expertise Camard, expert, 4, rue Drouot (75009), 42-47-03-99.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-82-38.  
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.  
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.



Salvatore Giuliano

Le général  
Le gouvernement

PAISES  
effectifs de l'armée  
re réduits d'au moins 12%



هكذا من الامل



## AFRIQUE

## KENYA

## Les deux principaux opposants au régime sont arrêtés

Les deux principaux opposants au régime du président Daniel Arap Moi, MM. Kenneth Matiba, ancien ministre des transports, et Charles Rubia, ancien ministre du logement, ont été arrêtés, mercredi 4 juillet, à Nairobi. Tous deux devaient organiser samedi, dans la capitale kenyane, une réunion publique, qui avait été interdite.

Partisans du multipartisme, les deux adversaires du pouvoir auraient eu l'intention de passer outre aux interdictions signifiées par le président. MM. Matiba et Rubia avaient reçu, le 22 juin, l'appui indirect de l'Eglise catholique, qui avait publié une lettre pastorale critiquant la situation du pays. Auparavant, des conférences de presse, tenues par MM. Matiba et Rubia, avaient été interrompues

par la police, ce qui avait valu aux responsables de deux des trois quotidiens anglophones du Kenya plusieurs heures de détention. Au mois de juin, le domicile de M. Matiba avait été attaqué par des « bandits », lesquels se donnaient, selon l'ancien ministre, du « caporal » ou du « capitaine ». L'épouse de M. Matiba avait été frappée et victime d'une fracture du crâne. Durant le dernier week-end, la police a arrêté des dizaines de personnes accusées de vendre ou d'écouter des cassettes de « musique subversive ». Il s'agissait de chansons aux titres évocateurs, comme les *Tribulations de Matiba* ou *Qui a tué le Dr. Ouko* ? — ce dernier titre faisant allusion au meurtre, toujours non élucidé, de l'ancien ministre des affaires étrangères, en février dernier. — (AFP)

## CONGO

## Le multipartisme en option

Le Parti congolais du travail (PCT-parti unique) envisage l'instauration du multipartisme. Un communiqué, publié mercredi 4 juillet, après six jours de réunion du comité central du PCT, indique qu'un congrès extraordinaire aura lieu en 1991, afin de mettre en place les instruments juridiques nécessaires.

Ce texte ne donne toutefois aucune précision sur la durée de la période de transition qui mènera le pays au pluralisme politique. Il annonce simplement que « le multipartisme est un objectif à atteindre ».

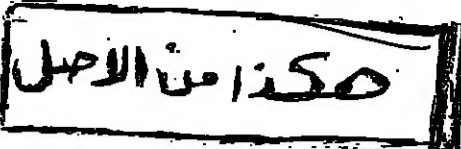
Le comité central déclare que le PCT doit devenir « un parti de masse » et qu'en conséquence il est mis fin à son caractère marxiste-léniniste, tout en soulignant que « le socialisme restera l'objectif final de la lutte au Congo ». — (AFP)

## LIBÉRIA

## Intensification des combats autour de Monrovia

Alors que l'incertitude demeurait, jeudi 5 juillet, sur les intentions du président Samuel Doe, les rebelles se rapprochaient de plus en plus du centre de Monrovia et les combats s'intensifiaient autour de la capitale. Des tirs ont été entendus dans les quartiers périphériques, à Paynesville et près de Brewerville. L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Peter de Vos, a rencontré, mercredi, le président Doe, après que les Américains eurent indiqué qu'ils sont prêts à l'aider à quitter le pays.

Protégé par une imposante escorte de marines, l'ambassadeur s'est rendu jusqu'au palais-forteresse du président Doe, où les deux hommes se sont entretenus pendant une heure. Les officiels des deux pays ont refusé de donner des indications sur le contenu de leur conversation. — (AFP, AP)



## ASIE

## CORÉE DU SUD

## Le régime parlementaire demeure fragile

La perspective d'une rencontre avant septembre à Séoul entre les premiers ministres du Nord et du Sud suscite un optimisme prudent en Corée du Sud, où le régime parlementaire éprouve toujours du mal à s'ancrer.

## SÉOUL

de notre envoyé spécial

Les Coréens n'aiment guère qu'on les compare aux Japonais. Pourtant, c'est sur le modèle du Parti libéral-démocrate nippon que le président Roh Tae-woo a fondé en février une coalition gouvernementale dont le but était, comme pour le PLD, de dominer durablement la vie politique sud-coréenne. Le nouveau Parti démocrate-libéral (PDL) — qui contrôle les deux tiers des sièges au Parlement — était censé mettre un terme à l'instabilité politique causée par la position minoritaire du Parti de la justice et de la démocratie (PJD) de M. Roh face à l'opposition des « trois Kim ». Deux de ces derniers, MM. Kim Young-sam et Kim Jong-pil, ont rejoint le camp au pouvoir, laissant le vétérinaire Kim Dae-jong — chef du Parti pour la paix et la démocratie (PPD) — comme unique tête de file de l'opposition.

« Opposant pendant trente-six ans », comme il se définit lui-même, M. Kim Young-sam est ainsi devenu président exécutif du PDL, donc son chef nominal après M. Roh. Le résultat de cette « réaction chimique » est loin d'avoir été positif : les sondages effectués en juin donnaient à la coalition moins d'opinions favorables qu'au seul PJD l'an dernier ou qu'à l'opposition.

## 78 % de déçus

Les électeurs ont mal perçu une fusion décidée dans le secret de la maison bleue (la présidence) entre M. Roh et Kim Young-sam, et qui a tout le monde par surprise : 78 % d'entre eux sont déçus par les débats parlementaires et 53 %

refusent de soutenir un parti quel qu'il soit. Beaucoup aimeraient voir percer de nouveaux dirigeants plus jeunes et plus proches de leurs préoccupations quotidiennes. Y compris dans l'opposition, où certains n'hésitent plus à qualifier le PPD de « parti d'un seul homme ».

M. Kim Dae-jong admet mal ces critiques. Il ne voit d'autre choix pour l'opposition que de le rejoindre. Que ce soit les dissidents du mouvement de M. Kim Young-sam qui ont fondé à la mi-juin un Parti démocrate, ou les jeunes extrémistes dont le dénoyauement la violence, les accusant d'être parfois infiltrés par la police, ou par la Corée du Nord. Le chef du PPD est encore plus dur à l'égard de son ancien allié Kim Young-sam. « Je suis triste pour lui car on ne trouve qu'un leader de sa trempe parmi dix ou vingt mille politiciens. Mais il a trahi le peuple coréen. Il a perdu son âme et son honneur », ajoute-t-il avant de le comparer à Pékin.

Ce point de vue peut paraître extrême mais il est partagé par beaucoup, y compris par certains partisans du pouvoir. Dans une société si confucéenne, le caractère « immoral » de cette volte-face choque d'autant plus qu'elle apparaît comme une faute politique de première grandeur : comment un homme aussi versé dans les luttes politiques a-t-il pu croire que l'équipe qui entoure M. Roh — composée de nombreux anciens officiers — pourrait lui laisser un jour le pouvoir ? Tentant de minimiser ces problèmes, M. Kim Young-sam défend ses nouvelles convictions : « J'ai voulu éviter un malheur à la Corée, la sauver de l'instabilité (...) porter de risques de coup d'Etat. Fort de mon expérience, j'ai voulu aider le président Roh, car un gouvernement minoritaire était très risqué ». Mais, affirme-t-il, « je n'ai fait aucune concession. Il y a seulement une convergence pour sauver l'Etat entre trois partis qui partageaient les mêmes idées ».

Et qui l'avaient bien caché puisqu'ils s'opposaient jusqu'en février sur la plupart des sujets. En parti-

culier sur la loi sur la sécurité nationale, dont MM. Kim Dae-jong et Kim Young-sam avaient pendant des années exigé l'abolition. Aujourd'hui, ce dernier propose seulement une « révision graduelle », que le gouvernement paraît peu pressé de présenter au Parlement.

## Le trouble des extrêmes

Le charisme de M. Kim Young-sam est mal en point alors que le prestige de M. Kim Dae-jong est à peine entamé. Ce qui a annulé l'effet de la fondation du PDL, dont le régime attendait un second souffle. Et ce à un moment où les tensions sociales et politiques se durcissent. Un député d'opposition estime qu'après une période réellement démocratique qui a duré jusqu'au début de 1989 la répression a repris « comme avant ». Plusieurs sources indiquent que les arrestations sont plus nombreuses que sous le régime précédent (« 3,6 personnes par jour contre 1,6 », selon M. Kim Dae-jong), même si les brutalités sont moins fréquentes.

Poussant plus loin leur raisonnement, les opposants — à l'image de M. Imm Chai-kyung, rédacteur en chef du quotidien dissident *Han-gyoreh*, qui tire à 500 000 exemplaires — voient avant tout dans le récent sommet entre M. Roh et M. Gorbatchev une manœuvre électorale destinée à faire oublier les difficultés politiques et économiques (inflation, hausse des prix et spéculation foncière). Il est vrai que cette rencontre a eu un effet considérable sur une opinion qui, à l'instar de celle de l'Allemagne, découvre que la réunification pourrait bien avoir lieu avant le prochain millénaire.

La rapidité de ces changements pourrait bouleverser l'échiquier politique sud-coréen. Elle déstabilise une gauche dissidente qui, selon un de ses membres, « après avoir vu dans les critiques du socialisme une volonté des médias occidentaux de la discréditer, se trouve aujourd'hui dans la plus grande confusion. La dernière décennie a

été orientée par une contre-idéologie qui rendait l'idéologie de la guerre froide responsable de la politique gouvernementale. Nous étions nous-mêmes pollés par cette contre-idéologie. Nous pensions que toutes les informations sur les pays communistes étaient manipulées par le pouvoir ».

De leur côté, les éléments les plus conservateurs continuent à craindre une menace communiste, comme si rien n'avait changé à l'Est — que les Sud-Coréens appellent le « Nord ». Il est vrai que le régime de Pyongyang demeure imprévisible et que, selon les termes de M. Lee Hong-koo, conseiller du président pour les affaires communistes, « en TGV, nous serions à trois heures de la Chine ». Mais la crainte d'une agression du Nord a perdu de son acuité maintenant que Moscou et Pékin lui prodigent des conseils de modération.

Le sommet de San-Francisco, tout en renforçant sa main, a placé le président Roh dans une situation embarrassante : maintenant que la normalisation avec l'URSS, principal protecteur de Pyongyang, est en train, la loi sur la sécurité nationale semble à beaucoup injustifiée, voire inutile. En outre, l'autoritarisme, qui ressurgit à chaque difficulté de parcours, demeure-t-il indispensable alors que la population sait que son sort est bien supérieur à celui de ses frères du Nord et que des économistes, comme le président du Korean Development Institute, estiment que — si l'on peut contraindre les gens à travailler, « on ne pourra jamais les forcer à fabriquer des produits de haute qualité » ? « Le développement économique et la démocratie, pour moi, sont complémentaires. Certains ici disent que notre économie va mal parce que nous avons trop de démocratie. Foutaise ! Tous les pays avancés ont un système démocratique ».

PATRICE DE BEER

## PROCHE-ORIENT

Après la catastrophe de La Mecque

## Téhéran invite le monde islamique à retirer la garde des lieux saints à l'Arabie saoudite

La catastrophe qui a coûté la vie à 426 pèlerins à La Mecque a mis fin au rapprochement qui s'était ébauché au cours des derniers mois entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Le président Rafsanjani, qui avait été le principal artisan en Iran de ce début de normalisation, a déclaré mercredi 4 juillet : « Cette tragédie démontre une fois de plus l'incapacité des Saoudiens à administrer les lieux saints et ne peut être facilement acceptée ». Mardi soir, le Hezbollah libanais, pro-iranien, avait dénoncé violem-

ment les « dirigeants criminels » d'Arabie saoudite et avait appelé à leur « châtiement » (*le Monde* du 5 juillet). Le président Rafsanjani est allé dans le même sens en parlant de « massacre honteux », et il a invité le monde islamique à « faire quelque chose pour assurer désormais la garde des lieux saints ». L'Iran a ainsi repris sa vieille campagne en faveur du retrait de cette responsabilité à l'Arabie saoudite.

« Il demeure des points ambigus dans ce qui s'est passé là-bas, mais ce que nous pouvons dire c'est que le minimum de mesures de sécurité n'a pas été pris pour assurer la vie des pèlerins : n'est-ce pas la preuve de l'incapacité de la famille Saoudite », a ajouté le président du Parlement iranien, M. Mehdi Karubi.

□ Nouveau bilan du tremblement de terre. — Le président Rafsanjani a fourni un nouveau bilan du tremblement de terre du 21 juin dans le nord de l'Iran. Il a affirmé que le chiffre de 50 000 morts qui avait été avancé était exagéré et qu'il était plus exact de parler de 35 000 à 36 000 tués. Évoquant les aides étrangères reçues par l'Iran, il a reconnu leur efficacité, mais il a ajouté : « Ces aides ne conditionnent pas nos relations internationales, elles ne nous imposent rien », rassurant ainsi les milieux radicaux opposés à tout rapprochement avec l'Occident. — (AFP, Reuters)

(Publicité)  
**SPECIAL ALGÉRIE**  
Les résultats des municipales dessinent les contours du paysage politique futur. Le président Chadli Bendjedid, dont le premier ministre Mouloud Hamrouche explique à Arabes la stratégie de réforme, apparaît comme un arbitre incontesté. A la tête des islamistes, qui pourraient être un jour associés au gouvernement, Abbassi Madani livre lui aussi ses projets, dans une interview exclusive.  
Dans le numéro double de juillet-Août d'Arabes  
en kiosques et en librairies  
78, rue Joffroy 75017 Paris  
(Tél. : 46.22.34.14)

## Le Liban perd ses chrétiens

Suite de la première page

Tous ceux qui viennent demander conseil, poursuit Mgr Abi Nader, me posent tous la même question à laquelle je ne peux pas répondre : Quel est mon avenir ici ? J'ai même rendu à mon neveu, le seul qui habitait au Liban, sa liberté de choix et il n'a pas attendu longtemps pour préparer son départ ».

À Beyrouth-ouest à majorité musulmane, un responsable de la milice chiite Amal affirme pour sa part : « Allez dans la rue et promettez un visa et un travail au premier venu, il vous suivra instantanément ». Dans la banlieue sud — chitite — de Beyrouth, Lina, son fils, vient de partir, a choisi de fuir. Depuis quarante-huit heures c'est la joie, elle et son mari ont obtenu un visa pour le Canada et ont commencé la tournée d'adieux à la famille.

Son cousin, anxieux, attend une réponse de la France où un parent lui a promis de lui trouver un travail. Qu'il ne parle pas le français, qu'il n'a aucune idée de ce qui l'attend dans un pays qu'il ne connaît pas, ne l'angoisse guère. Tout lui paraît préférable à la vie qu'il mène aujourd'hui à la recherche perpétuelle d'un petit travail et avec la perspective de rentrer dans une maison désormais sans eau ni électricité sans compter la menace perpétuelle d'un nouvel

affrontement interchiite qui risque d'entraîner ce dernier abri.

L'espoir est un mot qui n'a plus cours auprès des Libanais, lassés par quinze ans de guerre, ruinés par une crise économique qui a eu raison de la volonté des plus modestes et qui voient se perpétuer depuis maintenant huit mois un statu quo politique que la bataille interchiite, particulièrement destructrice, a modifié qu'en le compliquant.

## Un gouvernement impuissant

Tous conscients en paroles du drame qui se joue, les « responsables » libanais ne paraissent pas cependant très enclins à faire taire leurs désirs pour reconstruire un pays qu'ils veulent certes tous unis mais selon leur propre vision.

Face à un gouvernement dont l'impuissance et la méfiance n'ont d'égaux que la corruption de la plupart de ses membres, face aux deux leaders chrétiens qui campent chacun sur leurs positions solidement défendues, les Libanais ont compris que leur éventuel salut ne pouvait venir que de l'extérieur. Mais peut-on aider le Liban malgré ses responsables qui, fidèles à la tradition, sont toujours prêts à s'appuyer sur l'étranger pour améliorer leurs positions propres au détriment de celles des autres ?

## ISRAËL : dans les territoires occupés

## Découverte d'un tract incitant les colons à prendre les armes

Un document incitant les colons israéliens des territoires occupés à répondre par les armes au soulèvement palestinien fait craindre l'apparition d'un nouveau mouvement juif clandestin. M. Ran Cohen, du Mouvement des Droits civiques, a déclaré, mercredi 4 juillet, à Radio-Israel, que ce tract « préconise non seulement l'assassinat des Arabes innocents — sans se soucier qu'il s'agit d'enfants ou de personnes âgées — mais aussi de se faire passer pour des soldats israéliens ». Attribuant ce tract à une organisation secrète, M. Cohen a indiqué qu'il en adresserait un exemplaire

à la police pour que son auteur soit traduit en justice.

Mais des représentants de colons assurent ne pas avoir eu connaissance du document incriminé et jugent probable qu'il émane d'un déséquilibré ou qu'il s'agit d'une provocation. Selon le quotidien *Yedioth Ahronoth*, ce document de sept pages daté du 20 juin, intitulé : *Pour vivre libres sur notre territoire, une défense active* — est distribué en Cisjordanie occupée. Sa présentation rappelle les tracts de la direction de l'Intifada et il est placé pendant la nuit dans des boîtes aux lettres des colons. Le journal ajoute que le texte

engage les colons à se livrer à des représailles après les attentats arabes, à faire usage d'armes à feu en cas d'embuscade et à cacher preuves ou indices aux forces de sécurité. D'autre part, les autorités israéliennes ont été « priées de prendre les mesures nécessaires » pour que soient respectés les droits de l'homme en Cisjordanie et à Gaza, a indiqué, mercredi 4 juillet, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, après la mission que vient d'effectuer son conseiller spécial pour le Proche-Orient, M. Jean-Claude Aïme, en Israël et dans les territoires occupés. — (AFP, Reuters)

Morcelé comme il ne l'a jamais été — il faut franchir sept barrages pour aller aujourd'hui de Beyrouth-ouest à Jounieh par exemple — le réduit chrétien dévasté souffre un peu depuis la trêve instaurée à la mi-mai et violée chaque nuit, mais ses deux chefs, le général Aoun d'un côté, M. Samir Geagea de l'autre, comptent désormais sur « l'Ouest » pour sortir de l'impasse.

Dans son palais en ruine de Baabda, le général Aoun qui, après une période de relatif isolement international se voit de nouveau associé à la recherche d'une solution espère toujours être un jour « la » solution et pour l'heure affirme accepter l'idée d'un compromis. « Mais, dit-il, un compromis sur la forme (c'est-à-dire accepter le document des accords de Taëf) à condition que les autres fassent le compromis sur le fond » (c'est-à-dire soit modifier les textes d'application de cet accord déjà pris, soit les faire voter par un nouveau Parlement, ce qui nécessiterait des élections dont on voit mal l'organisation dans les conditions actuelles).

On affirme à ce sujet à Beyrouth que lors, de sa dernière visite dans la capitale libanaise samedi, l'envoyé spécial du triumvirat arabe, M. Lakhdar Brahimi, aurait renoncé à une visite prévue au général Aoun, la première depuis huit mois, en raison d'une interview donnée la veille par ce dernier dans laquelle se rétractant sur des propos antérieurs plus conciliants, il déclarait de nouveau incarner « la légalité » affirmant en outre que « rien n'avait changé » dans son refus de Taëf. Si le comité tripartite arabe a, semble-t-il, décidé de reprendre langue avec le général Aoun, il n'est pas question de lui donner l'impression qu'il est indispensable.

## Armes irakiennes

Dépendant aujourd'hui de la Syrie qui laisse ses alliés ravitailler la zone qu'il contrôle dont pratiquement tous les débouchés sont sous la dépendance des troupes de Damas, le général Aoun doit chercher son salut auprès d'une légalité qu'il conteste mais qui est devenue, à défaut d'une solution militaire, l'arbitre du combat déclenché contre la milice chiite des FL, désormais son principal ennemi.

Installé dans son fief du Kesrouan, M. Samir Geagea affirme

pour sa part que la balle n'est plus dans son camp. Après avoir accepté « le processus de Taëf » et reconnu la légalité, le chef des FL attend de cette dernière des pas que celle-ci est d'autant plus incapable de faire qu'elle se heurte à un feu rouge de Damas et que ses membres sont divisés sur l'attitude à adopter à l'égard de M. Geagea.

Les alliés de Damas affirment s'opposer à toute participation de M. Geagea dans un éventuel gouvernement élargi et expliquent comme le fait le chef du FL, M. Walid Jounblatt, leur « flirt » avec le général Aoun par le fait que ce dernier est « moins nocif pour l'instabilité » que le chef des FL. Relativement isolé politiquement avec un soutien populaire très faible, le chef des FL se déclare « pragmatique » et affirme qu'il est toujours prêt à une entente avec tout le monde.

Conscient du fait que sa force vient essentiellement de la rébellion, il se milice à se opposer à l'armée du général Aoun, il s'est de nouveau renforcé militairement en obtenant avec l'aide d'Israël les fameux bateaux d'armes irakiennes envoyés l'été dernier à destination des deux protagonistes chrétiens. Mouillé dans un port israélien, la cargaison de celui-ci déchargée à partir de là par des petits bateaux est entièrement parvenue à ses miliciens devenue en quelque sorte une véritable armée que nul ne peut complètement négliger.

M. Geagea affirme toutefois ne pas croire à un nouveau round militaire, tout en déclarant : « Nous en avons la possibilité mais pas l'intention, alors que le général Aoun n'en a pas les moyens mais l'intention ». Une affirmation contestée par le général Aoun.

Paralysée par les exigences contradictoires de ses membres, divisée au sommet comme à la base, otage d'une situation sur laquelle elle n'a de ce fait pratiquement pas de prises, faisant arbitrer ses conflits à Damas dont l'influence sur la scène libanaise n'a jamais été aussi grande en raison de l'effondrement du camp chrétien, l'autorité légitime attend elle aussi on ne sait quel miracle pour débloquer une situation dont chacun affirme qu'elle ne peut durer tout en étant convaincu qu'à moins d'un bouleversement par la violence ou d'un changement brutal sur la scène régionale, elle a toutes les chances de se prolonger.

FRANÇOISE CHIPAUX



## POLITIQUE

Le débat sur les inégalités et le bureau exécutif du PS

### M. Bérégovoy a défendu un projet de budget jugé trop peu « social »

La publication du nouveau rapport du CERC relance, parmi les socialistes et entre autres, le débat sur les inégalités. « Les Français constatent chaque jour un peu plus que le socialisme et l'État ont fait, décidément, bon ménage », affirment le RPR et l'UDF dans un diagnostic commun des dix dernières années. Les responsables du PS, qui attendaient, mercredi 4 juillet, M. Pierre Bérégovoy sur la préparation du budget de 1991, tiennent à ce que celui-ci témoigne d'une volonté nette d'insérer l'action des pouvoirs publics dans le sens de la redistribution de la richesse.

La réunion du bureau exécutif du PS a pris, mercredi, un tour éminemment symbolique. Dans un premier temps, les dirigeants socialistes ont eu une séance de travail avec une quinzaine de maires engagés dans des actions de « développement social » de quartiers dont la population, souvent d'origine immigrée, subit les problèmes du chômage, de l'échec scolaire, de la délinquance. Dans un second temps, le bureau exécutif a reçu, pendant trois heures, le ministre de l'économie, des finances et du budget, venu lui exposer les orientations retenues pour le prochain projet de loi de finances.

Plusieurs participants à la réunion ont exprimé le souhait que le budget traduise la « nouvelle étape sociale » réclamée par le PS. M. Henri Emmanuelli s'est interrogé sur l'opportunité, dans cette perspective, d'une nouvelle baisse de l'impôt sur les bénéfices réinvestis par les sociétés. Est-il cohérent de prétendre s'attaquer aux inégalités en continuant à favoriser fiscalement le capital au détriment du travail ? M. Pierre Moscovici, lui aussi proche de M. Jospin, a expliqué que, si les vœux d'une réduction de l'impôt sur les sociétés devaient être compensés par un renforcement de la taxation des plus-values mobilières des entreprises, M. Christian Pignet a observé que d'autres mesures propices à l'investissement peuvent être imaginées, par exemple l'amélioration des régimes d'amortissement. Pour M. Alain Richard, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, l'écart de cinq points qui existe aujourd'hui entre l'impôt sur les bénéfices réinvestis et celui des bénéfices distribués est suffisant.

M. Bérégovoy a répondu que la baisse envisagée ne constituerait pas un « cadeau aux entreprises », mais une incitation à l'investissement. Il a évoqué les inquiétudes liées à l'évolution de l'Europe pour souligner que, si l'on veut une « Europe européenne », et non « allemande », il est nécessaire de donner aux entreprises françaises les moyens d'être compétitives et de disposer de solides fonds propres. A cet argu-

ment, M. Emmanuelli, M. Bernard Roman, aussi, ont opposé leurs interrogations sur l'efficacité des mesures envisagées. En ce qui concerne le problème de la compétitivité ? Ne faut-il pas plutôt inciter certaines entreprises à se transformer, alors que de simples facilités fiscales les encouragent à se dispenser des efforts qu'elles devraient faire pour se mettre réellement au niveau de leurs concurrents allemands ?

Le ministre de l'économie est convenu, pour le reste, de la nécessité d'« afficher la nouvelle étape sociale » dans le choix budgétaire. Il estime que c'est déjà fait dès lors que les priorités retenues sont la formation, l'éducation, la recherche, le logement social, l'environnement, la justice. Il a admis, cependant, que des « signes » supplémentaires pourraient être donnés par la taxation des plus-values. Tout en rappelant que les arbitrages ne sont pas encore rendus, M. Bérégovoy s'est prononcé pour un renforcement de l'imposition des plus-values spéculatives, « à condition qu'elles soient bien cernées », et des plus-values immobilières, qui préoccupent particulièrement les socialistes.

Pour ce qui est des plus-values mobilières, le ministre a invité ses interlocuteurs à une réflexion « attentive » sur les avantages et les inconvénients comparés de mesures à faible rendement mais à fortes conséquences possibles sur les mouvements de capitaux. Il a confié, néanmoins, avec un rien de mystère, que « l'écart » qui sépare des propositions contenues dans le rapport de M. François Hollande « n'est pas si important qu'on le pense ». M. Bérégovoy s'est montré plus discret encore sur l'imposition des successions, puisqu'il a laissé sans réponses les questions qui lui ont été posées à ce sujet. Quant à la TVA, le problème du rythme de réduction de son taux majoré est resté, lui aussi, pendant. Les socialistes s'interrogeaient, après la réunion, sur la portée qu'il fallait donner au souci, exprimé par le ministre, de ne pas prendre le risque, en multipliant les modifications fiscales, de provoquer une nouvelle grève des agents des impôts.

#### M. Mauroy : « dramatique »

M. Pierre Mauroy a été, lui, on ne peut plus clair. Si la négociation entre les partenaires sociaux sur les bas salaires n'aboutissait pas à une avancée décisive avant la fin de l'année, a déclaré le premier secrétaire, les conséquences seraient « dramatiques » pour les socialistes dans les catégories sociales concernées et dans l'opinion publique en général. La question est donc de savoir ce que le gouvernement est prêt à faire pour favoriser l'augmentation des revenus de ceux qui se situent aux niveaux bas et moyens de l'échelle des salaires. Les socialistes sont eux-mêmes divisés sur la fonction que pourrait remplir, pour atteindre

les objectifs qu'ils privilégient, l'institution de la contribution sociale généralisée : prélèvement social ou nouvel impôt sur le revenu ?

Il se sont aussi sur la possibilité de dégager des crédits en faveur de l'éducation et du logement par la réduction des dépenses militaires. M. Bérégovoy s'est borné à leur indiquer, à ce sujet, que les crédits de la défense devraient s'aggraver en 1991, considérés comme une « année de transition » aussi bien sur le plan stratégique, dans l'attente des résultats des négociations en cours, que sur le plan budgétaire. L'étalement doit permettre de réduire de 6 à 7 milliards de francs la progression prévue des dépenses dans ce secteur. Les amis du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, veillent à ce que rien d'irréductible ne soit accompli prématurément. Ils bénéficient de l'appui, tous courants confondus, des élus des villes abritant des industries liées à la défense.

#### La marge de manœuvre

Les socialistes retombent ainsi, inévitablement, sur la question des marges de manœuvre. Soulevée pendant la préparation du congrès de Rennes, au début de l'année, elle avait abouti à un statu quo, chacun convenant implicitement, comme M. Jean-Marc Ayrault l'a écrit dans *Le Monde* (daté 24-25 juin), que les décisions prises en 1983 (la « rigueur ») et en 1985 (l'« acte unique européen ») ont défini un cadre dont il n'est plus possible de sortir. Faute d'en assumer toutes les conséquences, les socialistes prennent le risque d'alimenter eux-mêmes un mécontentement qui ne peut être dirigé que contre eux et dont la droite s'empare à son profit. Ainsi fonctionne le piège des inégalités, qui menace le PS comme, il y a quelques années, celui des libertés.

« L'opinion publique fait clairement reproche aux socialistes de leur incapacité à instaurer une France plus juste », écrit M. Jacques Chirac dans le *Figaro* du 2 juillet. Le choix du thème – et celui du « saupiquet » – sont éloquentes : l'opposition, accusée de croire, par idéologie autant que par déterminisme social, aux vertus de l'inégalité, et qui l'a payé cher entre 1986 et 1988, cherche à retourner contre la gauche l'aspiration à l'égalité. Au procès de dogmatisme qu'elle faisait autrefois aux socialistes, elle substitue une accusation d'incapacité, teintée de soupçon d'effarouchement qu'ont fait naître les indécidables de proches du pouvoir dans certaines OPA et le sentiment d'escamotage donné par l'aboutissement judiciaire des instructions sur les fausses factures.

Les reproches portent sur le niveau du chômage autant que sur ce que M. Chirac appelle « la frustration grandissante des salariés devant l'absence de toute amélioration de leur situation personnelle ». Si la première critique est traditionnelle – les socialistes seraient incapables de comprendre les

contraintes de l'économie de marché et d'entretenir une croissance créatrice d'emplois, – la seconde est nouvelle. La droite, jusqu'à présent, prônait plutôt l'austérité pour les ménages, afin d'améliorer l'investissement, qu'elle ne soutenait les revendications de ceux qui, selon la formule consacrée, ont la chance d'avoir un salaire.

#### Les belles années 70

Il y a trois ans, M. François Mitterrand reprochait au gouvernement de M. Chirac de mettre en péril la cohésion sociale. Aujourd'hui, le président du RPR, mais tout autant l'UDF, accusent les socialistes d'entretenir des foyers de tension sociale. M. Chirac n'hésite pas à revendiquer, pour sa cause, le bilan des années 70, qu'il oppose à celui des années 80, en passant sur le coût industriel, et donc social, de la politique alors suivie.

Le PS semble moins redouter l'efficacité de la campagne entreprise sur ce sujet par la droite que l'effet direct des orientations gouvernementales sur son électorat, favorisant l'abstention ou nourrissant l'extrême droite. Les socialistes sont à la recherche d'un « second souffle » social, qui renoue les fils d'une histoire brouillée depuis le tournant de 1982-1983. Ils rêvent, en fait, de fermer la parenthèse de l'« ouverture » de 1988, non pas sur le plan politique – la présence au gouvernement de ministres venus du centre ou de la société civile n'est que marginalement contestée, – mais sur celui des choix économiques.

Tous les socialistes, certes, ne raisonnent pas ainsi. Il arrive, cependant, à M. Michel Rocard lui-même de confier qu'il ne fait pas la politique de ses vœux, mais celle que lui impose la contrainte européenne et mondiale. A ce compte-là, la question pourrait être de savoir si, la conjoncture étant ce qu'elle est, un Paris socialiste est plus utile aux idées, qu'il proclame, et aux citoyens qui le soutiennent en étant au pouvoir ou dans l'opposition. Elle ne sera, bien sûr, pas posée.

PATRICK JARREAU

■ M. POPEREN : Pourquoi pas des primaires à gauche ? – Dans une interview publiée dans le *Nouvel Observateur* du 5 juillet, M. Jean Poperen n'écarter pas l'idée de « primaires » pour désigner le candidat socialiste à la prochaine élection présidentielle. Il reconnaît qu'il serait « franchement dangereux de laisser croire [le] déphasage » mis en évidence « entre les structures officielles des partis – pas seulement le PS – et l'électorat ». Il ajoute : « Il est certain que la gauche commettait une erreur si elle n'était pas attentive à des pratiques politiques nouvelles. L'accord réalisé à droite ne doit pas seulement susciter notre ironie : il mérite notre réflexion. »

#### A l'Assemblée de Corse

### Echec des adversaires de M. Joxe

M. Jean-Paul de Rocca-Serra, président (RPR) de l'Assemblée régionale de Corse, a dû renoncer, lors de la dernière session de cette Assemblée, lundi 2 et mardi 3 juillet, à faire voter une motion rappelant l'hostilité de la majorité des conseillers régionaux à la politique de M. Pierre Joxe dans l'île et refusant implicitement le dialogue proposé par le ministre autour de ses propositions.

Il s'agit d'un échec du « front du refus » des projets du ministre de l'Intérieur, qui prévoient d'augmenter d'autonomie pour la Corse. M. de Rocca-Serra, qui est, avec M. François Giacobbi, sénateur (MRG) de la Haute-Corse, l'un des principaux animateurs de ce « front », a préféré retirer son texte, car il n'avait plus de majorité en raison de la défection attendue d'au moins quatre des élus modérés de l'Assemblée partisane du dialogue avec le ministre.

Jusqu'à maintenant, l'Assemblée de Corse avait suivi M. de Rocca-Serra dans son opposition à la politique de M. Joxe. Le 11 mai, quelques jours avant que M. Joxe n'envoie aux élus une lettre exposant ses orientations et leur proposant un débat autour de celles-ci, afin de rédiger un projet de loi prévoyant un nouveau statut pour l'île, une majorité MRG-RPR avait adopté une motion refusant à l'avance toute réforme institution-

nelle. Lundi, tout en fustigeant ceux qui voudraient amener les Corse avec des « ministres de pacotille » (allusion au renforcement de l'exécutif régional souhaité par M. Joxe), M. de Rocca-Serra en a appelé une nouvelle fois au président de la République pour s'opposer aux projets du ministre de l'Intérieur et a présenté une motion rappelant le vote majoritaire du 11 mai et demandant au premier ministre de saisir présamment l'Assemblée régionale de tout projet de loi « engageant l'avenir de la Corse ».

L'adoption de cette motion aurait signifié un refus du dialogue proposé par M. Joxe.

■ L'« université d'été » des jeunes du Front national. – M. Martial Bild, directeur national du Front national de la jeunesse, a présenté, mercredi 4 juillet, le programme de la 18<sup>e</sup> université d'été qu'il organise du 18 au 22 juillet à Neuilly-sur-Seine (Cher). Les frais, de 500 F par participant, donneront droit à cinq journées de travail spartiate. M. Bild a expliqué, par ailleurs, que la coiffe de chef sioux que porte M. Jean-Marie Le Pen sur les affiches du mouvement est un clin d'œil humoristique en référence à Sitting Bull et justifie le slogan : « Sortons de notre réserve ! »

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 4 juillet, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue des délibérations, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué dont nous extrayons les passages suivants :

● Organisation des actions de l'Etat en mer. – Le ministre de la défense a présenté au conseil des ministres un décret modifiant le décret du 9 mars 1978 relatif à l'organisation des actions de l'Etat en mer (...). Le plan « Armées 2000 » de réorganisation des armées conduit à supprimer la région maritime de Cherbourg mais cette modification des limites des circonscriptions de défense maritime ne doit pas avoir d'incidence sur l'organisation civile des actions de l'Etat en mer. Le décret maintient donc à Cherbourg, un préfet maritime pour le secteur de la Manche et de la mer du Nord.

● Le bilan de la session parlementaire. – Le ministre chargé des relations avec le Parlement a présenté

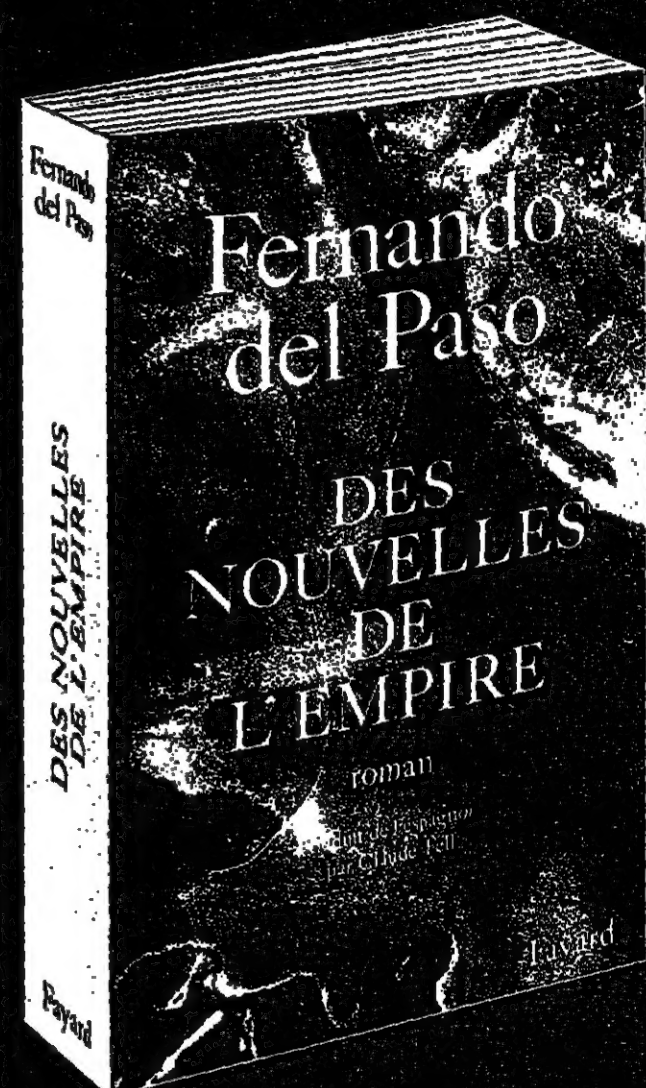
au conseil des ministres une communication sur le bilan de la session parlementaire de printemps (le *Monde* du 3 juillet).

● La sécurité en mer. – Le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé de la mer a présenté au conseil des ministres une communication sur la sécurité en mer (le *Monde* du 5 juillet).

● Grands événements sportifs. – Le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargé de la jeunesse et des sports a présenté au conseil des ministres une communication sur la préparation des grands événements sportifs à venir : Jeux des îles de l'Océan Indien à Madagascar en 1990, Jeux méditerranéens à Athènes en 1991, Jeux olympiques d'Athènes en 1992, Jeux de la francophonie en Ile-de-France en 1993 (...). L'Etat soutient la candidature de la France à la Coupe du monde de football en 1998 et a engagé les études préliminaires à l'implantation d'un grand stade en région parisienne.

## FERNANDO DEL PASO

*“Cet homme voit grand. Mais il suffit de lire les premières pages des Nouvelles de l'Empire pour comprendre qu'il est, en effet, taillé dans les grandes dimensions.”*



Traduit de l'espagnol par Claude Fell  
660 p. 150 F

*Une folle équipée latino-américaine de la vieille Europe, il y a un siècle”*

J.-M. de Montremy, *Lire*

**FAYARD**

502 من الامم



## POLITIQUE

La « démission » du ministre du tourisme

### La gauche et la droite unanimes pour dénoncer la « supercherie » du colloque de M. Stirn

M. Olivier Stirn, ministre délégué chargé du tourisme, a quitté « à sa demande ses fonctions gouvernementales », a annoncé, mercredi 4 juillet, dans la soirée, l'Hôtel Matignon, précisant que M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, ajoutera à ses fonctions celles de ministre du tourisme. Cette démission met un terme à l'affaire du colloque des Etats généraux du progrès, au cours duquel des figurants avaient été payés pour remplir la salle.

Dans un communiqué diffusé après l'annonce de sa démission, M. Stirn s'est interrogé sur les conséquences d'une « petite erreur d'un entourage sans mauvaise pensée ». « Pourquoi tant de haine pour les hommes politiques ? Le jeu politique, les pressions médiatiques, pourraient liquider la démocratie. Il me commandent cependant de me retirer », ajoute laconiquement l'ancien ministre.

En début de soirée, sur TF1, M. Stirn avait pourtant affirmé ne pas avoir l'intention de donner sa démission du gouvernement.

« Si, aujourd'hui, je prenais une telle décision, je me reconnaîtrais coupable et je ne vois pas en quoi j'ai failli aux règles en conviant quelques militants qui avaient fait un geste extrêmement maladroite, une erreur, une connerie », avait-il déclaré.

Mercredi, les réactions au scandale avaient été vives, tant dans l'opposition que dans la majorité. A droite, M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, avait d'abord sur la découverte, par M. Stirn, « des clients romains ». « C'est un signe de décadence grave du point de vue politique, et j'espère qu'il voudra bien en tirer les conséquences », avait-il ajouté. Considérant que cette affaire était, « de la part d'un membre du gouvernement déshonorant et intolérable », M. François Bayrou, député général de l'UDF, était plus explicite en demandant une « sanction immédiate, et la démission » du ministre du tourisme.

De son côté, M. Ladislav Poniatowski, porte-parole du Parti républicain, s'était félicité de ce que « le ridicule ne tue pas en politique ». « M. Stirn n'en mourra pas, mais il a peut-être perdu son poste de ministre », avait-il prédit. M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, avait exprimé son « étonnement » et avait demandé « sur quels crédits cette pitoyable opération a été financée ».

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, avait ironisé. « N'ayant pas de militants, M. Stirn s'est adressé à l'ANPE. C'est là que très bientôt devront s'adresser les partis de la bande des quatre pour avoir des électeurs », avait-il déclaré.

Dans la majorité, les réactions n'avaient pas été moins indignées. A sa sortie du conseil des ministres, M. Jean-Pierre Chevènement déclarait « cette grave dégradation de la vie politique ». Les jeunes de Socialistes et République, le courant qu'anime le ministre de la

défense, avaient réclamé la démission de M. Stirn. Seul M. Jean-Pierre Soisson, ministre centriste du travail, qui était intervenu au colloque, avait pris les choses avec humour. « Je ne me suis aperçu de rien. Ils [les figurants] m'ont applaudi, donc je considère que tout cela était bien organisé et que mon discours était bien ressenti », avait-il déclaré.

Parmi les responsables socialistes, MM. Bernard Roman, proche de M. Mauroy, ou Jean Auroux, député fabiusien de la Loire, demandaient, eux aussi, la démission du ministre du tourisme. « Quand on n'a pas de dignité politique, on tire les conséquences de ses erreurs. Le plus tôt sera le mieux », estimait M. Auroux. M. Henri Emmanuelli se déclarait « atterré » ; il soulignait que « la République a des règles simples » et que « le respect des citoyens n'est pas compatible avec ce genre de méthodes ».

La pression contre M. Stirn montait encore d'un cran lorsque

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, qui avait, lui aussi, participé au colloque, déclarait, en fin d'après-midi, que c'était à M. Olivier Stirn de « tirer lui-même les conséquences » de la « supercherie ». M. Mauroy en profitait pour souligner « l'échec de cette forme de création de clubs, qui prouve que le PS doit renforcer son action et qu'il ne faut pas tenir compte de ces clubs parallèles montés autour de personnalités ». M. Gérard Collomb, secrétaire national adjoint du PS, avait alors surenchérit en estimant que le PS « doit saisir l'occasion de l'affaire Stirn pour rompre avec les forces centrifuges qui, sous couvert de rénovation du PS, risquent d'en provoquer la dissolution ». Mercredi après-midi, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, avait lui aussi mis en exergue « l'importance des partis politiques », ajoutant que « personne ne croit qu'il soit si facile de les remplacer ».

### « Qui va nous payer ? »

Mardi 3 juillet à 11 heures, après une journée et demie de colloque devant une salle pratiquement vide, « Dialogue 2000 » a décidé de recruter des figurants. Contacté par téléphone « de façon anonyme par un des organisateurs du colloque » dont elle affirme avoir oublié le nom, la directrice de l'agence de création d'événements A. Suivre, M. Dominique Soret, n'a pas hésité à « relever le défi » : fournir, avant 14 h 30, cent figurants. « Nous devons être payés 5 000 francs par une agence de publicité, c'est tout ce que nous savions », a l'ANPE-Spectacle de son côté a également envoyé une centaine de comédiens au chômage faire la classe. Les figurants, une cinquantaine selon M. Olivier Stirn qui affirme n'avoir découvert cette « connerie » que

dans la soirée, devaient toucher 343 francs pour trois heures de présence au colloque. Mais dans l'organisation de cette réunion, une seule agence semble apparaître, Chvis Pictet, affirme n'avoir jamais été au courant de ce recrutement de dernière minute. Il ajoute n'avoir jamais été en contact avec l'association de M. Stirn, mais avoir traité directement avec le cabinet du ministre. Habitué à travailler avec le ministère du tourisme — Chvis conseil a organisé, le 1<sup>er</sup> juin, la Journée de l'accueil, et, dans le cadre de l'année européenne du tourisme, prépare pour le 14 juillet une réunion de jeunes Européens à Paris et un « voyage gastronomique », M. Pictet précise n'avoir

conseiller technique du ministre, M. Xavier Turion. Appelé à la rescousse une semaine avant ces Etats généraux du progrès, il précise que son agence ne s'est occupée que de « quelques éléments de logistique », hôtesses, décoration, signalétique, photographes, vidéo, et ce pour « rendre service à un client habituel qui avait des problèmes ». Selon lui, ce n'est pas ce « client habituel » qui devait payer « un peu moins de 100 000 francs » la prestation de son agence, mais l'association Dialogue 2000.

Après la démission du ministre du tourisme, M. Pictet s'avoue très inquiet. « J'aimerais bien savoir qui va nous payer, maintenant. Cette association, je ne la connais même pas, et au ministère, ça risque de bouger », N. H.

### Un bon vendeur du tourisme

Ce n'est pas seulement grâce à M. Olivier Stirn que le tourisme français s'est spectaculairement redressé depuis deux ans. Lorsqu'il a pris en charge ce département ministériel, en 1988, la France avait glissé à la quatrième place mondiale, derrière les Etats-Unis, l'Espagne et l'Italie. Elle recevait environ 57 millions de voyageurs par an et dégageait un solde positif de la balance des paiements touristiques d'une vingtaine de milliards de francs. A la fin de l'année 1989, M. Stirn pouvait triompher et ne s'en faisait pas illusion : 43 millions de visiteurs vallaient à la France un solde positif de 40 milliards de francs et la première place européenne. C'est désormais à l'Espagne et à l'Italie de s'interroger sur la qualité de leurs structures d'accueil et sur leur niveau de prix.

Bien sûr, le ministre avait profité de la formidable opération de promotion qu'ont représentée les festivités du Bicentenaire ainsi que de la modération des prix français, mais il avait su prendre les mesures adéquates et tenir les bons discours au bon moment. C'est ainsi qu'il s'était attelé, dès son arrivée, à la réforme d'un ministère dont la structure a toujours pécunié par son manque de cohérence et par la pauvreté de son encadrement. Il a compensé la faiblesse de son budget en associant à ses opérations de promotion de la France à l'étranger le Gotha de la profession au sein d'un conseil national du commerce extérieur du tourisme où siègent les présidents d'Air France, d'Air Inter, de la SNCF, du Club Méditerranée, des Hôtels Accor, d'Havas, des Wagons-Lits, du groupe immobilier Brémond ou de SPIE-Batignolles.

Pour compléter ces réformes et mobiliser ses représentations expatriées, M. Stirn avait multiplié les voyages à l'étranger, répétant inlassablement aux Cortèges comme aux Andoréens que la France de leurs vacances ne pouvait se réduire à Paris, à Versailles et aux châteaux de la Loire. Les professionnels du tourisme, dont il ne manquait jamais de défendre les intérêts hors des frontières, appréciaient.

On pouvait reprocher au ministre un caractère capricieux et narcissique qui valut à son cabinet une instabilité

notoire. Il manifestait un goût pour le fesse qui lui a fait délaissé un tourisme social par trop conservateur et empêché dans une crise morale et économique. Il lui arrivait d'être imprudent, et on se souvient de l'avis vu rechercher des fautes monétaires Carier ou Hénard dans les boutiques de Skol en compagnie de l'ambassadeur de France, plus habitué à dénoncer des malfrances aux autorités sud-coréennes qu'à aider les ministères de passage à les enquêter. M. Stirn s'était attaqué, ces derniers mois, au

délicat dossier de la montagne française. Il s'apprêtait à présenter au gouvernement ses propositions pour remédier à des maux qui dépassent la simple pénurie de neige subie depuis deux hivers. Chères, artificielles et conçues pour des skieurs émérites, les stations de sports d'hiver vieillissent mal et subissent de plein fouet les concurrences des destinations tropicales et des Alpes autrichiennes ou suisses, qui ont su préserver une atmosphère traditionnelle. Il

appartendra à son successeur de reprendre le flambeau et d'ancrer des réformes devenues urgentes.

Ironie du sort, l'intérieur du tourisme sera assuré par M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, dont M. Olivier Stirn avait souhaité prendre la place, tant il adorait vanter les qualités des machines-outils et des TGV français tout en vendant à l'étranger le Périgord, le meurtre et les plages du débarquement.

ALAIN FAUJAS

Des méthodes de travail et de gestion contestées

### Frais divers

S'il y a un lieu où la démission de M. Stirn ne devrait pas déclencher un mouvement de consternation, c'est le ministère du tourisme. Depuis plusieurs mois déjà, la révolte grandit dans les rangs de fonctionnaires de plus en plus irrités par les méthodes de travail et de gestion non seulement de M. Stirn mais aussi de la femme du ministre, omniprésente bien qu'elle n'ait aucune existence administrative.

Ne dit-on pas qu'elle avait pratiquement pris le contrôle du budget « communication » du ministère, qui avoisine les vingt millions de francs, et qu'elle accentuait encore les tendances de son mari à « faire valser » ses collaborateurs ? Toujours est-il que, en moins de deux ans, on n'a pas compté au ministère moins de trois directeurs de cabinet (dont un, pourtant, avait été recommandé par le père du ministre), quatre chefs de cabinet, trois chauffeurs personnels (le premier a été renvoyé parce qu'il refusait les tâches de bricolage domestique au domicile de M. Stirn, le deuxième car il a

refusé d'accompagner le chien de la famille chez le vétérinaire) pour ne rien dire des services de presse qui ont été désestés par leurs collaborateurs.

Quelques chiffres illustrent le malaise du ministère du tourisme : les dépenses du cabinet du ministre (une trentaine de personnes) se sont montées en 1989 à plus de 2 234 000 F (dont environ 485 000 F de frais de représentation et de réception) alors que celles de l'administration centrale (environ cent soixante-dix personnes) n'ont atteint pour la même période que 2 015 000 F ; le cabinet disposait d'autre part d'un compte personnel à la Samaritaine et a réglé une importante facture d'un hôtel de luxe de la région de Saint-Tropez où M. Stirn a effectué un long séjour en juillet-août 1989. Signations enfin que dès avril dernier l'intégralité du budget personnel du ministre pour l'année 1990 avait été dépensée et qu'un de ses collaborateurs fut encore une fois prié d'aller travailler ailleurs pour l'avoir fait remarquer.

J. A.

### La valse des étiquettes

Du gaullisme au socialisme...

Gaulliste sous de Gaulle, pompidoulien sous Pompidou, giscardien sous Giscard d'Estaing, mitterrandien sous Mitterrand, mais aussi chiraquien, bariste, radical, jospiniste, rocardien, fabiusien, Olivier Stirn a tout pour dérouter. Mais il n'a rien d'un digne successeur d'Edgar Faure qui, d'une pirouette, laissait bouche bée ceux qui le traitaient de girouette. « Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent », s'amusait l'ancien président du Conseil. Face à la même critique, Olivier Stirn s'agace : « Ce sont les convictions qui me guident, pas l'opportunisme ».

Chaque étape de cet aventurier des océans politiques est décriée port ultime où il pose bagage. Mais un rien, une brouille, une fâcherie, une envie, une rencontre, un concours de circonstances, une sollicitation, fussent par le convaincre qu'il y a des ailleurs plus prometteurs.

Olivier Stirn aurait pu être préfet, comme son père Alexandre et son grand-père Myrtil. Il a tout juste vingt-sept ans quand il devient chef de cabinet du préfet de la Meuse, en mars 1961. Le premier tourment, il le prend en 1964 en entrant au cabinet de M. Louis Jacquinot, ministre d'Etat chargé des DOM-TOM, marseillais d'origine, fonction qu'il occupera auprès de M. Jean Charbonnel, ministre de la coopération, et de M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat à l'emploi sous les gouvernements Pompidou.

C'est l'époque où Georges Pompidou pousse les « jeunes loups » à s'ancrer dans le terroir électoral. Le Calvados pourquoi pas, puisque son père y avait été préfet ? Jacques Chirac, son patron, qui devient son parrain en politique, fait ce qu'il faut, allant même à Vire, accompagnant son jeune protégé, inaugurer un bâtiment administratif ouvert plusieurs années auparavant.

L'élève suit les traces du maître : ne manquant pas une inauguration, ne ratant pas plus vin d'honneur que banquet, n'omettant jamais l'envoi d'un petit mot à chaque naissance, chaque mariage, chaque décès, chaque promotion. Quand une décoration honore l'un de ses administrés, c'est lui qui accroche la médaille. Devant député en 1968, il s'implante : conseiller général en 1970, maire de Vire en 1971, Olivier Stirn comprend que pour faire carrière, il ne suffit pas d'assurer ses arrières d'élu local, il faut aussi être présent à Paris et décrocher de préférence un galon dans un appareil politique. En juillet 1972, c'est chose faite : René Tomassini, secrétaire général de l'UDF, le nomme député national du mouvement aux questions sociales.

L'ascension inévitée du « Kennedil du Bocage » reçoit la bénédiction de Georges Pompidou : le 29 novembre 1972, dans les salons de l'Hôtel de Lassay, le président de la République lui adresse un « vœux à un jeune député qui n'est pas fractionniste ». Du compliment à la récompense, il s'écoulera moins de quatre mois et demi : Olivier Stirn entre au gouvernement comme secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement.

Arrive l'élection présidentielle de 1974. Olivier Stirn est l'un des quatre membres du gouvernement à signer l'appel des 43 membres de l'UDF qui, autour de M. Chirac, soutenaient M. Valéry Giscard d'Estaing dès le premier tour contre M. Chaban-Delmas. Olivier Stirn reste au gouvernement comme secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, poste qu'il troquera en 1978

dans le gouvernement de Raymond Barre, pour celui de secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Olivier Stirn commence à prendre ses distances avec Jacques Chirac que, finalement, il juge trop à droite. La procédure de divorce s'engage quand, en août 1976, Jacques Chirac claque la porte du gouvernement sur un ton qui « accablait » les militants du Calvados, et surtout, il va sans dire, le premier d'entre eux. La séparation sera consommée quand Jacques Chirac annoncera sa candidature à la mairie de Paris en janvier 1977. Michel d'Ornano, proche de Valéry Giscard d'Estaing.

Olivier Stirn succède au giscardisme. Il quitte le RPR, il crée le 10 février 1977, le Mouvement des sociaux-libéraux, et lance le 7 juillet, le Carrefour social-démocrate. Le 20 juillet, il rallie le parti radical valoisien, dirigé par Jean-Jacques Servan-Schreiber, auquel il s'opposera rapidement.

### En 1984, le Rubicon

Un jour, Olivier Stirn annonce la relance du MSI (octobre 1981), un autre, il déclare que l'UDF doit mourir (février 1982). Puis il souhaite organiser l'opposition réformiste en créant le Lien (juillet 1982), brigue la présidence du Parti radical et, à l'Assemblée nationale, s'oppose de moins en moins aux socialistes aux yeux desquels il reste pourtant suspect.

Le Rubicon est sous ses pieds au printemps 1984. Les élections européennes approchent : les deux Faure pourquoi pas, puisque son père y avait été préfet ? Jacques Chirac, son patron, qui devient son parrain en politique, fait ce qu'il faut, allant même à Vire, accompagnant son jeune protégé, inaugurer un bâtiment administratif ouvert plusieurs années auparavant.

L'élève suit les traces du maître : ne manquant pas une inauguration, ne ratant pas plus vin d'honneur que banquet, n'omettant jamais l'envoi d'un petit mot à chaque naissance, chaque mariage, chaque décès, chaque promotion. Quand une décoration honore l'un de ses administrés, c'est lui qui accroche la médaille. Devant député en 1968, il s'implante : conseiller général en 1970, maire de Vire en 1971, Olivier Stirn comprend que pour faire carrière, il ne suffit pas d'assurer ses arrières d'élu local, il faut aussi être présent à Paris et décrocher de préférence un galon dans un appareil politique. En juillet 1972, c'est chose faite : René Tomassini, secrétaire général de l'UDF, le nomme député national du mouvement aux questions sociales.

En 1988, il entre comme ministre chargé du tourisme, ce qui le dépose un peu, dans le gouvernement de Michel Rocard dont il dit le plus grand bien. Démarré par l'envie de ne pas perdre un premier rôle sur la scène de l'ouverture dont la vedette lui a été ravie par les Michel Duranfort, Jean-Pierre Soisson et autres, il donne, en décembre 1988, le coup d'envoi à Dialogues 2000, association aux frontières du PS, où tous les courants sont représentés, et où se retrouvent des personnalités comme le PDG d'Air Inter, Pierre Edeas, celui d'Yves Saint Laurent, Pierre Bergé, ou encore Régine Deforges. Au comble de Rennes, il dépose une motion qu'il retire pour soutenir celle de Laurent Fabius.

Elu président de la communauté urbaine de Cherbourg après les municipales de mars 1989, Olivier Stirn garde — pour combien de temps ? — un pied sur le terrain. L'homme a l'habitude de rebondir. Mais cette fois, il est tombé lourdement.

ANNE CHAUSSEBOURG

### La politique sans artifices

Suite de la première page

« Chaque fois que je l'ai quitté des yeux pendant cinq minutes, il a fait une bêtise », disait de lui M. Jacques Chirac en 1977, à l'époque où M. Stirn, après avoir appartenu à l'UDF puis au RPR, virait au giscardisme et s'apprêtait à adhérer au Parti radical. Les socialistes qui l'ont accueilli parmi eux en 1986 ont eu le tort de relâcher leur attention.

Car les figurants de Dialogues 2000 n'ont pas ridiculisé seulement M. Stirn — ce qui serait bête, — mais aussi la dizaine de ministres, trois dirigeants syndicaux (MM. Blondel, Simbron et Kaspar), qui ont participé au colloque, le premier ministre et le président de la République, auteurs de messages de la meilleure trépanée adressés à cette modeste assemblée. M. Stirn, de surcroît, avait ridiculisé la politique en donnant à penser que l'on ne s'y intéresse qu'à condition d'être payé pour cela.

Dans un premier temps, le ministre du tourisme s'était efforcé de minimiser la portée de son procédé. Après tout, laissait-il entendre, il s'agissait d'une bonne œuvre, puisque l'on avait allégé financièrement la souffrance de quelques chômeurs en leur permettant par-dessus le

marché de « s'instruire ». Il était difficile de poursuivre sur ce ton badin. Emporté par son élan, M. Stirn aurait pu tout aussi bien expliquer qu'il appliquait à la lettre le concept du « partage » élaboré par les socialistes et le président de la République. Pourquoi pas, dans le même mouvement, offrir un billet de banque à tout électeur au sortir des isolements, afin de régler définitivement le drame de l'abstentionnisme ?

Pour des socialistes en butte à une puissante campagne contre l'administration des délits politico-financiers, affrontés, comme les autres partis, à une désaffection des Français pour la politique, M. Stirn représentait la goutte d'eau qu'il convenait d'éponger au plus vite. M. Thierry de Beaucourt, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a eu l'air d'un Martien lorsque mercredi, au beau milieu de ce concert de protestations, il a cru discerner à l'occasion d'un autre colloque — sans figurants celui-là — les signes d'un « retour au politique ».

La ridicule affaire Stirn invite à une réflexion sérieuse sur l'utilité des hommes politiques « périphériques », c'est-à-dire ceux qui, tout en appartenant à un parti, s'efforcent de papillonner autour — c'est le cas de M. Stirn, — ou ceux qui sont chargés d'élargir à la marge le camp

majoritaire. Le choix des hommes et des idées n'est pas toujours aisé, et il a toutes chances d'être mauvais s'il ne correspond qu'à la reconnaissance de services rendus.

Il existe au sein du gouvernement des ministres d'« ouverture » qui, s'ils n'ont encore pas fait la preuve de leur utilité électorale, ont au moins apporté celle de leurs compétences. M. Jean-Pierre Soisson, ex-giscardien hier tant décrié par des socialistes qui aujourd'hui lui tiennent leur chapeau, ou bien M. Michel Duranfort, entre autres, en sont.

D'autres, qui sont supposés rapporter des voix, n'attirent que les ennuis. M. Brice Lalonde, par exemple, menace de tomber dans cette catégorie, à force de se distinguer du gouvernement auquel il appartient et de la classe politique, pour récupérer quelques suffrages écologistes. Ce n'est certainement pas en délaissant un peu plus la vie politique qu'il contribuera à en restaurer l'image, et en soutenant ouvertement, en dépit des consignes du premier ministre, les candidats dissidents socialistes qu'il rendra service au camp auquel il prétend appartenir.

L'exemple de M. Stirn est là pour apporter la preuve, s'il en était besoin, que la politique ne peut pas être réduite à un jeu de petites phrases, de combinaisons, de valse des étiquettes ou d'artifices.

JEAN-YVES LHOMEAU



10 L'abandon de l'ignon au Tour de France  
Espace retard dans le programme Hermès

10 Affaire Canson : trois renvois devant les assises  
11 Inscriptions universitaires : succès du Minitel

16 Concours d'urbanisme à Clichy  
Le concert Ry Cooder-David Lindley au Grand Rex

# Mondiale : l'Allemagne par habitude

Encore une fois, cela s'est fini aux penalties.  
La finale contre l'Argentine, dimanche, sera la revanche de celle de 1986 au Mexique

● Demi-finale :  
RFA b. Angleterre :  
1-1 après prolongations  
4-3 aux tirs au but

TURIN

de notre envoyé spécial

Et si l'on commençait par les prolongations ? Le spectacle est dense et dramatique à souhait. Comme ces courts-métrages d'auteurs qu'on donnait jadis en première partie des superproductions aseptisées du cinéma commercial. Mais le football ne s'accommode pas de tels raccourcis. Pour en apprécier les ultimes péripéties, ces penalties au compte-gouttes qui dessèchent les gorges, puis envoient les peuples, il faut parfois avaler des litres de football tédiasse. Ce fut le cas de ce RFA-Angleterre, débuté comme un match amical, achevé à la roulette russe.

Pendant une heure, les 63 000 spectateurs du nouveau stade des Alpes ont dû se pincer très fort pour se persuader qu'ils assistaient à une demi-finale de Coupe du monde. Un seul indice ne trompait pas : le prix du billet d'entrée, environ 600 francs en moyenne. Mais sur la pelouse on pouvait croire que le match était donné pour une œuvre de charité. Les vingt-deux acteurs concourraient-ils pour le challenge du fair-play ? Pas un crampon plus haut que l'autre.

Cette armoire de Paul Gascoigne, démenteur sympa de Sa Majesté, relevait ses adversaires comme il les descendait : à la force du biceps mais avec le sourire. C'est avec élégance que Paul Par-

ker expédia l'Allemand Rudi Völler à l'infirmerie. Celui-ci eut l'extrême courtoisie de s'écrouler hors du terrain, comme pour ne pas perturber les ébats champêtres en cours.

Les joueurs allemands étaient étrangement absents. Étaient-ils déjà à Rome en train de jouer une finale de rêve ? Ou bien, à l'instar de Klinsmann, de Matthäus et de Brehme, sous la menace d'un deuxième carton jaune, craignaient-ils d'être privés du rendez-vous suprême s'ils s'engageaient trop ? Invités permanents à la table des demi-finales, ils picorèrent.

Les Anglais, dont c'était la première apparition à ce niveau depuis 1966, avaient, eux, plus d'appétit. Ils tenaient le jeu alors qu'on les imaginait épuisés par leurs matches à rallonge, ainsi que par le chemin tortueux censé les mener à Rome. En effet, tandis que les Allemands avaient expédié tous leurs matches à Milan sans quitter leur résidence du lac de Côme, les Britanniques, véritables routards du Mondial, avaient joué à Cagliari, à Bologne, puis à Naples, avant d'arriver à Turin.

Le facteur chance

Le but d'Andreas Brehme (61') aurait dû les assommer. Cette balle frappée de 20 mètres, contrée par le pied du brave Parker, qui tombe en vrille sous la barre de Shilton, quelle poisse ! Etre victime d'une balle perdue à quarante ans, c'est une fin trop injuste pour un gardien de cette classe. Le vieux Peter aura heureusement l'occasion de



démontrer ses qualités, plus tard, pendant les prolongations, puisque ce but est un mérite : celui de donner le vrai coup d'envoi de la partie. Le sort venait d'ajouter la pincée d'émotion qui manquait à la soirée. Gary Lineker doublait la dose en égalisant (80') sur une grossière hésitation de la défense centrale allemande.

Debout à côté de son banc, Franz Beckenbauer avait des motifs de mécontentement. Lui, l'élégant libero des années 70,

n'aurait sûrement pas cafoillé cette ouverture aérienne de Paul Parker. Même aujourd'hui, à quarante-cinq ans, il l'aurait écarté, ce ballon mauvais, du bout de sa chaussure de ville, sans faire un pli à son blazer tie-de-vin. Lors de la Coupe du monde de 1970, ne commandait-il pas la manœuvre allemande avec un bras en écharpe ? Mais Klaus Augenthaler et Jürgen Kohler sont à des années-lumière de la star. Leur lourdeur est le principal défaut de la cuirasse germanique.

Les défenses, toutefois, ne cédèrent plus, et le stade, enfin vibrant, eut droit à de somptueuses prolongations. Par deux fois le poteau rendit un verdict de clémence. Poteau de rémission plutôt que d'exécution, il renvoya d'abord un tir anglais (Waddie), puis allemand (Buchwald). L'égalité était trop parfaite. Seule l'épreuve alcaïroïde des tirs au but pouvait trancher. Peu habitués dans leur football insulaire à ce genre d'exercice, les Anglais faillirent. D'abord Stuart Pearce, ensuite Chris Waddle qui n'a pas encore eu le temps de s'y mettre à Marseille. Pour eux, le facteur chance n'a pas sonné une troisième fois. Les Anglais comptaient pourtant bougrement sur la chance après les deux victoires arrachées *in extremis* aux Belges et aux Camerounais.

A vrai dire, ils comptaient surtout sur elle. Et sur leur volonté farouche de ne pas perdre. Ce furent, effectivement, leurs principaux atouts jusqu'à Bobby Robson, l'entraîneur, ne perdait jamais une occasion de célébrer la « force mentale » de son équipe. Les ren-

contres précédentes avaient été gagnées, martelait-il, « avec notre esprit de combat, avec nos trépas et avec nos jambes ». De football, il était peu question.

Depuis la blessure de Brian Robson, l'Angleterre n'avait plus de meneur de jeu. Privée de « regista », comme disent les Italiens, elle manquait aussi d'un système de jeu. A l'inverse, les Allemands pouvaient se prévaloir d'un milieu de terrain prospère. Pierre Littbarski est blessé ? Voici Olaf Thon et Thomas Hassler pour épauler Lothar Matthäus.

Mais le football a des rebonds imprévisibles. Les surdoués de l'entrejeu allemand se sont souvent embrouillés dans leurs savantes combinaisons. Les Anglais, qui nous promettaient un hourra-foot-ball, faisaient circuler agréablement la balle. C'est alors qu'ils ont joué leur meilleur football que les hommes de Robson sont éliminés. Ce Mondial italien nous a habitués à ce genre de pied de nez.

Pour Franz Beckenbauer, le programme minimum est désormais accompli. Il ne cachait pas qu'il aurait été « très déçu » si l'Allemagne n'avait pas atteint sa troisième finale consécutivement. Reste à remplir la deuxième partie du contrat : rapporter le trophée qui se refuse depuis 1974, lorsque Beckenbauer, capitaine valeureux, le brandissait devant les foules allemandes. Et puis partir, en pleine gloire, vers d'autres défis.

JEAN-JACQUES BOZONNET

## L'art du placement de M. Lafontaine

BONN

de notre correspondant

Les habitués du Merscheid, le café de Bonn où se retrouve l'élite de la gauche parlementaire ouest-allemande, ont eu le souffle coupé à l'issue du match de football Allemagne-Angleterre. « Génial ! » Leurs cris d'admiration ne saluaient pourtant pas la performance du gardien de but de la RFA qui venait d'arrêter le penalty décisif, mais l'art du placement de leur idole, le Sarrois Oskar Lafontaine, qui fut le premier à commenter de Turin et en direct la victoire de l'équipe de Franz Beckenbauer.

Le col largement ouvert, laissant voir la cicatrice rose sur son cou qui rappelle l'attentat dont il a été victime le 25 avril dernier, l'adversaire social-démocrate du chancelier Kohl rayonne. Il peut se permettre, au moment où ce dernier est retenu dans la capitale par les problèmes liés à l'unité allemande, de prendre des vacances en Espagne, chez son ami Felipe Gonzalez, puis, fuyant les moustiques andalous, de venir soutenir l'équipe nationale à Turin : le peuple comprend qu'il doit prendre un peu de bon temps pour se remettre du coup de couteau reçu à Cologne.

Le commentaire d'Oskar Lafontaine était très politique : « Je me réjouis d'avoir pu voir un beau match, très fair-play, où l'on ne pouvait noter aucun signe d'arrogance nationale. » Les joueurs de l'équipe allemande ne s'étaient pas laissés aller à donner l'image de brutes épaisses, ils ont gagné à la régulière, ce qui permettait à Oskar Lafontaine de tirer les jalons philosophico-politiques qui lui convenaient.

La balle est maintenant dans le camp du chancelier Kohl, qui a annoncé son intention d'assister à la finale de Rome. Il lui faudra trouver les mots qui conviennent pour tous les cas, victoire ou défaite devant les Argentins, pour se montrer à la hauteur de son concurrent.

La vraie finale pour les deux hommes aura lieu le 2 décembre prochain, date probable des premières élections parlementaires. Le prochain chancelier ne sera pas désigné par des tirs au but, mais par sa capacité à agir et à parler juste. Jusque-là, l'équipe du chancelier domine, mais la demi-finale de Turin a donné l'occasion à l'électeur-télé-spectateur-suppporteur de constater qu'Oskar Lafontaine savait préparer la contre-attaque.

LUC ROSENZWEIG

## Incidents à Turin

TURIN

de notre envoyé spécial

La rencontre Angleterre-RFA, à Turin, a donné lieu à de multiples incidents entre supporters britanniques, allemands et italiens. Les huit mille policiers mobilisés pour ce match à « haut risque » entre deux équipes réputées pour la violence de leurs partisans, ont dû intervenir à maintes reprises pour séparer les bandes rivales, notamment aux abords de la gare centrale. Plusieurs jeunes gens ont été légèrement blessés.

Le match on lui-même s'est déroulé dans le calme. Les premières échauffourées n'ont éclaté que plus d'une heure et demie après la fin de la partie, à la gare. Cent cinquante à deux cents casseurs allemands ont d'abord tenté de s'en prendre à des jeunes italiens avant d'être maîtrisés par les forces de l'ordre et escortés jusqu'à la gare.

Arrivés devant la station, ils étaient, à leur tour, attaqués par une cinquantaine d'Anglais. Il s'ensuivit un moment de grande confusion, les policiers pourchassant et matraquant Anglais, Alle-

mands et Italiens dans tout le quartier. Vers 2 heures, alors qu'un train à destination de Paris emmenait trois à quatre cents Britanniques (parmi lesquels des « durs » venus pour l'occasion), le calme revenait mais les véhicules anti-émeutes patrouillaient toujours.

Quelques heures avant le coup d'envoi, vers 17 heures, des bagarres avaient déjà opposé Anglais et Allemands devant cette même gare. Un jeune homme originaire de RFA avait été blessé d'un coup de couteau. La veille, mardi 3 juillet, la police anti-émeute avait dû intervenir à plusieurs reprises dans le centre-ville et surtout dans un camping réservé aux Anglais, à la périphérie de la ville, pour séparer hooligans britanniques et « ultras » turinois.

L'interdiction de la vente d'alcool ainsi qu'un imposant et efficace dispositif policier ont pourtant sans doute permis d'éviter des incidents plus sérieux dans une ville encore traumatisée par le drame du Heysel (le Monde du 4 juillet).

Ph. Br.

En Angleterre

## Tristesse et dévouement

LONDRES

de notre correspondant

Tous les Britanniques n'ont pas eu la même réflexion que l'entraîneur de l'équipe d'Angleterre, Bobby Robson, qui, malgré son évidente tristesse, a soutenu de bonnes chances aux footballeurs allemands. Quelques minutes seulement après la fin du match, des supporters déçus se sont répandus dans les rues, à Londres et dans plusieurs villes de province, cassant des vitrines et s'attaquant aux voitures de marque allemande.

Les scènes les plus violentes ont eu lieu à Brighton, une station balnéaire du sud de l'Angleterre, où des centaines de jeunes gens ont envahi le centre-ville. La police a dû protéger un groupe de cent cinquante étudiants allemands, qui se sont réfugiés dans une boîte de nuit du front de mer après avoir été poursuivis par des supporters anglais.

Il y a eu également des vitrines brisées et des heurts avec la police dans le Hertfordshire, le Derbyshire et le Staffordshire. A Londres, des bandes rivales se sont affrontées, et il y a eu selon Scotland Yard une vingtaine d'incidents.

La presse populaire fait ses tirs sur les larmes de Paul Gascoigne, le meneur de jeu anglais, et sur la dignité de Bobby Robson,

dont c'était le dernier match en tant qu'entraîneur de l'équipe d'Angleterre. Le match a constitué une concurrence redoutable pour les Rolling Stones, qui donnaient un concert au stade Wembley. Muni de transistors qui transmettaient la compétition, le public criait son émotion aux moments décisifs sans plus se soucier de ce qui se passait sur le stade.

Mrs Thatcher est une des rares personnalités à avoir échappé à cette fièvre du football qui a saisi tout le pays, même si elle a estimé que les joueurs anglais avaient été « magnifiques ». Elle a passé la soirée à un bal donné par le Parti conservateur dans un grand hôtel londonien. Les médias britanniques ont dans l'ensemble fait preuve de beaucoup de retenue face à cette défaite.

Les commentateurs ont évité pour la plupart les allusions à la seconde guerre mondiale. Cela n'avait pas toujours été le cas dans le passé. Un journaliste sportif célèbre, Vincent Mulchrone, avait ainsi dit naguère, avant un match : « Si les Allemands nous battent aujourd'hui à notre sport national, nous pourrions toujours nous consoler de les avoir battus à deux reprises au leur. » Le seul dérapage, mercredi soir, a été celui des hooligans.

DOMINIQUE DHOMBRES

□ Deux morts en Argentine. — Deux personnes ont été tuées et plus de cent cinquante interpellées au cours des violences qui ont gagné les rues de Buenos-Aires après la victoire de l'Argentine sur l'Italie mardi 3 juillet. Un homme âgé de cinquante-quatre

ans a été battu à mort, à Florencio Varela, à 30 kilomètres au sud de Buenos-Aires pour avoir refusé de céder son drapeau argentin à un gang de jeunes. Un jeune homme a été tué par une balle perdue, dans un quartier ouest de la capitale.

JEAN

## HEIDMANN LA VIE DANS L'UNIVERS

HACHETTE - 120 PAGES - 69 F

QUESTIONS DE SCIENCE

H A C H E T T E

Collection dirigée

par Dominique Lecourt



Comment ne pas supposer que pendant ces milliards d'années, dans ces milliards de galaxies, avec ces milliards de milliards d'étoiles, des processus évolutifs n'auraient pas pu aboutir à des résultats plus avancés que ceux qui se sont déroulés sur Terre ? Voilà qui est sans doute blessant pour notre narcissisme d'êtres humains, imbus de notre supériorité, mais qui est aussi parfaitement raisonnable pour peu qu'on y réfléchisse sans prévention...

JEAN HEIDMANN

سكزا من الاحل



## SPORTS

CYCLISME : le Tour de France

## Laurent Fignon par la petite porte

Le Néerlandais Gerrit Solleveld a remporté la cinquième étape du Tour de France (Avranches-Rouen) au cours de laquelle l'Italien Marco Giovannetti, récent vainqueur du tour d'Espagne, et Laurent Fignon ont abandonné.

ROUEN

de notre envoyé spécial

Le Tour n'a pas fait haïr à Villers-Bocage le mercredi 4 juillet. La commune du Calvados a dû se contenter, comme tant d'autres bourgades de France, du simple passage de l'épreuve, accompagnée de son concert de klaxons et de cris d'encouragement. Mais le hasard, ou la malédiction, a fait un cadeau à Villers-Bocage, lui permettant d'entrer dans les annales du vélo. Elle est la cité où Laurent Fignon a décidé d'abandonner la course.

La scène a été d'une grande banalité. Au bout de la grande rue montante, le coureur de la formation Castorama a posé un pied à terre. Un geste simple et pourtant lourd de conséquences lorsqu'il est exécuté par l'un des vedettes de l'épreuve. Un appui sur le macadam qui signifie « stop, j'arrête là ». Une façon de se retirer de la compétition, par la petite porte, celle qu'empruntent les sans-grade qui s'aperçoivent qu'ils se sont lancés dans une entreprise au-dessus de leurs forces.

Heureusement, les sinistres camions-balais n'existent plus dans une épreuve qui se veut moderne. Laurent Fignon a pu cacher son désespoir dans la voiture de son directeur sportif. Il a pu dissimuler son visage contrarié sous une carte routière, face aux caméras trop curieuses. Et puis il s'en est allé, sans un mot, sans une explication, loin de toute cette agitation qui l'indisposait.

« Il avait mal au mollet droit, plaide son équipier Vincent Barreau, la pluie qui commençait à tomber a augmenté sa douleur. » Le brave roulier Normand se veut rassurant, comme pour mieux dissimuler le trouble qui saisit une équipe privée de son capitaine. Mais lui, comme ses compagnons, au maillot grossièrement déguisé en salopette de vendeur de supermarché, savait depuis la veille que le moral du leader n'était pas au beau fixe.

## Une chute dans un tunnel

Il y avait eu cette chute, bien sûr, peu avant l'arrivée à Nantes, lundi 2 juillet, qui avait provoqué une douleur au mollet droit du coureur à la queue de cheval. Mais au-delà de la gêne physique, exis-

tait depuis quelques jours chez Laurent Fignon cette absence de volonté de s'imposer, de se porter en tête de la course, qui témoignait de son malaise. Alors que Greg LeMond caracolait à l'avant-garde du peloton tout souriant, le champion parisien se traînait dans les derniers rangs visage fermé.

Fignon ne possédait pas ce moral de gagnant qui lui a si souvent porté chance. Une chute dans un tunnel, lors du Tour d'Italie, l'a contraint à abandonner le Giro et à cesser tout entraînement pendant une dizaine de jours. Une période d'inactivité fortement nuisible à l'approche du Tour de France, et pénible psychologiquement. Et puis l'absence de réussite en début de saison affectait le coureur qui n'a jamais réussi à chasser de son esprit les huit malheureuses secondes qui l'avaient privé d'une troisième victoire sur les Champs-Élysées l'an passé.

La carrière du coureur français, de presque trente ans, est faite de hauts et de bas répétés. De ces chasses-croisés qui le conduisent au sommet, comme en 1984, ou à l'abandon, comme en 1986 et 1988. Il sait qu'il joue dans ce Tour 1990 une partie essentielle avec son rival de l'an dernier, l'Américain Greg LeMond. Et il ne se sent pas dans la poche d'un gagnant. Les blessures physiques jouent certes un rôle dans cet état d'esprit, mais elles n'expliquent pas tout.

Peu avant l'arrivée au Mont-Saint-Michel, mardi 3 juillet, Laurent Fignon s'est trouvé bloqué avec quelques attardés par une chute de coureurs. Résultat, à l'arrivée de l'étape, une perte de 44 secondes par rapport au coureur américain. Ce chiffre peu parlant fait à la cinquième étape d'une épreuve qui en compte vingt-deux, il témoigne cependant d'un écart qui s'est instauré entre les deux hommes.

C'est sans doute conscient de toutes ses faiblesses, de son « pessimisme », pour reprendre le mot de son entraîneur Cyrille Guimard, que Laurent Fignon a décidé de jeter l'éponge. Se sentant incapable d'être le plus fort, il a préféré se retirer. Est-ce « la fin d'un grand », comme l'affirme Raphaël Géminiani ? Il est peut-être trop tôt pour souscrire à un tel propos. En revanche, on peut suivre le « Grand Fusil » lorsqu'il assure que « la route s'ouvre devant LeMond ».

L'abandon de Laurent Fignon, suivi quelques heures plus tard par celui de l'Italien Marco Giovannetti, le récent vainqueur de La Vuelta, augmentent ses chances de remporter, avec une nouvelle fois, l'épreuve.

SERGE BOLLOCH

## TENNIS

les Internationaux de Grande-Bretagne

## Les trois premiers mondiaux et Ivanisevic dans le dernier carré

Lendl, Becker, Edberg et... Ivanisevic. Seul le jeune Yougoslave de dix-huit ans est parvenu, entre deux averse, à perturber la hiérarchie du tennis en se qualifiant, aux côtés des trois meilleurs joueurs mondiaux, pour les demi-finales du tournoi de Wimbledon.

A trente-deux ans, l'Américain Kevin Curren a dû céder, en cinq sets, devant le service catapulte (vingt-huit ace et trente-trois services gagnants) de Goran Ivanisevic, qui rencontrera, vendredi, un autre bombardier, Boris Becker.

L'Allemand impressionnant, a expédié l'Américain Brad Gilbert en trois sets et un peu plus d'une heure et demie. Exilé sur un court annexe, Stephan Edberg a tout aussi facilement éliminé un autre Suédois, le tombeur de Guy Forget, Christian Bergström, en trois sets.

Sur le central, le numéro un mondial Ivan Lendl éprouvait, lui, beaucoup plus de difficultés pour se débarrasser, en quatre manches, du modeste Américain Brad Pearce.

## LES RÉSULTATS

Demi-finales masculines. - Lendl (1<sup>er</sup>, n° 1) b. Pearce (E.-U.), 6-4, 6-4, 6-7, 6-4; Edberg (Sué., n° 3) b. Bergström (Sué.), 6-3, 6-2, 6-4; Ivanisevic (Youg.), Curren (E.-U.), 4-6, 6-4, 6-4, 6-3; Becker (RFA, n° 2) b. Gilbert (E.-U., n° 8), 6-4, 6-4, 6-1.

سكنا من الامم

## ESPACE

La phase de conception de l'avion spatial est prolongée

## Les Européens remettent de l'ordre dans le programme Hermès

L'Agence spatiale européenne (ESA) et le Centre national d'études spatiales (CNES) ont annoncé, mercredi 4 juillet, le renforcement de leur coopération sur le programme de l'avion spatial Hermès. Une équipe commune aux deux organismes, composée de 150 à 180 membres et installée à Toulouse, sera constituée dans les prochains jours.

« Nous unissons nos forces pour une gestion plus efficace du programme Hermès, notamment sur le plan de nos relations avec les industriels européens, auprès desquels nous avons lancé un appel d'offres en mars dernier », a précisé M. Jörg Feustel-Büchel, directeur des systèmes de transport spatial à l'ESA. Quelques mois suffisent, et l'on mesure le chemin parcouru depuis novembre 1987, date à laquelle les Etats membres de l'ESA s'engagèrent à La Haye à participer au développement du futur avion spatial européen.

Dix-huit mètres de long, neuf mètres d'envergure, un module de ressources comprenant des réserves d'eau et de combustible : en quelques années, le profil d'Hermès s'est précisé. Et il est grand temps, désormais, d'aborder les affaires sérieuses. Même si le premier vol habité d'Hermès n'est pas programmé avant 1999, son premier vol suborbital est en effet attendu en 1996, et son premier vol spatial automatique en 1998.

Conçu pour faire la navette entre les stations spatiales habitées et les plates-formes automatiques por-

tousses d'expériences, le projet Hermès est indissociable de celui du lanceur lourd Ariane 5, dont le premier vol de qualification est prévu pour 1995. Et plus indissociable encore du module autonome Columbus (laboratoire destiné à la recherche en sciences des matériaux, physique des fluides, sciences de la vie), dont le dossier est aujourd'hui moins étoffé que celui de l'avion spatial.

On comprend donc que la phase de conception d'Hermès, prévue à l'origine pour s'achever à la fin de l'année 1990, soit quelque peu prolongée. Elle ne s'achèvera qu'à la mi-1991. A cette date, les Etats membres de l'ESA se prononceront sur les modalités de développement du programme, chiffré à 4,5 milliards d'ECU, soit un peu plus de 30 milliards de francs (1).

## Un bilan à la rentrée

Durant ce bref délai vont donc se mettre en place les différentes structures de gestion et de réalisation qui, jusqu'à la fin du siècle, superviseront la suite du programme. Dans un souci de simplification, les responsables d'Hermès à l'ESA et au CNES, soit plus de cent cinquante personnes, seront ainsi réunis dans les jours à venir au sein d'une équipe commune. Cette dernière, installée au Centre spatial de Toulouse, gèrera l'ensemble des contrats passés avec les industriels et les instituts de recherche.

Car un gros effort technologique reste à fournir pour qu'Hermès devienne une réalité. L'appel d'offres lancé à cet effet par l'ESA, en mars dernier, auprès de l'indus-

trie européenne (Aérospatiale, Dassault Aviation, Deutsche Aerospace et Aeritalia, pour les principaux contractants) devrait déboucher sur la création d'une solide structure industrielle. Les onze pays européens participant au programme Hermès devront proposer, au plus tard d'ici à la fin octobre, un projet de répartition de leurs activités.

« Nous sommes conscients que cette réorganisation industrielle risque de perturber, à court terme, les travaux menés actuellement », reconnaît Roger Vignelles, directeur général adjoint du CNES. Mais moins d'un an avant l'entrée dans la phase de développement, cette contrainte paraît indispensable pour assurer à moyen et à long terme la pérennité d'un programme que l'on sait long et difficile.

Durant la première phase de ce projet, plusieurs options, fondamentales pour l'avenir d'Hermès, avaient été prises. A commencer par l'abandon du module de propulsion qui aurait permis à l'avion de gagner son orbite après s'être séparé du lanceur Ariane 5. Les études de faisabilité ont finalement contraint les spécialistes à plus de modestie, et c'est à la fusée européenne elle-même que reviendra la charge de placer directement Hermès sur sa bonne orbite.

Autre décision d'importance : pour les structures « froides » de l'avion spatial, le projet d'utiliser des matériaux composites a finalement été abandonné. « Ils n'offrent pas, tout compte fait, le gain de masse que l'on pouvait en attendre », précise M. Michel Courtois, directeur des programmes Hermès au CNES et futur responsable de l'équipe ESA-CNES. Retour donc

au classicisme, et aux bonnes vieilles structures en aluminium.

Enfin, à l'issue d'un programme d'études très serré mené pendant près de deux ans, l'ESA et le CNES décident, en décembre 1989, de doter l'avion spatial de sièges éjectables (le Monde du 29 décembre 1989). Afin de permettre aux astronautes de quitter rapidement le bord en cas de défaillance grave du lanceur ou de l'avion, l'idée d'une cabine entièrement éjectable avait un moment prévalu. Mais la formule aurait alourdi l'appareil d'environ trois tonnes, et en aurait considérablement compliqué la conception. Le module retenu, conçu pour un équipage limité à trois hommes, s'inspirera des sièges conçus pour la navette soviétique Bourane.

CATHERINE VINCENT

(1) Les trois principaux bailleurs de fonds sont la France (43,5 %), la RFA (27 %) et l'Italie (12,1 %).

Les Européens approuvent un projet de mission planétaire vers l'Italia. - Le conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) vient d'approuver l'accord conclu entre l'ESA et la Nasa pour le lancement, en 1996, d'un vaisseau interplanétaire en direction de Saturne. Ce vaisseau, de fabrication américaine, sera porteur d'une petite sonde européenne de 192 kilogrammes (Huygens) qui plongera dans l'atmosphère de Titan, pour donner, en 2003, des informations sur cette lune de Saturne, la seule du système solaire dotée d'une atmosphère.

## JUSTICE

## Trois non-lieux, trois renvois devant les assises dans l'affaire de la succession Canson

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a ordonné mercredi 4 juillet trois non-lieux en faveur de l'avocat marseillais Me Paul Lombard, de son ancienne collaboratrice Me Marie-France Pestel-Debord, et de M. Pierre Rosenberg, directeur du département des peintures au Musée du Louvre. Ceux-ci étaient inculpés de recel, complicité et usage de faux en écritures, dans l'affaire de captation d'héritage de Canson.

La chambre a en revanche prononcé le renvoi devant les assises de l'ancienne dame de compagnie de M<sup>me</sup> de Canson, M<sup>me</sup> Joëlle Pesnel, inculpée notamment de séquestration arbitraire et de vol pour avoir vendu en novembre 1985 au Musée du Louvre le *Gentilhomme seillant*, une toile du peintre espagnol Bartolomé Murillo appartenant à Suzanne de Canson.

Ainsi que le renvoi devant la même cour de l'avocat toulonnais M<sup>re</sup> Robert Boissonnet, poursuivi pour complicité d'abus de confiance et faux, et de l'avocat varois M<sup>re</sup> Alain Jourdan, inculpé pour complicité d'extorsion de signature.

La chambre d'accusation de la cour d'appel a donc suivi les demandes formulées le 23 mai par le doyen des juges d'instruction toulonnais, M. Benjamin Rajbaud (le Monde du 25 mai).

L'affaire avait éclaté après la mort, chez M<sup>me</sup> Pesnel, de Suzanne de Canson, en septembre 1986. Sa sœur, M<sup>me</sup> Jeanne Deschamps, seule véritable héritière, avait porté plainte. Dans le cours de l'enquête, plus de 1 600 procès-verbaux ont été dressés et 135 témoins entendus.

## Inculpé de tentative d'assassinat

## Le CRS qui voulait « rendre service » à un ami

Un policier affecté à la compagnie républicaine de sécurité 61 de Vélizy (Yvelines) a été inculpé de tentative d'assassinat par un juge d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine) et écroué le 21 juin à la prison de Fleury-Mérogis. Il est reproché à ce CRS, M. Jean-Philippe Besson, d'avoir, pour rendre service à un ami, tiré deux coups de feu sur un jeune malfaiteur, grièvement blessé, le 13 juin à Châtigny-Malabry.

Ce fait divers serait un assez banal scénario de série B si son auteur n'était un policier affecté dans une compagnie républicaine de sécurité. C'est, dit-il, pour « rendre service à un ami » que Jean-Philippe Besson, un CRS de trente-quatre ans, a organisé une tentative d'assassinat. Il faut dire que l'ami en question, M. Marc Mercier, gère d'une salle de sports à Plaisir, dans les Yvelines, est apparemment peu fréquentable : les services de police le connaissent surtout pour les délégués avec la justice que lui ont valu diverses affaires de délinquance.

Au nom de l'amitié, donc, et non pas pour de l'argent, le CRS va pourtant tenter d'aider Marc Mercier à se débarrasser d'un

repris de justice, M. Patrick Monde, qui vient de sortir de prison et à qui Marc Mercier reproche de l'avoir « balancé aux flics ». Rendez-vous est pris sur un chantier de Châtigny-Malabry, dans la soirée du 13 juin. Le CRS s'y rend avec son arme personnelle, un pistolet Beretta 9 millimètres, déposé sans port d'arme. A deux reprises, il fait feu sur Patrick Monde, le blessant grièvement à la tête et à la poitrine. Mais le jeune homme, laissé pour mort, survit à ses blessures et pourra souffrir aux enquêteurs le nom de Marc Mercier. Interpellé le 21 juin par le service départemental de police judiciaire de Nanterre, celui-ci reconnaît les faits et mettra les enquêteurs sur la piste du CRS.

Policier depuis dix ans, et fils d'un haut fonctionnaire à la retraite, M. Besson avait mené une carrière professionnelle sans brio (ses notes sont moyennes), mais sans tache (aucune sanction disciplinaire). Le jour même de son inculpation, il a été suspendu de ses fonctions, et privé de son traitement. Reste à cerner la personnalité du CRS, dont le geste — amitié ou pas — demeure incompréhensible aux yeux des policiers qui mènent l'enquête.

E. In.

## Un chauffard des mers condamné à quinze mois de prison avec sursis

L'auteur d'un abordage mortel devant l'île de Porquerolles (Var), lors duquel un enfant de sept ans avait été tué et son père grièvement blessé, a été condamné, mercredi 4 juillet, à quinze mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Toulon.

Le 10 août 1987, M. Henri Crèche, demeurant à Méhers (Loir-et-Cher), naviguait à une vitesse de l'ordre de 20 nœuds à bord de sa puissante vedette de 640 chevaux. Il se trouvait à environ 400 mètres du rivage, dans une zone où la vitesse n'est pas limitée, lorsque son bateau aborda très violemment un petit canot. Parmi les six occupants du canot, Antoine Rougier, sept ans, sera tué par les hélices de la vedette, et son père Dominique, quarante-deux ans, résidant à Paris, grièvement blessé. Les quatre autres passagers seront indemnes.

Poursuivi pour homicide involon-

taire par maladresse, négligence et inobservation du règlement, M. Crèche a comparu devant le tribunal près de trois ans après les faits, le jour même où les pouvoirs publics invitaient une nouvelle fois « les marins de l'est à adopter un comportement responsable ».

Lors de son réquisitoire, le substitut, M. Laurent Bidault, a qualifié « le comportement du pilote d'infantile » et dénoncé des « drames de l'inconscience et de l'imprudence qui rendent l'été meurtrier ». En requérant quinze mois de prison, dont deux fermes, et 30 000 francs d'amende, il avait demandé au tribunal de ne « pas limiter sa peine à des sanctions traditionnelles ». Les avocats de M. Crèche ont contesté la validité de la constitution de partie civile de M. Rougier, car selon eux, un accord était intervenu avec les assurances. Le tribunal a rejeté leur demande.

**Le Monde**  
**L'EDUCATION**

ENQUÊTE JUILLET/AOÛT

**FILLES : LA FAUSSE RÉUSSITE SCOLAIRE**

Également au sommaire :

- UNIVERSITÉS : S'INSCRIRE EN PREMIÈRE ANNÉE
- ÉTATS-UNIS : L'ENSEIGNEMENT EN CRISE
- ENFANTS : QUELS LIVRES POUR LEURS VACANCES ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX







# COMMUNICATION

Le débat sur le financement de la télévision

## La publicité sur les chaînes publiques continue à diviser les socialistes

A quelques jours des arbitrages budgétaires définitifs, le financement de la télévision publique continue à diviser les socialistes. Les propositions faites au sein du PS par M<sup>me</sup> Frédérique Bredin (le Monde du 29 juin) sont ainsi vivement contestées par d'autres personnalités socialistes, les animateurs du mouvement Pour que vive la télévision publique.

MM. Pierre Bourdieu, Ange Casta, Max Gallo, Claude Marti et Jean Martin expliquent depuis près de deux ans qu'il est nécessaire de supprimer la publicité sur A 2 et FR 3 pour retrouver l'esprit et la liberté de l'audiovisuel public.

La réduction des ressources publicitaires d'Antenne 2 à 30 % de son budget, préconisée par M<sup>me</sup> Bredin et le groupe de travail socialiste (le Monde du 29 juin) leur semble « un compromis qui cumule tous les inconvénients ». Estimant que cette mesure n'aura que peu d'impact sur l'identité des chaînes publiques, les animateurs du mouvement écrivent notamment : « Quel cadeau que ces paris de marché qui sont abandonnés sans contrepartie aux chaînes commerciales ! Le rapport prévoit que ces pertes de recettes seront compensées par un appel aléatoire au budget de l'Etat et une augmentation de 10 % de la redevance. C'est donc le contribuable qui directement ou indirectement supportera les conséquences des mesures envisagées. »

Les animateurs de Pour que vive la télévision publique souhaitent que soit prise en compte par le pouvoir politique leur proposition de taxer l'ensemble des investissements publicitaires pour financer des chaînes publiques sans publicité. Ils rappellent qu'en Grande-Bretagne la BBC qui ne diffuse pas

de publicité, est en tête de l'audience et qu'en France tous les sondages montrent une hostilité du public à la publicité sur les télévisions publiques.

Une cinquantaine de personnalités rassemblées dans l'Association pour la création française et européenne dans l'audiovisuel ont signé un appel pour « un service public fort ». Elles demandent à l'Etat de prendre ses responsabilités pour assurer le financement supplémentaire de l'audiovisuel public. Un financement évalué à « 3 milliards de francs pour combler son déficit et assurer la relance des programmes ». Parmi les signataires on trouve les noms de Michel Bouquet, Jean Carmet, Claude Chabrol, Jean d'Ormesson, Pierre Moirand, Edouard Molinaro, Michel Serrault et Bertrand Tavernier.

Au ministère de la communication, on reste sur les positions arrêtées déjà depuis plusieurs semaines : les objectifs publicitaires d'Antenne 2 doivent être établis de manière réaliste en fonction de son audience.

En les fixant à 40 % du budget de la chaîne pour 1991 – soit un peu moins que les 42 % réalisés cette année – le ministère espère libérer A 2 de la pression des publicitaires sur la programmation. Pour trouver le reste du financement, M<sup>me</sup> Catherine Tasca demande une augmentation de la redevance, une compensation accrue des exonérations de redevance et la poursuite de la redevance de Radio-France Internationale. Même écho au ministère de la culture où on espère obtenir du Budget une augmentation de 10 % de la redevance. Les ultimes arbitrages de Matignon sont attendus avant la fin du mois.

J.-F. L.

Développement en presse « adulte » et à l'étranger

## Bayard Presse veut consolider sa croissance

Avec ses cinquante-sept titres – dont vingt-cinq à l'étranger – tirés à 3,5 millions d'exemplaires qui le placent au cinquième rang français en diffusion, le groupe Bayard Presse a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires consolidé de 1,435 milliard de francs, en progression de 5 % sur 1988. Si le résultat consolidé reste faible (7,3 millions de francs), c'est en grande partie à cause du développement international encore au stade de l'investissement.

Filiatisée au sein de Bayard Presse International (dont cinq investisseurs financiers détiennent 34 %), cette activité a lancé de nombreux titres, en partenariat avec des éditeurs étrangers, et son chiffre d'affaires part du groupe devrait passer de 62 millions de francs en 1989 à 116 millions cette année, l'objectif étant de réaliser hors des frontières environ 20 % du chiffre d'affaires d'ici à quatre ans, quand Bayard Presse touchera les premiers dividendes de son expansion internationale.

Ces créations à l'étranger se font essentiellement dans la presse « jeunesse » et « senior », créneaux

où Bayard Presse revendique le premier rang français avec sa gamme de titres pour jeunes (de *Papi à Phasopore*) et son mensuel de la retraite *Notre temps*. Ces deux secteurs et la presse « adulte » contribuent à peu près également au résultat positif, le secteur religieux, autour du quotidien *la Croix*, équilibrant ses comptes.

Après le rachat du *Chasseur français* et de *Bonne soirée* (le Monde du 18 juin) qui rejoignent le *Pèlerin* (dont l'érosion des ventes est stoppée), le secteur « adultes » devrait accroître son poids dans le premier groupe de presse catholique de l'Hexagone. Sans exclure de rachat, le président du directoire de Bayard Presse, M. Bernard Porte indique que 1991 devrait marquer une pause, permettant de digérer les acquisitions et lancements, tel celui programmé pour la rentrée de l'hebdomadaire *la Semaine de Babar*. Côté édition, enfin, le lancement de collections comme Bayard Poche a permis d'augmenter sensiblement les ventes.

M. C. I.

Conseiller en communication de M. Mitterrand

## M. Jacques Pilhan devient PDG du groupe publicitaire Béliet

M. Jacques Pilhan, conseiller en communication du président de la République et du premier ministre, deviendra début septembre PDG du groupe Béliet, quatrième groupe de publicité français avec 3,2 milliards de francs de chiffre d'affaires. La décision a été annoncée au conseil d'administration de l'agence qui s'est tenu mercredi 4 juillet.

Béliet est une des deux enseignes du groupe publicitaire Eurocom, lui-même filiale de Havas. L'agence de publicité Temps public, possédée et dirigée par M. Pilhan, va être achetée par Béliet, pour un montant non divulgué, et M. Pilhan continuera d'en assurer la présidence.

M. Pilhan remplace à la tête de Béliet M. Jean Jabès, qui quitte ses fonctions de façon précipitée : n'aurait-il pas à la presse, le 27 juin : « J'ai l'ambition de mener Béliet au leadership et, dans cette perspective, je vous donne rendez-vous très bientôt pour annoncer d'importantes nouvelles relatives au développement de Béliet » ? Dans l'immédiat, c'est M. Pierre de Plas, vice-président d'Eurocom, qui remplira les fonctions de M. Jabès.

La Revue d'histoire révisionniste interdite de vente aux mineurs. – Le ministre de l'Intérieur M. Pierre Joxe vient d'interdire par arrêté la vente aux mineurs de la Revue d'histoire révisionniste, en raison de « son caractère antisémite » et de la place qu'elle fait « à la discrimination ou la haine raciale ». Consacrée au révisionnisme, théorie qui nie l'existence des chambres à gaz, la revue n'est pas la première à être interdite depuis la profanation de Carpentras. Un fac-similé du journal antisémite de 1941 *Notre combat* et une bande dessinée sur l'holocauste (*Le Monde* du 5 juillet) sont également interdits aux mineurs. Trois publications nazi-allemandes, ainsi que le célèbre faux *les Protocoles des sages de Sion*, ont été totalement interdits à la circulation, à la distribution et à la vente.

**LIVRES**  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

صكنا من الامم

# AGENDA

JEUDI 5 JUILLET

## EXPOSITIONS

### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

### 39-40 L'ANNÉE TRAGIQUE.

Grand foyer. Jusqu'au 3 septembre.

MARINA ABRAMOVIC & ULAY. Galeries contemporaines. Jusqu'au 19 août.

COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. 2 volumes : 1840-1864. Salle d'art graphique (4<sup>e</sup> étage). Jusqu'au 23 septembre.

LES CONCOURS D'ARCHITECTURES PUBLIQUES. Forum. Jusqu'au 27 août.

RAYMOND HAINS. Galeries contemporaines. Jusqu'au 19 août.

IMAGE, IMAGES. Atelier des enfants. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.

NOUVEAU DESIGN A LONDRES. Galerie des brèves Ccl. Jusqu'au 27 août.

JEAN-LUC PARANT. Musée national d'art moderne. Jusqu'au 10 juillet.

EDOUARD PIGNON. Musée d'Art moderne. Jusqu'au 16 juillet.

ALVARO SIZA. Galerie des dessins d'architecture. Jusqu'au 3 septembre.

TERRE ÉLUE - TERRE RÉVÉE. Elise Lasker-Schiller, Maria Cho'Nat. Galerie de la BPI 2<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 3 septembre.

ANDY WARHOL. RÉTROSPECTIVE. Grande galerie, 5<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 10 septembre.

### Musée d'Orsay

Quai Anatole-France, place Henri-de-Montherlant (40-43-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

RODOLPHE BRESLIN (1822-1885) UN GRAVEUR SOLITAIRE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F. Du 10 juillet au 7 octobre.

JAMES GORDON BENNETT ET LE NEW YORK HERALD. Exposition-dossier. Entrée : 27 F. Billet d'accès au musée). Du 10 juillet au 30 septembre.

JOSEPH HORNECKER, ARCHITECTE - ART NOUVEAU A NANCY. Entrée : 27 F. Billet d'accès au musée). Du 10 juillet au 10 octobre.

### Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-53-17). T.l.j. et mar. de 12 h à 21 h 45.

ACQUISITIONS RÉCENTES DU MUSÉE. Hall Napoléon. Entrée : 27 F. (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 23 juillet.

LE QUERCHIN EN FRANCE. Pavillon de Flore. Entrée : 27 F. (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 12 novembre.

HOUEL : VOYAGE EN SICILE. Hall Napoléon. Entrée : 27 F. (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 16 juillet.

LES NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES ARTS GRAPHIQUES. (1884-1989). Pavillon de Flore. Entrée : 27 F. (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 27 août.

POLYPHYQUES OU LE TABLEAU MULTIPLE DU MOYEN ÂGE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. Hall Napoléon. Entrée : 25 F. Possibilité de billets couplés avec le ticket d'entrée au musée. Jusqu'au 23 juillet.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 27 F. (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 31 décembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.

ART PRÉCOLUMBIEN DU MEXIQUE. Galeries nationales (42-89-54-10). T.l.j. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 30 juillet.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivières - cent photographies en noir et blanc, huit autochromes. Galeries nationales (42-56-37-11). T.l.j. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août.

JOSEPH WRIGHT OF DERBY. (42-89-54-10). T.l.j. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 23 juillet.

### MUSÉES

68, QUAI DE LA SEINE, EXPOSITION-VENTE D'ART CONTEMPORAIN. Grande Halle de la Villette, 21<sup>e</sup>, av. Jean-Jaurès (42-49-77-22). T.l.j. et le 9 juillet de 12 h à 19 h. Du 6 juillet au 11 juillet.

ANIMAUX ET PAYSANS. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-83-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (18 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 septembre.

LES ANNEES V.I.A. Valorisation de l'innovation dans l'ameublement. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 août.

ART DU PAYSAGE 'AU' HONNIEN. Musée Carnavalet, 7, av. Vélasquez (45-63-60-75). T.l.j. et lun. et les 14 juillet et 15 août de 10 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 septembre.

BANG & OLUFSEN. Design et technologie. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14).

T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 septembre.

GLEN BAXTER. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (45-56-50-17). T.l.j. et dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 4 août.

COULEURS DE LA VIE. Bibliothèque Nationale, galeries Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.l.j. de 12 h à 18 h, mercredi jusqu'à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 octobre.

EDWARD S. CURTIS. IMAGES DE L'OUEST AMÉRICAIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 10 septembre.

DES ARTISTES A LA COUPOLE. MONTMARTRE 1918-1940. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.l.j. et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 septembre.

DUMONT D'URVILLE. Navigateur, avant et découvreur. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 12 août.

JAMES ENSOR. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Visites-conférences les jeudis et samedis à 14 h 30 (22 F). Entrée : 28 F. Jusqu'au 22 juillet.

FORCES NAVALES FRANÇAISES LIBRE. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

FRÈRE CASTIGLIONE, 1688-1766. PEINTRE DE L'EMPEREUR DE CHINE. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-55). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 16 F. Jusqu'au 16 juillet.

GO WEST. Photographies de l'Ouest américain à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 15 septembre.

HOMMAGE AUX TILLEULS ET A RODIN PAR FRANÇOIS MORELLET. Musée Rodin, hôtel Biron, parc, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.

IMAGINAIRE POSTAL 1990. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. et dim. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 juillet.

JEUX DE MIROIR. Acquisitions d'hier et d'aujourd'hui. Bibliothèque nationale, passage Colbert, galeries-miroirs, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. et dim. et fêtes de 9 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

ANDRÉ KERTESZ. Ma France. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (compre-

nant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 20 août.

JULES ET PAUL MARMOTTAN COLLECTIONNEURS PRESTIGIEUX AU MUSÉE. Marmottan. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.l.j. et lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

MÉMOIRE DU TITANIC. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 septembre.

PARIS D'HOSPITALITÉ. Pavillon de l'Arsenal, 2<sup>e</sup> étage mezzanines Sud et Nord, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. et lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 9 septembre.

PARIS RACONTÉ PAR L'IMAGE D'ÉPINAL. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. et lun. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Cycle de conf. : Histoire générale de Paris le jeudi de 18 h 15 à 19 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 août.

FRANÇOIS ALEXANDRE PERNOT (1793-1865). Musée de la vie romantique - Maison Renan-Scheffer, 16, rue Chaplat (48-74-95-38). T.l.j. et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 juillet.

PIÈCES D'ÉCHECS. Bibliothèque nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.l.j. de 13 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

PLUMES & EN-TÊTES. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 22 septembre.

PRIX NIEPCE 1990, PHOTOGRAPHIES DE HUGUES DE WURSTENBERG. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. (entrée du musée). Jusqu'au 10 septembre.

LA PROPAGANDE SOUS VICHY. 1940-1944. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des invalides, cour d'honneur (45-55-30-11). T.l.j. et lun. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 16 F. Jusqu'au 21 juillet.

ROBES DU SOIR. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I<sup>er</sup>-de-Sorbie (47-20-62-25). T.l.j. et lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 octobre.

RODIN ET LA CARICATURE. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. et lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

LE ROI GUSTAVE III ET LE THÉÂTRE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE. Musée Jacquemart-André, 159, bd Haussmann (45-62-39-94). T.l.j. de 10 h à 18 h 30. Visite-conf. les mar. et jeu. à 12 h 30, sam. à 14 h 30. Rens. : 42.25.08.77. Entrée : 35 F. Jusqu'au 31 juillet.

# Le Monde

## ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)	Nbre de n°
2 semaines	100 F	165 F	13
3 semaines	150 F	245 F	19
1 mois	180 F	310 F	26
2 mois	290 F	550 F	52
3 mois	400 F	790 F	78

\* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MERY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

● N° CB \_\_\_\_\_

Expte à fin \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) \_\_\_\_\_

Sur : minitel 3615 LEMONDE code ABO

## EDOUARD PIGNON

"Les nus en majesté"

Accrochage dans les collections permanentes  
Musée national d'art moderne - 4<sup>e</sup>me étage  
Jusqu'au 10 juillet 1990

Musée national d'art moderne  
Centre Georges Pompidou

## Galerie H. Odermatt-Ph. Cazeau

85 bis, fg St-Honoré 75008 Paris - (1) 42 66 92 58

## EXPOSITION MAÎTRES DES XIX<sup>e</sup> ET XX<sup>e</sup> SIÈCLES

4 MAI - 28 JUILLET

GALERIE MARWAN HOSS  
12, rue d'Alger - 75001 Paris

TORRES-GARCÍA

Peintures - Constructions - Œuvres sur papier

30 mai - 20 juillet

Lundi - Vendredi 10 h - 12 h 30 - et 14 h - 18 h 30  
Samedi sur rendez-vous - Tél. 42.96.37.96  
Fax : 49.27.04.99 - Parking Vendôme

Avec Le Monde sur Minitel

Admission  
FESIC, ESC Paris

36.15 LE MONDE

Tapez RES



# AGENDA

JEUDI 5 JUILLET

## EXPOSITIONS

**ROUGE MONT** ESPACES PUBLICS ET ART DÉCORATIF. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., sf mar, de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 19 août.

**SCULPTURES CONTEMPORAINES DU ZIMBABWE**. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J., sf mar, de 10 h à 17 h 30 sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F, 13 F (dim.). Jusqu'au 30 juillet.

**LE THÉÂTRE DE LA MODE**. Musée des Arts de la mode, pavillon de Marsan, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., sf mar, de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre.

**TREMPLE POUR DES IMAGES** N° 8. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J., sf mar, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 10 septembre.

**TROIS CONCOURS LANCÉS PAR LA VILLE DE PARIS**. Pavillon de l'Arsenal, galeries d'actualité, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J., sf lun, de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 août.

**VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES**. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J., sf mar, et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 16 F (billet donnant droit à la visite du musée). Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

## CENTRES CULTURELS

**BAYA, CHAIBI, FAHREHNISSA, TROIS FEMMES PEINTRES**. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J., sf lun, de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 août.

**VINCENT BLOUES**. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 17, quai Malaquais (42-60-34-57). T.J., sf mar, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 14 juillet.

**BÉNIN, TRÉSOR ROYAL**. Collection du Museum für Völkerkunde, Vienne, Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-60). T.J., sf mar, de 11 h à 19 h. Visites guidées (jeudi à 15 h). Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 23 septembre.

**LES COMPAGNONS DU DEVOIR : LA GRANDE ÉCOLE DES MÉTIERS**. Espace AGF Richelieu, 87, rue de Richelieu (42-44-16-43). T.J., sf sam, et dim. de 8 h 30 à 18 h. Jusqu'au 27 juillet.

**DESSINS VÉNITIENS DES COLLECTIONS DE L'ÉCOLE DES BEAUX-ARTS**. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). T.J., sf mar, de 13 h à 19 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 juillet.

**EX-LIBRIS DU MONDE ENTIER**. Fondation Taylor, 1, rue La Bruyère (48-48-24). T.J., sf dim, et lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 13 juillet.

**LÉON GISCHIA**. Paris Art Center, 38, rue Falguère (43-22-39-47). T.J., sf dim., lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 7 juillet.

**NEMOURS**. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Barryer (45-63-90-55). T.J., sf mar, de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 juillet.

**NOUVEAUX REGARDS MEXICAINS**. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-16-26). T.J., sf dim, de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 31 juillet.

**OUKIVA TRENE SEBOT**. Par Jandu Buté, livres en jargons, livres illustrés. Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sévres (47-34-12-63). T.J., sf sam, et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 8 juillet.

**TIRE LA LANGUE, OU LES IRREGULIERS DU LANGAGE**. Centre Walonie-Bruzelles à Paris, Beaumont, 127, rue Saint-Martin (42-71-26-18). T.J., sf lun, de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 août.

**VIENNE 1815-1848**. Un nouvel art de vivre à l'époque de Biedermeyer. Château et trébuchet de Biedermeyer, domaine de Bagatelle, bois de Boulogne (45-01-20-10). T.J., sf mar, de 11 h à 19 h. Entrée : 30 F, entrée parc : 5 F. Jusqu'au 15 août.

## GALERIES

**MARINA ABRAMOVIC**. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Braque (48-04-86-86). Jusqu'au 13 juillet.

**KAREL APPEL ET MICHELE DESTARAC**. Galerie Ariel, 140, bd Hausmann (45-62-13-09). Jusqu'au 12 juillet.

**ARMAN**. Galerie Arcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 21 juillet.

**AU TEMPS DES NABIS**. Galerie Hugues Barès, 25, quai Voltaire (42-61-27-91). Jusqu'au 12 juillet.

**LE BELVÈRE MANDIARGUES**. André-Pierre de Mandiargues et l'art du XX<sup>e</sup> siècle. Galerie Arcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 13 juillet.

**MIKE BIDLO**. Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 21 juillet.

**ANGELA BULLOCK**. Galerie Claire Burrus, 30-32, rue de Lappe (43-65-35-30). Jusqu'au 21 juillet.

**MARK DION**. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 15 juillet.

**FIGURES ET LECTURES**. Galerie Samia Saouma, 2, Impasse des Bourdonnais (42-36-44-55). Jusqu'au 21 juillet.

**PAOLO GIOLI**. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-22). Jusqu'au 28 juillet.

**THOMAS GLEB**. L'Atelier Lambert, 62, rue La Boétie (45-63-51-52). Jusqu'au 13 juillet.

**MICHEL HAAS**. Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 13 juillet.

**RAYMOND HAINS**. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-83). Jusqu'au 13 juillet.

**ROGER HERMAN**. Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot (42-76-03-50). Jusqu'au 20 juillet.

**HOMMAGE A TORRES-GARCIA**. Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger (42-96-37-96). Jusqu'au 20 juillet.

**MASSIMO JOA GHINI**. Galerie Néot, 25, rue du Renard (42-78-96-87). Jusqu'au 20 juillet.

**HORST EGON KALINOWSKI**. Galerie Albert Loeb, 12, rue des Beaux-Arts (42-96-37-96). Jusqu'au 13 juillet.

**KEYS FOR A BUILDING**. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 4 août.

**MARIE-JO LAFONTAINE**. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 20 juillet.

**ANDRÉ LANSKY**. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 13 juillet.

**MARIEN**. Galerie Isy Brochet, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'au 10 juillet.

**MINGQIS CHINOIS**. Art d'Extrême-Orient. Galerie Jacques Barrère, 36, rue Mazarine (43-28-57-61). Jusqu'au 25 juillet.

**MIRO**. Journal d'un graveur. Galerie Maeght Editeur, 36, av. Maeght (45-62-28-18). Jusqu'au 20 juillet.

**MIRO, RIPOLES**. Peintures, les années Carré. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 13 juillet.

**JOAN MIRO, L'ATELIER DE LA GRAVURE**. Galerie Lelong, 13-14, rue de Valenciennes (43-63-13-19). Jusqu'au 30 septembre.

**JOAN MITCHELL**. Galerie Jean Fourrier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Jusqu'au 14 juillet.

**PAPUNYA**. Galerie Baudouin Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 16 juillet.

**PARAVENTS D'ARTISTES**. Galerie Leif Stahl, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 28 juillet.

**PERLIN**. Galerie Caroline Corre, 14, rue Guénégaud (43-54-57-57). Jusqu'au 21 juillet.

**PHOTO-CONSTRUCTION, UN SEMBLANT DE SCULPTURE**. Rodolfo Lorenz, Françoise Steiger, Monique Volz, Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Jusqu'au 28 juillet.

**FRANCIS PICABIA**. Galerie Didier Imbert Fine Arts, 19, av. Matignon (45-62-10-40). Jusqu'au 12 juillet.

**ROBERT POLIDORI**. Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turenne, 2 étages, escalier B (42-74-56-36). Jusqu'au 31 juillet.

**POLYPTYQUES ET PARAVENTS**. Renaissance du polyptyque chez les artistes contemporains. Galerie Bellier, 7, quai Voltaire (42-60-74-72). Jusqu'au 20 juillet.

**QU'EST CE QUE LE MUSICALISME?** Galerie Drouart, 16, rue de la Grange-Batelière (47-70-52-90). Jusqu'au 20 juillet.

**ROBERT RAUSCHENBERG**. Galerie Fabien Boulakia, 20, rue Bonaparte (43-26-56-79). Jusqu'au 22 septembre.

**MAN RAY, ASSEMBLAGES**. Galerie Manon Meyer, 15, rue Guénégaud (43-33-04-38). Jusqu'au 21 juillet.

**LARRY RIVERS**. Dernières œuvres. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-au-Lord (43-04-34-40). Jusqu'au 30 juillet.

**GEORGE RODGER**. Picto Bastille, 53 bis, rue de la Roquette (47-00-28-28). Jusqu'au 30 août.

**RÉTABLE FLAMAND DU XV<sup>e</sup> SIÈCLE**. Reflets de l'art sacré. Galerie d'art Saint-Honoré, 267, rue Saint-Honoré (42-60-15-03). Jusqu'au 15 septembre.

**RETROSPECTIVE ERTÉ**. Galerie Damien, 5, rue Bonaparte (43-25-05-22). Jusqu'au 30 juillet.

**RETROSPECTIVE PAUL KALLOS**. Galerie Hannu-Nogera, 6, rue Bonaparte (43-25-16-43). Jusqu'au 20 juillet.

**NIKI DE SAINT-PHALLE**. Tir... et autres révoltes. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 28 juillet.

**SIX FOIS SIX**. Sur papier lettré. Galerie Michel Broomhead, 46, rue de Seine (43-25-34-70). Jusqu'au 14 juillet.

**PHILIPPE SOUSSAN**. Galerie Zabarsky, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 28 juillet.

**GIUSEPPE SPAGNULO**. Galerie Daniel Templeton, 1, Impasse Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 21 juillet.

**TAL-COAT**. Galerie Clivages, 5, rue Sainte-Anastase (42-72-40-02). Jusqu'au 13 juillet.

**YVETTE TROIPLOUX, QUINZE ANS DE VERNISSAGES A LA GALERIE**. Agathe Gallard, Galerie Agathe Gallard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-35-24). Jusqu'au 13 juillet.

**TRIPTYQUES**. Galerie Guharic Bellin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 31 juillet.

**JEAN-LOUIS VILA**. Galerie Bernard Vidal, 10, rue du Trésor (47-05-09-82). Jusqu'au 13 juillet.

**VINGT-CINQ ANS D'EXPOSITIONS, MAÎTRES FRANÇAIS XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> SIÈCLES**. Galerie Schmit, 386, rue Saint-Honoré (42-60-36-38). Jusqu'au 18 juillet.

**PATRICK WEIDMANN**. Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Pâtre (42-76-03-10). Jusqu'au 13 juillet.

## PÉRIPHÉRIE

**AUVERS-SUR-OISE**. Autour du docteur Gachet. Musée Daubigny et office de tourisme, rue de la Sansonne (30-36-10-06). T.J., sf mar, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 29 juillet.

**BOULOGNE-BILLANCOURT**. Voyage en musique, cent ans d'exotisme. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.J., sf mar, de 10 h à 21 h, dim. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 13 juillet.

**BRETAGNE-SUR-ORGE**. L'Injustifiable. Espace Jules Verne, parc du Carrouge, rue Henri-Douard (60-84-40-72). T.J., sf dim., lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 28 juillet.

**LA DÉFENSE**. Cent ans d'art belge. Grande Arche, foyer, socle de l'Arche (47-08-13-33). T.J., sf lun, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 26 août. Cesar à La Défense, Espace Art Défense - Art 4, 15, place de la Défense (49-00-15-96). Jusqu'au 5 septembre.

**FONTAINEBLEAU**. Pendules et Bronzes d'ameublement du consulat.

## PARIS EN VISITES

### VENDREDI 6 JUILLET

- « Une heure au cimetière du Montparnasse », 11 heures, porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet (V. de Langlade).
- « Wright de Derby », 13 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (Approche de l'art).
- « Le vieux Versailles », 14 h 30, 1, rue de l'Indépendance-Américaine (Office de tourisme).
- « Salons de l'hôtel de Lauzun et cours secrètes de l'île Saint-Louis », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).
- « Jardins et églises des Batignolles-Epinettes », 14 h 30, métro Brochant (Paris pittoresque et insolite).
- « Notre-Dame, histoire et symbole », 14 h 30, sous le portail central (Arts et culture).
- « L'enlèvement de Picpus et le jardin privé des sœurs », 14 h 30, métro Nation, sortie avenue du Trône (D. Fleuriot).
- « Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
- « L'église Sainte-Elisabeth, le Temple et Louis XVII », 14 h 30, métro Temple (M.-G. Leblanc).
- « L'Opéra Garnier et les fastes du Second Empire », 14 h 45, en haut des marches (Connaissance de Paris).
- « Le quartier Bercy-Ministère », 15 heures, métro Bercy, sortie principale.
- « Histoire de la France-maçonnerie au Musée du Grand Orient », 15 heures, 18, rue Cadet (Monuments historiques).
- « Le nouvel Opéra. Salle de spectacle, scène et coulisses », 15 heures, inscription au 48-08-19-29 (M.-C. Lesnier).
- « Présentation exceptionnelle des dessins vénitiens du fonds privé de l'Académie des beaux-arts : Tiepolo, Longhi, Guardi », 15 heures, 13, quai Malaquais (L. Haultier).
- « Arènes de Lutèce et montagne Sainte-Genève », 15 heures, sortie métro Jussieu (Paris et son histoire).

# JEAN-MICHEL JARRE PARIS-LA DEFENSE

## LE 14 JUILLET ECOUTEZ LE CONCERT

### EN DIRECT AVEC LE PROGRAMME EUROPE 2



LE 15 JUILLET 1990 A 18H.  
DEDICACE EXCEPTIONNELLE  
AU VIRGIN MEGASTORE  
52/60, AV. DES CHAMPS ELYSEES  
OUVERT TOUT JOUR JUSQU'A MINUIT



هكذا من الاجل











# CULTURE

## MUSIQUES

### Enfin un concert !

Au Grand Rex, Ry Cooder et David Lindley ont rappelé que le rock était aussi un genre musical

Au terme de cette saison mégalomane, après avoir aperçu les musiciens à travers des jumelles, écouté de la musique dans les stades, les parcs et les parcs, découverts des lieux d'artifices en lieu et place de rappels ou la police parisienne en guise d'ouvriers, on se sentait tout chose de retrouver une salle faite pour les

arrangement par morceau, l'un (Lindley) donnant le continuo en frottant les cordes d'une guitare électrique avec un archet pendant que l'autre improvisait au bottleneck sur l'une de ces vilaines guitares hawaïennes en bois des îles, dont le son atteint des profondeurs déchirantes, on reprenait *It's All Over Now* de Bobby

attirer l'oreille de l'ignorant sur un genre ou un musicien. Sans lui, Flaco Jimenez jouerait peut-être encore dans les cantinas de San-Antonio, et la musique tex-mex resterait pour les Européens une curiosité touristique au même titre que les sombrero.

David Lindley lui, est un excentrique dans tous les sens du terme. Vir-

des deux musiciens, la symbiose de deux talents juste assez différents l'un de l'autre pour se compléter. De standards en traditionnels, de classiques du rhythm'n'blues en monuments du country avec des détours dans les répertoires des deux hommes, on s'est souvenu des origines du rock et de sa nature. Qui ne tient, ni à la basse ni à la batterie, pas même à l'électricité, seulement aux trois accords et au douze mesures et aux infinies possibilités qu'ils ouvrent.

THOMAS BOTTINEL

### Le premier ministre s'intéresse aussi au rock

Après le ministère de la culture, c'est maintenant l'Hôtel Matignon qui se penche avec sollicitude sur l'état du rock en France. Le premier ministre vient en effet de confier une mission sur la « situation actuelle des musiques populaires (rock, chanson, variétés) » à Eric Bassot, producteur des spectacles de Johnny Clegg et de Zouk Machine et producteur phonographique avec les labels Blue Silver et Totem.

Eric Bassot, qui avait collaboré au projet de campagne présidentielle de Michel Rocard, et qui devrait remettre un premier rapport à la fin de l'année, n'est en aucun cas un second M. rock, chargé de doubler à Matignon l'activité de Bruno Lion, rue de Valenciennes, à vocation commerciale. Le ministre de la culture, Michel Rocard, qui est chez Jack Lang. Les services du premier ministre tiennent à mettre l'accent sur l'amélioration de la coordination interministérielle que devrait amener le travail d'Eric Bassot.

Eric Bassot mettra en veilleuse ses activités professionnelles tant dans le domaine du spectacle vivant (à la tête de SPS, la société qu'il a fondée) que dans celui du disque.

T. S.



Ry Cooder en concert au Grand Rex

CHRISTIAN DUCASSE

spectacles - le Grand Rex - pour y entendre, dans des conditions tout à fait civilisées, deux musiciens, Ry Cooder et David Lindley.

Les deux hommes, seuls sur scène, semblaient jouer au milieu de la boutique d'un luthier voyageur. Entourés d'une demi-douzaine de guitares acoustiques et électriques, hawaïennes ou mexicaines, de mandolines et de bouzoukis. Cooder et Lindley avaient l'air de bricoler sur place un

Womack à la mandoline électrique.

Depuis plus de vingt ans, Ry Cooder fait un va-et-vient continu entre la périphérie et le centre de la musique populaire américaine. Capable de jouer avec les super stars (il fut un temps où les Stones étaient en compte - débiteur - avec lui) ou de donner un coup de pouce décisif à un ami (sa participation à *Bring On The Family*, l'indispensable album de John Hiatt), il sait aussi

trousser multicarte (violin, guitare hawaïenne, guitare électrique...), il n'a jamais pris la peine de se vendre. Sa seule tenue sur scène, mardi soir au Grand Rex, était étonnante à force d'anticonformisme conservateur, tunique cintrée et pantalon rouge à pois d'éléphants. On ne l'a remarqué que quand il s'est levé pour quitter la scène. Pendant les deux heures qui ont précédé, on avait surtout été fasciné par le travail

### Le free jazz, le vrai

« Free Jazz revisited », deuxième soirée du Festival de Vienne

VIENNE (Isère)

de notre envoyé spécial

Le Free Jazz n'est pas un musée et ne se visite pas. Si c'est l'intitulé de la soirée, *Free Jazz Revisited*, qui a dissuadé les habitués de Vienne, dommage. D'autant plus dommage que le concert de Muhai Richard Abrams est très exactement allé à l'inverse de ce que l'on colle ordinairement à l'étiquette free. En gros, avec un doigt de poujadisme ambiant, on se contente d'y voir un capharnaüm assez pénible de bruit et de fureur alors que le free fut un acte poétique, une volonté de dépassement inédite, un désir de soulèvement dans l'excès et la joie. Il y a dans la musique de Muhai qui est à l'origine de tous les mouvements de sa ville natale, Chicago, une tendresse et une générosité illimitées.

Muhai est un pianiste délicat. L'emplacement des micros, à l'intérieur de son piano, ne lui rend pas justice. Mais ce à quoi il réussit le mieux c'est à faire jouer les autres. Sur une rythmique implacable, éclatent les chants de saxophonistes inattendus (Alex Fester, Patience Higgins), de Joe Daley au tuba, d'un omniprésent Jack Walrath à la trompette et jusqu'aux bizarreries d'un siffleur : Joel Brandon.

Compositeur, Muhai Richard Abrams parcourt en grandes enjambées l'histoire du jazz. De Scott Joplin à après-demain avec références extérieures à Messiaen ou à l'Ecole de Vienne. Contrairement à ce qui arrive presque tous les jours, ses pièces gagnent en passion avec le concert. Au final, l'orchestre se lance dans une polyphonie à l'ancienne tel que le pratiquaient

les orchestres de Chicago dans les années 20 et dans un blues idéal.

David Murray, de vingt ans son cadet, vient de le précéder très filialement. Convenablement exposés, les morceaux ne font qu'aligner des prestations inégales. David Murray, de loin le plus impressionnant, reste énigmatique, une nonchalance lointaine et un engagement dans une carrière commencée il y a quinze ans sur les chapeaux de roues.

Le Free Jazz a été une conduite, une existence, un acte de révolte. Pas un style : une façon de libérer le jazz de ses contraintes, de l'académisme qui le guette, du grévinisme (Musée Grévin), du crétinisme et de la cohorte de ceux qui lui veulent tant de bien. Peut-on l'intégrer sous annonce ? Autant organiser un festival de coups de foudre, le symposium annuel des soirées folles ou les rencontres internationales des mots d'esprit. Sinon, il suffit de laisser jouer les gens en liberté, ce que le Festival de Vienne a fait avec splendeur. Rashied Ali, en concert gratuit sous les fenêtres de l'hôtel de ville, c'est vraiment une idée forte. Vingt-trois ans après la mort de Coltrane le batteur, son dernier compagnon, l'animateur tapageur du contre-festival de New-York, le maître du loft *Ali's Alley*, l'accomplissement d'un duo désarmant en 1984 avec Jaco Pastorius, Rashied Ali roulait en quatuor comme il a toujours joué : joyeusement. Sans visite guidée. En rose libre.

FRANÇOIS MARMADE

► 10<sup>e</sup> Festival du jazz à Vienne : Branford Marsalis et Irakere (le 5), Stan Getz, Helen Merrill, Joe Pass (le 6). Soirée New Orleans avec Ellis Marsalis (le 7).

## DANSE

### Le vent en poupe

Le Festival Montpellier Danse consacre la nouvelle génération de chorégraphes belges

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale

Attention aux Belges ! Ils ont du talent. On s'en doutait depuis Anne Teresa De Keersmaeker (bien qu'elle se soit plantée dans sa dernière création, *Stella*, mais cela n'a pas d'importance), Roxane Huilmand (la belle *Capricieuse*), Wim Vandekeybus et même le bizarre Jan Fabre. On n'en peut plus douter devant le bréviaire bruxellois que vient d'abriter Jean-Paul Montanari, directeur de Montpellier Danse 90.

La plus ensorcelante, c'est Michèle Anne De Mey. Quel charme fou, fou, fou, dans cette *Sinfonia Eroica*, sa première « grande » pièce (mais la chorégraphie elle-même en débordait, de charme, avec ses cheveux raides, sa grande bouche et son sourire à détraquer un congatleur). De Mey a été danseuse chez Keersmaeker et a réglé quelques duos avant de fonder, en janvier dernier, sa propre compagnie, *Sinfonia Eroica* s'élève sur la *Troisième Symphonie* de Beethoven (dite « Héroïque »), sur quelques pages pour piano du même (sept des *Eroica Variations*) et l'ouverture de *Bastien et Bastienne*, de Mozart.

Pas de narration, mais un travail subtil sur la séduction, les rapports entre couple et groupe, entre solitude et familiarité. Sur le rapport aussi, entre le dansé et le non-dansé, la façon dont on entre dans le mouvement et dont on en sort. Tantôt les danseurs semblent possédés par la musique - ce sont alors de grands envois joyeux ou graves, des mouvements d'ensemble très chorégraphiés - tantôt ils sont légers et frivoles, tiennent des concubinales ou des apertés, trimballent des seaux ou des bancs, plient des draps, s'assoient. Ils jouent au bilboquet, ils jouent au téléphérique (suspendus à une poulie, ils dévalent à toute vitesse le long d'une corde oblique tendue en travers de la scène), jouent à s'asperger d'eau et à glisser ensuite sur les fesses, le plateau transformé en patinoire.

Pourquoi des actions qui nous paraissent ailleurs banales nous captivent-elles ici ? Parce qu'il régit une complexité merveilleuse, parce que chacun des sept interprètes possède une personnalité,

parce que De Mey a beaucoup à dire sur les choses de la vie et les dit bien. Si l'on perçoit des influences, elle sait aussi inventer une danse bien à elle, fluide, tendre, faussement désinvolte, lumineuse et généreuse. Ne manquez surtout pas cette *Sinfonia Eroica* lorsqu'elle viendra au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis l'automne prochain.

Le plus courageux, c'est Thierry Smits, vingt-sept ans. *La Grâce du tonbeur* est sa première chorégraphie : un solo évoquant l'envol et la chute d'Icare, sur une musique originale de Steven Brown, fondateur de Tuxedomoon. La jeune danse n'étant pas aidée en Belgique comme elle l'est en France, Smits doit travailler dans une chocolaterie pour gagner sa vie. Depuis deux ans, il se passionne pour la mythologie grecque et celtique, le chamanisme et l'esthétique athlétique : la *Grâce du tonbeur* résulte de ces recherches. Il sait y éviter les poncifs dans lesquels pourrait l'entraîner le mythe : c'est plutôt l'expérience intérieure d'Icare qu'il nous montre, son angoisse, son orgueil, son triomphe, sa détresse. Sobre décor, un carré de soie, l'arrière de deux rectangles d'eau. Gestuelle souvent originale, notamment dans les bras, torsions du buste, pivotements sur les genoux, sauts de grenouille, prosternations, élans, tournolements et chutes.

Le plus ambitieux, c'est José Besprovan, (belge parce que débarqué un jour chez Béjart, mais né au Mexique et d'ascendance russe). Disons-le tout de suite, son *Van Heute Auf Morgen* est beaucoup trop long, trop répétitif, mal construit. Mais il témoigne d'un goût sans concession pour des musiques peu commerciales (Schönberg, Webern), d'une puissante théâtralité, d'une tentative intéressante pour intégrer (ou opposer) la tradition - représentée ici par une danseuse sur pointes et des emprunts au vocabulaire classique - et la recherche. Six bons danseurs, un baryton, un pianiste, des éclairages étudiés, un climat, des images étranges et violentes : il y a là, épars sur le vaste plateau dénudé de l'Opéra de Montpellier, les éléments d'un spectacle fort dont il faut sérieusement resserrer les boulons.

SYLVIE DE NUSSAC

## URBANISME

### Clichy veut redécouvrir la Seine

Pour la première fois dans la région parisienne un concours a été lancé par une municipalité. Son but : remodeler les quartiers qui longent la Seine

La grande bataille que livre Clichy dans les années 60 fut celle du métro. Une victoire à la Pyrrhus. Si la ligne n° 13 traverse bien aujourd'hui le site, les rails, qui sortent de terre avant de franchir le fleuve, achèvent de morceler une municipalité à l'urbanisme chaotique. Le combat de la prochaine décennie est celui de la reconquête de la ville sur elle-même. Il passe par la reconstruction de tous les quartiers nord, face à la Seine. Le programme est compliqué puisque sur 2,5 kilomètres se succèdent cité HLM des années 60, fragments de tissus anciens, espaces publics plus ou moins bricolés, équipements de la Ville de Paris et friches industrielles. C'est l'achat par la mairie du terrain des Câbles de Lyon - 10 hectares payés 160 millions de francs - qui a été l'origine d'une initiative inhabituelle : le lancement d'un concours d'urbanisme auprès d'un groupe d'architectes - Oriol Bohigas, Henri Ciriani associé à Christian Devillers, Massimiliano Fuksas, Antoine Grumbach, François Leclercq et Fabrice Dupapin, Gérard Thurnauer associé à Antoine Ayaline.

La consultation a été organisée par la mission « grands projets urbains » de la SCEI, une filiale de la Caisse des dépôts et consignations qui avait déjà assuré la maîtrise d'ouvrage de la Grande Arche de la Défense.

Il n'est donc pas étonnant, diront les mauvaises langues, que ce soit l'un des architectes favoris de la Caisse, Massimiliano Fuksas, qui ait emporté l'épreuve. Bailleurs, répond Jean-Louis Subileau, l'un des responsables de la SCEI et organisateur de l'épreuve, d'ailleurs les votes ont eu lieu à bulletin secret. De plus, il semble que la municipalité ait décidé d'associer au lauréat Antoine Grumbach pour le traitement du terrain occupé par Gaz de France et Gérard Thurnauer pour celui de l'environnement de l'hôpital Beaujon.

Gilles Catoire, le maire (PS) de Clichy, ne dialogue guère avec ses deux voisins : Patrick Balkany, maire (RPR) de Levallois-Perret, et Paulette Fest, maire (PC) de Saint-Ouen. Leurs logiques s'opposent à celle de Gilles Catoire. Le premier a fait massivement appel à la promotion immobilière, ce qui a entraîné un considérable bouleversement sociologique de la population.

### Chirurgie fine

La seconde, au centre de sa « forteresse ouvrière », est arc-boutée sur son patrimoine industriel qui fut par tous les bouts. « J'essaie de recoudre le tissu urbain déchiré en préservant toutes les composantes de ma cité - ce qui relève de la chirurgie fine - sans que la population en souffre », affirme Gilles Catoire. Une population arlequin (28 % d'immigrés dont 10 % de Portugais) que l'on retrouve agglutinée dans les différents quartiers qui composent Clichy. Autour du vieux centre, proximité de la mairie et de l'église Saint-Médard (saint Vincent de Paul fut le curé le plus célèbre de cette paroisse), une population âgée, urbanisée depuis longtemps, voisine sans trop de problèmes avec la communauté lusitanophone. Ce parcellaire, souvent vétuste, est coupé d'axes haussmanniens, l'avenue Jean-Jaures, l'épine dorsale de Clichy, et les allées Gambetta, sa zone résidentielle.

La construction du métro a laissé une large cicatrice tout le long de la rue Martre, élargie et bordée de constructions hétéroclites. Du côté de Paris un habitat très dégradé accueille quantité d'activités artisanales dans des arrière-cours insalubres. Là, le garage Front national fait cause commune avec l'immigré marocain pour éviter la transformation du secteur. Autour de la Maison du peuple, une œuvre de Jean Prouvé,

des constructions en brique, type Front populaire, vestige du socialisme municipal de l'entre-deux-guerres (Catherine travailla longtemps dans le dispensaire), des immeubles sans confort peuplés de vieilles gens. Elevé à la même époque, l'hôpital Beaujon est vécu par la population comme une sorte de château de Kafka dominant la ville. Sur les bords de la Seine, en allant de Saint-Ouen vers Levallois-Perret, on trouve l'énorme terrain des Câbles de Lyon, un lycée polyvalent particulièrement mal fichu, une antenne des Langues orientales et une cité HLM, le mail Léon-Blum. 2 800 logements sans grâce, dispersés au milieu d'une verdure étique. « C'est un quartier difficile », affirme le maire, mal relié à la ville, imperméable à la vie associative, où l'on vote aussi bien communiste que Front national et qui a besoin de trouver une identité. Plus loin, après le sinistre pont de béton qui permet au métro d'enjamber le fleuve, des terrains appartenant à la Ville de Paris, usines d'assainissement, fourrière et gazomètres juchés sur une énorme ruche surélevée, envahie de végétation. Coincé entre la voie ferrée et l'ancienne imprimerie Paul Dupont désertée, les îlots du Bac d'Asnières, totalement enclavés, sont le repaire des marchands de sommeil.

### Nouveau quartier

Le projet retenu rejette tout traitement monolithique de la zone (au total, pas loin de 90 hectares). Massimiliano Fuksas propose d'intégrer les nouvelles unités du bord de Seine, fragmentées, aux structures plus anciennes de la ville. « Le problème à résoudre consiste à retrouver une échelle urbaine désormais perdue », note l'architecte. Je voudrais recréer une image dans laquelle le scénario urbain soit complexe et non simplifié d'une façon abstraite. Prenant donc

appui sur le contexte, il dessine un nouveau quartier à l'emplacement des anciennes usines des Câbles de Lyon, innervé par des avenues plantées, orientées vers la Seine. La voie rapide, prévue par le département, devient un simple boulevard urbain, à vocation commerciale. Le viaduc du métro est intégré dans des volumes architecturaux qui opèrent la jonction de l'avenue Jean-Jaures et de la rue Martre, les deux axes majeurs de Clichy. La zone du Bac d'Asnières est rénovée. Le terrain de Gaz de France devient un parc, et l'usine d'assainissement un jardin. L'hôpital, les bâtiments scolaires et la cité HLM sont intégrés à la ville avec plus ou moins de bonheur.

Ce projet aura-t-il une traduction concrète ? Le département acceptera-t-il de voir son plan de voirie modifié ? La Ville de Paris cédera-t-elle ses terrains ? La SNCF voudra-t-elle réduire son emprise ? Gilles Catoire prétend aller vite : « Massimiliano Fuksas doit devenir l'architecte de la ville. Il n'est pas question qu'il soit le père de tous les projets. Il aura plutôt le rôle d'un médecin accoucheur. J'ai déjà pris des contacts avec le conseil général des Hauts-de-Seine et la Ville de Paris. Jacques Chirac a annoncé son intention d'avoir une politique de concertation avec les communes limitrophes de la capitale. C'est l'occasion de concrétiser cette proposition. J'aimerais que l'opération des Câbles de Lyon démarre dès l'année prochaine. » La suite devrait s'étaler sur vingt ans. En attendant, Jean-Louis Subileau aimerait étendre cette pratique des concours d'urbanisme à d'autres communes de la région parisienne qui souffrent des mêmes problèmes. Certaines municipalités ne seraient pas hostiles à une telle pratique. Pour elles, la réussite - ou non - de Clichy constituerait un test.

EMMANUEL DE ROUX



# ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

18 Financer les dépenses de soins  
sur les suites du plan social chez Michelin

19 Gattai va être rachetée par l'Amol  
21 à 23 Monde Affaires

24 Marchés financiers  
25 Bourse de Paris

## BILLET

### Le Japon avance ses pucés

La nouvelle vague de démonstration de force. Au moment où le programme JESSI - riposte européenne contre la suprématie des industriels japonais dans les semi-conducteurs - est menacé par les difficultés actuelles de Philips, NEC, le fabricant nippon, numéro un mondial pour ces composants hautement stratégiques, s'apprête à installer un centre technologique à Dusseldorf, en RFA. Coïncidence ou gestion habile du calendrier? L'annonce faite à Tokyo le 4 juillet risque en tout cas de porter un solide coup au moral des électroniciens du Vieux Continent déjà en proie au doute.

Le secteur des composants électroniques est, avec l'informatique, l'un des deux secteurs concernés en priorité par les restructurations chez Philips. M. Jan Timmer, le nouveau président de la firme d'Eindhoven, a en effet clairement laissé entendre que son groupe allait revoir ses ambitions à la baisse dans ce domaine. Ses partenaires dans JESSI, la franco-italienne SGS-Thomson tout comme l'allemand Siemens, redoutent un désengagement partiel du seul européen à figurer parmi les dix premiers producteurs mondiaux de «pucés» - ou, plus exactement, d'activités au profit des Japonais. Une telle décision paraît peu probable en raison de ses répercussions politiques mais elle serait, à n'en pas douter, fatale au programme JESSI.

Les électroniciens japonais - qui tiennent 70 % du marché mondial des composants et qui, à la faveur d'accords, se sont assurés une position de force sur le marché américain - ne font pas mystère, en effet, de leurs ambitions sur le continent européen. Précédant de quelques semaines son compatriote et rival NEC, Fujitsu, autre époux lourd du Japon, avait annoncé le mois dernier la création d'un centre de recherche et de développement en Grande-Bretagne, dans la banlieue de Londres.

Ces implantations successives vont-elles servir d'électrochoc? Siemens et SGS-Thomson, qui, on le sait, négocient depuis plusieurs mois un rapprochement de leurs activités semi-conducteurs, pourraient être tentés de s'associer pour reprendre de concert les composants de Philips.

C. M.

### Navires poubelles, pétroliers à double coque

## La France va réunir en mars 1991 une conférence intergouvernementale sur la sécurité maritime

Après plusieurs reports au cours des derniers mois, le Comité interministériel de la mer s'est réuni le 5 juillet, sous la présidence de M. Michel Rocard. C'est la première fois depuis 1979 que le premier ministre préside personnellement cette instance. La précédente réunion du comité, qui était présidée par M. Guy Lengagne, alors secrétaire d'Etat à la mer dans le gouvernement Fabius, remonte à 1986. M. Jacques Mellick, ministre délégué à la mer, a annoncé que la France réunira une conférence intergouvernementale sur la sécurité de la navigation en mars 1991.

Ce comité interministériel devait être l'occasion de remettre de l'ordre dans plusieurs dossiers laissés en déshérence et de renforcer l'action des nombreuses administrations chargées de la mer. Préparé par les services de M. Mellick et de l'amiral Gagliardi, président de la mission interministérielle, l'ordre du jour ne comprenait pas moins de vingt sujets, regroupés autour de trois axes essentiels : la protection de l'environnement, la sécurité des transports maritimes et l'action de l'Etat, la recherche scientifique et technique.

Dans la ligne de la conférence de La Haye de mars dernier sur la Manche et la mer du Nord, l'incinération en mer des déchets industriels sera interdite d'ici à la fin de 1990. Le Comité de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (CEDRE), installé à Brest, qui a acquis une réputation internationale, verra son rôle élargi. Il deviendra un Euro-CEDRE, dans le cadre de l'Agence européenne de l'environnement, et prendra en charge la formation des techniciens à la lutte anti-pollution ainsi que les missions de conseil aux autorités françaises ou étrangères en cas de sinistre : 30 millions de francs sont prévus pour son extension.

Par ailleurs, un programme pour renouveler les moyens de prévention et de lutte en mer (barrages, systèmes de pompage), permettant de faire face aux catastrophes, va être engagé d'ici à la fin de l'année prochaine. La direction générale des douanes, pour sa part, s'équipera en 1993 d'un second avion permettant la détection des nappes de pétrole accidentellement répandues, comme ce fut le cas cet hiver à l'occasion de marées noires au large du Maroc et de Madère.

Le gouvernement a aussi décidé de renforcer les moyens d'action des pouvoirs publics pour réduire les risques d'accident. Un projet de loi sera présenté d'ici à la fin de l'année pour codifier un ensemble complexe de règles ou de conventions internationales.

nales actuellement éparses, qui ne sont pas toujours opposables aux navires étrangers au-delà des eaux territoriales des 12 milles.

Les violentes tempêtes de cet hiver dans le golfe de Gascogne ont démontré à quel point les moyens mis à la disposition du préfet maritime de Brest étaient calculés au plus juste, voire insuffisants. Le comité interministériel a donc décidé que le ministère de la Défense achèterait, d'ici à la fin de l'année, deux hélicoptères Dauphin pour la Manche-Est et la façade Atlantique et que, d'ici à 1992, le préfet maritime de Brest disposerait de deux appareils Super-Puma supplémentaires, seuls capables d'intervenir dans les conditions les plus difficiles, de nuit et à grande distance, au large de Ouessant et de Sein.

### Des contrôles techniques renforcés

Les contrôles techniques des navires faisant escale dans les ports français seront renforcés, conformément à l'accord de Paris de janvier 1982, auquel ont adhéré les douze pays de la CEE. M. Mellick a annoncé que la France réunira, en mars 1991, une conférence intergouvernementale sur la sécurité de la navigation, la protection des équipages et le contrôle des cargaisons, afin d'éviter que chaque pays ne se lance dans une réglementation unilatérale mais passe plutôt par le relais de l'OMI, qui est «l'ONU de la mer». A propos de la recherche, le gouvernement a décidé d'intensifier l'effort public en faveur des technolo-

gies marines, les principaux organismes dépensant actuellement environ 1,4 milliard de francs par an. Un plan de modernisation de la flotte océanographique va être élaboré, sous la responsabilité de l'Ifremer (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer). Par ailleurs, dans le secteur de la marine marchande, les industriels français, réunis autour des présidents de la Compagnie générale maritime, de l'Ifremer et des chantiers navals de l'Atlantique, vont étudier la faisabilité d'un navire, entièrement automatisé et informatisé, à haute performance. Le «navire du vingt et unième siècle» serait le pendant du programme Eureka-Halos de construction du chalutier du futur.

A l'issue du comité interministériel, M. Jacques Mellick a annoncé en outre deux mesures plus «politiques» :

- une somme supplémentaire de 40 millions de francs sera dégagée, au titre de la solidarité nationale, pour la remise en état d'installations endommagées pendant les tempêtes de l'hiver dernier en métropole et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

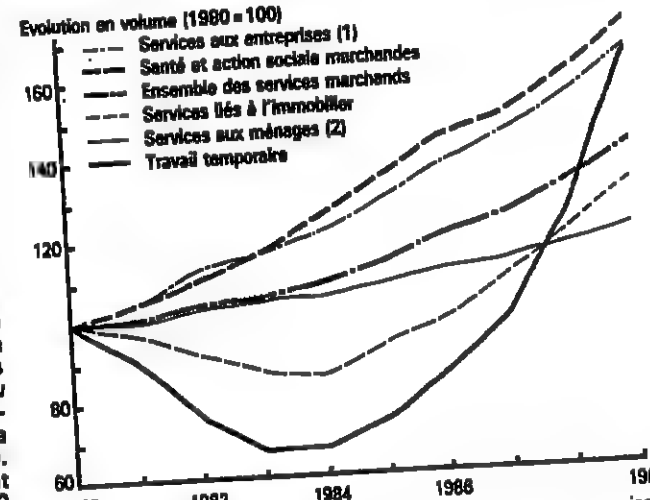
- une délégation de députés et de sénateurs constituera, avec des experts, un groupe de travail pour apprécier l'opportunité d'exiger qu'à l'avenir les navires pétroliers qui fréquentent les eaux territoriales françaises soient équipés d'une double coque. A la suite de la marée noire de l'Exxon-Valdez en Alaska, en effet, un profond mouvement d'opinion se dessine en ce sens aux Etats-Unis et dans d'autres pays.

FRANÇOIS GROSCHARD

## Une année «exceptionnelle» pour les services marchands

Les services marchands ont vu leur croissance s'accroître encore en 1989, «année exceptionnelle», selon les données publiées par l'INSEE (1). La valeur ajoutée des services marchands en général a augmenté de 6,2 % l'an dernier, contre 6,3 % en 1988 et 3,2 % en 1987, et les services marchands ont représenté 21 % du produit intérieur brut. Cette croissance entraîne toujours de nombreuses créations d'emplois (plus de 200 000 en 1989). Elle a concerné en priorité les services aux entreprises stricto sensu (+ 7,5 %). En tête, le travail temporaire, dont la «production» a augmenté de 31,6 % en 1989. Les services aux ménages ont progressé de 3,3 % en 1989 grâce à une amélioration de leur pouvoir d'achat (+ 4,1 %).

(1) INSEE Première, n° 84, juin 90.



Source : Comptes nationaux, INSEE

## Selon un rapport de la Commission de Bruxelles 1,5 million d'emplois nouveaux seront créés en 1990 dans la CEE

Un million et demi de nouveaux emplois seront créés cette année dans la CEE et un million en 1991. Telles sont les prévisions du deuxième rapport annuel sur l'emploi de la Commission européenne que M. Papandréou, responsable des affaires sociales, devait présenter jeudi 5 juillet. Avec les 7 millions de postes de travail offerts entre 1985 et 1989, les Douze connaissent une situation inégale depuis les années 50.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

L'étude détaillée de la période 1985-1988 fait apparaître que, sur les 5 millions de nouveaux emplois, 3 millions ont été attribués à des femmes. Bruxelles relève toutefois que 40 % de ces emplois étaient à temps partiel. L'offre est surtout venue du tertiaire (notamment dans les secteurs des soins de santé et de l'éducation), sauf en Espagne et au Portugal, qui ont été les seuls pays à créer de manière significative des emplois nouveaux dans l'industrie.

Cela explique sans doute que la croissance des postes féminins a été nettement supérieure à celle des postes masculins dans tous les Etats membres, à l'exception de l'Allemagne fédérale. Dans ce pays, l'augmentation a été comparable pour les bénéficiaires des deux sexes.

L'évolution du marché du travail n'a cependant pas entraîné une baisse proportionnelle du nombre de chômeurs (12,5 millions, soit 8,5 % de la population active). La réduction du chômage a été nettement moindre que l'accroissement des nouveaux emplois. Selon la Commission, sur huit postes de travail créés, un seul, en effet, a été attribué à un chômeur.

L'explication que donne Bruxelles est que les emplois ont été attribués soit à des jeunes, nouveaux venus sur le marché, soit à des personnes qui n'étaient pas enregistrées comme chômeurs. Pour cette dernière catégorie, il s'agit souvent de femmes qui n'étaient pas auparavant à la recherche d'un travail.

L'analyse par pays fait apparaître des différences notables. En France, en Italie et en Espagne, ce sont les nouveaux arrivants qui sont les principaux bénéficiaires. En RFA, la croissance de l'emploi est liée au fait qu'un nombre proportionnellement plus élevé de personnes a été attiré par l'offre. Le Portugal et le Royaume-Uni font exception : le travail a été distribué pour une part substantielle à des personnes inscrites au chômage. La Belgique, quant à elle, fait bande à part : en dépit d'un recul de l'emploi, le chômage a baissé en raison de la diminution de la population en âge de travailler.

### Le chômage longue durée s'aggrave

Les Douze ont néanmoins un point commun : le chômage de longue durée s'est aggravé au cours des années 80. Le pourcentage des personnes sans travail depuis un an est passé de 37 % en 1979 à 53 % en 1988, et de 33 % à 35 % pour les chômeurs de très longue durée (plus de deux ans). Le problème est particulièrement grave en Espagne, où le nombre de chômeurs de longue durée s'élevait en 1988 à 11 % de la population active. Le sud de l'Italie et certaines régions belges ne sont pas mieux loties (10 %).

Dans les pays du sud de la CEE, cette catégorie concerne surtout les jeunes (moins de vingt-cinq ans) : 50 % en Italie, la situation n'étant guère meilleure en Grèce, au Portugal, et en Espagne. Le pourcentage dans les Etats membres du nord de la Communauté était sensiblement inférieur (de 10 % à 15 %).

Malgré des prévisions franchement optimistes pour la décennie en cours - «les années 90 s'annoncent comme une période de vastes opportunités pour la Communauté» - le rapport de la Commission n'indique pas les solutions possibles pour lutter contre le chômage de longue durée.

MARCEL SCOTTO

## La réunion des 24 ministres des affaires étrangères à Bruxelles Les Etats membres de l'OCDE élargissent leur aide à quatre autres pays de l'Est

Les ministres des affaires étrangères des vingt-quatre pays de l'OCDE (G 24) qui, depuis un an, accordent une aide coordonnée par les soins de la Commission européenne à la Pologne et à la Hongrie ont formellement décidé, à l'occasion de leur réunion, mercredi 4 juillet à Bruxelles, d'en étendre le bénéfice à la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la RDA, la Yougoslavie - la Roumanie en étant, pour l'instant, exclue. Ils ont amorcé un débat sur l'opportunité de consentir une aide économique à l'URSS.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le soutien du G 24 est conditionnel et tend à se restreindre. C'est parce que les quatre nouveaux bénéficiaires ont pratiqué, depuis le début de l'année, une politique répondant aux cinq critères définis en décembre (Etat de droit, respect des droits de l'homme, multipartisme, élections libres, économie de marché) qu'ils sont maintenant accueillis dans le club. Même si

c'est accompagné d'une certaine préoccupation en ce qui concerne la Yougoslavie.

Dans l'esprit de la grande majorité des participants, la Roumanie du président Iliescu ne répond pas, aujourd'hui, à ces critères. Cependant, comme l'a indiqué M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission européenne chargé des relations extérieures, «la porte reste ouverte»... Conformément aux souhaits de la France, l'Italie et l'Espagne, rien n'interdit une volonté d'isoler durablement la Roumanie. Les vingt-quatre pays, hit-on dans la volonté d'étendre «ont fait part de leur volonté d'étendre leur assistance à la Roumanie dès que les conditions politiques et économiques seront réalisées».

### Un effort financier

Les ministres ont souligné que l'extension de leur soutien à quatre nouveaux pays impliquerait un effort financier plus grand. Ils se sont félicités du caractère supplémentaire de l'aide accordée à la Pologne et à la Hongrie, et des progrès de la coordination assurée par la Commission européenne.

Celle-ci, à vrai dire, semble encore éprouver des difficultés à être informée avec précision de ce qui est entrepris par chacun des vingt-quatre,

et encore davantage à mettre sur pied des actions conjointes. L'inventaire présenté par la Commission n'est pas convaincant. Il énumère une série d'interventions impressionnantes, mais de portée très variée. Mais surtout, il est très incomplet.

L'effort consenti par la Communauté y apparaît comme le plus concret. Sur les 300 millions d'écus (2,1 milliards de francs) inscrits dans le budget de la CEE de 1990 en faveur de la Pologne et de la Hongrie, 250 millions ont été effectivement engagés. 200 millions d'écus supplémentaires le seront d'ici à la fin de l'année en faveur de la Bulgarie, de la RDA, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie. Avec l'aide alimentaire et le soutien à la balance des paiements, les subventions accordées par la CEE à la modernisation de l'économie des six pays bénéficiaires de 1990 à 1992 dépasseront 2 milliards d'écus (14 milliards de francs).

Le projet de M. Andriessen de créer un fonds d'assistance financière pour faciliter les réformes macroéconomiques entreprises par les six pays bénéficiaires a été vivement critiqué, en particulier par M. Baker, le secrétaire d'Etat américain, et M. Heard, le ministre britannique pour qui ce type d'intervention doit être réservé au FMI.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite page 18

## LA RÉPUBLIQUE DES LOUPS

Le Pouvoir et les Affaires

CALMANN LÉVY

Calmann-Lévy

## PRIX DU MEILLEUR LIVRE FINANCIER 1990



سكزا من الاحول



# Le Monde

## des Cadres

### GROUPE PRESSE COMMUNICATION

**CHEF COMPTABLE**  
qualité, DGS, sans responsabilité - 5 ans exp. minimum.  
**POSTE ÉVOLUTIF**  
si candidat sérieux et efficace.  
Direction générale  
RÉELLES PERSPECTIVES  
Ecr. 1<sup>er</sup> contact, GHP, 158, bd  
Bineau, 92200 Neuilly.

### ORGANISME DE FORMATION

**ASSISTANT DE GESTION**  
Bac + 2. Macintosh  
préf. 2 ans d'exp.  
Lettre manuscrite  
+ C.V. + prétentions.  
IETM  
94114 Arcueil cedex.

### MAGAZINE HAUT DE GAMME

**RESPONSABLE FICHIER ET MARKETING DIRECT**  
profil école de commerce,  
Dauphine, bonnes connaissances informatiques, approches  
Envoyez C.V. sous n° 8972  
LE MONDE PUBLICITE  
8, rue de Montmoyrie, Paris-7<sup>e</sup>.

### ÉCOLE SUPÉRIEURE

**PROFESSEURS PROFESSIONNELS CONFIRMÉS**  
en  
Marketing / Management  
européen / Action  
commerciale / Commerce  
de vente / Géographie  
économique / Mathématiques  
Informatique / Logiciel  
Informatique Industrielle  
Electronique  
et des professeurs  
anglophones  
spécialisés dans les  
domaines des entreprises  
européennes  
Envoyez lettre + CV  
+ photo sous n° 8973  
LE MONDE PUBLICITE  
8, rue de Montmoyrie, Paris-7<sup>e</sup>.

### SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE

DANS L'ORGANISATION DE  
CONFÉRENCES  
recherche  
JEUNE DPL (OIE) ou  
ÉTUDIANT (ES, ESSE, IEP...)  
(Dauphine, ESSE, IEP...)  
pour poste de  
**CHEF DE PRODUIT**  
Envoyez C.V. sous n° 8973  
LE MONDE PUBLICITE  
8, rue de Montmoyrie, Paris-7<sup>e</sup>.

### Recrutement pour octobre 90

**DIRECTEUR ASSOCIATION ANIMATEUR CINÉMA**  
délégation générale d'un  
festival, animations cinématographiques, travail en  
direction scolaire  
Adresser C.V., photo et  
lettre manuscrite  
avant le 15 août 1990 à :  
**GROS PLAN**  
27, rue du Chapeau-Rouge  
93000 Gagny.  
98-53-74-74.

### DEMANDES D'EMPLOIS

Homme, 32 ans,  
RESA, TECHNI, GALVANO,  
13 ans d'expérience  
RECHERCHE  
poste identique, région  
Paris/banlieue,  
45-50-54-42.

### Assistants de direction

Cadre 1901/200 F/en  
Recherche  
Bac + 4, 15 a. d'expérience.  
Recherche  
poste Paris intra-muros  
12<sup>e</sup> av. ou se veut PAE  
Prat. de la langue angl.  
et, éventuellement, russe ;  
Rédaction de courrier, CR  
de réunions, CA et autre doc.  
Organisme de réunions,  
voyages, Déplacement, poste  
France et étranger.  
Ecrire sous le n° 6047  
LE MONDE PUBLICITE  
8, rue de Montmoyrie, Paris-7<sup>e</sup>.

### ÉRES TRANSPORTS INÉTRANTS

Étude de transports  
et de circulation  
pour la région parisienne, dans  
économistes transports par Expé-  
rience du travail en équipe, connais-  
sances en informatique. La formation  
complémentaire sera assurée par nos  
soins :  
pour l'anglais, en détache-  
ment longue durée (OIM), un  
descripteur-prospecteur sera suscep-  
tible d'évoluer vers des études de cir-  
culation.  
Ces postes sont à pourvoir  
immédiatement.  
Envoyez C.V. et références à :  
ÉRES TRANSPORTS INÉTRANTS  
8, cours Général de Gaulle 93001 Lyon  
à l'attention de M. WINCKEL

### École juive privée

**PROF. AGREGÉS**  
MATHS, SCIENCES, ANGLAIS  
quelques heures hebdo.  
Ecrire avec C.V., 1, rue Henri-  
Touri, 75019 Paris.

### automobiles

**ventes**  
de 8 à 11 C.V.

URGENT, cause double  
emploi, à vendre Alfa Romeo  
75, turbo - modèle 87,  
50 000 km, 2 pneus neufs  
+ radio, 52 000 F.  
Tél. bureau : 43-25-39-28 ;  
soir : 54-48-08-75.

## Le Monde

### L'IMMOBILIER

#### appartements ventes

**6<sup>e</sup> arrdt**  
14, RUE DU DRAGON  
lot dans bel imm. XVIII<sup>e</sup>,  
70 m<sup>2</sup> environ, poêles, che-  
minée, charmes, 6/7 juillet,  
13 h-16 h au 47-06-61-61.

#### 7<sup>e</sup> arrdt

ESPLANADE  
DES INVALIDES  
R.-d.-c. charmant 5 pièces  
en duplex, état neuf.  
Tout équipé.  
Tél. : 47-41-50-07.

#### 8<sup>e</sup> arrdt

**VUE SACRÉ-CŒUR**  
GRAND ATELIER LOFT  
A AMÉNAGER + PARKING  
2 000 000 F, 43-47-61-21.

#### 14<sup>e</sup> arrdt

Paris 14<sup>e</sup>, proximité Parc  
Montsouris. PART. VEND.  
3 P., cuis., s.-d.-c., 53 m<sup>2</sup>,  
plac. Sud, calme, 4<sup>e</sup> vers  
sac. imm. pierre de taille et  
brique, parquet, moulinets,  
châssis, cave, 1 550 000 F,  
45-81-41-94, après 20 h.

#### MAISON D'ARTISTE

R. Lincourt, 160 m<sup>2</sup>, beaux  
volumens, Clair, 2 ateliers,  
séjour, 3 chbres, petit jardin,  
4 500 000 F, 45-41-11-00.

#### 16<sup>e</sup> arrdt

**PASSY**  
Part. vd 4 p. vue sur Seine,  
jardin, 81 m<sup>2</sup> et s.d.c.  
3 450 000 F + poss. chbre  
serv. 40-82-85-50, ag. s'abat.

#### appartements achats

Rech. 2 à 4 P. Paris préf. 8<sup>e</sup>,  
9<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>,  
12<sup>e</sup>, av. ou se veut PAE  
COMPT. chez notaire,  
45-73-48-07, même soir.

#### locations non meublées

**PARIS**  
URGENT, pour diriger  
certaines entreprises d'impor-  
tance, groupes anglo-saxons  
LUXUEUX, MEUBLES, DURÉE 1 à 2 ans.  
LOYERS GARANTIS.  
T. : (1) 45-27-12-19.

#### INTERNAT SERVICE

Rech. pour BANQUES,  
BTES MULTINAT., et  
DIPLOMATES GOS APPTS  
seul, 5-6-7 p. 45-26-18-85.

#### viagers

Achète à particulier  
VIAGER LIBRE OU OCCUPÉ  
pour placem. 42-42-28-28.

#### locations meublées

**PARIS**  
URGENT, pour diriger  
certaines entreprises d'impor-  
tance, groupes anglo-saxons  
LUXUEUX, MEUBLES, DURÉE 1 à 2 ans.  
LOYERS GARANTIS.  
T. : (1) 45-27-12-19.

#### terrains

**COTE D'AZUR**  
TRANS-EN-PROVENCE  
BEUXIÈME PARCELS DE  
TERRAINS D'ENVIRON  
500 m<sup>2</sup>.  
A PARTIR DE 200 000 F  
CONSTRUCTION  
IMMÉDIATE  
CADRE CHAMPÊTRE  
ACCÈS FACILE.  
A 20 km de ST-RAPHAËL  
PLACEMENT ASSURÉ.  
SÉJOUR/ÉURMO.  
15, rue Rouget-de-Lisle -  
05000 NICE.  
Tél. : 93-62-20-93 (LEM).

#### villas

Cannes, Midi, 6 km croissant,  
Penthouses bord de mer, face  
aux lacs, terrasse, 105 m<sup>2</sup>,  
3 p., 2 bns, garage, 2 terr. 15,  
2 300 000 F, 93-47-07-88.

#### fermettes

110 km Paris-Est, libre de  
surte, fermette rénovée, 7 p.,  
cvt, 5 300 m<sup>2</sup> arboris. class.,  
520 000 F, (16) 28-81-14-61.

#### bureaux

**Locations**  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
Constitution de Sociétés et  
tous services, 43-55-17-50.  
(direction)  
DOMICILIATION  
BUREAUX, TÉLÉPHONE, TEXTE  
AGECO 42-94-95-28

## AGENDA

### IMMOBILIER

**ESPAGNE**  
COSTA BRAVA - COSTA DEL AZAHAR  
COSTA BLANCA - COSTA CALIDA  
INFORMATIONS  
ELIPSE FRANCE  
4, quai des Étoiles  
69321 Lyon cedex 03  
Tél. : (16) 78 42 18 00

**ESPAGNE**  
Tél. 19 34 72 15 03 84

**sur la Corniche SETE**  
FACE A LA MER  
A 100 M DES PLAGES  
deux appartements  
dans une belle résidence  
principale et secondaire  
Vente 2 PIÈCES  
260 000 F  
8 Pmt plus 12 taxes paires  
67.53.66.28

## L'AGENDA

### Animaux

**Club Vacances des Animaux**  
PENSION CHIENS-CHATS  
PENSEZ A LEURS VACANCES  
Tél. : 42-83-44-40  
FAX : (16) 86-97-08-20  
44, rue Corbillet  
94100 SAINT-MAUR

### Vacances

**Tourisme Loisirs**  
RECHERCHE  
location ou sous location.  
JULIET-AOÛT 90  
Maison ou échape, Bordeaux  
ou alentours Océan (Passeo,  
direction)  
Tél. : 58-90-06-04

### SETE

La Corniche, bord de mer,  
2 PIÈCES 30 m<sup>2</sup>, terrasse  
et loggia de 36 m<sup>2</sup>, au 3<sup>e</sup> et  
dernier étage. Vue mer et  
mer. 280.000 F  
Tél. 68.01.08.06

## ÉCONOMIE

### SOCIAL

#### L'application de la convention médicale

### Dix-sept recommandations pour freiner les dépenses de santé

La Fédération des médecins de France (FMF) et les trois caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, professions indépendantes) ont présenté mercredi 4 juillet dix-sept recommandations destinées à « rationaliser l'activité et les prescriptions » des médecins libéraux. L'objectif de cette opération engagée par les signataires de la dernière convention médicale est de parvenir à réaliser 3,6 % d'économies sur les dépenses en 1990 (en 1989, les remboursements de l'assurance-maladie ont progressé de quelque 10 %). Les dix-sept thèmes élaborés par une commission d'experts serviront de support à des contrats

d'objectifs négociés localement par les signataires, mais il ne s'agit pas de normes. Aucune sanction n'est en effet prévue.

Ces recommandations visent notamment à rationaliser les prescriptions - souvent excessives - concernant les échographies lors de la grossesse, à éviter des examens pré-opératoires superflus et à modérer le recours systématique aux soins infirmiers ou de kinésithérapie. Un courrier qui sera prochainement adressé à tous les praticiens souligne que « la qualité du diagnostic n'est pas forcément fonction de la multiplication des examens complémentaires ».

### CONJONCTURE

### L'OCDE et les pays de l'Est

Suite de la page 17

M. Baker, hostile à l'idée d'un nouveau fonds à usage général, n'exclut pas une approche cas par cas. Autrement dit, une répétition de l'opération menée au profit de la Pologne, peut-être en faveur de la Tchécoslovaquie qui a présenté la demande la plus pressante.

plus important à ce stade est peut-être de s'interroger sur les conditions que l'Ouest pourrait poser à l'URSS pour lui accorder son appui.

PHILIPPE LEMAÎTRE

### Le plan social présenté au comité d'entreprise

### Faible mobilisation des salariés de Michelin

CLERMONT-FERRAND  
de notre correspondant

Devant le comité central d'entreprise de Michelin-France, qui tenait une réunion extraordinaire mercredi 4 juillet à Clermont-Ferrand, M. Robert Sauzet, président du CCE, a présenté, au nom de la direction, le projet de plan social annoncé le 25 juin et qui prévoit la suppression de 2 200 emplois. A cette occasion, les représentants du personnel ont demandé la désignation d'un expert-comptable chargé d'examiner la situation de l'entreprise comme le prévoit la loi.

Les syndicats CGT, CFDT et Force ouvrière avaient souhaité que le 4 juillet soit marquée par une action. Force leur a été de constater que la mobilisation n'a été que très faible. Seul fait marquant, l'occupation l'après-midi par une centaine de salariés du local où siègeait le comité central d'entreprise. Les représentants syndicaux ont souligné que « l'annonce d'un sur-effectif était inadmissible, du fait des bénéfices réalisés par l'entreprise et du nombre d'heures supplémentaires qui y est effectuées ».

JEAN-PIERRE ROUGER

### INDUSTRIE

### Le gouvernement britannique ordonne à la Générale des eaux de réduire sa participation dans Mid Kent

M. Nicholas Ridley, ministre britannique de l'industrie, a ordonné, mercredi 4 juillet, à General Utilities, filiale du groupe français Générale des eaux, de ramener de 29,9 % à 19,5 % sa participation dans Mid Kent, une compagnie de distribution d'eau qui dessert environ 500 000 personnes. General Utilities en était devenu le premier actionnaire en mars 1989, en

passant de 15 % à 29,9 %. Cette décision fait suite à un rapport de la commission des fusions et des monopoles, qui avait estimé que la prépondérance de General Utilities, qui contrôle quatre autres compagnies, pouvait « nuire à l'intérêt public » en réduisant le nombre de compagnies d'eau indépendantes, et en gênant les comparaisons de tarif.

## ÉLECTRICITÉ D'HAÏTI

### AVIS D'APPEL D'OFFRES

#### N° EDH/TAG - 06 - 1990

#### HAÏTI : TURBINES A GAZ

Un appel d'offres international pour la fourniture et l'installation d'une centrale à turbine à gaz de 2 x 20 MW à Mais Gâté (banlieue de Port-au-Prince) sera lancé le 30 juin 1990.

L'ouverture publique des offres s'effectuera le 29 août 1990 à Port-au-Prince, Haïti, à 9 h 00 a.m., au siège social de l'Électricité d'Haïti (EDH).

Le financement du projet objet de l'appel d'offres est assuré dans le cadre du crédit accordé par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD).

Seuls les fournisseurs ressortissants des pays membres de la BIRD ainsi que de la Suisse et de Taiwan (Chine) qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de l'EDH ou de l'EDF INTERNATIONAL sont admis à soumissionner.

Le document d'appel d'offres comprendra toutes les exigences (instructions, formes, termes & spécifications) auxquelles devront satisfaire les intéressés à soumissionner.

Les candidats admis à soumissionner peuvent retirer, à partir de la date indiquée, un document des documents d'appels d'offres contre la somme de US \$ 200 ou 1 600 FF aux endroits suivants :

**Employeur :**  
**ÉLECTRICITÉ D'HAÏTI**  
Direction de Planification  
Boulevard Harry-Truman  
boîte postale 1753  
Port-au-Prince  
République d'Haïti  
Tél. : 509-13-46 30  
Téléc. : 203-0113  
Téléfax : 3 8750

**Ingénieur Conseil**  
**EDF INTERNATIONAL**  
Département Amérique  
Latine/Espagne  
7, rue Anatole-France  
92300 Levallois-Perret  
France  
Tél. : (1) 33-40-42-22-22  
Téléfax : (1) 33-40-42-62-00  
Téléc. : 616 146F

N.B. Les frais de ... sont à la charge du soumissionnaire

## TABLES D'AFFAIRES

### DÉJEUNERS

**YVONNE**  
17, rue de Bassano, 16<sup>e</sup>  
47-30-98-15

**COFFINAGUE**  
142, Champs-Élysées  
43-59-20-41  
F. dim.

**RIVE GAUCHE**  
DODIN ROUFFANT  
43-25-25-14  
15, r. Frédéric-Sauton (Mab.-Moutillat) Fdim

**RIVE DROITE**  
Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Fois gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montagné. OUVERT DIM.

De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD à la SAUMON marié à l'œuf. MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange.



# ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Quatrième groupe pétrolier de Suisse

## Gatoil va être rachetée par la compagnie helvète-libyenne Tamoil SA

La société Gatoil, quatrième groupe pétrolier de Suisse, qui connaît de sérieuses difficultés depuis un an, devrait passer entre les mains de la compagnie helvète-libyenne Tamoil SA.

Propriété d'un homme d'affaires d'origine libanaise, M. Khalil Ghattas, le groupe Gatoil-Suisse se trouve sous curatelle, en ajournement de faillite depuis le 9 mai 1989.

BERNE

de notre correspondant

Appelé à se prononcer sur un recours présenté par le groupe concurrent Elf-Agip qui était également intéressé à son rachat, le tribunal de première instance de Genève a ratifié, vendredi 29 juin, la convention de vente signée deux jours plus tôt entre les curateurs de Gatoil et

Tamoil. Tout en regrettant cette décision, qu'il a qualifiée de « politique plutôt que juridique », l'avocat d'Elf-Agip a laissé entendre que ses clients n'avaient pas l'intention d'interjeter appel.

Souhaitant un délai supplémentaire pour faire exécuter la vente prévue dans la convention passée avec Tamoil, Gatoil-Suisse et ses curateurs ont obtenu mercredi 4 juillet un nouvel ajournement de faillite jusqu'au 15 février. M. Ghattas ne semble cependant pas avoir totalement désarmé. Son avocat est revenu à la charge, en proposant à Elf-Aquitaine de racheter la société pour 205 millions de francs suisses (810 millions de francs), soit 4 millions de plus que le montant retenu par les curateurs dans l'accord de vente signé avec Tamoil. Mais, pour ouvrir les enchères, il faudrait introduire un nouveau recours en justice, ce qui ne semble pas être le cas pour l'instant.

Les difficultés du groupe Gatoil-Suisse sont allées de pair avec les ennuis de son patron, arrêté en mars 1989 à Genève, puis extradé en Allemagne fédérale, où il est toujours incarcéré pour son rôle présumé dans la déconfiture de la société Kloeckner, qui a subi des pertes évaluées à 700 millions de deutschemarks (2,34 milliards de francs).

Un réseau de 330 stations-service

En Suisse, un différend avec le transporteur italien de pétrole SNAM avait entraîné la fermeture de la raffinerie de Gatoil à Collombey, dans le Valais. De plus, le groupe possédait un réseau de quelque trois cent trente stations-service, soit plus de 10 % du marché helvétique de la distribution de carburant. La direction de Gatoil estime que la valeur des actifs de la société serait supérieure aux 201 millions de francs suisses retenus

comme référence par les curateurs et offerts par la Compagnie Tamoil. Mais les dettes de Gatoil-Suisse s'élevaient à plus de 800 millions de francs suisses, tandis que la faillite prévisible de l'empire international de M. Ghattas pourrait se révéler encore plus retentissante.

Alors que depuis plusieurs mois de laborieuses tractations étaient en cours pour limiter les dégâts, les curateurs de Gatoil annonçaient, le 1er juin, qu'ils avaient accepté l'offre d'achat de Tamoil SA. Domiciliée à Zoug, cette dernière est une société de droit suisse contrôlée à 65 % par la Compagnie pétrolière libyenne Oil Invest et à 35 % par la Société financière genevoise SASEA. Les curateurs précisaient que la Tamoil s'était engagée à reprendre les activités de raffinage ainsi que l'ensemble du personnel de la Gatoil.

Dès l'annonce de cette nouvelle, le groupe rival ELF-AGIP décidait d'engager un recours et

obtenait la suspension provisoire de la vente. L'avocat d'Elf-Agip reprochait à Tamoil de « n'avoir pas déposé une offre ferme ». A la veille encore de la séance du tribunal, la direction de Gatoil-Suisse et son unique actionnaire, M. Ghattas, de sa prison allemande, manifestaient leur opposition à l'accord conclu avec Tamoil. En revanche, les autorités du canton du Valais n'ont pas dissimulé leur satisfaction, ayant toujours souhaité privilégier toute offre impliquant la remise en marche de la raffinerie. Le juge de Genève a également estimé que la solution choisie était « la meilleure existante », car elle maintient en principe tous les emplois. De plus, Tamoil a signé un contrat avec la société italienne SNAM pour assurer l'approvisionnement de la raffinerie, qui pourrait reprendre ses activités avant la fin de l'année si tout se passe comme prévu.

JEAN-CLAUDE BUHRER

La préparation du sommet de Houston

Les syndicats plaident pour le tiers-monde

Les représentants de cinq organisations syndicales (CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC et FEN) ont rencontré, mercredi 4 juillet, M. François Mitterrand afin de plaider en faveur d'une aide au tiers-monde et aux pays de l'Est, lors du sommet des sept pays les plus riches du monde prévu la semaine prochaine à Houston.

Représentés par leur président ou leur secrétaire général - à l'exception de FO - les syndicats ont indiqué que le chef de l'Etat s'est montré « pessimiste » quant à ses chances de convaincre. Il a néanmoins marqué sa volonté « de continuer à poser ces problèmes, en particulier celui du sous-développement dans le monde ». Cette démarche fait suite à une déclaration adoptée en mai par le TUAC (commission syndicale consultative auprès de l'OCDE) en vue du sommet de Houston.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

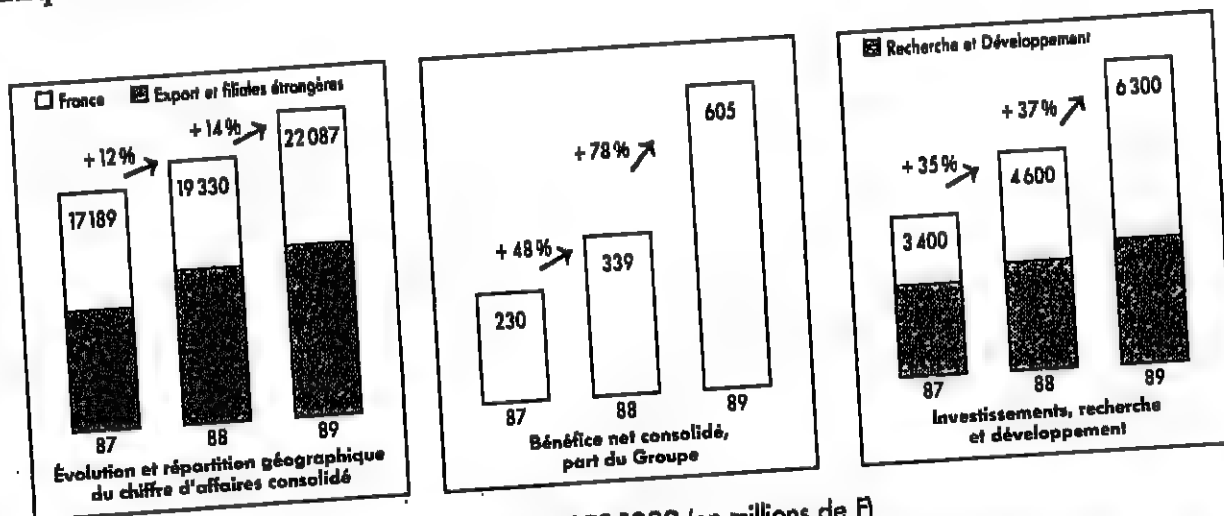
## MATRA COMpte Rendu de l'Assemblée Générale

### 1989 : Douze mois riches d'événements

L'année 1989 porte la marque de trois types d'actions décisives :

- au plan de l'organisation, par la filialisation des activités Défense et Espace qui constituaient jusqu'ici les activités industrielles de la maison mère ;
- au plan de la rentabilité, l'exercice écoulé a vu le bénéfice net consolidé atteindre, pour la part du Groupe, 605 MF contre 339 MF en 1988 et une évolution significative de sa composition : l'apport de la maison mère et des filiales Défense/Espace qui en sont issues est de 350 MF, alors que celui des autres filiales est de 255 MF, représentant plus de 40 % du total ;
- au plan de la stratégie, 1989 a sonné l'heure des premiers grands pas du Groupe vers sa mondialisation :

acquisition des divisions Espace et Electronique du Groupe américain Fairchild, prise de participation de 20 % dans la firme allemande BGT, conclusion d'un accord majeur avec le Groupe britannique GEC Marconi.



PERFORMANCES 1989 (en millions de F)

### Perspectives 1990

En 1990, nous poursuivons le chemin qui, en moins d'un quart de siècle, a conduit Matra au tout premier rang des grands Groupes de Haute Technologie en Europe :

- effort d'investissement, recherche et développement : 29 % du chiffre d'affaires en 1989 (l'un des plus forts taux de l'industrie française) qui montre notre souci de préparer l'avenir ;
  - appartenance à un vaste Groupe réalisant 51 Milliards de chiffre d'affaires, d'où découlent une impulsion managériale essentielle, une synergie stratégique forte, un levier financier puissant.
- Croissance, équilibre, autonomie, maîtrise absolue de son destin : tels sont les atouts de notre Groupe que nous entendons non seulement préserver mais encore renforcer.

Jean-Luc LAGARDÈRE  
Président Directeur Général  
du Groupe MATRA

**MATRA**

Relations Actionnaires : Minitel 36.16 MATRA - Bureau d'accueil : 5, rue Beaujon - 75008 PARIS - Tél. : 16 (1) 47.66.03.06

مكتبة من الامم



هكذا من الامم

## DÈS À PRÉSENT

Toutes les informations concernant les dates des Assemblées Générales des actionnaires et la mise à disposition des rapports annuels seront disponibles sur :

### 3615 LM puis AVIS

Un récapitulatif des entreprises ayant communiqué sur ces sujets paraîtra tous les samedis (daté dimanche-lundi), dans nos colonnes.

### Information SICAV

Après les SICAV obligataires, certaines SICAV d'actions diversifiées ou spécialisées capitalisent : Univers Actions, Atout Futur, Eurodyn, Oration et Quartz.

La loi autorise désormais les SICAV à capitaliser les revenus d'obligations mais aussi les revenus d'actions qu'elles détiennent en portefeuille.

Les investisseurs et les épargnants ont ainsi, désormais, toute latitude de profiter pour leurs placements du régime fiscal avantageux de la plus-value.

Le Crédit Agricole optimise cet avantage.

Il a fait de ses SICAV déjà performantes des placements de capitalisation. Leurs possesseurs peuvent ainsi passer à la capitalisation sans être imposés sur les revenus de leurs placements, sans opération d'achat ni de vente, sans les coûts qui leurs sont afférents.

Ils conservent des placements qui ont fait leurs preuves... assurance dont nos nouveaux clients profitent aussi.

Pour les clients qui préfèrent la solution des disponibilités par revenu régulier plutôt que par vente de parts, le Crédit Agricole conserve bien entendu une gamme de SICAV à "revenus".

Capitalisation : profitez de la compétence du Crédit Agricole dans les Caisses Régionales de Crédit Agricole et leurs 10.000 agences.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

Nous informons les porteurs de parts des Fonds Communs de Placement du Crédit Agricole que la loi autorise désormais les Fonds Communs de Placement à capitaliser les revenus d'obligations mais aussi les revenus d'actions qu'ils détiennent en portefeuille.

Certains Fonds Communs de Placement du Crédit Agricole capitalisent : Agri-ECU-Obligations, Agri-Bourse, Agri-Croissance, Agri-Or, Agri-Rendement, Agri-France, Agri-Amérique, Pacte Vert Tiers Monde, Asterfrance 40, Compte Epargne Obligations, Agri-Plus, Brie-Croissance, Famille des Agri-Oblig, Agri-Bonds, Agri-Japon, Agri-Europe, Agri-Var, Agri-Valueur IDF.

Les investisseurs et les épargnants ont ainsi, désormais, toute latitude de profiter pour leurs placements du régime fiscal avantageux de la plus-value.

Le Crédit Agricole optimise cet avantage.

Il a fait de ses FCP déjà performants des placements de capitalisation. Leurs possesseurs peuvent ainsi passer à la capitalisation sans être imposés sur les revenus de leurs placements, sans opération d'achat ni de vente, sans les coûts qui leurs sont afférents.

Ils conservent des placements qui ont fait leurs preuves... assurance dont nos nouveaux clients profitent aussi.

Pour les clients qui préfèrent la solution des disponibilités par revenu régulier plutôt que par vente de parts, le Crédit Agricole conserve bien entendu une gamme de FCP à "revenus".

Capitalisation : profitez de la compétence du Crédit Agricole dans les Caisses Régionales de Crédit Agricole et leurs 10.000 agences.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

845 000  
LECTEURS  
CADRES,  
le Monde  
est le  
premier titre  
d'information  
des cadres.  
(IPSOS 90)



société nationale  
elf aquitaine

MM. les actionnaires de la Société Nationale Elf Aquitaine sont convoqués sur première convocation au siège social le lundi 16 juillet 1990 à 15 heures, en assemblée générale extraordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour visé ci-après.

Au cas probable où cette assemblée ne pourrait délibérer valablement faute de quorum, elle serait convoquée à nouveau le :

mercredi 25 juillet 1990 à 15 heures à l'Espace Cardin

1, avenue Gabriel, 75008 PARIS

ORDRE DU JOUR :

■ Approbation du projet d'apport partiel d'actifs signé entre l'Entreprise de Recherches et d'Activités Pétrolières et la Société Nationale Elf Aquitaine prévoyant l'apport d'actions FINERAP à la Société Nationale Elf Aquitaine : restructuration de la chimie française.

■ Décision corrélatrice d'augmentation du capital social, constitution de la prime d'apport.

■ Augmentation du capital social par incorporation de primes d'émission, d'apport et de réserve de réévaluation et d'évaluation de la valeur nominale de l'action de 10 F à 100 F.

■ Division du nominal des actions de 100 F à 50 F.

CONVOCA-  
TION  
A  
L'ASSEMBLEE  
GENERALE  
EXTRAORDINAIRE

■ Diverses autorisations d'ordre financier.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres de 10 F qu'il possède, nominatifs ou au porteur, a le droit de prendre part à cette Assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint, ou d'y voter par correspondance.

Toutefois, pour être admis à assister à cette assemblée, ou à s'y faire représenter, les actionnaires auront au préalable à justifier de leur qualité :

■ si leurs actions sont nominatives, par l'inscription en compte desdites actions cinq jours au moins avant la date de cette assemblée,

■ si leurs actions sont au porteur, par le dépôt au Guichet de la Banque PARIBAS, 3, rue d'Antin, 75002 PARIS ou 80, avenue du Général-de-Gaulle, Echot 1050, 94009 CRETEIL CEDEX, cinq jours avant la date de l'Assemblée d'un certificat de l'intermédiaire habilité, prévu par le décret n° 83-359 du 2 mai 1983, constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'Assemblée.

Le service des Assemblées de la Banque PARIBAS tiendra des formules de pouvoir et de vote par correspondance ainsi que des cartes d'admission à la disposition des actionnaires.



## EMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES AVEC BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

La Compagnie Générale des Eaux lance une émission d'obligations convertibles avec bons de souscription d'actions pour poursuivre un important programme d'investissements en France et à l'étranger et conforter ses perspectives favorables de développement. Les nouveaux obligataires se trouveront ainsi étroitement associés à la progression des résultats amenée de ses investissements.

Les conditions de souscription sont particulièrement attrayantes : les obligations offrent une garantie et une régularité de revenu auxquelles s'ajoute le double effet de levier de leur convertibilité d'une part, de l'exercice des bons d'autre part.

### MODALITÉS

#### Obligations convertibles

- 1 600 000 obligations convertibles seront émises, dont 1 073 500 obligations au minimum constitueront la tranche française et 526 500 obligations constitueront la tranche internationale ;
- Chaque obligation émise est convertible en une action et elle est en outre assortie d'un bon de souscription d'action ;
- Le prix d'émission de chaque obligation avec bon attaché est de 2 850 francs ;
- Le taux nominal de l'emprunt est de 6 % ;
- Chaque obligation est convertible à tout moment à partir du 1<sup>er</sup> août 1990 en une action Compagnie Générale des Eaux et son remboursement aura lieu le 1<sup>er</sup> janvier 1998

au prix de 3 135 francs, soit avec une prime de 10 % ;

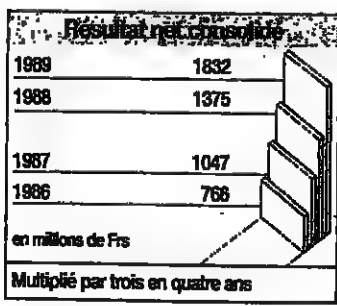
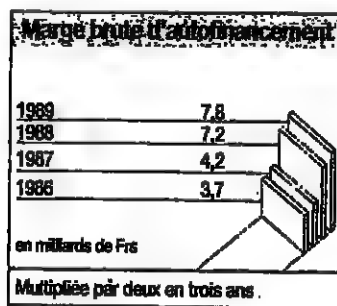
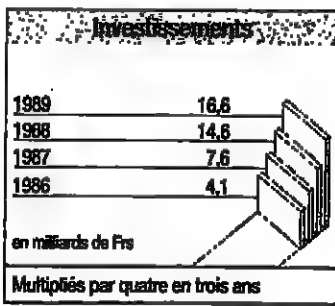
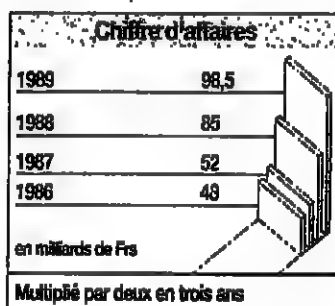
• La Compagnie aura la faculté de rembourser par anticipation les obligations émises à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992, à condition que le cours de l'action soit supérieur à 3 500 francs.

#### Bons de souscription

- Deux bons permettent de souscrire une action Compagnie Générale des Eaux au prix de 3 200 francs par action jusqu'au 30 juin 1993.

#### Délai de priorité

- Les actionnaires de la Compagnie Générale des Eaux bénéficient d'un délai de priorité du 2 au 16 juillet 1990 inclus, qui leur permet de souscrire une obligation convertible à bons de souscription d'actions pour 12 actions détenues ;



• Le règlement des souscriptions aura lieu le 30 juillet 1990.

La note d'information, publiée en BALO du 2 juillet 1990, est disponible gratuitement, au siège de la société, service des Titres : 52, rue d'Anjou - Paris 8<sup>e</sup> et auprès de votre intermédiaire financier habilité.

Visa COB n° 90 268 en date du 28 juin 1990.

INFORMATIONS-ACTIONNAIRES :  
par téléphone : 05 05 55 66 par minitel : 3615 CGEAUX

La crise

A Philadelphia



# La crise des hôpitaux américains

Aux Etats-Unis, les grands groupes n'ont pas résisté à la baisse de la demande et aux transformations de l'assurance-maladie

**L**a maison Usher est tombée un mardi. Mardi 25 octobre 1989, American Medical International, deuxième chaîne d'hôpitaux, avec 79 établissements dont 54 aux Etats-Unis, était rachetée par un groupe d'investisseurs (IMA Holdings Group) mené par une famille de Chicago, les Pritzker, propriétaires notamment des hôtels Hyatt, et par Harry J. Gray, ancien président d'United Technologies, grâce à un LBO (leveraged buy out) de 1,7 milliard de dollars (10 milliards de francs).

Cela n'avait pas été sans mal : les acheteurs avaient dû réviser leur offre initiale, offrir plus d'actions du nouveau groupe et obtenir des crédits supplémentaires des banques pour compenser la déflation des *junk bonds*, les obligations de pacotille à taux élevé. En restructuration depuis deux ans, la chaîne traînait 1,3 milliard de dollars de dettes pour un chiffre d'affaires de 2,75 milliards, malgré la vente de 36 hôpitaux et la suppression de 300 emplois sur 1 200 au siège. Le réveil brutal de l'automne 1986 (on était passé de 163,8 millions de bénéfices à 97 millions de pertes) avait coûté en 1988 son siège au PDG, Martin L. Weisman, en poste depuis 1976, malgré l'annonce d'un « restructuration » de la chaîne sur la chirurgie et les soins aigus.

Harry J. Gray, promu président, annonçait aussitôt une nouvelle vague de licenciements et la vente d'actifs « à hauteur de 1 milliard de dollars ». Quatre mois plus tard, AMI cédait ses 14 cliniques en Grande-Bretagne au groupe français Générale des caux pour 2,5 milliards de francs (un peu moins de 500 millions de dollars).

La vente et le démantèlement progressif d'AMI n'étaient qu'un des épisodes d'un véritable retournement de l'industrie hospitalière américaine, encore inachevé. Au moment même où se constituaient les premières chaînes importantes en France, les géants américains, Hospital Corporation of America (HCA) basée à Nashville (Tennessee), Humana, à Louisville (Kentucky), AMI à Beverly Hills (Californie) et National Medical Enterprises (NME) à Los Angeles, qui, à eux seuls, avaient rûni près de la moitié de la capacité des chaînes et près de

25 % du total des lits, se disloquaient ou devaient se réorganiser en catastrophe.

Colosse aux pieds d'argile, qui, en 1985, gérait plus de 450 établissements, dont 250 détenus en propre, des Etats-Unis à l'Arabie saoudite et à Bornéo et possédait au Brésil un réseau de soins de 780 médecins couvrant un demi-million de personnes, HCA fut la première à se fonder. En octobre 1985, elle annonça un arrêt de la progression de ses bénéfices pour l'exercice à venir, par suite d'une baisse des admissions de 20 % en deux ans. A la Bourse, ce fut un *abain de sang*, selon les analystes, une panique qui fit tomber de 1,5 milliard de dollars la valeur de HCA et toucha l'ensemble de l'industrie hospitalière. D'autant qu'on avait appris que le président, Thomas J. Frist, ancien chirurgien de l'armée de l'air, avait lui-même vendu 190 000 actions pour *épayer des dettes personnelles*.

## Le choix des zones

HCA décida dans un premier temps de se diversifier en se tournant vers l'assurance-maladie, avec pour objectif d'atteindre un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars dès 1987. Pari perdu. Le secteur perdant encore de l'argent, les dirigeants cédèrent à leurs salariés 104 hôpitaux - les moins rentables - dispersés dans 22 Etats, pour 2,1 milliards de dollars, dont 1,9 en cash. L'opération, rendue possible grâce aux exonérations d'impôts, permettait à HCA de ramener ses dettes de 3,1 à 2,1 milliards de dollars, tout en conservant 34 % des parts.

Puis Thomas Frist, qui a lui-même racheté tout le reste en mars 1989 grâce à un LBO de 4,5 milliards, s'est séparé des hôpitaux britanniques, des laboratoires d'analyses, de l'équipement hospitalier, le tout pour quelques 350 millions de dollars, en attendant que les filiales australiennes et brésiliennes et... l'assurance-maladie : encore près de 400 millions. Mais il n'a pas encore réussi le plus gros : rééditer le coup de 1987 en revendant aux salariés pour 1,12 milliard de dollars 55 % des parts des hôpitaux psychiatriques.

Par suite des difficultés du marché des *junk bonds*, mais aussi, selon le magazine *Forbes* (1), parce

que le département du travail risquait de bloquer une opération trop défavorable aux salariés.

National Medical, la plus petite des quatre grandes, avec 50 hôpitaux en propriété ou en gestion, mais complétés par un ensemble d'établissements de long séjour, de construction d'hôpitaux et d'équipements lourds, a dû aussi réviser sa stratégie après une baisse des profits en 1986 et l'échec d'une affaire en Arabie saoudite. NME a vendu 9 hôpitaux dispersés dans le Sud et en Californie, en attendant ceux de l'étranger et un « réseau de soins » à Miami, pour se recentrer sur la psychiatrie et le traitement de la toxicomanie et de l'alcoolisme.

Cette reconversion n'est pas achevée : depuis dix-huit mois, NME cherche à vendre sa filiale Hillhaven (349 établissements de long séjour dans 37 Etats). Celle-ci, qui réalise un tiers du chiffre d'affaires du groupe, a vu sa marge d'exploitation tomber de 76,4 millions de dollars à 44,1 millions.

Seule des quatre, Humana, la plus centralisée, semble avoir réussi son passage, grâce à l'ostination de son président David Jones qui avait fait

de sa chaise, par une politique habile d'achats et de ventes, une « machine à faire du profit » et le choc de la Bourse. Confronté à la même baisse des admissions, David Jones avait décidé, dès 1984, de développer l'assurance-maladie, mais à seule fin d'alimenter ses hôpitaux.

Il y a mis cinq ans. Le début fut catastrophique : en 1987, Humana avait dû provisionner 130 millions de dollars de pertes. David Jones concentra l'assurance-maladie sur les zones du Sud où Humana avait une forte densité d'hôpitaux (aujourd'hui 92 % de ses assurés y résident), en gérant l'ensemble de façon autonome, et réussit à décrocher des contrats avec de grandes entreprises. Résultats : depuis deux ans, l'assurance-maladie dégage des bénéfices ; elle compte actuellement près d'un million d'assurés, dont 60 % se soignent dans les hôpitaux de Humana, soit 15,5 % de leur clientèle, contre 9,3 % un an plus tôt. Quant à la chaîne, avec 256 millions de dollars de bénéfice, elle a retrouvé la forme.

Comment s'explique ce retournement ? Créées vers 1970, ou peu

avant, les grandes chaînes à but lucratif avaient connu une déconic et demie de croissance ininterrompue, soutenue par le marché financier, alliant tous les types d'entreprises de santé et de services hospitaliers et extra-hospitaliers. Elles s'étaient particulièrement développées dans les Etats du Sud et du Sud-Ouest moins dotés en réseaux traditionnels. Mais avant-gardes de la « *corporate revolution* », décrite en 1983 par le sociologue Paul Starr (2), elles incarnaient une révolution industrielle et financière qui devait s'accompagner d'une transformation de la gestion et fournir d'un océan à l'autre des soins d'une qualité identique aux hamburgers de McDonald's.

## Croissance à tout prix

La modification des règles de paiement du Medicare, l'assurance-maladie des personnes âgées, dans un sens plus restrictif sur la base de « *coûts par pathologie* », a joué un rôle décisif dans le déclenchement de la crise : « *Il y a des choses qu'on ne peut prévoir et d'autres non. Nous n'avons pas de contrôle sur les niveaux de remboursement. Ce que nous savons faire, c'est gérer des hôpitaux* », faisait valoir Richard Gilleland, président d'AMI en 1989. Mais le développement de la chirurgie et des techniques de soins hors hospitalisation, la nécessité, pour les assureurs de limiter la croissance des coûts, ont contribué à réduire les admissions dans les hôpitaux, en même temps que les dépenses de séjour. Entre 1980 et 1985, les admissions n'ont augmenté que de 2,5 % dans les chaînes à but lucratif, tandis que le nombre de journées hospitalières a baissé de 3,8 %, après avoir crû de 19,6 % et 17,8 %, respectivement, au cours des cinq années précédentes. Le taux d'occupation des lits tombait de 65 % à 52 %.

En fait les dirigeants avaient donné la priorité au marketing et aux techniques financières sur l'analyse du marché et le fonctionnement des établissements. Ils ont voulu « *créer de la croissance à tout prix* », en profitant de la possibilité légale d'inclure dans les tarifs la rémunération du capital. En fait, certains, en réévaluant les actifs qu'ils achetaient, faisaient monter la rémunéra-

tion du capital au détriment de la rentabilité réelle (3).

Mais, malgré des batteries de statistiques très sophistiquées et une informatique performante, elles ont rarement réussi à contrôler les coûts. Les « *économies d'échelle* » attendues ont joué surtout sur les constructions, les achats et les équipements, pas sur la gestion du personnel, qui représente 50 % à 60 % des coûts (malgré les tentatives de Humana de créer des pools d'infirmières volantes pour réduire les effectifs). Si les grandes chaînes ont su attirer des administrateurs de haut niveau, elles ont aussi gonflé leur personnel administratif en même temps qu'elles rendaient leurs structures de plus en plus complexes.

En 1981, selon une étude de la firme de consultants Levin et Associates, les établissements appartenant à des investisseurs n'avaient pas des prix de revient moins élevés que les autres. La crise a obligé à resserrer la gestion. Mais les chaînes ont surtout réagi en utilisant les mêmes techniques financières que pour leur développement. Elles se sont débarrassées en bloc de branches ou d'établissements moins rentables en montant des RESS, et quand le marché s'est fait tirer l'oreille, elles ont quitté la Bourse.

D'autre part, elles ont eu beaucoup de mal à mettre en œuvre des changements de stratégie ou à offrir un « *service complet* » de santé : elles ont mal maîtrisé en particulier, l'assurance-maladie, dont le marketing s'est avéré beaucoup plus complexe que prévu. Enfin, elles se sont heurtées à une concurrence accrue. Les établissements traditionnels ou les petits groupes ont su, eux aussi, trouver accès au marché, combiner branches « *lucratives* » et « *non lucratives* », en profitant de leurs avantages fiscaux. Si bien qu'aujourd'hui selon certains experts, il y a peu de chance qu'elles accroissent à l'avenir leur part de l'industrie hospitalière : selon Eli Ginzberg, de l'université Columbia, « *15 % en 1995 (la même part qu'aujourd'hui) apparaît comme optimiste* » (4).

GUY HERZLICH

- (1) 22 janvier 1990.
- (2) *The Social Transformation of American Medicine*, 1984.
- (3) *Harvard Business Review*, mars-avril 1989.
- (4) *New England Journal of Medicine*, 22 septembre 1988.

## A Philadelphie, l'exemple d'un nouveau management

A deux pas du lieu historique où on fit sonner la cloche annonciatrice de l'indépendance, la Thomas Jefferson Hospital de Philadelphie, derrière ses murs « *vieilles Anglaises* », déploie toute la gamme des nouveaux outils de gestion avec éclat. Son hall d'accueil style hôtel de luxe revu par un designer post-moderne est tout un symbole.

Avec ses 700 lits et ses 900 médecins dont la moitié sont salariés à temps plein, cet établissement à but non lucratif réalise un chiffre d'affaires de 250 millions de dollars et dégage un bénéfice annuel de 15 millions de dollars. Une prouesse à l'heure où nombre d'hôpitaux américains s'effondrent dans la morosité. Signe le plus tangible de cette réussite : un taux d'occupation des lits élevé (86 %, contre 40 à 60 % pour beaucoup d'établissements).

La clé de ce succès ? Une savante démarche « *entrepreneuriale* ». D'abord, Thomas Jefferson a réorienté plus vite que les autres son activité vers la chirurgie de jour, qui représente aujourd'hui 40 % de ses interventions (contre 30 % en moyenne dans l'ensemble du pays). Prothèses de hanches, hernies, arthroscopies, biopsies, ablations, traitement des glaucomes, chirurgie réparatrice sont pratiqués au Jefferson Surgical Center à un rythme soutenu. « *Ce qui est fait de manière occasionnelle chez nous l'est de manière systématique ici* », commentait un chirurgien de l'établissement. Ensuite, avec un groupe de l'Union hospitalière privée en France, la chirurgie ambulatoire ne représente que 5 à 10 % des activités hospitalières.

A Philadelphie, les patients sont systématiquement informés

de la procédure. Arrivés le matin, ils sont préparés dans une cabine puis menés dans un des quatre blocs opératoires. L'intervention terminée, ils passeront une heure dans une première salle de réveil. Puis ils seront surveillés une autre heure encore dans une pièce voisine et installés sur des fauteuils avant leur sortie.

Avec la réduction de la durée des hospitalisations, la chirurgie de jour est la meilleure parade trouvée par les établissements pour faire face aux nouveaux impératifs financiers. Elle leur permet d'échapper aux tarifs par pathologie instaurés par Medicare, l'assurance-maladie pour les personnes âgées. Elle suppose une prise en charge importante du malade par la famille et par des services d'hospitalisation à domicile, qui multiplient des sociétés spécialisées.

## Comme des joueurs de football

Autre clé du succès de Thomas Jefferson : la notoriété des médecins. A Philadelphie, on s'arrache les vedettes du bistrot comme on s'arrache en Europe les joueurs de football. « *Encore faut-il que le chef de département ait de solides capacités managériales* », ajoute Thomas Lewis, le jeune directeur de l'établissement. Le médecin fait partie d'une équipe et doit rendre des comptes à sa direction, qui recherche une adhésion à ses objectifs économiques.

Une comptabilité analytique servie par une informatique puissante permet de connaître avec précision le prix de revient de chaque service, de chaque type d'examen, de chaque « *ligne* », de différencier coûts directs et indi-

rects, coûts variables et coûts fixes. Seuls 10 à 15 % des hôpitaux américains disposent aujourd'hui d'un tel outil de gestion, qui permet de véritables prévisions budgétaires par département.

Balbutiante en France, la « *planification stratégique* » est pratiquée à grande échelle à Thomas Jefferson. L'hôpital essaye de cibler la clientèle de la pédiatrie, de cibler les meilleurs médecins pour des « *lignes de produits* » spécifiques : le cancer, le cœur, la neurologie, la santé de la femme, la traumatologie. Une analyse assise sur l'étude de la démographie, de l'évolution des pathologies, de l'intervention des assureurs, de la concurrence, des ressources humaines et... sur la recherche des financements : Thomas Jefferson a lancé une souscription de 88 millions de dollars pour construire un nouveau bâtiment consacré aux « *sciences de la vie* ».

Thomas Jefferson a mis au point des « *messages* ». D'abord en direction des médecins, premiers pourvoyeurs de malades. Vingt mille praticiens de la région reçoivent chaque année 15 publications en provenance de l'hôpital.

Ensuite vers les patients. Enquêtes téléphoniques pour évaluer l'image de l'établissement, études continues auprès des hospitalisés ont montré que, malgré une bonne « *image* » globale de l'établissement, les assurés hésitent à franchir la porte d'entrée. Toute une campagne d'information s'est alors construite. Spots à la télévision, publicité dans la presse, autocollants ont incité les familles à se renseigner sur les services offerts grâce à un

numéro de téléphone *ad hoc*. Résultat : très rapidement, on est passé de 6 000 à 40 000 appels induisant 16 000 consultations.

Aujourd'hui, cette campagne continue avec des opérations spéciales comme le dépistage gratuit du cancer de la prostate ou la diffusion de brochures d'information sur certaines pathologies, le patronage de manifestations culturelles, et même l'accréditation à des restaurants de la ville les plus respectueux de la diététique. Simultanément, on forme le personnel - médecins compris - aux relations avec les patients.

Coût total : 1 % du budget de l'établissement. « *Attention, prévient Trevor Fisk, responsable de ces programmes, il ne faut pas dérapier. Un de nos concurrents s'était vanté d'avoir tous les équipements nécessaires pour répondre à toutes les complications possibles lors d'un accouchement. C'était faux. Une mère a porté plainte pour publicité mensongère. L'hôpital a dû payer 3 millions de dollars.* » Thomas Jefferson donne la priorité à l'information.

Thomas Jefferson est l'exemple même du nouveau management hospitalier américain, pour réagir à la concurrence, aux excédents de lits (après la croissance des années 70) et aux pressions des assureurs publics et privés.

Après l'Estat fédéral, qui a institué en 1983 des tarifs limitatifs par pathologie (*diagnosis related groups* ou DRG) de remboursement pour le Medicare, les grandes entreprises, qui prennent en charge une large partie du coût des soins de leurs salariés, s'efforcent de limiter la hausse des

dépenses de santé, qui a atteint 17 % en 1989 : le patronat veut mettre davantage en concurrence les assureurs et vérifier lui-même la justification des soins en constituant des banques de données sur les stratégies médicales. Filles de la Charné n'ont pas hésité à le revendiquer au bout d'un an - car il n'en avait plus dans leur stratégie - à la Kaiser Permanente, une des plus grandes *health maintenance organisations* (HMO) américaines. *Business is business*.

Dans la même ville, le San Francisco General Hospital, établissement public où sont soignées la majorité des cas de sida de la ville, n'a évité le naufrage que de justesse. Grâce à la mise en place d'un ingénieux plan, et notamment d'une « *force d'intervention* » gérée par la municipalité : celle-ci a organisé des structures de soins graduées pour éviter au maximum l'hospitalisation des patients atteints du sida. Seuls 4 % sont hospitalisés contre 25 % à New-York. Services de soins à domicile, consultations externes, structures pour malades en phase terminale ont pris le relais. San Francisco General n'aurait pu seul les prendre en charge : établissement public, il doit d'ores et déjà compter avec un déficit de 50 % causé par l'afflux de malades non assurés ou non solvables.

Pour les mêmes raisons, beaucoup d'hôpitaux publics (10 % des hôpitaux américains) sont aussi en déficit : celui-ci n'est pas toujours aussi élevé (il est de 20 % au Big County de Los Angeles) mais constitue une véritable plaie pour les collectivités locales. Aussi des universitaires et des médecins prennent-ils position en faveur d'un système national de protection sociale à la canadienne ou à la française.

de Philadelphie : YANNICK GUIHENEUF

سكزا من الامل



# Les résidences pour personnes âgées en quête de clients

Les investisseurs sont déçus, les promoteurs cherchent de nouvelles formules

**A**PRÈS avoir lancé en fanfare des résidences locatives d'un nouveau genre pour nos grand-mères, les promoteurs modèrent aujourd'hui leur enthousiasme. Ces maisons de retraite haut de gamme — non médicalisées, mais avec des services et des parties communes spacieuses — baptisées « résidences avec services » ou « résidences-clubs », ont du mal à séduire.

Les investisseurs institutionnels, qui ont acheté ces résidences dans le but de diversifier leur patrimoine, font grise mine : la rentabilité n'est pas au rendez-vous. Ainsi la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF), qui possède trois résidences, dont deux sont déjà ouvertes, celle de Garches (Hauts-de-Seine), ouverte en octobre 1988, comptait encore au début de mai une quinzaine d'appartements inoccupés sur soixante-dix.

L'année de garantie locative qu'avait demandée la GMF au promoteur Kaufman et Broad étant terminée, la rentabilité est de 5 %, au lieu des 7 % prévus. Celle d'Aix-en-Provence, acquise auprès du promoteur Copra, mais sans garantie locative, en raison du prestige de la ville, a été aussi : début mai, plus de deux mois après l'ouverture, une quinzaine de baux étaient conclus sur les soixante-dix appartements.

Du coup, chez GMF, on fait la pause, comme à la compagnie d'assurances Axa et au Crédit agricole, qui l'un et l'autre avaient acheté une résidence pour tester le « produit ». Les Assurances générales de France (AGF), elles, ont carrément décidé de se désengager. Propriétaire de cinq résidences, la compagnie a choisi d'en revendre deux par appartements. La première, à Nice, une Castalia, réalisée par les Nouveaux Constructeurs, inaugurée fin novembre 1989, n'abritait que... deux locataires à la mi-février. Pour l'autre, à Vincennes, on n'attend même pas l'ouverture :

une résidence voisine (Liberty) achetée par Axa à Kaufman et Broad n'était encore occupée qu'à 70 % un an après son ouverture.

Les « cinziens » aujourd'hui en retrait, les promoteurs eux-mêmes sont devenus prudents. La SIN-VIM, filiale de la Compagnie bancaire, et la SOFAP, qui avaient annoncé une chaîne commune, ont rompu leurs fiançailles : la SIN-VIM, après avoir testé à Lyon une résidence en accession à la propriété, a abandonné ; la SOFAP se contente d'achever les résidences qu'elle a déjà vendues à des investisseurs.

## Des difficultés insoupçonnées

Pourtant, une clientèle semble exister : les personnes âgées de soixante ans et plus étaient 10,8 millions au 1<sup>er</sup> janvier 1990 (dont 3,8 millions de plus de soixante-quinze ans). Mais toutes ne possèdent pas les revenus nécessaires : en location, un deux-pièces en région parisienne tourne autour de 9 000 à 10 000 francs, charges et services inclus, sauf les repas.

Or les prix resteront élevés : les résidences doivent être installées en centre-ville ou dans des quartiers animés, donc dans des lieux où le foncier est cher. En outre, les charges de fonctionnement sont lourdes, en raison de l'importance du personnel.

Deuxième facteur qui réduit la clientèle potentielle : l'âge. Les résidents, en majorité des femmes seules, sont beaucoup plus âgés qu'on ne s'y attendait : la moyenne se situe entre soixante-quinze et quatre-vingts ans. Les personnes âgées mettent très longtemps à se décider à quitter leur appartement pour une résidence avec services, même confortable.

Dans telle ville de province, raconte un promoteur, une personne a dû être relancée dix-sept fois avant de signer son bail. S'installer dans une résidence apparaît

NOS RÉSIDENCES SONT ASSEZ CHÈRES MAIS TOTALEMENT DÉPOURVUES DE PARKING ET SANS ÉCOLE À PROXIMITÉ.



comme une perte d'autonomie et une renonciation à la vie avec des personnes d'âges différents. Il faut souvent « un événement rompant l'équilibre de vie » (décès du conjoint, sentiment d'insécurité, éloignement des enfants...) pour qu'on s'y résigne. Et encore, après recherches, on renonce souvent, si l'on en croit une étude de la SIN-VIM. Ou alors, c'est pour entrer directement dans une résidence médicalisée.

Enfin, beaucoup de promoteurs n'ont pas soupçonné les efforts de commercialisation qu'exige un tel « produit » par rapport à des appartements ordinaires, non pour « remplir » la résidence dès le jour de l'ouverture, mais pour arriver simplement, selon Kaufman et Broad, à 40 % ou 50 %, et à placer la totalité des logements dans un délai de un à deux ans.

Prix élevés, clientèle potentielle difficile à appréhender, nécessité d'une commercialisation très

Aujourd'hui, les résidences en copropriété elles-mêmes rencontrent parfois des difficultés. A Angers, Hervé Picot et COGEDIM, qui avaient lancé en même temps deux résidences, ont dû mettre leur puissance en jeu pour arriver à vendre tous les logements. A Grasse, dans les Alpes-Maritimes, une résidence d'Hervé Picot comptait encore 25 appartements disponibles au début de 1990 sur les 112 livrés deux ans plus tôt ; Homelife, filiale française du britannique McCarthy et Stone, numéro un de la résidence troisième âge outre-Manche, n'avait vendu que 7 appartements sur 37 un peu plus d'un an après l'ouverture. Explication d'Hervé Picot : « La vue est magnifique, mais notre terrain est excentré ». Chaque ville est un marché spécifique, qui ne dépend pas forcément de la taille de la commune. Homelife, pour sa part, met en cause sa méthode de commercialisation.

## Services à la carte

Résultat : les promoteurs cherchent maintenant à modifier leurs formules et à réduire les prix pour élargir la clientèle. Picot veut jouer sur le prix d'achat en développant le bail à construction, qui permet de réduire de 25 % environ le prix initial.

Le système, inauguré à Angers, et actuellement généralisé en province, repose sur la séparation de la propriété des murs et du sol. L'acheteur paie moins au départ, mais, pendant vingt ans, il verse un loyer à la société, qui reste pendant ce temps propriétaire du terrain. Homelife envisage quelques aménagements à son système de « service minimal » — alarme dans chaque chambre, recours à un traicteur extérieur pour éviter le restaurant — qui ramène le personnel de la résidence à deux personnes, au lieu d'une vingtaine dans une résidence classique, et les charges à

500 francs par mois pour un studio, de 700 à 900 francs pour un deux-pièces.

Les plus embarrassés sont les promoteurs qui espéraient jouer sur les deux tableaux, location et accession à la propriété, selon les villes, comme Copra, avec Villa Corassa, ou le GFF, avec les Thébaïdes. Certains ont déjà choisi, SEERI a abandonné la copropriété qu'elle avait pensé tester à Cholet.

Les Nouveaux Constructeurs ont renoncé à la location classique, pour tester une formule « hôtelière » (studettes et studios meublés de 18 ou 30 m<sup>2</sup> à 7 500 ou 10 000 francs par mois, charges et repas compris). Ils entendent économiser sur le foncier — en ne construisant que là où les municipalités consentent un effort sur le prix du terrain — sur la surface des appartements et sur les services (« les nappes n'ont pas besoin d'être en tissu, ni les verres en cristal »).

D'autres veulent réduire le prix des services grâce à des formules « à la carte ». Actuellement, en effet, l'occupant, qu'il soit locataire ou propriétaire, ne paie pas les repas, mais doit participer aux charges de service du restaurant ou des autres parties de la résidence (bibliothèque ou salle de bridge, par exemple), qu'il les utilise régulièrement ou non.

CAPRI (Caisse des dépôts) cherche ainsi à relancer la Symphonie, livrée en avril 1989 à Bordeaux, dont 17 appartements seulement sur 63 étaient loués à la mi-mai 1990, en rendant les services facultatifs et en les ouvrant sur l'extérieur (par exemple, le restaurant pour des repas d'affaires) et en aménageant des salles de séminaire. La SEERI compte faire de même pour les restaurants de ses résidences. Cette ouverture, tout en abaissant le coût des charges, permettrait d'atténuer l'image de ghetto de luxe qu'ont encore ces résidences dans l'opinion.

DANIELLE ROUQUIÉ

IL SERAIT TEMPS DE VOIR LE BÉTON AUTREMENT.





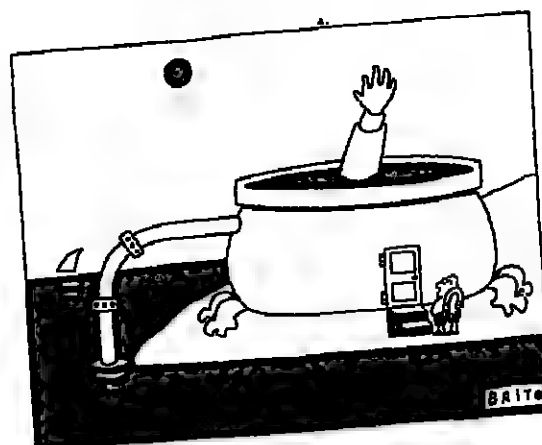
La thalassothérapie bouillonne : près d'un demi-million de Français l'auraient déjà essayée. Mais la multiplication des établissements met en danger l'équilibre de leur gestion

son sept. 1944, ne se  
tou- nent moins longtemps, ne se

La remise en forme, si fortement médiatisée, va trouver ses limites. On se demande alors ce qui déterminera le choix pour un établissement plutôt que pour un autre. On pourrait dire, comme pour l'hôtellerie, « d'abord l'emplacement, puis l'emplacement et enfin l'emplacement » ! C'est probablement vrai. Le site, l'environnement

La prolifération des établissements crée déjà des problèmes graves. A cela vont s'ajouter certains « centres de santé » dotés avec équipements sportifs de haut niveau intégrés, qui pour la première fois proposent la remise en forme sans aucun rattachement à un phénomène naturel comme l'eau thermale ou l'eau de mer. Quand on sait que les cures de remise en forme des stations thermales ont jamais dépassé 3 000 à 4 000 curistes par an, il n'est pas anormal d'envisager un avenir difficile pour la thalassothérapie. A trop compter sur la santé publique, ce sont les établissements de cure qui risquent de tomber malades.

**MARYSE DUFAUX**



Dans une époque où minceur est vertu, le béton n'est pas en reste. Et cette qualité lui permet bien des prouesses, comme celle de franchir tous les obsta-

Toujours adepte de l'angle droit, il met  
plastiques au service des courbes les plus  
apparemment irréalisables. Sans renoncer  
au monumental, il se fait discret si  
besoin est. Qu'il faille relier  
les rives d'un fleuve, amarrer  
une île à un continent, se jouer  
du relief, les solutions les plus  
ingénieuses naissent: ponts  
à poutres, en arcs, ou à

ses qualités

haubans, ou même sim-  
serelle. Le béton répond

ainsi à deux préoccupations majeures :  
recherche esthétique et intégration au site. Un pro-  
grès permanent a conduit à une nouvelle

on construit "plus vite, plus léger, plus solide et moins cher". L'association de bétons avec d'autres matériaux en structures sandwiches, inspirées de la construction aéronautique ou navale, est aussi une voie prometteuse. Rien ne retient les bétons quand ils s'élancent vers l'avenir.

# les bétons

حکذا من الاجل



## MARCHÉS FINANCIERS

Un rapport de M. Douyère (PS)

## Le Parlement pourrait se saisir de la réforme des caisses d'épargne

M. Raymond Douyère, député PS de la Sarthe, a estimé mercredi 4 juillet, à l'occasion de la présentation à la presse de son rapport consacré à l'application de la loi de juillet 1983 sur les caisses d'épargne, que la législation sur le réseau d'épargne Ecureuil devrait être « toilettée ».

Après avoir pris acte des conclusions du rapport Mackinsey (le Monde des 8 et 30 juin), M. Douyère a estimé que les fonctions financières devraient être exercées par une caisse centrale unique contrôlée à 51 % par le

réseau Ecureuil et à 49 % par la Caisse des dépôts au lieu de deux comme les deux institutions financières en ont convenu.

Le député de la Sarthe a indiqué que le rapport allait être remis aux pouvoirs publics qui « auront à prendre leurs responsabilités ».

La déposition d'un projet de loi précisant les relations entre la Caisse des dépôts et le réseau Ecureuil irait cependant à l'encontre de la volonté des parties concernées - souteneuses d'éviter une politisation excessive - autant que celle du gouvernement.

## REPÈRES

COMMERCE  
EXTÉRIEUR

## Nette progression de l'excédent de la RFA

En mai, l'excédent de la balance commerciale ouest-allemande a atteint 12 milliards de deutschemarks (40,2 milliards de francs), soit une augmentation de 13,2 % par rapport à la même époque l'an dernier, selon les statistiques fédérales publiées mercredi 4 juillet.

En avril, l'excédent s'était élevé à 7,6 milliards de deutschemarks (25,5 milliards de francs). La forte croissance de l'excédent enregistré en mai est attribuée à une baisse de 2,4 % de la valeur des importations (à 43,7 milliards de deutschemarks) par rapport au mois précédent. Les exportations, qui ont atteint 55,8 milliards de deutschemarks, sont plus élevées qu'en avril, sans pour autant atteindre le record historique de 60,9 milliards enregistré en mars.

INVESTISSEMENTS  
INDUSTRIELS

## Forte hausse prévue en 1990 et 1991

Les investissements dans l'industrie concurrentielle devraient progresser en France et cette année de 14 % à 15 % en valeur, soit 10 % à 11 % en volume, selon l'enquête trimestrielle de l'INSEE. Les chefs d'entreprise interrogés en juin n'ont pas modifié leurs prévisions optimistes du mois de mars. C'est l'automobile qui reste le secteur le plus dynamique, malgré une légère correction à la baisse de ses projets.

Les premières prévisions pour 1991 - encore fragiles, prévient l'INSEE - font état d'une hausse réelle de 9 % à 10 % de l'investissement dans l'industrie concurrentielle, qui représente 35 % du total de l'investissement productif en France.

RÉSERVES  
DE CHANGE

## Légère diminution en mai

En mai, les avoirs officiels de change de la France ont très légèrement diminué, a annoncé le

ministère de l'économie mardi 3 juillet. Ils se sont élevés à la fin du mois à 359,1 milliards de francs contre 359,5 milliards à la fin avril, soit une baisse de 400 millions de francs. Les avoirs en or et en écus n'ont pas varié, à 196,7 et à 50,9 milliards respectivement, alors que ceux en devises ont diminué de 421 millions de francs, à 96,6 milliards.

## SALAIRES

## Augmentations sensibles au premier trimestre

L'indice de salaire mensuel brut de base a progressé de 1,7 % dans le secteur privé et de 4,4 % dans le secteur public (mais en intégrant les mesures d'ajustement de l'accord 1988-1989) au cours du premier trimestre 1990, indique une note de l'INSEE publiée le 4 juillet. Au cours de la même période, la hausse des prix en glissement a été de 0,9 %.

En excluant les rappels intervenus au titre des années précédentes (augmentation générale 0,6 % et un point d'indice au 1<sup>er</sup> janvier versés au 1<sup>er</sup> avril), la progression du traitement des fonctionnaires atteint 1,7 % entre janvier et avril. Dans le secteur privé, la hausse du salaire mensuel brut de base est de 4,9 % sur un an. « Cette forte progression, commente l'INSEE, est en partie due au calendrier des relèvements salariaux qui, depuis quelques années, se concentrent en début d'année.

M. Delmas-Marsalet a été élu à la présidence du groupe des Banques populaires. M. Jacques Delmas-Marsalet, conseiller d'Etat, a été élu mardi 4 juillet président des Banques Populaires, le sixième groupe bancaire français. Agé de cinquante-quatre ans, M. Delmas-Marsalet est entré au Conseil d'Etat en 1963. Onze ans plus tard, il a été détaché au commissariat général au Plan avant de rejoindre la direction du service de la législation fiscale au ministère de l'économie. En janvier 1983, il était nommé directeur-général adjoint chargé des activités bancaires et financières de la Caisse des dépôts et consignations. Il succède à M. Jean Martinet une fois que sa désignation aura reçu l'agrément du ministre de l'économie.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IRICOH

## RÉSULTATS FINANCIERS (NON CONSOLIDÉS) DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1990 (en millions de yens)

	Exercice clos le 31 mars 1990	Exercice clos le 31 mars 1989
Chiffre d'affaires	656 377 Y 8,9	602 704 Y 7,6
Bénéfice net	17 557 Y 4,3	18 337 Y 40,5

L'activité commerciale en 1989 a bénéficié d'une conjonction générale très favorable. Dans ces conditions, Ricoh a maintenu et augmenté son effort de recherche-développement, accru ses capacités de production au Japon comme à l'étranger, et travaillé à développer ses moyens de réponse aux besoins de la clientèle. Soutenue d'augmenter son rayonnement international, et plus particulièrement en Europe, la société vient par ailleurs de signer un contrat de parrainage au titre duquel elle assurera, partout dans le monde, les fournitures de télécopieurs pour les Jeux olympiques de Barcelone (Espagne) en 1992.

Pour l'exercice devant se clôturer le 31 mars 1991, nous nous attendons à réaliser un chiffre d'affaires de 700 milliards de yens, soit une augmentation de 6,6 % par rapport à l'exercice précédent, et un bénéfice net de 18,4 milliards de yens (+ 4,8 %).

Les dividendes en espèces resteront à leur niveau actuel de 5 yens par action, tant à l'échéance intermédiaire qu'en clôture d'exercice.

## NEW-YORK, 4 juillet

## Clos

Tous les marchés financiers et commerciaux américains ont fermé le mercredi 4 juillet pour la célébration de l'Indépendance Day.

## Le gouvernement soviétique crée un marché financier

Le gouvernement soviétique vient d'adopter plusieurs mesures sur les sociétés anonymes par actions et sur les titres, qui permettent la mise sur pied d'un marché financier assez rapidement. Ce sont les investisseurs du gouvernement soviétique, qui rapportent cette nouvelle.

« Personne n'a le droit de refuser l'enregistrement de sociétés anonymes si les actionnaires jurent utile de créer une entreprise commune », précise la directive gouvernementale. Aussi bien les personnes physiques que les particuliers soviétiques ou étrangers peuvent être membres des sociétés anonymes, qui peuvent porter sur n'importe quelle activité économique autorisée par la loi.

Les entreprises peuvent prévoir d'émettre des actions privilégiées, qui donnent la priorité à la distribution de dividendes, mais leur nombre est limité à 10 % du capital. Le gouvernement soviétique n'emploie que le mot de capital mais il a substitué l'expression « fonds de statut de la société ». Les particuliers ne peuvent posséder que des actions nominatives, dont le nombre au nom de chaque actionnaire est enregistré par la société anonyme.

En ce qui concerne les titres, le gouvernement prévoit l'émission d'obligations sur des emprunts d'Etat ou des emprunts locaux, ainsi que d'obligations sur les entreprises. Ces obligations pourront être nominatives ou au porteur, offrir des intérêts ou non et circuler librement ou non. Le marché des titres comprendra également des obligations du Trésor, des certificats de la Caisse d'Epargne et des billets à ordre. (AFP)

## LONDRES, 4 juillet

## Baisse

La publication de plusieurs nouvelles médiocres pour les sociétés britanniques ainsi que les risques que fait encourir la force du sterling aux entreprises exportatrices, ont pesé mercredi 4 juillet sur la Bourse de Londres.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en retrait de 16,2 points par rapport à la clôture de la veille, à 2 355,5. Le volume des échanges a été modeste à 351 millions d'actions contre 450 millions mardi.

Le groupe minier Rio Tinto Zinc a plongé après une révision en baisse des prévisions de bénéfices calculées par les analystes de Barclays de Zoete et US Phillips and Drew. A l'ingénierie, Hawker Siddeley a reculé dans l'anticipation d'une révision semblable de ses perspectives.

General Electric Company a perdu du terrain après avoir communiqué des données de la presse sur ses résultats. Certains groupes de magasins victimes d'importants dégrèvements mardi, tels que Burton Group ou Body Shop International, ont regagné du terrain.

## FAITS ET RÉSULTATS

Le troisième trimestre de l'année fiscale. Dans l'article paru dans le Monde du 26 mai, l'avant-dernier paragraphe entre-tient une certaine confusion en faisant croire que M. Fred Lip portait une part de responsabilité dans la faillite de l'entreprise créée par son arrière-grand-père en 1973 la fameuse affaire Lip. « Je ne participais pas à la direction générale et aux délibérations de son conseil d'administration », nous précise M. Fred Lip.

Informations financières : la Société générale prend 6,5 % de Concept SA. A la faveur de la prochaine augmentation de capital de Concept SA, la Société générale a confirmé avoir pris une participation de 6,5 % après avoir cédé à celle-ci les 10 % qu'elle détenait dans sa filiale CCMC, spécialisée dans l'informatique de gestion des PME et PMI. Concept SA détient désormais 80 % de CCMC. En 1989, Concept SA a réalisé un bénéfice net part du groupe de 90,5 millions de francs pour un chiffre d'affaire de 2,298 milliards de francs.

Pris en compte par les maîtres de Boros, Worms reste actionnaire. La société Boros, via Ma Société métallurgique de Douranzene, vient d'acquiescer 85 % du capital de Primistères pour 261,0 millions de francs, ont indiqué lundi 2 juillet la Banque Worms et la société Boros dans un communiqué commun. La Société métallurgique de Douranzene est détenue à 70 % par Boros, société holding à caractère familial, qui possède également la société Raynoid, leader de la grande distribution pour la

## PARIS, 4 juillet

## Nouveau recul

Une fois de plus la Bourse revient cette année à la case départ. Jeudi, la séance était encore mauvaise dans un marché sans affaires.

En repli de 0,29 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 abandonnait en début d'après-midi 0,75 %, retrouvant ainsi son niveau du 1<sup>er</sup> janvier.

Les incertitudes concernant aussi bien les résultats des sociétés en 1990 que l'évolution des taux d'intérêt démolissent les investisseurs les plus audacieux, estiment les experts.

Les institutionnels ne font rien, les étrangers non plus. Ces derniers s'intéressent actuellement, aux marchés américain ou allemand.

La première tranche de l'emprunt allemand pour la RDA a été bien placée, les milieux financiers espèrent une petite détente des taux d'intérêt à court terme en Allemagne, qui pourrait se répercuter en France.

Certains espèrent que cette détente interviendra à la fin du mois ou en août.

Les nombreux appels à l'épargne publique mettent également à l'épreuve les capacités d'absorption du marché ces dernières semaines.

Le volume des affaires est donc faible. Les premiers départs en vacances jouent également contre le marché qui manquait par ailleurs d'indications en provenance des Etats-Unis. Le marché américain était fermé le 4 juillet en raison de la fête nationale.

Les hausses étaient peu nombreuses et sans grande signification. Les écarts à la baisse les plus importants se situaient entre 3 et 5 %. Salomon a continué à baisser, BNY, qui était bien orienté la veille, a également cédé du terrain.

En début de journée, le MATIF était plutôt bien disposé.

## TOKYO, 5 juillet

## Faiblesse en clôture

Des prises de bénéfices en fin de journée ont effacé les gains initiaux enregistrés jeudi en début de séance à la Bourse de Tokyo.

En hausse de 98,09 yens à l'ouverture, l'indice Nikkei cédait en définitive 84,25 yens soit 0,3 % à 32 351,67 yens.

Le Nikkei avait gagné 31,32 yens mercredi. Les échanges ont porté en fin de journée sur 250 millions de titres contre 320 millions d'actions mercredi matin et 500 millions pour l'ensemble de la journée mercredi.

Après trois séances de hausse, les prises de bénéfices n'ont pas surpris les boursiers. En début de journée, le marché avait été néanmoins soutenu par des programmes d'achats liés à l'indice.

VALEURS	Cours du 4 juillet	Cours du 5 juillet
Akai	1 020	1 020
Asahi	1 320	1 310
Daewoo	1 870	1 860
Daewoo	2 800	2 820
Daewoo	2 800	2 820
Daewoo	2 800	2 820
Daewoo	2 800	2 820
Daewoo	2 800	2 820
Daewoo	2 800	2 820
Daewoo	2 800	2 820

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amul Assoc.	438	433	BZ	300	300
Amul	105	105	L.P.M.	138	138
B.A.C.	228	228	Loca Invest.	315	315
B. Demasy Ass.	576	576	Loca	138	138
Bor Tarnaud	180	180	Mans Comm.	198 30	191 30
B.I.C.M.	845	845	Mans Malm.	228	222
Borin (Ly)	372	371	Mor	232	230
Borin (Lyon)	252	245	Ravale-Démas	1283	1282
Clôtes de Lyon	3548	3517	Obvati Logis.	590	598
C.A.L.-de-F. (C.A.)	1005	1005	On. Gest. Fin.	576	579
Calson	515	510	Prébou	97 80	104 80
Cardi	682	705	Prémas Assur.	540	542
C.E.E.	353	353	Publ. Rép.	718	720
C.E.G.P.	280	280	Radi	588	587
C.F.P.A.	286	285	Rhône-Alp. (Ly)	320	320
Cinéma d'Origine	750	741	S.H. Magasin	269	268
C.N.I.M.	1223	1310	S.C.G.P.M.	634	630
Codexor	300	300	Sigra (L)	242	230
Comang	359 80	357	Solent Invest (Ly)	102 50	99 50
Conform	1105	1112	Solus	510	510
Copla	385 10	405	S.N.T. Group	220	216 40
Dafis	210 50	210	Sopra	215	215
Dauphin	712	724	Sopra	200	200
Desquere et Gir.	270	268 10	TF	306 10	306
Densley	1320	1320	Thomson H. (Ly)	312	312
Durif	490	490	Unilog	300	197
Duflos	174 50	174	Union Fin. de Fr.	473	474
Edouard Belford	297 90	300	Viel et Cie	179	177
Elyse Invest.	15 80	15 70	Y. St-Laurent Group	1056	1053
Europ. Propriété	400	402			
Eurom	198	198			
Genor	635	635			
G.F. (groupes L)	455	458			
Grand Live	470	470			
Gravographe	254 80	251 10			
Harmon	1143	1140			
I.C.C.	285	287			
DIA	389	385			
Idemov	163	163			
IMS	1330	1348			

## LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

## Marché des options négociables le 4 juillet 1990

Nombre de contrats : 18 233

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Bouygues	680	25	7,50	-	-
BOY	52	30	6	-	-
EX-Agitation	680	2,70	5,10	-	-
Euromat SA-PLC	110	2,50	-	-	-
Exco Disneyland SC	637	27	-	-	-
Havas	450	26	16	-	-
Lafarge-Coppé	130	1,20	2,50	27	29
Michelin	1 200	136	16,50	-	-
Midi	640	19,50	45	-	-
Parifin	1 167	57	41	-	-
Perrier-Ricard	880	27,50	14	-	-
Pengost SA	440	38	-	-	-
Rhône-Poulenc CI	560	-	-	-	-
Saint-Gobain	1 700	9,10	2,20	-	-
Socotex Fortier	560	15	17	-	-
Société générale	440	15	-	-	-
Suez Financière	130	2,60	6,20	-	-
Thomson-CSF	130	2,60	6,20	-	-

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 4 juillet 1990

Nombre de contrats : 35 265

COURS	ÉCHÉANCES		
	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Dernier	102,58	102,62	102,60
Précédent	102,58	102,70	102,50

## Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 90	Déc. 90	Sept. 90	Déc. 90
102	1,15	1,72	0,66	1,08

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 5,5365 ↓

Le dollar était en légère baisse jeudi 5 juillet à Paris, après avoir connu une petite poussée de fièvre sur les marchés asiatiques à cause d'inquiétudes quant à l'avenir de M. Corbatov. A Paris, le billet vert valait en milieu de trading 5,5365 francs, soit 0,0001 de plus que le 4 juillet.

Après trois séances de hausse, les prises de bénéfices n'ont pas surpris les boursiers. En début de journée, le marché avait été néanmoins soutenu par des programmes d'achats liés à l'indice.

Le dollar était en légère baisse jeudi 5 juillet à Paris, après avoir connu une petite poussée de fièvre sur les marchés asiatiques à cause d'inquiétudes quant à l'avenir de M. Corbatov. A Paris, le billet vert valait en milieu de trading 5,5365 francs, soit 0,0001 de plus que le 4 juillet.

Après trois séances de hausse, les prises de bénéfices n'ont pas surpris les boursiers. En début de journée, le marché avait été néanmoins soutenu par des programmes d'achats liés à l'indice.

Le dollar était en légère baisse jeudi 5 juillet à Paris, après avoir connu une petite poussée de fièvre sur les marchés asiatiques à cause d'inquiétudes quant à l'avenir de M. Corbatov. A Paris, le billet vert valait en milieu de trading 5,5365 francs, soit 0,0001 de plus que le 4 juillet.

Après trois séances de hausse, les prises de bénéfices n'ont pas surpris les boursiers. En début de journée, le marché avait été néanmoins soutenu par des programmes d'achats liés à l'indice.

Le dollar était en légère baisse jeudi 5 juillet à Paris, après avoir connu une petite poussée de fièvre sur les marchés asiatiques à cause d'inquiétudes quant à l'avenir de M. Corbatov. A Paris, le billet vert valait en milieu de trading 5,5365 francs, soit 0,0001 de plus que le 4 juillet.

Après trois séances de hausse, les prises de bénéfices n'ont pas surpris les boursiers. En début de journée, le marché avait été néanmoins soutenu par des programmes d'achats liés à l'indice.

Le dollar était en légère baisse jeudi 5 juillet à Paris, après avoir connu une petite poussée de fièvre sur les marchés asiatiques à cause d'inquiétudes quant à l'avenir de M. Corbatov. A Paris, le billet vert valait en milieu de trading 5,5365 francs, soit 0,0001 de plus que le 4 juillet.

Après trois séances de hausse, les prises de bénéfices n'ont pas surpris les boursiers. En début de journée, le marché avait été néanmoins soutenu par des programmes d'achats liés à l'indice.

Le dollar était en légère baisse jeudi 5 juillet à Paris, après avoir connu une petite poussée de fièvre sur les marchés asiatiques à cause d'inquiétudes quant à l'avenir de M. Corbatov. A Paris, le billet vert valait en milieu de trading 5,5365 francs, soit 0,0001 de plus que le 4 juillet.

Après trois séances de hausse, les prises de bénéfices n'ont pas surpris les boursiers. En début de journée, le marché avait été néanmoins soutenu par des programmes d'achats liés à l'indice.

Le dollar était en légère baisse jeudi 5 juillet à Paris, après avoir connu une petite poussée de fièvre sur les marchés asiatiques à cause d'inquiétudes quant à l'avenir de M. Corbatov. A Paris, le billet vert valait en milieu de trading 5,5365 francs, soit 0,0001 de plus que le 4 juillet.

Après trois séances de hausse, les prises de bénéfices n'ont pas surpris les boursiers. En début de journée, le marché avait été néanmoins soutenu par des programmes d'achats liés à l'indice.

Le dollar était en légère baisse jeudi 5 juillet à Paris, après avoir connu une petite poussée de fièvre sur les marchés asiatiques à cause d'inquiétudes quant à l'avenir de M. Corbatov. A Paris, le billet vert valait en milieu de trading 5,5365 francs, soit 0,0001 de plus que le 4 juillet.

Après trois séances de hausse, les prises de bénéfices n'ont pas surpris les boursiers. En début de journée, le marché avait été néanmoins soutenu par des programmes d'achats liés à l'indice.

Le dollar était en légère baisse jeudi 5 juillet à Paris, après avoir connu une petite poussée de fièvre sur les marchés asiatiques à cause d'inquiétudes quant à l'avenir de M. Corbatov. A Paris, le billet vert valait en milieu de trading 5,5365 francs, soit 0,0001 de plus que le 4 juillet.

Après trois séances de hausse, les prises de bénéfices n'ont pas surpris les boursiers. En début de journée, le marché avait été néanmoins soutenu par des programmes d'achats liés à l'indice.

Le dollar était en légère baisse jeudi 5 juillet à Paris, après avoir connu une petite poussée de fièvre sur les marchés asiatiques à cause d'inquiétudes quant à l'avenir de M. Corbatov. A Paris, le billet vert valait en milieu de trading 5,5365 francs, soit 0,0001 de plus que le 4 juillet.

Après trois séances de hausse, les prises de bénéfices n'ont pas surpris les boursiers. En début de journée, le marché avait été néanmoins soutenu par des programmes d'achats liés à l'indice.

Le dollar était en légère baisse jeudi 5 juillet à Paris, après avoir connu une petite poussée de fièvre sur les marchés asiatiques à cause d'inquiétudes quant à l'avenir de M. Corbatov. A Paris, le billet vert valait en milieu de trading 5,5365 francs, soit 0,0001 de plus que le 4 juillet



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 5 JUILLET

**Cours relevés à 14 h 25**

BOURSE DU 5 JUILLET

Règlement mensuel

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

VALEURS

Cours précéd.

Premier cours

Dernier cours

%

Comptation

<

**COMPTANT** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALUES	Emission Fra. Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fra. Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fra. Incl.	Rachet net
1170 18	1141 64	Fruct-Can.	35 38	94 77	Précipuité Premier	5620 14	5608 82	
341	234 53	Fruct. Court.	19332 39	116333 79	Précipuité	121 80	118 64	
864 03	826 82	Fruct. Court.	238 20	231 23	Poss. Genes.	54978 90	54978 90	
6886 05	6886 05	Fruct. Court.	562 65	554 29	Première Oblig.	10533 80	10549 20	
108 36	108 64	Fruct. Court.	30 36	29 82	Prêt Économ.	110 33	107 38	
1189 85	1189 85	Fruct. Court.	876 37	851 22	Prêt Économ.	24750 54	24750 54	
897 60	890 59	Fruct. Court.	457 07	448 98	Prêt Économ.	1052 05	1017 48	
1013 45	1003 45	Fruct-Prémium	1129 40	11094 98	Quart.	135 35	129 77	
123 94	121 92	Fruct. Court.	1203 41	1183 84	Rachet.	162 30	159 90	
129 12	125 67	Fruct. Court.	6170 11	61556 22	Rachet.	5033 71	5260 50	
125 67	125 67	Fruct. Court.	164 39	164 39	Rachet.	1142 73	1128 84	
1061 83	1056 55	Gen. Assurances	164 39	164 39	St-Honore Bio-Alim.	948 02	905 05	
10675 24	10676 24	Gen. & F. Subor.	10499 88	10491 64	St-Honore Glob.	376 22	376 22	
706 89	699 59	Interco.	105864 63	102857 70	St-Honore Mat. Pac.	243 83	237 43	
6517	6221 47	Interco.	11614 17	11453 93	St-Honore Pacif. Ins.	564 83	538 93	
862 78	862 78	Interco.	1576 33	1559 54	St-Honore Rec.	12623 38	12573 08	
816 63	810 48	Interco. Fin. Inc.	198 63	198 63	St-Honore Rec.	817 53	809 63	
385 37	372 70	Japanc.	261 14	247 43	St-Honore Serv.	1478 19	1478 19	
1302 55	1264 71	Japanc.	216 65	206 97	St-Honore Techno.	12785 41	12534 72	
1676 78	1676 78	Japanc.	310 47	298 28	St-Honore Techno.	1708 91	1728 98	
110 57	109 32	Latif. Espagn.	274 44	263 90	St-Honore Techno.	7175 19	7116 29	
133 23	124 72	Latif. Espagn.	358 34	344 07	St-Honore Techno.	10505 04	10560 70	
132 28	126 56	Latif. Espagn.	119 13	119 13	St-Honore Techno.	459 45	438 39	
114 45	109 52	Latif. Japon.	179 73	171 58	St-Honore Techno.	15648 61	14801 01	
5246 93	5343 43	Latif. Japon.	382 82	368 98	St-Honore Techno.	738 90	719 12	
5452 86	5352 57	Latif. Japon.	5708 14	5591 58	St-Honore Techno.	438 50	429 78	
1053 35	1078 18	Latif. Japon.	5629 91	5659 72	St-Honore Techno.	206 33	204 29	
419 13	410 82	Latif. Japon.	21772 78	21172 77	St-Honore Techno.	1258 72	1231 71	
1723 171	1713 71	Latif. Japon.	14570 28	14508 61	St-Honore Techno.	324 21	327 91	
1962 29	1966	Latif. Japon.	869 82	861 80	St-Honore Techno.	53440 44	51860 92	
5821 27	5822 43	Latif. Japon.	9237 64	9237 64	St-Honore Techno.	1181 90	1081 78	
440 12	423 39	Latif. Japon.	559 23	559 23	St-Honore Techno.	660 81	635 38	
523 61	507 39	Latif. Japon.	719 27	698 62	St-Honore Techno.	2025 18	2020 12	
1066 05	1065 39	Latif. Japon.	10047 28	119 20	St-Honore Techno.	1222 80	1175 67	
124 07	122 82	Latif. Japon.	208 18	208 18	St-Honore Techno.	121 81	117 67	
1104 38	1056 82	Latif. Japon.	5660 24	5360 24	St-Honore Techno.	593 37	544 81	
243 99	233 48	Latif. Japon.	6536 04	6568 04	St-Honore Techno.	1161 37	1147 71	
124 07	122 82	Latif. Japon.	6129 14	6124 19	St-Honore Techno.	134 75	129 39	
123 86	118 54	Latif. Japon.	8934 07	8934 07	St-Honore Techno.	106 44	105 44	
2182 29	2140 88	Latif. Japon.	10878 48	10878 48	St-Honore Techno.	1081 28	1078 28	
56077 98	56077 98	Latif. Japon.	23784 30	23784 30	St-Honore Techno.	12693 19	12693 19	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	
32940 14	32940 14	Latif. Japon.	14852 80	14735 51	St-Honore Techno.	1200 30	1195 20	

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

— : détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marche contrain



صكزا من الاصل

26 • Vendredi 6 juillet 1990 •

# Le Monde

Afin d'améliorer les transports et le logement

## 4 milliards de francs de plus pour l'Ile-de-France

L'Etat et la région Ile-de-France ont signé, mercredi 4 juillet, trois avenants au contrat de plan du 31 mai 1989. Ensemble, ils ajoutent 4 milliards et demi de francs aux 23 milliards et demi déjà prévus, qui seront consacrés au développement des transports et au logement dans les villes nouvelles.

La saturation de la ligne A du RER, entre Auber et Gare-de-Lyon, atteint la limite du supportable. Pour apporter « une solution rapide », une rallonge de 2 620 millions de francs est décidée, en plus des 7 milliards inscrits dans le contrat de plan. Ainsi pourra être accélérée la réalisation des projets EOLE et METEOR. Le métro automatique rapide METEOR conçu par la RATP devrait entrer en service à la fin de l'année 1995 entre Saint-Lazare et Tolbiac dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, en passant par la gare de Lyon.

Quant au tronçon du projet EOLE de la SNCF, qui reliera les gares Paris-Est et Paris-Nord à la gare Saint-Lazare, c'est en 1997 qu'il sera inauguré. Pour accélérer

la réalisation de METEOR, la Ville de Paris s'est jointe aux efforts de l'Etat et de la région en participant pour 450 millions de francs à la rallonge.

M. Olivier Philip, préfet, et Pierre-Charles Krieg (RPR), président du conseil régional, veulent aussi presser le pas pour boucler la construction de l'autoroute A86, le « périphérique de l'Ile-de-France » d'ici à 1998. Le contrat de plan prévoyait 11 milliards de francs pour les infrastructures routières : cette somme est portée à 12 milliards.

Ce coup de pouce permettra d'avancer à 1994 la mise en service de la traversée de France et d'Antony, à 1996 celle de la Seine-Saint-Denis. Celle de Nanterre aussi devient prioritaire, et le concessionnaire qui sera chargé de construire et d'exploiter la section ouest de l'A86 devrait être prochainement désigné.

Enfin, l'Etat et la région Ile-de-France veulent relancer la politique des achats de terrains dans les villes nouvelles. 770 millions de francs permettront l'acquisition de 3 500 nouveaux hectares destinés à accueillir des logements, notamment, des logements sociaux, et des locaux d'activités.

## Un ancien dissident communiste devient maire de Romans

M. Henri Bertholet (PS) a été élu, mardi 3 juillet, maire de Romans-sur-Isère (Drôme), en remplacement de M. Etienne-Jean Lapassat, décédé le 16 juin.

[Né le 26 janvier 1946 à Pont-de-Beauvoisin (Isère), M. Bertholet est professeur de français à l'école normale de Valence. Membre du Parti communiste pendant près de vingt ans (1964 à 1983), M. Bertholet a été, ensuite, l'un des proches partisans de Henri Fribin, avant d'adhérer au Parti socialiste en 1983. Conseiller municipal alors que M. Georges Fillioud était maire (PS) (1977-1983), M. Bertholet avait retrouvé, en mars 1989, sa place au conseil municipal de Romans, où il était adjoint à la culture.]

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Le 28<sup>e</sup> congrès du Parti communiste soviétique

M. Mikhaïl Gorbatchev, président du pays, bien plus que secrétaire général du parti..... 3

#### La guerre à Beyrouth

Les Libanais ne songent plus qu'à quitter leur pays..... 6

#### Démocratisation en Corée du Sud

Séoul a du mal à se mettre au parlementarisme..... 6

#### L'affaire Stin

La gauche et la droite unanimes pour dénoncer la supercherie du colloque organisé par le ministre du tourisme..... 8

### SECTION B

#### L'avenir d'Hermès

Un point sur le programme de l'aviation spatiale européenne..... 10

#### La montagne bétonnée

Une nouvelle disposition législative qui inquiète les écologistes..... 11

#### Inscriptions universitaires

Bons résultats du système Ravel à Paris..... 11

#### Dynamique belge à Montpellier

La dixième Festival Danse 90 accueille quatre chorégraphes, enfants d'une nouvelle génération de talent..... 15

#### Aux origines du rock

Après les concerts géants parisiens, Ry Cooder et David Lindley ont rappelé, dans l'intimité du Grand Rex, que le rock était aussi un genre musical..... 16

#### Clichy redécouvre la Seine

Massimiliano Fuksas remporte le concours international lancé par la

### SECTION C

#### Sécurité maritime

La France réunira une conférence intergouvernementale en mars 1991..... 17

#### Créations d'emplois en Europe

1,5 million d'emplois nouveaux seront créés en 1990 dans la CEE..... 17

#### L'aide aux pays de l'Est

Les Etats membres de l'OCDE élargissent leur soutien à quatre autres Etats..... 17

### AFFAIRES

#### La crise des hôpitaux américains

Les résidences du troisième âge en quête de clients • La thélossothérapie au fil de l'eau..... pages 21 à 23

### SECTION D

#### René Char, mort à 90 ans

Le poète, par Denis Slatkine • Les secrets du cerveau • Rationaliser l'irrationnel • Exploration de la vie quotidienne • D'autres mondes, par Nicole Zand..... pages 27 à 34

### SERVICES

#### Abonnements

Camet..... 14  
Loterie, Loto..... 15  
Marchés financiers..... 24-25  
Météorologie..... 14  
Mots croisés..... 15  
Radio-Télévision..... 15  
Spectacles..... 13

#### La « Musique du Monde »

3615 LEMONDE  
3615 LM

#### Le numéro du « Monde »

daté 5 juillet 1990  
a été tiré à 498 666 exemplaires.

Trois tableaux disparaissent à Paris

## Le Renoir volé au Louvre a été découpé au cutter

Les policiers de la brigade de répression du banditisme n'ont eu, jeudi 5 juillet, que les trois tableaux volés la veille à quelques heures d'intervalle dans trois musées parisiens nient être dérobés par le même malfaiteur ou les membres d'un même groupe. Selon la direction des musées de France, celui-ci ou ceux-ci ont en tout cas fait preuve « d'une extrême dextérité ».

Le vol le plus important a été commis au Louvre, où un Renoir, peint entre 1890 et 1895, *Portrait de femme*, a été découpé au cutter et sorti de son cadre. Le tableau, selon la direction des musées, était pourtant protégé par un système d'alarme. Dans la même après-midi, au musée Ernest-Hébert, rue du Cherche-Midi, à Paris, c'est le *Monaluccia*, un portrait peint par Hébert vers 1870, qui a subi un traitement similaire. Peu auparavant, vraisemblablement dans la matinée, une toile de 1816 du paysagiste français Paul Huet, *Les Moulins de la Glacière*, avait été volée au Musée Carnavalet, dans le troisième arrondissement, qui dépend de la Ville de Paris. Ce dernier tableau n'a cependant pas été découpé mais simplement décroché de son emplacement.

Commis en plein jour, pendant les heures d'ouverture, ces vols d'œuvres de petit format et donc faciles à emporter soulignent les faibles des systèmes de sécurité censés protéger les collections publiques françaises. Le directeur des musées de France, M. Jacques Sallou, a d'ailleurs annoncé jeudi la nomination prochaine d'un res-

pousable de la sécurité au sein de sa direction ainsi que la mise en place d'un audit dans les établissements.

En outre, cinq musées parisiens sont désormais fermés aux visites individuelles (Eugène-Delacroix, Gustave-Moreau, Jean-Jacques Henner, Hébert et Ennery) dans l'attente d'un renforcement de la sécurité. Seules des visites de groupe sous la direction de conférenciers y seront organisées.

« Les vols étaient jusqu'à présent un sujet tabou. Nous voulons rompre avec cette attitude », a dit M. Sallou, nommé le 30 mai à la direction des musées. Le premier catalogue des tableaux et dessins volés depuis 1979 des collections publiques a ainsi été publié la semaine dernière par la direction des musées et la direction centrale de la police judiciaire. Il répertorie les photographies d'environ deux cents tableaux. Selon cette étude, la majorité des vols sont perpétrés dans les réserves des musées, plutôt que dans les salles d'exposition.

En France, le dernier vol d'importance a été commis au Musée Marmottan de Paris, le 27 octobre 1985, quand des cambrioleurs armés se sont emparés notamment du tableau de Claude Monet *Impression soleil levant*. Les cambriolages de musées ne constituent toutefois pas un phénomène nouveau. C'est en 1911 qu'eut lieu le vol de la Joconde.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier

## Une chaîne de télévision interdite d'antenne aux Pays-Bas

AMSTERDAM

de notre correspondant

Pour la première fois dans l'histoire de la télévision néerlandaise, une chaîne va être interdite d'antenne : à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain et pendant sept semaines, Veronica ne pourra pas émettre ses programmes, ni à la radio ni à la télévision.

Issue du célèbre émetteur clandestin qui, à la fin des années 60, piratait les ondes néerlandaises depuis un navire mouillant dans les eaux internationales, Veronica est la plus importante des huit associations de téléspectateurs qui se partagent le petit écran aux Pays-Bas. Elle compte près de 1,1 million de membres. N'ayant rien perdu de l'esprit subversif de leurs débuts, les dirigeants de Veronica sont toujours restés, malgré la légalisation de leur station, des chantres de l'audiovisuel commercial.

C'est ce qui leur vaut d'être aujourd'hui sanctionnés : ils ont, en effet, participé, à titre individuel mais avec l'argent de l'association, à la création de RTL-Veronique, la chaîne lancée le 2 octobre 1989 vers le public néerlandais par la CLT. Ce sont eux qui contrôlaient 20 % des actions de RTL-Veronique, acquise le 9 janvier dernier par les éditeurs VNU et Elsevier (38 %). Gain pour Veronica : près de 30 millions de francs. C'est une somme équivalente que coûtera à la chaîne son

interdiction d'antenne si le Conseil d'Etat confirme la peine prononcée, mercredi 4 juillet, par la Commissariat aux médias, équivalent néerlandais du CSA.

CHRISTIAN CHARTIER

Le chancelier Kohl favorable à une déclaration de non-agression entre l'OTAN et le pacte de Varsovie. — Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl a plaidé, jeudi 5 juillet lors du sommet de l'OTAN à Londres, en faveur de la signature d'une déclaration de non-agression entre les pays membres de l'OTAN et ceux du pacte de Varsovie.

Selon le texte de son allocution, distribué à la presse, le chef du gouvernement ouest-allemand n'a pas spécifié si cette déclaration conjointe devait être ratifiée par les deux alliances en tant que telles ou par leurs vingt-trois pays membres, individuellement. Selon des sources diplomatiques concordantes, les Alliés privilégient cette dernière option.

Le président Mikhaïl Gorbatchev avait proposé un pacte de non-agression lors du sommet soviéto-américain de Washington, début juin. — (AFP)

**PREPAS MEDICINE PHARMACIE**  
Depuis 1967, la première préparation de Paris.  
Prépas annuelles pour bacheliers scientifiques.  
Recyclage pour littéraires.  
**80 % de reçus**  
CEPES, 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly - 47-45-09-19

**Le Français en retard d'une fenêtre**  
Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Dévis gratuits.  
Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-15.

Considéré comme le numéro deux de l'ETA militaire

## « Santi-Potros » est condamné à dix ans de prison par le tribunal correctionnel de Paris

Santiago Arrospide-Sarasola, quarante-deux ans, dit « Santi-Potros », considéré par la justice espagnole comme le « numéro deux » de l'organisation terroriste basque ETA militaire, a été condamné, mercredi 4 juillet, à dix ans d'emprisonnement par la seizième chambre du tribunal correctionnel de Paris, pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. M<sup>me</sup> Irène Stoller, substitut du procureur de la République, avait requis cette peine le 12 juin dernier.

Joseph-Xavier Guimon, quarante-huit ans, et son épouse Marie-Carmen, quarante-neuf ans, qui hébergeaient Arrospide à Anglet (Pyrénées-Atlantiques) lors de son arrestation le 30 septembre 1987, ont été condamnés à trois ans d'emprisonnement dont deux ans avec sursis pour « complicité d'association de malfaiteurs ». Ils ont été relaxés du chef de « détention d'armes ».

Au début de ce procès, à l'audience du 11 juin dernier, Santiago Arrospide-Sarasola avait déclaré

qu'il était un militant de l'ETA, ce qu'il avait toujours nié jusque-là. Son avocat, M<sup>me</sup> Christiane Fando, n'avait pas demandé au tribunal, lors de sa plaidoirie du 12 juin, de le relaxer. Elle estimait que la peine qui serait prononcée retarderait d'autant l'extradition vers l'Espagne. La justice espagnole a, en effet, demandé l'extradition d'Arrospide à six reprises depuis 1987, pour des dossiers différents, dont l'attentat de Barcelone qui avait provoqué la mort de vingt personnes en blessant quarante-deux autres, le 19 juin 1987.

La cour d'appel de Paris avait refusé l'extradition ou ajourné sa décision, Arrospide ayant eu le statut de « réfugié politique » jusqu'au 23 mars dernier. Le 13 juin dernier, au vu de l'arrêt du Conseil d'Etat qui retire définitivement cette qualité à « Santi-Potros », la cour d'appel a réexaminé les six demandes d'extradition. Elle donnera son avis mercredi 11 juillet.

Huit mois de prison pour des chèques sans provision

## Une mère de famille graciée par M. Mitterrand

Une jeune mère de famille marseillaise, emprisonnée à Avignon (Vaucluse) depuis le 18 mai pour avoir émis quatre chèques sans provision pour un montant total de 12 000 francs, va retrouver la liberté, et ses deux enfants âgés de six et sept ans : M. François Mitterrand a signé une grâce en sa faveur, a indiqué, jeudi 5 juillet, son avocat, M<sup>me</sup> Philippe Voulard.

M<sup>me</sup> Nagette Torki, en instance de divorce, devra toutefois attendre que le premier ministre, M. Michel Rocard, paraphrase cette grâce pour quitter

la prison. L'avocat de la jeune femme avait introduit un recours en grâce auprès de la chancellerie dès l'incarcération de la jeune femme, condamnée, par défaut, à huit mois de prison ferme. M<sup>me</sup> Nagette Torki ne s'était pas présentée devant le tribunal correctionnel faute, avait-elle expliqué, d'avoir reçu sa convocation.

Elle n'avait pas fait appel de ce jugement dans les dix jours, comme l'y autorise la loi, et les policiers l'avaient arrêtée à son domicile le 18 mai pour la conduire à la prison d'Avignon.

## Décès de Jean Dabry ancien copilote de Jean Mermoz

Le commandant Jean Dabry, ancien copilote de Jean Mermoz, est décédé, lundi 2 juillet, à Montmorency (Val-d'Oise), où il s'était retiré depuis une quinzaine d'années.

Agé de quatre-vingt-neuf ans, il était secrétaire de l'association les Vieilles Tigres, qui rassemble d'anciens pilotes.

[Jean Dabry avait participé, aux côtés de Mermoz, à la première liaison entre Saint-Louis du Sénégal et Natal (Brésil) sur un hydravion Lacombe 28 baptisé *Comte de la Vaulx*. Cette traversée de l'Atlantique, en 1930, devait durer 28 heures et 14 minutes. Quatre ans plus tard, Jean Dabry participait à la première liaison commerciale entre Paris et Buenos-Aires comme second pilote sur un trimoteur Coudré 70, toujours au côté de Mermoz, qui devait disparaître deux ans plus tard, à trente-cinq ans, au large de Dakar, aux commandes de son hydravion.]

## An conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

M. Gandin est « ravi » de son alliance avec le FN

Le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur doit élire, vendredi 6 juillet, le remplaçant de Gabriel Domenech, décédé, qui était vice-président Front national de cette assemblée. A la veille de cette élection, M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF) de l'assemblée, se dit, dans un entretien publié par le *Provençal* du 5 juillet, « ravi » de son alliance avec le FN. Il explique : « Les élus FN m'aident à mettre en place des politiques fortes et pas un acte administratif ne porte la trace du racisme et de la xénophobie (...). Qu'on arrête de me casser les pieds avec ça, et que ceux qui crient au loup arrêtent de se pourlécher les babines ».

Le président du conseil régional ajoute qu'il est « le meilleur rempart contre l'extrémisme » et considère qu'avec « la désertion de la droite modérée vers le camp de la gauche les électeurs RPR et UDF rejoignent le FN par défaut ou se rejettent dans l'abstention, ce qui fait le jeu de la gauche ».

## FRANTOUR VOYAGES VOUS PROPOSE DES SÉJOURS EN GRÈCE

Situé dans le Péloponnèse, à PORTO HELI, l'hôtel FRANTOUR VERVERONDA est construit en bordure de mer, au milieu des pins et des oliviers.

Départ de PARIS, LYON et NANTES (dernier départ le 3 octobre 1990).

**PRIX PAR PERSONNE POUR UNE SEMAINE :** de 2 515 F à 3 985 F, selon la date et la ville de départ.

Ces prix comprennent :

- le voyage aller-retour ;
- les transferts ;
- le séjour en demi-pension, vin compris.

Semaine supplémentaire de 900 F à 1 345 F.

RENSEIGNEZ-VOUS :

- dans toutes les agences de voyages FRANTOUR ;
- par téléphone, (1) 45-63-03-14.



# LIVRES • IDEES

## René Char mot à mot

Paul Veyne a souvent rencontré René Char, et il « raconte » ses poèmes « comme on raconterait un film »

**RENÉ CHAR EN SES POÈMES**  
de Paul Veyne.  
Gallimard, 334 p., 180 F.

Par faveur et enchantement, il est des missions impossibles qui, contre toute attente, réussissent. L'entreprise de Paul Veyne, risquée, aléatoire et quelque peu sacrilège, est de celles-là. Voilà un historien de renom, professeur au Collège de France, qui, par fascination pour la poésie la plus intense qui soit — celle de René Char — parie d'en éclairer la part obscure, pas à pas, mot à mot, poème après poème.

Avec une tranquille outrecuidance — à moins qu'il ne s'agisse d'un coup de folie froide propre aux habitués du Ventoux — il annonce : « Ce livre raconte ce que disent les poèmes de Char comme on raconterait un film à quelqu'un qui ne l'aurait pas vu ou l'aurait mal compris. Cette visite de l'œuvre se déroule en suivant la vie publique et privée du poète et aussi la logique de sa philosophie personnelle (...). A la fois esquisse biographique, portrait, exposé systématique et « traduction » intégrale des poèmes et aphorismes. Il fallait casser les vitraux d'une chapelle littéraire pour faire circuler de l'air et un peu d'humour. »

Le plus surprenant, c'est que, loin de s'opposer à un tel programme, Char l'a encouragé, ait accepté d'en suivre et d'en commenter les étapes, quitte à fulminer souvent, à se fâcher parfois, à demeurer farouche et toujours sur la qui-vive. En ne faisant pas l'impasse sur le quotidien de relations amicales, studieuses et orageuses, Paul Veyne met précisément le lecteur « au contact » d'un individu hors normes.

Tous ceux qui ont approché l'auteur des *Feuilles d'Hyphos* ne pourront que louer l'authenticité du témoignage : ce génat prodigieux aux irréprouvables colères, ce réfractaire à la royale dignité, c'est bien René Char tel qu'en lui-même. Et si l'admiration et l'affection accompagnent la biographie, ces élan ne se doublent chez lui d'aucun aveuglement : « René était fait, écrit-il, d'un mélange ou d'une alternance de force et de suavité, de narcissisme et de générosité, de misanthropie et de commisération, de mysticisme et d'irritation, de réveries transcendantes et d'énorme bon sens ; car il avait le don de l'organisation, le juge-



René Char : « Lequel est l'homme du matin et lequel celui des ténèbres ? »

ment bon pour les choses médiocres, des ruses de braconnier et du flair pour subordonner les ruses d'autrui. »

En un contrepoint qui ne contredit pas ce portrait, Paul Veyne cite aussi la brève esquisse où le poète se présentait, en 1931, comme « un homme de haute taille qui s'en va côte à côte avec un rossignol à la rencontre des cataclysmes et de son amour ». On ne peut suggérer plus fidèlement ce que fut le parcours de René Char en ce siècle, en ce monde. Sa vie, son œuvre multiplient les affrontements, les résistances, les défis et ne célèbrent qu'une seule déesse : la Beauté.

**Le lecteur, le géant et le rossignol**

Et c'est bien à une traversée du siècle et des cataclysmes de ce monde qu'invite ce livre qui ne ressemble à aucun autre. On dirait un entretien à trois voix : le lecteur, le géant et le rossignol. Le premier est infatigable, boudique, accrocheur, il est rompu

au décryptage des textes, il sait s'orienter dans une chambre d'échos et s'extraire des sédimentations successives du sens. Le deuxième assure que pas un seul de ses mots n'est gratuit, qu'il y a toujours un indice ou une clé en chaque poème, mais qu'il n'est pas question de se mettre à nu sur commande. Quant au rossignol, il médite, il connaît l'extase, il chante au plus juste.

Les dialogues, les conflits, les connivences entre ces trois-là forment la trame d'un périple dont toute la substance provient de l'œuvre même, de son énoncé textuel. Paul Veyne mobilise tous les poèmes de René Char pour retrouver les traces du passage du poète. Il maîtrise la partition et ravive la musique violente d'une vie. Avec lui, chaque vers se révèle au mouvement de l'ensemble, s'explique par résonance. Pas une métaphore qui n'ait sa charge d'alarme ni de secret.

Et puis, si l'interprétation s'égare, René rature ou explose : « Mais c'est un monde ! Puisque

Je vous dis qu'il n'y a pas d'autre sens ! Vous n'allez pas mieux savoir que moi ce que mon poème veut dire ! D'accord, un texte a plusieurs sens, d'accord, on peut lui trouver tous les sens qu'on veut, ou du moins ce n'est pas interdit par la loi, on n'est pas puni pour cela. Mais enfin, il en a un sens, à la rigueur il en a deux, mais il n'a pas n'importe quel sens, et il a un sens qui est meilleur que les autres. Ecoutez, je vais faire pour vous ce que je n'ai jamais fait, pas même pour une femme : je vais vous expliquer Vermeillon. »

Evidemment le poète n'accepte pas souvent de jouer ce jeu-là. Parfois, il se repend de quelque confiance et téléphone le lendemain à son auditeur pour l'enjoindre de tout oublier, de cesser de le harceler, d'aller au diable. Cette attitude constante, oscillation entre confiance et défiance, accord et désaccord, n'a rien d'une coquetterie. Char veut être compris et ce s'est tout dire ainsi la réputation d'herméisme qui s'attache à ses écrits, mais il veut tout autant

que ses brassées d'énigmes se trouvent préservées. Car lucide est l'éclat blessant du soleil, mais magique et hantée de poésie l'« élégance de l'ombre ».

La venue au jour de cet ouvrage singulier n'a donc guère été une partie de plaisir. Sa découverte sera pourtant pour tous les fervents de René Char une source d'étonnement et de jubilation. L'enfance, l'adolescence, la traversée du surréalisme, les années de guerre ne sont pas ici les chapitres d'un récit surajouté, mais des étapes repérées au plus mystérieux de l'être et de sa voix : dans l'alliage intangible de ses mots, au cœur irréfutable de sa création.

Mais, dira-t-on, peut-on expliciter ou, pour reprendre la formule provocatrice de Veyne, « traduire » des poèmes sans en altérer l'indiscutable saveur ? A cette question, la réponse n'est que d'expérience : je dirai que la lecture du volumineux *René Char en ses poèmes*, loin de tuer la grâce ou d'abîmer le charme, affranchit au contraire des retards de l'incompréhension et donne au lecteur une vitesse mentale presque égale à celle de l'auteur, l'un et l'autre étant alors au partage d'une même énergie et au vertige approchant d'une possible révélation... « Beauté, je me porte à la rencontre dans la solitude du froid. Ta lampe est rose, le vent brille. Le seul du soir se creuse. »

André Velter

Eric Marty vient de publier un *René Char*, dans la collection « Les contemporains », aux éditions du Seuil (285 p.), qui se présente aussi comme une interrogation sur l'herméisme. Avec rigueur et subtilité, il suit les épreuves et les thèmes du poète, donnant en point d'orgue et très pertinent la place ultime au désir. « Au cœur du questionnement de la présence et de la séparation, il y a le désir : et de la séparation, est mort le livre de Char, dit-il, est mort (Ed. Amorfati, 76 p., 60 F., 1, cour de l'Oratoire, 18000 Bourges).

« Le Monde Arts et Spectacles » du jeudi 12 juillet publiera un numéro spécial consacré à René Char, à l'occasion de l'hommage rendu par le Festival d'Avignon au poète.

### REDÉCOUVRIR

Léon Bloy  
l'aboyeur  
de Dieu



Bloy par Verlaine.

Redécouvrir des auteurs enfermés dans l'histoire littéraire, des œuvres négligées ou oubliées... « Le Monde des livres » s'attachera durant l'été à donner envie de lire ou de relire, notamment, Léon Werth, Jean Prévert, Saint-Pol Roux, Michélet... Nous commençons cette semaine par Léon Bloy, romancier, historien, théologien, pamphlétaire, journaliste et... grand vociférateur devant l'Éternel.

Page 28

### LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

#### L'aveu

Petite analyse linguistique d'une évolution et de ses conséquences : comment, à travers l'histoire de quelques mots, sommes-nous entrés dans la civilisation de l'aveu ?

Page 30

### D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

#### La fidélité dans l'adultère

Les mots peuvent-ils guérir de la « maladie humaine » ? Dans le *Chant des baleines*, Fernando Camon poursuit l'exploration de sa névrose. Dans les *Nouvelles d'une vie* — Julia et son bazooka, on retrouve les fantasmes mortels d'Anna Kavan, morte à soixante-sept ans d'une overdose.

Page 34

## Les crépuscules de la gloire

**DE LA PLUS BELLE AUBE AU TRISTE SOIR**  
de Christian Montaignac.  
Larès, 232 p., 125 F.

Pour Daniel Halévy, le monde avait davantage changé en peu d'années que durant le défilé des siècles. Cet érudit, cet esprit libre pensait que le développement moral des hommes et des femmes n'avait pas suivi l'évolution foudroyante des techniques. Ce divorce, les athlètes le subissent en accablés, pour d'autres causes, dès que s'arrête leur carrière. Parfois un accident les brise à l'apogée de leur passion. Le plus souvent, les tyrannies de l'âge font que leur corps obtienne plus aux exigences de la volonté. A l'enthousiasme et au vacarme des stades, aux sollicitations de la presse succède la chape du silence.

Ce sont ces maux, cette solitude, ces cruautés, ces nostalgies incurables que Christian Mon-

teignac nous rapporte. Il le dit magnifiquement. « Le sport est une tragédie, car il entraîne très tôt l'arrêt d'une première vie. » Alors, « le génie amputé doit apprendre à vivre autrement, le virtuose perd à jamais son instrument, le sportif devient le seul artiste condamné à vieillir si longtemps dans le souvenir et l'impuissance de son art ». Journaliste à l'Equipe, Montaignac a suivi, tout au long des années, ces croisés de la beauté que sont les champions, essayant de percer leurs murs de défense.

**« Les athlètes sont comme des chiens »**

Le livre commence par un souvenir de prime jeunesse. Enfant, à Montpellier, il rencontra Jules Ledoumège, le banni des cendrées et de la gloire, dont il savait tout. « Les athlètes sont comme des chiens. Ils ne vivent pas assez longtemps », dira celui qui défiait la pesanteur et dont la France s'en-

gous. Le pouvoir sportif l'assassina au nom de la pureté : un coureur à pied ne devait pas monnayer son talent. Vingt-deux ans avaient passé depuis ce jour de 1932 où on le priva à jamais de sa raison d'exister. L'injustice demeurait en lui comme comme une plaie ouverte. Trente-six ans après cette rencontre éternelle, Montaignac se souvient qu'il « pleuvait toujours dans les yeux » de l'homme qu'il avait en face de lui. C'était hier.

Monzon le barbare, Henry Rono qui se faisait grand, « bien plus grand que ses 1,71 m soit lâché sur la piste », et que l'alcool mas- sacra, Borg : autant de naufrages, de dégradations, de délabrements que Christian Montaignac raconte... Faut-il choisir entre ces destins ou ceux de Jim Ryun, de Platini, de Boubier, de Ben Johnson que, dans ses outrances, la presse sportive traite comme on ne traite plus les criminels ? Et Didier Pironi, qui par sa folie de dépassement de lui-

même laissa deux mères inconsolées ?... Le lecteur aura, bien sûr, ses préférences. Pour ma part, le livre refait, c'est l'image de Robert Willemain qui me hante. Les plus grands boxeurs avaient souffert devant lui. Le combat que la vie lui livra fut autrement meurtrier que ceux soutenus entre les cordes des rings. Il arrive que la démesure vienne d'un athlète de haut niveau ne puisse entrer dans la vie de M. Tour-le-Monde, quand sonne l'heure de la retraite. L'esprit des habitués à polariser l'attention. Chez Willemain, le mutilé de l'âme et du cœur, c'est l'adversité qui a frappé, lui laissant un visage inapte à la prière, à la révolte et aux larmes. Ses silences orientent si fort qu'on a envie de les bâillonner.

Il y a beaucoup de brio dans le style de Montaignac. Qui s'en plaindrait ? Et par on ne sait quelle magie, même le souci des effets ne tue pas l'émotion.

Louis Nucera

LUIGI NATOLI

## LE BÂTARD DE PALERME

(Histoire des Beati Paoli)

Après Manzoni, De Roberto, Elsa Morante et Umberto Eco, voici, enfin traduit, avec **LE BÂTARD DE PALERME**, le cinquième monument historique de la littérature italienne contemporaine.

Le Monde

Faux capucins, vierges candides, truands vertueux. Un grand roman populaire dans la Sicile du XVIII<sup>e</sup> siècle.

L'Express

778 pages - 150 F.  
Editions Métallé Diff. CDE/SODIS

سكزا من الاجل



REDECouvrir

# Bloy, l'aboyeur de Dieu

Que reste-t-il de l'œuvre torrentielle, violente autant qu'amoureuse, de Léon Bloy, grand vociférateur devant l'Éternel ? Portrait d'un écrivain hanté par Dieu



Léon Bloy, par Uzès.

LÉON BLOY, écrivain et illuminé, « désigné pour vociférer la gloire de Dieu » : le nom résonne sous les lambris du vaste salon parisien qui se tient au tournant que le siècle dernier fait avec le nôtre. Un frisson de crainte parcourt aussitôt une assistance mélangée. Il y a là toute la « bonne » société du temps : des écrivains bien sûr, des journalistes en nombre, quelques politiques, des dames endimanchées, des ecclésiastiques aussi, impeccablement ensoutanés. Tout frétille, l'abbé Magnier boit comme parole d'Évangile les propos de Huysmans ; Paul Bourget donne à qui veut l'entendre quelques leçons de morale bourgeoise et de psychologie domestique...

Mais ils savent bien, tous, qu'avec l'entrée du solide Périgourdin (et comme il le faisait remarquer lui-même, dans Périgourdin il y a gourdins) à la moustache conquérante, au regard de braise, aucune pensée ne restera en place, que tout confort, toute bienveillance, seront chahutés d'importance par un verbe assassin. On se serre donc, on fait bloc, on met à l'abri l'argenterie de ses précieuses idées... Car, non content d'éruiter, ce fou, ce « mendiant ingrat », aurait encore l'audace de vous réclamer la charité comme un dû ! Plus hardis, quelques convives sourient, fourbissant déjà l'épithète moqueuse, la parade défensive destinée à mettre tout ce beau monde à l'abri du vociférateur, de son cher, de son impraticable catholicisme...

Les années ont passé, l'imaginaire assemblée s'est diluée dans l'oubli. Un autre siècle, qui a vu « l'apocalypse » que Bloy prophétisait, l'appelant même de ses vœux, touche à sa fin. L'intolérance, le fanatisme sous toutes ses formes, ont laissé autour d'eux des débris de ruines et de larmes. La religion ne relève à présent que de la conscience individuelle dans une société civile où elle ne cherche plus à imposer ses vues et son pouvoir...

Que reste-t-il alors de Léon Bloy, de son œuvre torrentielle, débordante, on l'a assez répété, d'impressions et de rage, mais aussi – et cela on ne le dit pas assez – d'une surnatuelle tendresse, d'un amour douloureux au moins égal en intensité à cette fureur ? Il est d'ailleurs significatif que cette compassion pour la part non contingente, non mondaine, en quelque sorte asociale, de l'homme, reste voilée, largement inaperçue. Un autre magnifique imprécateur, Kierkegaard, ne disait-il pas sur son lit de mort à son ami Emil Boscen : « Saluez tous les hommes, je les ai tous beaucoup aimés, et dis leur que ma vie est une grande souffrance inconnue et incompréhensible aux autres... » ?

## L'unique essentiel

Romancier, l'auteur du *Désespéré* (1887) et de *La Femme pauvre* (1897) – œuvres à maints égards bouleversantes – se tient loin derrière Balzac ou Flaubert et très à l'écart de la gestation du roman moderne. Historien, il reste improbable et fort approximatif. Mystagogue, théologien

amateur, il pousse dans un sens étrange l'interprétation des textes et des dogmes et frise hardiment l'hérésie. On ne peut enfin ignorer que Bloy ne fut pas souvent se préoccuper des préjugés réactionnaires de son époque et que s'il fut un ennemi déclaré, à la différence de Bernanos, de l'antisémitisme Drumont – contre lequel il écrivit le *Salut par les Juifs* (1892) –, il n'évita pas toujours l'inacceptable en ce domaine.

Mais ces réserves faites, reste l'essentiel ; reste ce qui fut au regard de Bloy – comme à celui de Kierkegaard pour le protestantisme et selon une autre voie – l'unique essentiel. On se condamnerait, en perdant de vue cette unicité, à se laisser très vite de la prose flamboyante de l'écrivain. Le style n'est pas dans l'œuvre de Léon Bloy l'ornementation de cette unique et militante idée, il en est la manifestation. Née d'une conviction, d'une vision exclusivement mystique du monde et de l'histoire, sortie toute armée d'une vocation, à édifier – à partir, il est vrai, d'une destruction préalable.

## « Le Christ au dépotoir »

Il n'y a probablement qu'un moyen de lire Bloy, c'est de se placer au centre de cette unité, d'accepter – ce qui ne veut pas dire forcément partager – cette idée, d'imaginer enfin la cité céleste dont son œuvre dessine les contours. Le dogme catholique de la communion des saints, que Bloy a su admirablement développer, constitue la substance vivante de cette vision. Prenons par exemple le *Pal*, cette éphémère publication que

Léon Bloy dirigea et rédigea intégralement en 1885. On connaît les déboires journalistiques de l'écrivain. Après quelques tentatives dans la presse catholique de droite et plus tard du côté des joyeux « Hydrophathes » du *Chai-noir*, il avait, l'année précédente, été remercié par le directeur du *Figaro*, effrayé de ses outrances.

Quatre numéros du *Pal* parurent en mars et avril. « Je déclare mon irrévocable volonté de mener essentiellement de modération, d'être toujours imprudent et de remplacer toute mesure par un perpétuel débordement... » Cette « volonté » affichée dès l'abord, Bloy, de fait, l'exerça jusqu'à ses dernières conséquences. Le lecteur reculera aujourd'hui encore devant l'incroyable violence verbale, l'incroyable « débordement » de colère. Il se fatiguera peut-être du trop pesant remuement scatologique qu'on respire dans ces pages qui prennent pour cible tout ce que la presse, la politique et la littérature comptent de têtes couronnées.

Mais aussi, comment ne reconnaître-t-il pas, ce lecteur moderne, que cette violence est une violence blessée, que derrière la rhétorique de l'invective se cache l'amertume d'un esprit qui n'accepte pas de voir les « argousins de la Pensée » jeter « le Christ au dépotoir » ? Ce n'est pas la vertu offensée qui parle ici, avec les lèvres pincées, c'est un amour grandiose, « irrévocable » et déçu.

Léon Bloy entretint toute sa vie une abondante, et souvent admirable, correspondance dont Michel Arveiller prépare l'édition. En attendant, avec impatience, cette publication, on peut lire deux séries particulières de missives : les *Lettres à la fiancée*, publiées originellement par la destinataire, veuve de l'écrivain, Jeanne Molbec, en 1922, cinq ans après la mort de Bloy, et la correspondance avec Josef Florian, un jeune chimiste tchèque qui s'était pris de passion pour Léon Bloy au point de consacrer sa vie et son absence de fortune à traduire et publier l'œuvre du « pèlerin de l'absolu ».

Lorsqu'il rencontre Jeanne, jeune protestante danoise, en 1889, Léon Bloy sort à peine d'une vie sentimentale en forme de roman naturaliste, comme ceux du très détesté Zola. Cette correspondance, qui déboucha, l'année suivante sur le mariage et de nouvelles tribulations – deux séjours désastreux au Danemark et la mort des deux fils du couple, Pierre et André, en 1895 – démontre, s'il en était besoin, que Bloy n'existait pas dans la seule violence de son verbe. Apaisé, confiant et certain de lui-même, l'homme humain n'est pas pour le « fiancé » un refuge domestique. Le mariage s'inscrit pour lui dans un plan qui dépasse infiniment le stade bourgeois.

Quant aux lettres échangées avec ce « Tchéque sublime de Josef Florian », elles témoignent assurément de l'extraordinaire ascendant que pouvait exercer la personnalité de l'écrivain ; mais aussi, et peut-être surtout, de la force d'attraction de « l'idée » dont la vie autant que l'œuvre de Léon Bloy se voulaient l'édifiante illustration.

Patrick Kéchichian

## EN POCHE

« Ce livre se présente donc comme une défense de la subjectivité, mais il ne la saisira pas au niveau de sa protestation purement égoïste contre la totalité, ni dans son angoisse devant la mort, mais comme fondée dans l'idée de l'infini », écrit Emmanuel Lévinas au seuil de son livre *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*, ouvrage paru en 1971 et repris aujourd'hui dans la collection « Biblio-Essais », au Livre de poche (n° 4 120), avec la préface de l'édition allemande datant de 1987.

Dans la même collection, *Questions de principe* trois, la suite dans les idées, de Bernard-Henri Lévy (n° 4 123).

En « GF-Flammarion » sont réédités deux romans de Melville : *Mardi*, traduit de l'anglais par Charles Crestre et préfacé par Dominique Fernandez (n° 594), et, le moins connu, *Omoo*, traduit par Olivier Carvin, dans une édition due à Jeanne-Marie Santraud (n° 590).

Dans la même collection Nadine Satiat présente deux romans d'Edmond et Jules de Goncourt : *Renée Maupre* (n° 578) et *Germinie Lacerteux* (n° 549), tableau très naturaliste d'une déchéance parisienne qui est également publié en Livre de Poche présenté par Philippe Desan (n° 6 005).

En « GF », Jacques Bony a rassemblé, sous le titre du plus célèbre d'entre eux, *Aurélien*, les textes à caractère autobiographique de Gérard de Nerval (n° 587). Signalons enfin, parce qu'il est peu connu et encore moins lu, le « roman » de La Fontaine, les *Amours de Psyché et de Cupidon*, présenté par Françoise Charpentier (n° 568).

Pour ne pas quitter le domaine classique, citons le choix établi par Yves Coirault

dans les *Mémoires* de Saint-Simon. Une manière de se mettre en appétit avant de plonger dans l'océan des huit volumes de l'édition complète de « la Pléiade » due au même Y. Coirault (« Folio » Gallimard, n° 2 165). Au Livre de poche, Catherine Magnien présente les *Contes* en vers et en prose de Charles Perrault (n° 6 767).

Dans la « Bibliothèque » Laté, l'Argent de Zola, les *Poèmes barbares* de Leconte de Lisle et *Manon Lescaut* de l'abbé Prévost.

La même *Manon Lescaut*, préfacée par Pierre Malandain et agrémentée d'un cahier iconographique, est présente dans la collection « Lire et voir les classiques », en Presses-Pocket (n° 6 031). Dans la même collection et selon la même formule, deux Zola, *Au Bonheur des dames* et *la Curée* (n° 6 032 et 6 035), le *Lys dans la vallée* de Balzac (n° 6 034), *Carmen* et autres nouvelles espagnoles de Prosper Mérimée (n° 6 030) et enfin *Madame Bovary* de Flaubert (n° 6 033).

En Presses-Pocket encore, mais dans la série « Agora », outre une intéressante édition de l'*Essai sur l'univers matériel et spirituel*, *Eureka*, d'Edgar Poe, due à Jean-Louis Schaefer (traduction de Baudelaire) et augmentée d'un dossier critique (n° 59), on réédite les *Entretiens* de Glenn Gould avec Jonathan Cott, traduits et présentés par Jacques Drillon (n° 40).

D'André Pieyre de Mandiargues, deux rééditions : *la Musée noir* (« l'Imaginaire » Gallimard, n° 237) et *la Belvédère* et *la Deuxième Belvédère*, recueil de textes sur le Mexique, la poésie, l'art... paru en 1958 et 1962 (« Cahiers rouges » Grasset, n° 118 et 119).

## La fin des éditions Messinger

Sylvie Messinger jette l'éponge. Elle avait créé sa maison d'édition il y a dix ans, avec peu de moyens financiers et de grandes ambitions littéraires.

Elle n'a pas transigé avec la qualité des textes qu'elle publiait – notamment dans le domaine des lettres ibéro-américaines. Elle a aussi pris des risques financiers considérables par amour de certains textes – ainsi *le Bûcher des vanités*, de Tom Wolfe.

Il est bien difficile à des petites maisons d'édition de résister aux lois du marché et de la concentration. Après s'être beaucoup et bien battu, Sylvie Messinger doit se résoudre à abandonner.

La maison de la rue de l'Abbé-Grégoire, faute d'argent, baisse son rideau. Sylvie Messinger et son directeur littéraire, Antonio Ramos, renouent – définitivement ? – à leur passion. C'est triste. Pour eux et pour la vie des livres.

P. L.

## Mâcon célèbre Lamartine

Enfant de Mâcon (où il est né le 21 octobre 1790) et du Mâconnais, Alphonse de Lamartine l'est plus que jamais en cette année 1990, année de son bicentenaire. Une quarantaine de manifestations ont été prévues. Colloques, conférences, spectacles, animations sportives, expositions... se succèdent pour célébrer, mais aussi rappeler la personnalité de Lamartine, écrivain et poète, homme politique, ambassadeur, journaliste, voire même vigneron ! Mâcon y a également gagné un second musée.

Dans la *Paille et le Grain*, François Mitterrand confessait déjà : « Ma tendresse pour Lamartine a résisté à tout, au grain mauve de ses mauvais poèmes (parmi tant d'admirables) comme aux fantaisies de l'historien. » Cette tendresse explique pourquoi le président de la République participera, vraisemblablement l'automne prochain, à l'hommage que Mâcon rend cette année à son citoyen le plus illustre.

Christine Duret

Pour tout renseignement, s'adresser à la mairie de Mâcon. Tél.: 85-39-71-00 ou 85-38-81-16.

## Lire ou relire

Voici les références des trois ouvrages cités dans notre article :

« Le Pal » de Léon Bloy, fac-similé de l'édition originale publiée. Quatre numéros parus du 4 mars au 2 avril 1885. Sous emboîture souple. Ed. Obsidiane, 100 F.

« Lettres à sa fiancée », de Léon Bloy, préface de Max Genève, Ed. du Castor Astral, 144 p., 68 F.

« Correspondance 1800-1914 », de Léon Bloy et Josef Florian, préface de Jeanne Bousquet-Termier, l'Age d'Homme, 190 p., 160 F.

« Sur l'écrivain, Obsidiane réédite le *Léon Bloy* d'Hubert Juin. Cette belle étude, par un « écrivain passionné » d'une « œuvre écrite », selon Albert Béguin, « dans la moindre de ses lignes, en vue de notre temps », analyse avec finesse la dramatique divine dont elle est le théâtre (112 p., 72 F.).

« Un Dossier H » sur Léon Bloy vient également de paraître, dirigé par Michel Aubry. Il comporte quelques inédits de Bloy, dont d'intéressantes annotations sur son exemplaire des *Lettres de Barbey d'Aurevilly* à Trebutien. Outre des études et témoignages, ce cahier reprend des textes connus et souvent introuvables. Mais était-il vraiment nécessaire de faire figurer le texte de Pierre Gribani, qui, à l'occasion d'un spéculieux rapprochement entre Bloy et Céline, se

P. K.

## JEAN BLOT SI LOIN DE DIEU ET AUTRES VOYAGES

« Un bain d'absolu, les caresses d'une prose souveraine. » Alain Bosquet / Le Figaro

« Une écriture ample et altière qui invite au recueillement. » Catherine de Broissia / Le Quotidien de Paris

ALBIN MICHEL

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées (Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre) sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias.

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Les manuscrits sont à adresser à :

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR

17, rue de Gallilée - 75116 PARIS - Tél.: (1) 47 80 11 08

## LA VIE DU LIVRE

### PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE 82, rue Bonaparte, PARIS VI<sup>e</sup> Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens Beaux livres

Le catalogue 498 vient de paraître

Envoi sur simple demande

### Livres anciens sur les

## PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an

Librairie GUYENNE 10, rue de l'Odéon 75006 Paris

Tél. : 43-26-07-91



LIVRES • IDÉES

ROMANS ET NOUVELLES

## Le malheur d'être curé

Xavier Patier raconte les infortunes d'un prêtre pour lequel Dieu n'est plus qu'un « vague souvenir »

LE POINT D'ORGUE  
de Xavier Patier.  
Gallimard, 146 p., 85 F.

Dans *Frère Honorat et le Juge*, Xavier Patier évoquait la perte de la paix chez des hommes de devoir qui, ayant servi la loi spirituelle ou civile, ont, un jour, abjuré leur idéal. On retrouve — plus maltristés encore dans ce troisième livre — l'austérité brûlante, la sévérité passionnée de l'écriture de Patier. Avec ses éternels habits, le Père Le Coat, isolé dans son presbytère, n'arrive pas vraiment à aimer sa paroisse : Plazac, une bourgade des environs d'Agde, où il est arrivé, il y a trente ans, « déraciné » de sa Bretagne natale.

Il déplore « l'engourdissement stérile » des habitants, ce « troupeau farouche » dont il doit subir l'indifférence ou l'hostilité. Il a le sentiment désespéré de son « inutilité » : lui qui « désirait les choses d'en haut », il a appris à connaître « les gens par en bas, par les infirmités dont on se décharge au confessionnal ». Le prêtre analyse lui-même, dans un monologue qu'il voudrait salvateur à force de lucidité, cette déception de sa vocation, cet affaiblissement d'un sacerdoce où, certains soirs, Dieu est ramené à « un vague souvenir ».

Seules les orgues magnifiques de l'église — inutilisées depuis cinquante ans — auraient pu le sauver de cette atonie de la foi : il entreprend de rétablir leur splendeur éteinte afin que leur jeu rede-



viennent « le plus fameux du Sud-Ouest ». La réfection de l'orgue devient « l'affaire de sa vie », car il lui paraît être « le seul instrument qui compte plus que la musique qu'il est fait pour émettre ».

Mais si sa dévotion à l'orgue exalte un prêtre, elle le ramène aussi à sa propre misère morale et créatrice : lorsqu'il se risque à jouer quelques notes sur le clavier, il est saisi d'un dégoût de lui-même qui le fait frissonner : « Je

me prends pour la lumière dans un pays de ténèbres », s'écrit-il avec le dépit ulcéré d'un « artiste sans preuve ».

Le Père Le Coat a pensé qu'un goût commun pour la musique le rapprocherait au moins d'Éric — le jeune facteur d'orgue envoyé par les Monuments historiques pour restaurer l'instrument. Mais au cours des visites qu'il rend au jeune homme, le prêtre ne rencontre que le désintérêt narquois d'un garçon lisse, dénué d'émotion. Avec un art très sûr de la conversion dramatique des sentiments, Xavier Patier montre comment le départ imminent d'Éric transforme l'amitié du

prêtre en une passion blessée. Le Père Le Coat prend soudain conscience de la carence principale de son existence : ce dont il a le plus souffert, c'est d'une « curiosité affective » restée insoumise ; il voudrait savoir, au moins une fois dans sa vie, ce que ressent le cœur d'un amoureux. Il se laisse envahir par « une sorte de sensualité abstraite » et s'abandonne à la nostalgie du visage de Geneviève qu'il a connue dans sa jeunesse : il prend le parti de trou-

bler son esprit pour se venger d'avoir été un exilé de l'amour.

Le roman de Patier prend une tournure plus âpre, le monologue se crispe dans des accents de véhémence désespérée quand la confusion de Le Coat, cette oscillation exaspérée entre le désir et le remords, se mue en colère. Il détruit les orgues à coups de marteau pour les punir de ne pas lui avoir apporté le renouveau spirituel, la renaissance de la foi qu'il attendait d'elles. Il sait que sa vie ne produira plus aucune musique et qu'il est condamné à la solitude alors que retentit, à la porte du presbytère où il s'est retranché, l'hallali des paroissiens révoltés par le massacre des orgues.

Pourtant, comme toujours, Xavier Patier laisse descendre la lumière sur les âmes perdues. Au moment même où il est persécuté, le Père Le Coat se sent « débarrassé de tout » : il éprouve une étrange euphorie dans l'illusion d'adieu qu'il adresse aux tourments humains : peut-être Dieu le soutiendra-t-il une dernière fois. C'est à peine une lueur d'espérance, une interrogation lumineuse et inquiète. Elle reflète l'extrême subtilité d'un livre, remarquable par la sûreté d'un style dépouillé et ardent et par la tension d'un récit sans cesse maintenu entre la nuit du doute et le désir d'illumination.

Jean-Noël Pancrazi

## Les mini-odyssées de Gabrielle Rolin

Des nouvelles savoureuses où le rire sèche les larmes

SORTIES DE SECOURS  
de Gabrielle Rolin.  
Flammarion, 293 p., 109 F.

Nous avons deux dames Rolin en littérature, d'origine belge toutes les deux. L'une s'appelle Dominique et l'autre Gabrielle. Le public les distingue mal, j'en ai fait l'expérience. On lui parle de Gabrielle. Il répond qu'il l'a vue à la télévision, et c'était Dominique. Cette confusion est regrettable. Sans donner plus d'éclat à la première, elle risque de faire manquer les trésors que la seconde tire de son chapeau.

Gabrielle Rolin est une excellente nouvelliste. Elle a découvert tardivement ce genre qui lui va à merveille, puisque son premier recueil, *Souriez, ne bougez plus*, elle ne l'a publié qu'en 1985, après des romans, des essais et beaucoup d'articles de fine critique. Tout de suite, il a été remarqué, salué, porté haut, dans les

parages de Colette pour la vérité de l'observation, de Giraudoux pour la fantaisie poétique. Elle apportait en plus une drôlerie irrésistible.

La force comique monte encore dans le second recueil. Il porte un titre général, *Sorties de secours*, qui en dit long sur son unité. Il nous propose neuf romans miniatures, à moins que ce ne soient des comédies bouffonnes, tant y brille l'art du dialogue. Chaque texte comporte environ une trentaine de pages, pour une heure de lecture au moins, car il faut déguster non seulement les aventures saugrenues qui arrivent aux personnages, mais les mots, les images, les rapprochements cocasses qui illuminent la chair même du récit. Même s'il se resserre en une journée ou deux, le temps, comme dans le roman, y joue son rôle, fertile en événements et en rebondissements. Ces nouvelles ressemblent à de mini-odyssées ; les héros cherchent en

vain à sortir d'eux-mêmes pour suivre leurs rêves, échapper à la solitude, la vieillesse, s'abreuver de chaleur humaine. Il en résulte une suite de gags pleins d'invention, comme dans les films de Chabrol.

Donnons quelques exemples. Un cadre huppé, d'une cinquantaine d'années, mal dans sa peau de divorcé célibataire, retrouve fortuitement une secrétaire qu'il a beaucoup aimée, vingt ans avant. Elle l'a quitté pour se marier confortablement et l'invite à passer un week-end dans l'hacienda méridionale où elle vit entre son mari, ses deux enfants... et Edouard, qui n'est pas son amant, mais son chien. Il a accepté un peu vite, s'en repent, tergiverse, hésitant sur ses intentions à lui, à elle, et finalement s'y rend, à la fois tenté et effrayé par ce retour vers le passé. La maison est trop cosue, on lui reproche de fumer, sa chambre est aussi blanche qu'une banquise... Évidemment, il ne retrouve pas ses amours d'antan, mais il entre, impromptu, dans le rêve d'un enfant : le fils de la maison, garçonnet délinquant, veut à toute force qu'il soit son père. La « sortie de secours », cette fois, n'est pas si mauvaise !

Manies d'aujourd'hui et maux de toujours

Il en est d'autres qui vous apportent la mort sans qu'on la cherche. Ainsi, ce petit employé d'une agence immobilière qui travaille le besoin de communiquer avec son prochain : concierge, voisin de palier, compagnons du mètre... Une conversation de ce genre, à bâtons rompus, contre les immigrants, lui fait, un beau matin, rater sa station. Ce retard le métamorphose en homme libre. Il décide de rompre avec son travail, de vivre sa vie, de s'entretenir avec qui se présente. Il tombe sur un vieux copain de classe jamais revu. Les souvenirs de jeunesse sont évoqués dans l'émotion du temps qui remonte. Mais les verres de pastis aidant, l'échange tourne à la querelle où se vident de vieilles rancunes, et le petit employé y perd la vie, « cette vie

dont il avait tant voulu faire partie et qui n'existe peut-être pas ».

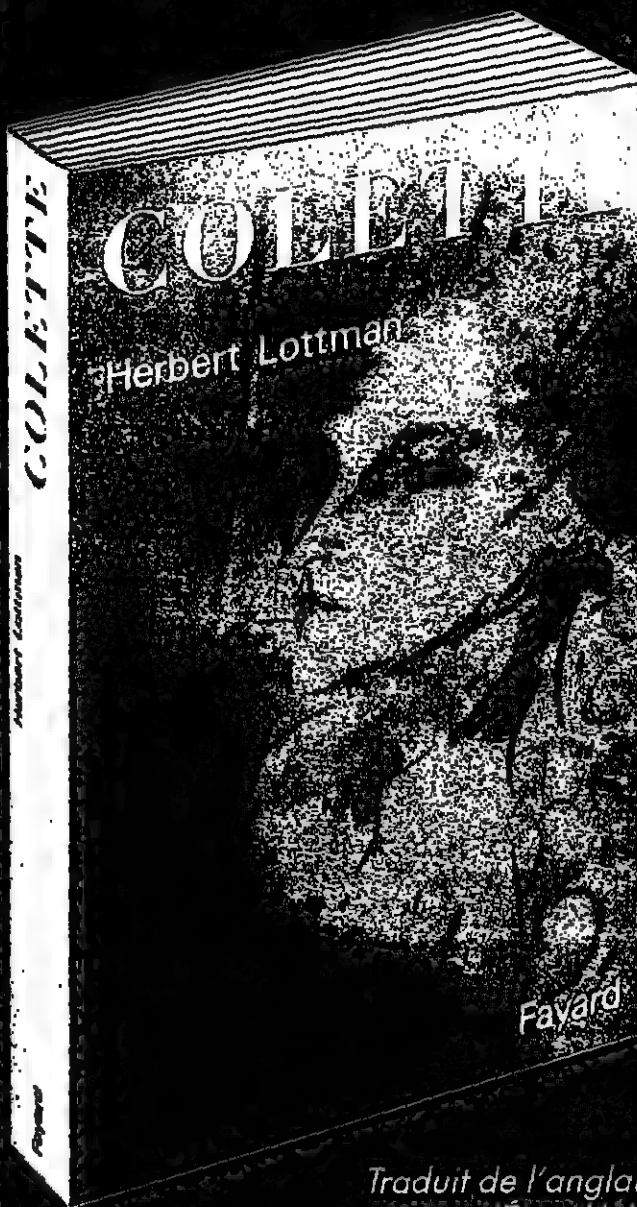
La littérature, elle aussi, ouvre des issues de secours. Gabrielle Rolin la démontre d'une ingénieuse façon. Dans une maison d'édition, une dame déjà mère, entourée de jeunes collègues, fait son métier d'éditrice. Après avoir écarté plusieurs manuscrits, elle découvre un récit qui lui semble être celui de sa vie. Il la captive. Elle veut rencontrer l'auteur qui la connaît si bien. Mystérieux, M. Parent demeure insaisissable. Une touche de fantastique — ou de schizophrénie — tisse cette nouvelle qui ne dit pas son dernier mot. M. Parent est-il un double inconscient ? Les histoires de bonnes femmes, à leur entrée dans la vie, sont-elles toutes les mêmes ? Ou Gabrielle Rolin veut-elle nous convaincre que la vraie, la bonne littérature ne nous parle jamais que de nous ?

Elle définit ainsi son art poétique. Quel miroir cruel et railleur nous tend-elle, où se reflètent nos maux, nos modes, nos mots, nos manies d'aujourd'hui... et nos maux de toujours ! Une chômeuse déprimée nous introduit chez les « psy » qui ne valent pas mieux que les voyantes. Une touriste sur les bords de la Neva quitte son groupe de voyage pour explorer la fraternité du paradis soviétique et se fait gentiment dévaliser. Un homosexuel assiste à l'enterrement de sa mère et se sent trop âgé pour bien tenir son rôle d'orphelin. Au cours d'une journée de vacances familiales, un gosse de huit ans se voit trahi par la littérature, parce que sa mère l'a jugé doué pour les métaphores...

Le rire de Gabrielle n'épargne personne, ni les grands, ni les petits, ni les riches, ni les pauvres, ni même les chiens. Il fuse à propos de tout, souvent à travers les larmes. Car c'est dans l'intime filure et dans la compassion humaine qu'un tel humour puise son éclat.

Jacqueline Piatier

## Toute la vie de COLETTE



Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Marianne Véron  
496 p. - 150 F

Cette fascinante biographie de Colette est un document romantique, l'histoire d'une femme exceptionnelle. Même si vous n'avez rien lu de Colette, lisez cette biographie traitée à la manière américano-française : bistouri et velours.

Christine Arnothy, *Le Parisien*

FAYARD

Presses de la Fondation Nationale  
des Sciences Politiques

VINGTIÈME SIÈCLE. REVUE D'HISTOIRE  
LE FOOTBALL, SPORT DU SIÈCLE

Avril-juin 1990, 176 pages, 90 F

POLITIX  
EN VERT ET CONTRE TOUT ?  
L'ÉCOLOGIE EN POLITIQUE

Premier trimestre 1990, 112 pages, 60 F

MOTS  
LE DISCOURS  
DES SONDAGES D'OPINION

Juin 1990, 128 pages, 75 F

27, rue Saint-Guilhem

Paris 7<sup>e</sup> arr. - 45.49.50.21

سكزا من الامل



**JEAN-PIERRE JOSSUA**  
POUR  
UNE HISTOIRE  
RELIGIEUSE  
DE  
L'EXPIRIENCE  
LITTÉRAIRE  
Tome 2  
POÉSIE MODERNE  
288 pages 230 FF  
Rappel  
Tome 1  
NIXE - XX<sup>e</sup> SIÈCLES  
couronné par l'Académie Française  
304 pages 210 FF  
BEAUCHESE  
72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

**LIBRAIRIE  
BUCHLADEN**  
Toute la littérature  
d'expression allemande  
traduite  
Ouvert 7 jours/7  
de 11 h à 20 h 30  
3, rue Burg - 75018 PARIS  
Tél. : 42-55-42-13

**magazine  
littéraire**  
Tous les  
mois, un dossier  
consacré à un auteur  
ou à un mouvement  
d'idées ;  
et l'actualité littéraire  
en France et à l'étranger

JUILLET-AOÛT 1990 - N° 279

**LE NIHILISME**  
Tougeniev, Dostoevski,  
Schopenhauer, Wagner,  
Nietzsche, Heidegger, Sade,  
Flaubert, Jarry, Dada, Céline,  
Dubuffet, Cioran, Jaccard,  
Rorty, Vattimo.  
Entretien : Norge.

Chez votre marchand  
de journaux : 28 F

**OFFRE SPECIALE**

- 8 numéros : 108 F.  
Cocher sur la liste ci-après  
les numéros que vous choisissez
- ☐ Italie aujourd'hui
  - ☐ Voltaire
  - ☐ Idéologies :
  - ☐ le grand chambardement
  - ☐ Sherlock Holmes : le dossier
  - ☐ Conan Doyle
  - ☐ Littérature chinoise
  - ☐ Georges Bataille
  - ☐ Littérature et mélancolie
  - ☐ Stefan Zweig
  - ☐ Proust, les recherches  
du temps perdu
  - ☐ 50 ans de poésie  
française
  - ☐ Le rôle  
des intellectuels
  - ☐ Federico Garcia Lorca
  - ☐ Nietzsche et ses héritiers
  - ☐ Écrivains arabes  
aujourd'hui
  - ☐ Essais intimes
  - ☐ André Breton
  - ☐ Les écrivains de Prague
  - ☐ Les suicides  
de la littérature
  - ☐ Gilles Deleuze
  - ☐ La Révolution française
  - ☐ Histoire et idéologie
  - ☐ Jorge Luis Borges
  - ☐ Francis Ponge
  - ☐ Albert Camus
  - ☐ Umberto Eco
  - ☐ URSS la perestroïka dans les lettres
  - ☐ L'individualisme

**magazine  
littéraire**  
40, rue des Saints-Pères  
75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

LIVRES • IDÉES

## LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta



## L'aveu

En France, la pratique de l'aveu est fort ancienne ; l'histoire du mot en témoigne. Au XII<sup>e</sup> siècle, *avouer* s'implantait pour longtemps dans le vocabulaire juridique : c'était « déclarer » et « reconnaître » quelque chose comme son seigneur. Le lien à autrui manifestait le statut de l'individu et lui garantissait aide et protection, ce dont était privé, naturellement, l'homme sans *aveu* (sans lien avec aucun seigneur). *Avouer* se trouve d'emblée associé à *déclarer* et à *reconnaître*.

Le dictionnaire étymologique de Bloch et Wartburg note alors que le sens moderne d'*avouer* une faute « ne paraît pas usuel avant le XVI<sup>e</sup> siècle ». Il serait faux de conclure que nos ancêtres étaient bienheureux au moins d'ignorer le poids de la faute et l'horreur du péché. Dans un livre fort sympathique, *L'aveu et le Pardon* (1), Jean Delumeau, par ailleurs professeur au Collège de France, raconte et analyse « les difficultés de la confession, du XII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle ». Tout commence avec le IV<sup>e</sup> concile de Latran (1215), qui impose à tous — rois, seigneurs et vilains, riches et pauvres — une nouvelle pratique : la confession annuelle. Pour une fois, même les femmes ne furent pas oubliées. *Confessio* venait du latin médiéval, de cuisine ou ecclésiastique, *confessare*, du latin classique *confiteri*, « avouer ». L'objet du verbe est aussitôt reconnu comme action blâmable.

Dès lors, la liste des conduites blâmables ne cesse de s'allonger, d'autant que les « péchés d'amour », comme dit l'abbé Timon-David (2) en 1868, sont aussi nombreux que les ruses du Malin. Songez, ajoutait-il que, « à la campagne, il y a un démon caché sous chaque feuille d'arbre ». On sait que la charmante Emma Bovary avait tenté dix ans plus tôt de vérifier avec Rodolphe la validité de la proposition. Un péché d'adultère, accompagné sans doute de « délectation vénérienne », fut certainement commis.

Au démon lubrique, on peut préférer toutefois le diable logique qui surgit dans l'*Enfer* de Dante (3). Le pape avait absous le pénétrant (4) Guido Da Montefeltro pour un méfait à venir ; et le diable jubile : « On ne peut absoudre qui ne se repent pas, et on ne peut se repentir et vouloir en même temps la contradiction ne le permet pas ».

TOUT n'est pas aussi grave, mais rien n'est jamais innocent. Vers 1264, Jacques de Voragine rapporte dans la *Légende dorée* (5) que saint Augustin, après des débuts à atrister sa mère, la future sainte Monique, était devenu très circonspect : « Il ne consentait pas même à habiter avec sa sœur ; car, disait-il, celles qui sont avec ma sœur ne sont pas mes sœurs ». Il n'en était plus à « une précaution excessive » près : « Il s'accuse d'une légère délectation » qu'il éprouvait quelquefois en mangeant ; il s'accuse encore des « péchés de la vue », « comme quand il dit (...) qu'il examinait avec trop d'attention des araignées enveloppant des mouches dans leurs toiles ».

Bref, écoutons la conclusion du saint : « Nul ne doit être dans une sécurité complète dans cette vie qu'à juste titre on peut appeler une tentation perpétuelle ». Sans compter que six siècles d'expérience ne mettent pas à l'abri des surprises — ce que reconnaît l'abbé Timon-David, qui utilise une pieuse synecdoque (le lieu pour le tenant du lieu), sans doute pour faire oublier les odieuses visions que lui procurait l'écoute de quelque Thaïs, « pudiquement luxurieuse », dirait Rousseau : « Le confessionnal (le mot daté de 1636) voit sans cesse de ces faits qui démentent toutes les prévisions ». Il est vrai que l'abbé exerçait son saint ministère à Marseille. Le paradigme des fautes d'orthographe et de grammaire.

DANS ces conditions, on se trouve contraint d'admettre l'horrible conclusion de Michel Foucault (6) : « L'homme, en Occident, est devenu une bête d'aveu ». Cette civilisation de l'aveu n'est pas sans conséquences linguistiques. Après la disparition des structures féodales, et tout en demeurant inscrit dans le vocabulaire juridique, *avouer* se trouvait disponible pour d'autres emplois, à côté de *reconnaître* et de *confesser*.

*Reconnaître* se définit comme le terme le plus général et impose d'admettre la vérité de la proposition qui suit (7). De ce point de vue, la série *reconnaître, avouer, confesser* assujettit l'individu le sujet à la vérité de ses actions et de ses pensées, ce que Michel Foucault explicite ainsi : on passe d'un système social où « l'individu était authentifié par ses liens à autrui » à une société où « on authentifie par le discours de vérité qu'il est capable ou obligé de tenir sur lui-même ».

*Confesser* dénote une action beaucoup plus particulière. C'est reconnaître sa culpabilité à l'égard d'un fait passé, accompli en toute responsabilité, admis comme blâmable et dont, hélas ! il convient de se repentir. Je confesse avoir regardé voluptueusement la religieuse et la pâtissière.

*Avouer*, dit Littré, est « plus général », aussi que *confesser* qui « s'applique au mal » seulement. Se *confesser*, c'est toujours s'accuser ; alors qu'*avouer* « s'applique à tout ce que l'on avait le dessein de cacher, bon ou mauvais ».

Un *aveu*, donc, n'est pas nécessairement blâmable et se distingue ainsi d'une confession. Cependant, l'aveu n'est pas toujours facile à proférer, puisqu'il se nourrit « de ce qu'on a envie de cacher » (abbé Girard).

L'aveu s'accorderait alors à la confession, tant le mal et la vérité nous paraissent pénibles à reconnaître. Ce double mouvement entre les deux verbes, de rapprochement et de différence, explique l'emploi fréquent et anodin d'*avouer*, surtout depuis le XVII<sup>e</sup> siècle. N'importe qui peut avouer n'importe quoi : qu'on n'aime ni Stendhal ni monter à cheval, que « la remontée de l'Oubangui est désespérément monotone » (Gide) ou qu'on ne méprise pas le bordel, à l'exemple de saint Augustin et de M<sup>re</sup> Barzani.

C'EST pourquoi aussi la confession et la déclaration d'amour conduisent l'une et l'autre aux *aveux*. Longue théorie de péchés et d'aveux de culpabilité, notre histoire découvre en même temps « une profession d'aveux amoureux ». Deux historiennes, Isabelle Grelet et Caroline Kruse, le rappellent dans un livre alerte, *La Déclaration d'amour* (8). Dans tous les cas, la sincérité et la vérité sont requises ; au moins dans l'instant. Aussi, comme le constatent les deux historiennes, « la déclaration conclut-elle le roman rose ».

Voici à titre de confirmation, et choisie pour vous plaire, la fin de *Rêves et baisers* (ce qui doit bien entraîner quelques péchés), roman dû à Charlotte Lamb, éditions Harlequin, dans toutes les bonnes gares : « Je t'aime, Prue. » Josh avait parlé dans un murmure. Puis il se tut (...). Prue sentit son cœur s'élever. De grâce, lisez la suite avant d'interroger le SAMU : « Mais les mots lui vinrent naturellement aux lèvres. « Moi aussi, je t'aime. » Fermant à demi les yeux, Josh savoura cet instant magique où sa bien-aimée reconnaissait enfin la vérité. » Et, divine surprise, suit « un baiser rieur » — qui cloue le bec aux amoureux et qui suspend enfin la plume audacieuse de Charlotte Lamb.

Comme on voit, les déclarations d'amour et les doux aveux ont encore une longue carrière, alors que les « péchés d'amour » auraient, dit-on, tendance à disparaître maintenant que les confessionnaires servent de remises à ciment pour peu que l'abbaye souffre de fissures (choses vus). Mais tout n'est pas perdu, puisque tout finit à présent par l'anglais : hommes privés d'aveux, ouvrez donc les yeux ; tapez : 3615 CONFESS et péchez en paix, jusqu'à septembre.

- (1) Jean Delumeau, *L'aveu et le Pardon* : Fayard, 200 p., 89 F.  
(2) Abbé Timon-David, *Traité de la confession des enfants et des jeunes gens* (1868), Victor Saulin.  
(3) Chant XXVII.  
(4) Pénétrant ; moins : familier et méprisant (Littré).  
(5) Jacques de Voragine, *La Légende dorée*. « CUF » Flammarion.  
(6) Michel Foucault, *La Volonté de savoir I. Histoire de la sexualité*, Gallimard.  
(7) Daniel Vandervelden, *Les Actes de discours*, Pierre Mardaga, 226 p., 176 F.  
(8) Isabelle Grelet, Caroline Kruse, *La Déclaration d'amour*, Plon, 184 p., 100 F. Voir le feuillet de Michel Brudeau (le Monde du 9 février).

## ESSAIS

# Le refus du refus d'être juif

Admiré de Léon Blum et de Hannah Arendt, Bernard Lazare ce grand penseur du judaïsme moderne mort au début du siècle, n'a pas cessé de gêner

## L'ANTISÉMITISME, SON HISTOIRE ET SES CAUSES

de Bernard Lazare.  
Préface de Jean-Denis Bredin.  
Editions 1900, 420 p., 120 F.

## LE FUMIER DE JOB

de Bernard Lazare.  
suivi des essais :  
« Le Nationalisme juif »,  
« Contre l'antisémitisme »,  
et du texte d'Hannah Arendt :  
« Herzl et Lazare », Circé,  
156 p., 78 F.  
(Diffusion Harmonia Mundi.)

« Je suis juif : qu'est-ce donc ? Je ne suis plus un homme parce que je suis juif ? Etre juif, qu'est-ce ? Je l'ignore. (...) Il y a d'ailleurs, en ce moment, trop d'ignominies et trop d'outrages à recueillir sous ce nom, pour que je ne réclame point publiquement ma part de cet héritage. » Ainsi commence le *Fumier de Job*, les « notes » d'un manuscrit inachevé, laissées à sa mort par un des grands penseurs du destin politique du judaïsme moderne, Bernard Lazare, victime d'un cancer à trente-huit ans, au terme d'une vie fulgurante et passionnée.

Né à Nîmes, en 1865, au sein d'une famille juive établie dans le Midi depuis des siècles, israélite français et assimilé, patriote et fier de l'être, érudit, cultivé, profondément attiré par les lettres, ami de Charles Péguy — Péguy lui-même disait qu'il était le « patron » des *Cahiers de la Quinzaine*, où il avait publié son étude sur les Juifs

de Roumanie, — Bernard Lazare va être conduit, presque malgré lui, en répondant aux livres d'Edouard Drumont, à s'interroger sur « une opinion aussi universelle que l'antisémitisme ».

Il fait paraître en 1894 l'*Antisémitisme, son histoire et ses causes*, ouvrage capital, immédiatement, à l'apogée d'un succès. « On m'a reproché à la fois d'avoir été antisémite et d'avoir trop vivement défendu les juifs, et pour juger ce que j'avais écrit, on s'est placé au point de vue de l'antisémitisme ou à celui du philosémisme. On a eu tort, car je ne suis ni antisémite, ni philosémite ; aussi n'ai-je voulu écrire ni une apologie, ni une diatribe, mais une étude impartiale, une étude d'histoire et de sociologie (...). Je n'approuve pas l'antisémitisme, c'est une conception étroite, médiocre et incompréhensible... mais j'ai tenu de l'expliquer. Il n'est pas sans causes, j'ai cherché ces causes... »

## Un paria

La même année, en décembre 1894, éclate l'affaire Dreyfus, et Bernard Lazare, le premier, seul ou presque, va se jeter dans la bataille pour la réhabilitation de Dreyfus, se ralliant alors au sionisme, comme l'expose dans sa préface Jean-Denis Bredin.

Comme à point nommé — mais n'est-ce pas toujours à point nommé dans ce domaine ? — viennent de paraître deux ouvrages de Bernard Lazare qui devraient faire partie de toutes les bibliothèques des gens qui se pensent « éclairés » : l'*Antisémitisme, son*

histoire et ses causes et le *Fumier de Job*.

« On m'a élevé comme un chrétien, on m'a appris à n'être pas juif, à me séparer orgueilleusement de ceux des juifs qui n'ont pas connu les bienfaits de l'émancipation et qui sont insoufflés et bafoués comme esclaves et non comme citoyens libres, écrivait Bernard Lazare. Je ne me sentais pas juif. Aujourd'hui, je sais que je dois l'être (qu'il faut que je le sois), que je dois retourner d'où je suis sorti et que je dois recréer ma personne intellectuelle et morale. » Prise de conscience lucide et déchirante d'un intellectuel français qui se croyait « assimilé » (« nul ne s'assimile aussi vite que le juif, c'est une éponge », écrit-il), c'est-à-dire qui se considérait comme semblable aux chrétiens et qui découvre qu'il n'est finalement qu'un « paria » (1).

Marqué par des siècles d'outrages, d'insultes, de vexations, il ne peut se défendre que par « la ruse du persécuté ». (« Se taire, disparaître, se faire petit pour avoir le scholém ; qu'on ne parle plus d'Israël ; que son nom ne soit plus prononcé ; qu'on ne l'attaque et qu'on ne le défende non plus ; que rien n'appelle sur lui l'attention. ») Appétence au néant de la part d'un peuple dont on parle trop.

Pourtant, comment expliquer que ce sont ceux-là mêmes qui insultent les juifs et les méprisent, qui en exagèrent « la toute-puissante influence » ?... Est-ce pour cela que ce « paria » dont on fait le maître du monde a dû se réfugier dans son orgueil de race, culti-

ver la volupté d'être haï (« Pour être ainsi détesté de tout le genre humain, il faut porter en soi quelque chose de grand »).

Ce qui vaut sans doute mieux que d'avoir la honte de ses origines, que de vouloir être « émanicipé » au prix de n'importe quelle infamie, estime Bernard Lazare décidé à dire « la pourriture des hautes classes juives » : « Vous êtes vraiment devenus des chrétiens. Quel évangélisme est le vôtre ! Quand on vous frappe sur la joue droite, vous tendez non seulement la gauche, mais encore l'échine. »

## La haine de soi

Curieusement, mais ce n'est pas là un hasard, on retrouvera encore le désir de s'assimiler, de se faire oublier comme juif, chez l'Autrichien Theodor Lessing qui, dans la *Haine de soi* pouvait encore espérer que le refus d'être juif serait la seule issue (Ed. Berg international, « le Monde des livres » du 18 juin). Aveugle devant la catastrophe qui vient et qui va emporter les juifs malades de leurs origines comme les autres.

Écrit en 1930, la *Haine de soi* n'avait jusqu'à présent jamais été traduit en français. Par peur de faire scandale. Ou de donner des armes aux antisémites. De même, on a préféré laisser dans l'ombre aujourd'hui le remarquable Bernard Lazare, admiré de Léon Blum ou de Hannah Arendt. Mais géant.

Rallié aux thèses de Herzl, siègeant au deuxième Comité d'action du sionisme, il en démis-

sionne au bout d'un an n'acceptant pas la création d'une banque destinée à financer l'immigration ; socialiste anarchisant, il ne pouvait considérer la banque que comme un synonyme de capitalisme.

Sa mort prématurée ne lui permettra pas de définir personnellement sa position par rapport au sionisme, ce qui lui vaudra d'être revendiqué, avec une égale vraisemblance, par les parisiens et les adversaires de l'idée sioniste. Aujourd'hui encore, les ambiguïtés de l'assimilation n'ont pas disparu et Bernard Lazare reste oublié peut-être parce qu'il n'a pas cessé de gêner.

N. Z.

(1) A propos de la communauté juive de France et de son hostilité au sionisme, on pourra lire l'article de Catherine Nicaud : « Sionisme et judaïsme français avant 1914, les causes de l'échec », dans *Paradoxe*, n° 8, 1983.

Pour connaître l'Islam  
et en parler honnêtement  
**LE QORAN**  
Nouvelle traduction  
sur la Vulgate arabe  
par René R. KHAWAM  
Librairie  
MAISONNEUVE ET LAROSE



LIVRES • IDÉES  
SCIENCES

# Les secrets du cerveau

De la révolution de Paul Broca, au XIX<sup>e</sup> siècle, aux découvertes des nutritionnistes d'aujourd'hui

**PAUL BROCA, EXPLORATEUR DU CERVEAU**  
de Francis Schiller.  
Odile Jacob, 430 p., 180 F.  
**LA DIÉTÉTIQUE DU CERVEAU**  
de Jean-Marie Bourne.  
Odile Jacob, 300 p., 130 F.

Aux médecins et aux biologistes, Paul Broca est loin d'être inconnu. Outre l'aire et l'aphasie qui portent son nom, les dictionnaires médicaux recèlent le centre et la scissure de Broca, le ligament de Broca, le lobe limbique, la bourse de Broca. Entre autres. A Paris, un hôpital et une rue honorent sa mémoire, et sa statue domine toujours la place de l'Ecole de médecine. Mais la biographie de cette figure scientifique majeure, curieusement, restait à faire. Pour découvrir la vie et l'œuvre de ce huguenot sans autre foi qu'en la science, qu'animait simplement « la recherche passionnée du vrai ».

Contemporain de Pasteur et de Claude Bernard, il « monte » de Sainte-Foy-la-Grande à Paris en 1841, à l'âge de dix-sept ans, pour y préparer son internat de médecine. Là se déroulera l'ensemble de sa carrière, jusqu'à son élection au Sénat, en 1880, quelques mois seulement avant sa mort. Entre-temps, Broca aura développé la chirurgie du cancer et des anévrysmes, localisés dans le cortex cérébral l'aire du langage (dont les lésions provoquent les troubles aphasiques qui portent son nom), mis en évidence dans le cerveau de l'homme et des mammifères le grand lobe limbique, substrat des émotions. Bref, une révolution dans la connaissance du cerveau, à une époque où la médecine moderne, dite « de laboratoire », n'en était qu'à ses premiers balbutiements. Et ce n'est pas tout. « Sans lui, nous ne serions pas ici », affirme

aujourd'hui un anthropologue du Musée de l'homme. Pionnier de l'anthropométrie, Broca fonde en effet, en 1859, la Société française d'anthropologie. « Toute petite et si chétive qu'on croyait qu'elle ne vivrait pas », dira-t-il vingt ans plus tard. Par ses critiques, il inspire les correctifs tardifs apportés par Darwin à l'origine des espèces. Et cultive, à l'instar du moine Gregor Mendel, des graines de bleuet dans les jardins de l'hôpital Bicêtre pour tenter d'y percevoir le secret de la transmission des caractères génétiques. Doté d'une honnêteté intellectuelle sans failles et d'une ouverture d'esprit

peu commune, Paul Broca n'aura de cesse, tout au long de sa trop brève carrière, de combattre l'absolutisme et lutter pour l'indépendance de la science.

Professeur émérite de neurologie à l'université de Californie de San-Francisco, spécialiste d'histoire des sciences médicales, l'Américain Francis Schiller s'est plongé avec brio dans la vie du grand homme. Infatigable épistolier, Paul Broca l'y aide en partie : durant les premières années de sa vie parisienne, c'est au travers des lettres écrites – à ses parents que nous suivons pas à

pas sa démarche, ses découvertes et ses déconvenues, replacées dans le contexte de l'époque et des idées qui y étaient débattues. Passionnant y érudit et de clarté, l'ensemble de l'ouvrage, sur fond d'évolutionnisme et de linguistique, nous invite avec bonheur à découvrir la naissance des sciences cognitives modernes.

## L'art de la table

Un siècle plus tard, le cerveau a changé de look. Des aires cérébrales aux réseaux neuronaux, cette boîte noire de 1 400 grammes aura livré, en effet, plus de secrets au cours des dernières décennies que durant toute l'histoire de la médecine. Une fabuleuse percée des connaissances qui permet aujourd'hui de définir – ne souriez pas – une véritable diététique du cerveau. Les mécanismes régissant nos envies alimentaires, nos besoins et nos goûts sont désormais connus, ainsi que les « recettes » destinées à développer au mieux les facultés de notre système nerveux.

Alliant le sérieux du nutritionniste à l'épicurisme du gourmet, Jean-Marie Bourne, spécialiste à l'INSERM de neurotoxicologie, livre à l'exercice comme on consulte la carte d'un grand restaurant : avec délectation. Dans le monde des protéines, des vitamines et des lipides, qui relie notre assiette à notre cerveau, il ébauche, à l'usage du « mangeur libre et intelligent », une philosophie scientifique de l'art de la table. Selon les préceptes avertis du gastronome Brillat-Savarin, pour qui « le Créateur, en obligeant l'homme à manger pour vivre, l'y invite par l'appât et le récompense par le plaisir ».

Catherine Vincent



# Rationaliser l'irrationnel

Abraham Moles se fait le pionnier d'un nouvel esprit scientifique

**LES SCIENCES DE L'IMPRÉCIS**  
d'Abraham Moles.  
avec la collaboration  
d'Elisabeth Rahmer.  
Seuil, 302 p., 140 F.

Fondateur de l'Institut de psychologie sociale des communications (Strasbourg), Abraham Moles fait partie de ces esprits bouillonnants auxquels rien de ce qui est moderne n'est étranger. Remuant avec l'inspiration d'un de ses premiers ouvrages (*La Création scientifique*, 1975), il nous donne aujourd'hui un traité d'épistémologie consacré aux Sciences de l'impré-

ci, qui est aussi une synthèse philosophique de ses multiples travaux.

Moles part de la constatation suivante : nous n'utilisons que très rarement les sciences exactes – mathématiques, physique – dans la vie de tous les jours. En fait, qu'il s'agisse de relations sociales, professionnelles ou amoureuses, la plus grande part de notre activité mentale se trouve devoir traiter – de gré ou de force – d'aspects fluctuants du monde, d'objets mal définis, de valeurs comportant un haut degré d'incertitude. C'est ainsi, par exemple, que la santé de l'enseignant dépend de l'ambiance

qui règne dans sa classe, et celle de l'entreprise, des variations qui affectent le marché.

Or tous ces éléments indéterminés ne sont pourtant pas – rigoureusement parlant – indéterminables. Ils ne sont liés entre eux que par des régularités approximatives, ils ne peuvent donner lieu qu'à des prédictions vagues, mais ils ne sont jamais totalement aléatoires. Ils sont susceptibles de relever d'une approche scientifique, et non seulement empirique.

Il suffit, pour cela, que nous décidions de leur accorder la même dignité qu'aux objets théoriques des sciences exactes. Et que nous nous efforcions de les traiter avec le même esprit de rigueur,

avec le même souci de la mesure – sans pour autant prétendre atteindre, au niveau des résultats, une précision et une régularité absolues. Mieux vaut, en d'autres termes, une science imprécise que pas de science du tout. Et mieux vaudrait s'y mettre tout de suite puisqu'il s'agit, encore une fois, de problèmes omniprésents dans la vie quotidienne.

## Au bénéfice du doute

Les « sciences de l'imprécis », selon Moles, correspondent donc aux traditionnelles sciences humaines augmentées de quelques disciplines plus récentes : l'étude des décisions individuelles, par exemple, ou celle de l'émergence des structures au sein d'un groupe social donné. Elles débordent aussi sur certains aspects du premier chef de la spécialité, par exemple, la « communication », chef d'entreprise, journaliste ou homme politique. C'est d'ailleurs à ce dernier domaine que se réfèrent, dans leur majorité, les analyses de Moles et les exemples qu'il donne de méthodes propres à introduire une quasi-rationalité dans des phénomènes apparemment irrationnels.

Certains lui reprocheront d'avoir ainsi élevé au rang de « procédures scientifiques » de simples techniques d'évaluation, couramment utilisées par les stratèges de la publicité mais d'une douteuse légitimité théorique. Les autres, au contraire, s'ils sont convaincus qu'Abraham Moles est le pionnier d'un nouvel esprit scientifique, lui accorderont le bénéfice du doute. Après tout, les sciences de l'imprécis existent déjà, quoiqu'elles soient encore loin d'être des sciences au sens que ce terme est supposé avoir depuis Thalès ou Galilée. Reste à savoir si le concept galiléen de science est le seul concevable. Il est sans doute trop tôt pour apporter à cette question une réponse définitive.

Christian Delacampagne

# SUARÈS

# GOETHE

LE GRAND EUROPÉEN

Ce portrait kaléidoscopique en l'honneur de Goethe confirme la maîtrise de Suarès dans un genre où triomphent son style et son tempérament aux humeurs incisives.

Un ouvrage format 13,5 x 21, 152 pages, 70 F.  
Collection MK Littérature



MERIDIENS KLINCKSIECK

« Son esprit était vaporeux. Si vous lui donniez une femme il en faisait une nymphe, si vous lui donniez une nymphe, il en faisait une fée ; si vous lui donniez une fée, il en faisait un nuage ; si vous lui donniez un nuage, il en faisait un vapeur. »  
ALEXANDRE DUMAS

ALEXANDRE DUMAS



Sur Gérard de Nerval  
- Nouveaux Mémoires -  
PRÉFACE DE CLAUDE ÉCOFFY

320 pages — 65 FF

EDITIONS COMPLEXE

# L'ÉPOPÉE de la FEMME NOIRE

# Alice Walker

# LE CŒUR NOIR

roman

traduit de l'anglais  
par Claude Portet  
Fayard

496 p.  
130 F

Le récit remonte jusqu'aux temps de la légende où la femme noire était déesse, psalmodie les mêmes questions sur la double oppression, être femme et être noire.

Chaque héros dérive d'un pays à l'autre, d'un siècle à l'autre, apportant sa part de destin, sa quête de bonheur, sa haine, ses révoltes... L'écriture d'Alice Walker, tantôt incantatoire, tantôt sèche, tantôt foisonnante, suit le flot qui emporte le roman.

J.R. Cosmopolitan

Elles vivent dans l'univers des aventuriers, des réfugiés, toutes ces femmes mises en scène par Alice Walker. Elles racontent leurs histoires, sortes de galères mythiques. Mais surtout, elles cherchent en dépit de tout ce qu'elles ont vécu, l'Amour ! C'est aussi l'itinéraire de la femme noire entre l'Afrique et l'Amérique. Un livre garanti été-plage-montagne.

Humanité Dimanche

# FAYARD

سكننا من الامل



## Ces extravagants exilés

Acton et Wilson, deux compagnons de l'humour découvrent les travers et les préjugés de la société anglaise

### PIVOINES ET PONEYS

de Harold Acton.  
Traduit de l'anglais  
par Christian Thummonier  
Rivages, 300 p., 110 F.

### LORSQUE MAISIE DANSAIT

d'Ingus Wilson.  
Illustrations de Philippe Julian.  
Traduit de l'anglais  
par François Dupuigrenet  
Desroulles, Salvy, 160 F.

« Voyagez dans votre chambre. » Tel est le conseil que Jacques Pimpaneau donne dans son impertinente *Lettre à une jeune fille qui voudrait partir en Chine* (1), après avoir raconté, à sa manière, quelques histoires traditionnelles et avant d'expliquer comment comprendre et traduire des poèmes chinois classiques. Ce désarmant spécialiste de littérature chinoise refuse le qualificatif de sinologue. A la rigueur, « cynologue », dit-il, s'il connaissait les chiens. La surprenante rencontre d'érudition, d'ironie, d'insolence, de curiosité politique, qui caractérise ce poétique pamphlet a quelque chose d'anglais.

C'est sur ce ton-là que les Anglais aiment être savants. Au fond, pas de science sans excentricité. Acton, assurément, refuse avec la même fougue hautaine qu'on lui colle l'étiquette de sinologue. Et, pourtant, on aurait certainement du mal à trouver fantaisie romanesque plus sérieusement documentée en matières chinoises que *Pivoines et poneys*. Et, avant de se plonger dans la collection « Connaissance de l'Orient », voilà une divertissante façon de suivre le conseil de Pimpaneau.

Publié il y a un demi-siècle, alors que l'esthète anglais avait vécu trente-sept ans, dont une dizaine, en Chine, à s'intéresser à l'opéra chinois, ce roman, si typique de la littérature xénophile qu'affectionnent les Britanniques,

décrit la société étrangère et mondaine installée à Pékin, avant 1937. Philip Flower vit depuis quinze ans dans la capitale chinoise. Il est invité dans plusieurs salons : mais il a fait le tour de la colonie anglaise en Chine. Lassé de la superficialité de ses amis, des stéréotypes qu'il voit toujours se répéter, avec les nouveaux venus (parler encore de Pearl Buck !), du cynisme des désemparés vivant dans un pays dont ils ne parlent pas la langue et dont ils ne veulent ni ne peuvent comprendre la culture, il croit son expérience achevée dans la stérilité et l'ennui, quand il rencontre un jeune acteur chinois dont il tombe, poliment mais éperdument, bref à l'anglaise, amoureux.

### « Il se sentait

comme marié avec Pékin »

A la différence de ses amis, Flower parle et écrit le chinois. « Il se sentait comme marié avec Pékin et ce mariage promettait d'être insaisissable », écrit Acton, pour lequel, on n'en doute pas, la Chine ne se réduit pas à une odeur d'ail, comme pour l'horripilant Mr. Lancelot Thistleby, romancier à succès en mal d'exotisme. Plusieurs écrivains sont caricaturés par Acton, dont la plume est féroce. Mais s'il s'amuse à charger les salonnards et les intellectuels ratés qui hantent les ambassades ou les tripots à l'atmosphère chargée d'effluves d'opium, comme dans un film de Sternberg, on sent qu'au-delà de la fresque sociale sarcastique, c'est surtout une histoire d'amour pour un peuple et une culture qu'il veut raconter.

Philip Flower, double d'Acton, jette un regard blasé sur les couples occidentaux qu'un trop long séjour en Orient a délabrés. Un regard angoissé sur la poétesse chinoise qui cherche chez Mallarmé et Huysmans le sens de la poésie de lointaines dynasties et qui tente l'impossible harmonie

des cultures, frôlant la tragédie pour échapper à la tradition familiale. Enfin, un regard passionné sur la seule société qui l'intéresse vraiment, celle des Chinois qui ne frayent pas avec les Anglais.

C'est dans un théâtre où ne viennent pas ses compatriotes que Flower est subjugué par un acteur travesti de dix-sept ans. Et comme il est bien élevé et timoré, avec ce soupçon d'hypocrisie qui ne trompe personne, mais sans lequel l'Angleterre ne serait pas l'Angleterre, c'est en terme d'« adoption » qu'il conçoit son rapport avec le jeune Yang Paohin.

Pour cela, il doit d'abord faire la cour à l'actuel « père adoptif » de son protégé, Mr. An, lui-même ancien acteur. Et après plusieurs épisodes cocasses, la passion de paternité se déroule dans l'horreur. Mr. An est, en effet, atrocement fusillé pour usage d'opium. Malgré le ton, qui ne se départ jamais de sa légèreté rieuse, les pages consacrées à l'exécution de Mr. An sont saisissantes. Au milieu des oisifs anglais venus au spectacle, le protagoniste voit le malheureux vieillard chanter un air célèbre de l'opéra chinois avant d'être abattu sous les quolibets d'une foule haineuse.

### La milliardaire allumée

« Dépouiller son corps et son âme d'autrefois pour entrer dans ceux d'un lettré chinois » : ce rêve de l'auteur, à travers son personnage, est presque réalisé dans l'amour de Flower pour le jeune acteur. Mais une grand-mère envahissante, qui admet difficilement qu'un Anglais parle et écrit aussi bien le chinois, risque de transformer la romance en nouvel épisode de *la Femme et le Pantin*. Episode qui n'est pas raconté.

On pense beaucoup à E.M. Forster en lisant Acton. L'Inde du premier devient la Chine du second. L'incompréhension

entre les Anglais et les indiens était le sujet même de la *Route des Indes* (2), mais débouchait sur un drame. Acton a choisi, avec une conscience assurément aussi aigüe des préjugés occidentaux, le mode humoristique.

Il y a également de l'Evelyn Waugh chez lui, tout comme chez Angus Wilson. Ce dernier conçut, en 1947, avec l'illustrateur Philippe Julian, une sorte de plaquette, en imaginant un « album-souvenir » consacré à Maisie, milliardaire américaine ruinée, viveuse et allumée.

Le titre parodique, que l'éditeur français a emprunté avec raison à Henry James, annonce beaucoup de pastiches, d'allusions et de clin d'œil. Virginia Woolf et tout Bloomsbury, Cocteau et Paul Valéry, Isadora Duncan et Joséphine Baker, Katherine Mansfield et Aldous Huxley se voient contraints de témoigner de l'existence imaginaire de Maisie, dont le fils, virilement surnommé Tata, ou les amis pourraient fort bien faire partie de la galerie de portraits d'Acton. Certes la charge est un rien plus appuyée. Mais le personnage de Maisie (qui ne demande à propos de Lady Chatterley : « Pourquoi M. Lawrence lui a-t-il fait épouser un handicapé ? C'est désagréable pour le lecteur. ») vient de ce même milieu que décrit Acton, avide de plaisirs et de jugements aussi péremptoirs que déplacés, et bien sûr comiques.

Comme, avant eux, tant d'écrivains anglais, Acton et Wilson ont choisi le soleil : le premier en Toscane et le second en Provence. Puissent ces exilés dorés leur inspirer de nouveaux et réjouissants portraits !

René de Ceccatty

(1) Editions Philippe Picquier, 126 p., 65 F.  
(2) « 10/18 », Editions Christian Bourgois.

## Balthus à Hurlevent



Illustration de Balthus pour les Hauts de Hurlevent

### LES HAUTS DE HURLEVENT

d'Emily Brontë.  
Traduit de l'anglais par Frédéric Delbecq, préface de Michel Surya, illustrations de Balthus.  
Librairie Seguir, 456 p., 180 F.

C'est en 1933 que Balthus illustra, de vingt dessins à la plume et à l'encre de Chine, le célèbre roman d'Emily Brontë, *Wuthering Heights*, dont la traduction française, par Frédéric Delbecq, avait paru quatre ans plus tôt sous le titre *les Hauts de Hurlevent*. Ces dessins, ainsi que les études préparatoires, accompagnent pour la première fois une édition du roman. Rappelons que Pierre

Leyris publia lui-même une version de *Wuthering Heights*, chez Pauvert en 1972.

On connaît l'histoire de ce magnifique roman « landesque et nouveau » (selon l'expression de la sœur d'Emily, Charlotte), de ce récit d'amour et de mort surgi de l'imagination fiévreuse du jeune écrivain. On sait la fascination qu'il exerça sur des générations de lecteurs. A la suite de Georges Bataille, Michel Surya, qui présente cette réédition, voit dans l'amour d'Heathcliff et de Catherine l'exaltation du Mal, incarné dans « la passion que deux enfants vécurent divinement comme si l'instant de leur enfance disposait du pouvoir luciférien qu'il devint l'éternité ».

P. Ke.

## Explorations de la vie quotidienne

Le réalisme lyrique de Mary Gordon, le détachement étudié de Barbara Pym et la voix cruelle de Muriel Spark

### REFUGE PROVISOIRE

de Mary Gordon.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Elisabeth Gilie.  
Gallimard, 297 p., 120 F.

### DANS UN SALON D'OXFORD

de Barbara Pym.  
Traduit de l'anglais par François Dupuigrenet Desroulles.  
Ed. Salvy, 339 p., 150 F.

### L'INGÉNIEUR CULTUREL

de Muriel Spark.  
Traduit de l'anglais par Alain Delahaye.  
Fayard, 193 p., 95 F.

D'une façon très différente, par le recours au réalisme aussi bien qu'à l'ironie et à l'humour noir, trois romancières explorent le terrain bien connu de la vie quotidienne pour en décrire les sommets et les abîmes.

Le recueil de nouvelles de Mary Gordon, publié après trois romans traduits en français, analyse de façon allusive, sans que jamais un commentaire vienne alourdir la conclusion, ces blessures « profondes et inscrites à jamais » subies dès l'enfance et entretenues jour après jour, persistantes comme la peur ou l'angoisse, la rancune et la haine, banales surtout, tout autant que les destins ici évoqués, parce qu'elles

naissent d'une incompréhension insupportable entre les êtres. « S'ils étaient tous aussi malheureux, s'ils se détestaient tant les uns les autres, pense le vieux M. Cassidy, c'était parce qu'ils pensaient que l'autre aurait pu être différent s'il l'avait voulu » ; et cette idée est source de rancœur ; mais « cela ne pouvait être vrai, n'était jamais vrai dans la vie ».

Deux longues nouvelles retracent en une série de portraits ou de monologues intérieurs diverses destinées de femmes, depuis celle qui, telle « la femme du magicien », parvient, en s'oubliant, à une sorte de bonheur bébété dans le mariage, jusqu'à cette autre, plus émancipée, qui, dans un cadre tout aussi traditionnel, persista à se trouver elle-même et à préserver une âme « si trimballée à tous les vents qu'on court constamment le risque de la perdre ». Ainsi perçoit-on d'histoire en histoire le fil d'une réflexion sur les répercussions souteraines des événements de la vie.

« Les maux et les privations d'un cœur affamé », que Mary Gordon décrivait avec un réalisme avoisinant le lyrisme, l'Anglaise Barbara Pym les considère avec un détachement tout aussi étudié. Le problème central et douloureux des relations entre les hommes et les femmes est devenu une source de comique insaisissable. Dans un salon d'Oxford, la dernière nouvelle du recueil qui paraît aujourd'hui, en fournissant le meilleur exemple, où l'on voit des vieux amoureux se retrouver après plus de trente ans au cours d'un banquet dans la grande salle à manger d'un collège ; au lieu des souvenirs attendus, seules des bribes de

poésies leur reviennent, malencontreusement, en mémoire : « D'un blanc duvet le Temps son chef a couronné... » ; à moins que l'évocation des « premiers bourgeois resplendissant sous un soleil d'avril » ne s'impose de façon saugrenue dans la conversation. La vision d'un pigeon mort, le mot de putréfaction, dont la force et la précision apparaissent ici déplacées et donc comiques, sont les seules traces de ces « choses de la vie qu'il vaut mieux ignorer », la vieillesse et la frustration entre autres. A une histoire d'amour laissée sans conclusion (« *Gervaise et Flora* »), succède la parodie hilarante d'un roman d'espionnage (« *Secret, très secret* ») où sont réunis les personnages habituels de Barbara Pym, vieilles filles et pasteurs en tête, ou jeunes hommes pleins d'avenir dont les prédispositions pour la haute diplomatie apparaissent « à leur façon désastreuse de traiter les affaires d'autrui ».

Plus détachée encore, et bien plus cruelle, la voix de Muriel Spark résonne de façon inimitable dans ce petit chef-d'œuvre qu'est la *Ballade de Peckham Rye* (publié en anglais en 1960 et traduit en français sous le titre *l'Ingénieur culturel*). Drôle et inquiétant comme « Ne pas déranger » (1), où l'on voyait des démons ordonner le temps et régir la vie des humains, il annonce par la manière et les thèmes *Intentions suspectes* (1), cette incursion dans l'étrange, cette exploration de la frontière ténue qui sépare la réalité de la fiction. Dougal Douglas, spé-

cialiste en « recherches humaines », écrivain à ses heures, a pour mission d'enquêter sur les motivations des employés d'une firme de la banlieue ouvrière de Peckham Rye. Il va en fait leur révéler le mensonge, le vide et la révolte qui couvent sous une vie bien ordonnée.

L'illusion n'est pas permise, mais la vérité n'est pas supportable : « Mon Dieu ! s'écrie une future victime, j'ai eu une existence lamentable. » « Et elle n'est pas terminée, répond Douglas... Le pire est peut-être encore à venir... » Certains s'embrassent dans la dépression nerveuse, d'autres, passant à l'acte, deviennent criminels ; tous, masochistes ou sadiques, restent marqués par la

séduction de cet être qui, comme les personnages de Muriel Spark, possède, et c'est là son atout principal, une difformité physique, une épaule plus haute que l'autre. Mais cette bizarrerie n'est-elle pas, avec les deux bosses qui lui ornent le front en guise de cornes, le signe que Douglas est bien le diable, ou l'un de ces « esprits malins qui errent par le monde pour la ruine des âmes » ? A moins que sa fonction ne soit, en vérité, de dévoiler aux êtres que l'ennui accable l'existence d'un autre monde que celui-ci.

Christine Jordis

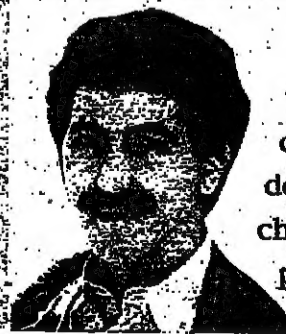
(1) Fayard.

Slimane Zéghidour

## LE VOILE ET LA BANNIÈRE

HACHETTE - 160 pages - 69 F

LES ESSAIS DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE  
H A C H E T T E



« Je suis né dans un village où l'on rossait celui qui souillait l'eau de la fontaine. En revanche, le musulman rom-pant avant l'heure le jeûne du Ramadan ne faisait l'objet que de moqueries. Quant aux femmes, elles vivaient et circulaient à visage découvert. Aujourd'hui, parmi ceux qui exigent la mort pour le non-jeûneur et la claustration absolue pour le deuxième sexe, je reconnais parfois, à la télévision, des visages d'amis d'enfance... »

Slimane Zéghidour



LIVRES • IDÉES

LETTRES BRITANNIQUES

# Cinq soleils dans la nuit

Un livre de John Berger fait d'argile et de souffle

## JOUE-MOI QUELQUE CHOSE

de John Berger,  
traduit de l'anglais  
par Elisabeth Janvier  
Champ Vallon/Carandera.  
245 p., 98 F.

Ce livre, quand on le tient dans ses mains, quand l'œil se pose sur les caractères ronds, bien noirs, bien pris dans la pâte du papier blanc, ce livre rêve en nous une mémoire lointaine, une lumière d'enfance. Ce livre, pour tout dire, n'est pas un livre mais une bassine de cuivre où fondent les mots, dans une vapeur sucrée, odorante. Par son allure matérielle, par le ton de sa voix, ce texte induit un bonheur physique, rond, plein. Un bonheur de mélancolie. Une jouissance claire.

Cinq histoires. Cinq chansons d'amour que John Berger donne à ces gens qu'il côtoie : cultivateurs, fermiers, paysans de Haute-Savoie. Leur temps est compté. Les trains à

grande vitesse déchirent leurs terres. L'Europe à grande richesse calcine leurs granges. Mais ce livre n'est pourtant pas un livre de misère, pas du tout. Ce livre est livre de la reconnaissance. Si John Berger le donne à ses compagnons, c'est qu'il le leur devait. Il les aime, ces gens. Il aime ces visages râpés, usés, ingrats. Il leur doit tout l'amour du monde, tout le goût de la terre. Cinq fois il refait sa déclaration, cinq fables vraies.

Évoquons la première seulement : elle tient en deux mots, mais comme ces deux mots ne suffiront jamais à tenir ensemble la terre et le ciel, le sang et les étoiles, il fallait bien en faire un récit : « Si l'on pouvait nommer d'un seul mot tout ce qui nous arrive dans la vie, il n'y aurait plus besoin d'écrire d'histoires. Un mot nous manque, et nous voilà obligés de raconter toute l'histoire, du début à la fin. » En simplifiant : un agriculteur de quarante ans vit auprès de sa mère. Il n'est pas marié. Sa mère meurt, il tourne et retourne dans la maison

vide, il descend aux enfers. Il en ressort avec un accordéon dans les bras, un accordéon joyeux, insolent et gai comme une jolie jeune femme. D'abord il joue pour ses vaches, dans l'étable. Maintenant il joue pour les noces, maintenant il fabrique du soleil pour les autres. Voilà. C'est tout.

C'est tout, mais l'essentiel est ailleurs, et ailleurs c'est partout dans chaque phrase, dans le grain de la voix. Voyez par exemple ce que donnent les pommes de terre dans la main de l'auteur : « Les pommes de terre qu'on vient juste de rentrer dégagent une curieuse chaleur, elles luisent dans l'obscurité comme des épaules d'enfants qui seraient restés toute la journée au soleil. » Et tout va ainsi dans ce livre, sous une grande lumière crue. La merveille, bien sûr, dans ce texte comme dans la vie, ce sont les femmes : vieilles ou jeunes, indolentes ou têtues, elles portent le ciel à leurs épaules, et la terre à leur taille. Le regard que John Berger pose sur elles est magnifique. La sueur, le songe, la

chair, l'espérance, le lait, le mystère, tout est rassemblé dans la même phrase, coulé dans la même robe.

Les livres ont souvent l'air d'être faits d'encre - et de rien d'autre. Celui-ci est fait d'argile, d'argile mêlée de souffle. On est heureux de le dire, d'un bonheur de premier matin. En le lisant j'entendais cette autre voix, lointaine, la voix d'un autre John, Saint-John Perse, et cette voix qui planait sur le livre, elle en venait, elle y revenait : « et debout sur la tranche éblouissante du jour, au seuil d'un grand pays plus chaste que la mort, les filles urinaient en écartant la voile peinte de leur robe. »

Christian Bobin

Après la Part manquante (« le Monde des livres » du 25 août 1989), Christian Bobin vient de publier son deuxième livre chez Gallimard, *La Femme à venir* (144 p., 72 F.).

# Les Mémoires de Sir Stephen

Une rencontre avec l'un des derniers grands témoins de la génération intellectuelle de l'entre-deux-guerres

## JOURNAUX (1939-1983),

de Stephen Spender.  
Traduit de l'anglais  
par Hubert Nyssen  
avec la collaboration  
de Sasha Mann et Sylvain Yanot.  
Actes Sud, 518 p., 160 F.

## UN REGARD,

de Stephen Spender.  
Poèmes traduits de l'anglais  
par Jean Migrenne,  
éditions de La Différence,  
collection « Orphée »,  
122 p., 29 F.

La grande énigme qui entoure la littérature anglaise depuis la nuit des temps (c'est-à-dire depuis le règne de l'incroyable Elizabeth) tient à l'étonnante versatilité de ses moyens. Et cela vaut autant pour les contemporains que pour les classiques. Les romanciers anglais, qui n'ont pas écrit de poésie ou tenu de journal, voire écrit de dictionnaire comme ce merveilleux Samuel Johnson, sont vraiment atypiques. Virginia Woolf ne serait pas complètement Virginia Woolf sans son Journal. Quant aux poètes, s'ils ne s'aventurent pas imprudemment dans les affaires du roman, au moins leur œuvre comporte-t-elle une part critique importante, comme celle de T.S. Eliot.

L'un des charmes secrets de cette littérature, depuis Victoria, l'autre grande reine, tient à la qualité de la prose des Journaux intimes. Merveilleux diaries !

Stephen Spender, qui « fonce » sur ses quatre-vingt-deux ans et demeure l'un des derniers grands témoins de l'une des plus passionnantes générations intellectuelles de l'entre-deux-guerres, dans le sillage

d'Auden dont il fut le disciple, de Christopher Isherwood ou de Cyril Connolly avec qui il fonda la revue *Horizon* en décembre 1939, est l'auteur d'une œuvre poétique que l'on peut découvrir aujourd'hui dans une traduction de Jean Migrenne aux éditions de La Différence, dans l'excellente collection de Claude-Michel Cluny, « Orphée ». Et Spender, qui n'osait sûrement pas se comparer aux plus grands poètes, paraît avoir adopté la sagesse des esprits prudents. Si un seul de ses poèmes figure dans une anthologie publiée par Oxford après l'an 2000, « cela voudrait dire que je suis devenu immortel », explique-t-il avec malice.

Après la publication récente du *Temple* chez Christian Bourgois (« le Monde des livres » du 5 janvier), un roman autobiographique écrit en 1929, paraît chez Actes Sud une sélection de ses *Journaux (1939-1983)*. Ce livre, si attachant par ses anecdotes jusque dans la complaisance des remarques dessinées aux intimes, dont la plupart ne sont plus de ce monde, fournit des digressions essentielles sur un monde lui aussi disparu, mais qui, étrangement, permet de comprendre notre actualité bouleversée.

Ce qui passionne dans le Journal de l'écrivain anglais, ce sont autant les « mémoires » d'existence sur lesquelles l'auteur s'interroge que l'égard de ses contemporains. Le premier tiers de ce Journal, qui va de septembre 1939 à 1943, est le plus émuant et le plus important. Il devrait intéresser, par ses réflexions sur l'Allemagne, ses citations d'Ernst Robert Curtius ou de Isaiah Berlin, quiconque prétend avoir en ce moment une « opinion » sur l'uni-

fication de l'Allemagne. Stephen Spender, comme Ernst Stockman, le personnage juif allemand du *Temple*, relate le désarroi d'une génération anglaise qui s'était exportée librement dans l'Allemagne incroyablement libre de la République de Weimar et qui, soudain, vers 1931, assiste à la montée indéchirable du nazisme.

Avec Isherwood, installé à Berlin, et Auden, qui était du voyage. Spender était allé chercher en Allemagne ce qu'on ne trouvait pas facilement en Angleterre, notamment une vie sexuelle. Spender appartenait à une génération d'artistes anglais qui refusaient de vivre en Angleterre parce que le système de « classe » qui prévalait dans cette culture était trop oppressant, trop contraignant. Comment oublier, en dépit de toutes les séductions des années de Bloomsbury, que les années 30 sont aussi celles de la censure de *Lady Chatterley* ? La force du puritanisme anglais, étrangement, nura peut-être renforcé le prestige du marxisme, que Spender a fréquenté distraitement.

« L'art est comme une mine »

« Nous étions contradictoires, dit-il, avec un soupire de soulagement. Nous ne pensions pas que l'esthétique était la chose la plus importante du monde. Et pourtant, avec la création de la revue *Horizon*, le désir que j'avais avec Connolly était d'avoir une revue qui puisse permettre aux arts de continuer à exister en dehors ou en marge de la politique. » Très justement, la fin du monde coïncide rarement avec la fin de la littérature.

Si la guerre a transporté une partie de cette génération (Isherwood et Auden, notamment) à la découverte de l'Amérique, Spender, lui, est resté fidèle à Albion. Son ambivalence à l'égard des Américains est celle qu'éprouvent les Anglais. D'un côté, il les aime, ces Yankees - et leurs universités - mais il ne peut s'empêcher de les trouver un peu ternes, un peu « boring », dans la mesure où les Anglais attachent une plus grande importance à la sociabilité et à l'humour de situation qu'à toute autre chose.

Amuser la galerie et plaisanter permet de survivre en Angleterre. « Mais aujourd'hui nous n'avons plus de société, plus d'hôtesse, plus de vie mondaine, se morfond Spender. Il n'y a plus ces piles de sociabilité - même en Amérique - qui ont fait la richesse de la vie culturelle d'autrefois. » Tout le monde syna-

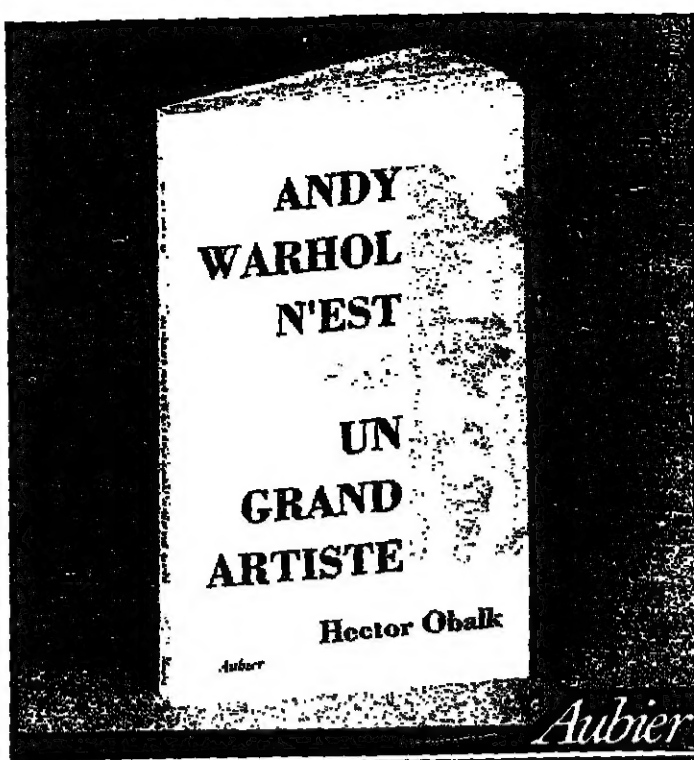
thésa avec cette nostalgie qui renforce, curieusement, le sentiment que les arts sont entrés dans une sorte de deuil permanent depuis quelque temps. A cela, Stephen Spender, qui trouve plus de plaisir en ce moment à lire Catulle que de jeunes contemporains, n'a qu'une explication, fort dérangeante du reste, pour l'idée de progrès appliquée à la littérature. C'est que les périodes fertiles durent rarement longtemps. « L'art est comme une mine. Quand le filon est épuisé, personne n'y peut rien. »

Dans son Journal, Stephen Spender fait preuve d'autant d'humour et d'intelligence que dans sa conversation - ce qui est rarement le cas de la plupart des écrivains. Au milieu de belles digressions sur la vieillesse, qui chez lui n'a rien d'un naufrage mais tout d'une sagesse, il note par exemple ceci : « Les rapports que nous entretenons avec nos contemporains sont souvent aussi désincarnés que ceux que nous pouvons avoir avec des morts que nous croyons encore vivants. » Et Spender avoue volontiers que si on vient lui confier une anecdote ridicule, il se surprend parfois à vouloir décrocher son téléphone pour en parler à Auden et, sans doute, en rire avec lui.

Bien sûr, à la lecture de ces pages, on comprend mieux ce qui sépare un poète américain d'un poète anglais et, partant, ce qui éloigne l'Amérique de l'Angleterre. Un poète américain, note Spender avec malice, croit que la fonction de la poésie est de faire la critique de l'Amérique. Il lui faut être Whitman, en quelque sorte, bien qu'il rêve aussi d'être Victor Hugo, donc un héros. Les Américains ont toujours cru que la poésie était plus respectable lorsqu'elle était maudite parce qu'elle n'a aucune place dans la société. Voilà l'origine, en partie, de sa vitalité ou de son énergie.

Un poète anglais - et c'était le point de vue d'Auden, ou d'un T.S. Eliot anglais - pense volontiers que la seule utilité de la poésie est en rapport avec son utilisation de la langue. Le seul regret véritable que peut ressentir un poète anglais qui se sait quantifié négligeable dans sa société cloisonnée, c'est de ne pas appartenir à la famille royale ou à l'aristocratie. Les Américains vous dénient une bourse, mais la reine peut vous faire chevalier. Sir Stephen Spender n'a plus de soucis à se faire. Seulement quelques pages encore à écrire, pour servir de mémoire à une époque qui s'en va.

Gilles Barbedette



## Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses nouvelles collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus seront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. On ne paie rien par l'envoi d'un manuscrit sur la propriété littéraire. Adressez manuscrits et CV à : LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS, maison fondée en 1970, Service L.M., 4, rue Charlemagne 75004 Paris. Tel. (1) 48.87.08.21. Fax. (1) 48.87.27.01.

## René de Chambrun Mes combats pour Pierre Laval



La récupération de documents inédits, dont une longue lettre à de Gaulle, volée dans la cellule de Pierre Laval, nourrissent ce témoignage émouvant de l'acharnement courageux avec lequel René de Chambrun s'est voué depuis 45 ans à la défense de son beau-père.

Perrin



« La science pense : d'une pensée qui, de proche en proche, engage le tout de la pensée et donc le tout de la vie. Pourtant l'existence même de cette pensée n'est pas reconnue du plus grand nombre, y compris de ceux qui se livrent à une activité réputée scientifique. On a les yeux fixés sur la masse impressionnante des connaissances accumulées et la puissance de leurs "applications" dites aujourd'hui technologiques. Pourquoi s'interroger davantage ? »

Dominique Lecourt

Dominique Lecourt

## CONTRE LA PEUR

HACHETTE - 160 pages - 69 F

LES ESSAIS DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE  
H A C H E T T E

سكنا من الامم



LE CHANT DES BALEINES

de Ferdinando Camon.  
Traduit de l'italien par Yves Hersant.  
Gallimard, 128 p., 78 F.

NOUVELLES D'UNE VIE - JULIA ET SON BAZOOKA

d'Anna Kavan.  
Traduit de l'anglais par Claire Malroux.  
Éditions Complexe, 220 pages, 95 F.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

# La fidélité dans l'adultère

« Ce livre raconte comment j'ai trompé ma femme, sans le moindre remords. Elle l'a bien cherché. Ses torts envers moi sont inadmissibles ; à peine a-t-elle fait l'amour avec moi qu'elle court le raconter à son psychanalyste. C'est comme si je ne faisais pas l'amour avec elle, mais avec lui... » Privé de sa vie intime par l'intrusion, dans sa vie conjugale, d'un thérapeute freudien envahissant, le héros narrateur du *Chant des baleines* affronte à sa façon la crise que traverse son couple.

En se bagarrant contre un psychanalyste qui n'est rien pour lui et qui ne le considère avec quelque attention que par rapport à sa femme, sa patiente, il va tenter de trouver par lui-même des explications, puis des solutions à opposer aux agressions privées que lui a fait subir ce docteur viennois de Californie, spécialiste des thérapies familiales, qui parle l'italien comme un Autrichien. Les Américains ont voulu acheter Freud, mais, ayant découvert que Freud est mort, ils achètent ses descendants.

Lui, le mari, il n'a pas voulu savoir pourquoi sa femme avait entrepris une analyse, mais il sent tout de suite qu'il doit se rebiffer lorsqu'elle le convie à l'accompagner. Pour un « test ». Avec les enfants... « Je n'ai rien à lui dire ! à ton psy. » Elle insiste : « Quelquefois, mon chéri, c'est l'homme qui poursuit la cure tandis que la femme s'y met fin : car, si elle souffre, c'est peut-être lui qui est malade. » Lui, le mâle italien, dans la bonne moyenne machiste, lui qui ne se sent absolument pas malade, qui ne se sent absolument pas attiré par la psychanalyse, il va céder : « J'ignorais tout de ce test. Et comment aurais-je pu deviner ? Je suis un homme normal, un travailleur. On n'enseigne pas ces choses-là aux maris. Du moins pas encore. »

En présence du docteur, il va se sentir agressé. D'abord le besoin de tenir sa famille à l'écart, car les enfants n'ont rien à voir là-dedans. C'est curieux, remarque le psy, quand vous parlez de famille, vous désignez seulement les enfants. Et l'épouse alors ? Pourtant, il a la conviction profondément ancrée que leur intimité à tous

deux doit rester leur secret, et ne voilà-t-il pas qu'il découvre qu'elle a tout raconté de leurs ébats sexuels... « Si je paye, c'est pour que ma femme aille raconter à la cantonade ce que j'ai fait avec elle la nuit, au lit, chez nous ou à l'hôtel ? Ou plutôt ce que je faisais, car depuis elle est devenue folle et nous ne faisons presque plus ces choses-là. »

Il est pris de court : il a l'impression d'avoir été trahi, dépouillé de son petit trésor de secrets, d'être nu face à cet immigré, « ce voyeur austro-américain » qui écorche autant la langue de Dante que celle de Shakespeare et qui l'insupporte : « Ces deux-là, une Italienne et un Américain, se sont amusés à me déshabiller. Si j'avais découvert qu'il baisait ma femme, ma surprise eût été moindre. Mais ces deux-là ne baissent pas ensemble, c'est moi qu'ils ont baisé. » La fureur l'étouffe. Les secrets du sexe, là-bas, un mètre au-dessous du cerveau, ne doivent-ils pas rester aussi inaccessibles que la boîte noire des avions ? Sinon c'est le crash.

La catastrophe, pourtant, était prévisible. C'est ce que s'attache à démontrer comme en se moquant, avec un humour et un sarcasme dévastateurs, Ferdinando Camon dans le *Chant des baleines*, ce court roman de son « Cycle de la famille » qui pèse bien plus lourd que le nombre de ses pages. Famille en crise, dans une société elle-même en crise, pour avoir perdu ses racines, la civilisation paysanne, dont Camon lui-même - né en 1935 dans un village de la province de Padoue - est issu, dont il s'est délibérément coupé, émigré dans la « culture des mots ». Civilisation de ces gens de la plaine du Pô, « faits pour naître et mourir en dehors de l'Histoire », qu'il a vus disparaître, derniers détours de la Vie éternelle qu'il a voulu honorer dans le « Cycle des derniers », dans *Figure humaine*, dans la Vie éternelle (Gallimard, 1977) et dans *Apothéose*, ce roman si pudique, si sobre, consacré à la mort de sa mère (Gallimard, 1981).

Les mots peuvent-ils guérir de ce qu'il nomme la « maladie humaine », le récit lucide, grave et goguenard en même temps, d'une cure psychanalytique - sept ans, quatre fois par semaine, mille cinquante heures d'entretien - qui ne peut



Camon : « L'analyse est à l'homme, ce que la guerre civile est à l'État. »

apporter de remède à ce mal d'exister sans doute inguérissable ? « Nous vivons plongés dans la maladie et transmettons la maladie en transmettant la langue », écrit-il. Si l'homme est malade de lui-même, la langue a le virus de sa maladie. Plus l'homme devient homme et se différencie de l'animal, plus son mal s'aggrave.

Tous ceux qui s'intéressent à la psychanalyse attendaient le chef-d'œuvre littéraire qu'elle ne manquerait pas, un jour ou l'autre, d'engendrer, écrit-il Roland Jaccard, pour saluer la *Maladie humaine* (Gallimard, 1984), classant le livre dans le sillage de Marx de Fritz Zorn. Psychanalyse qui, contrairement à ce qu'on pourrait croire, n'est pas, malgré les apparences, une situation de liberté, sous prétexte qu'on peut dire tout ce qui passe par la tête.

« En réalité, l'analyse est une situation d'absolue contrainte : on n'y peut dire que ce qu'on dit, parce qu'on n'a rien d'autre à

dire », explique Camon dans la *Maladie humaine*, qui, au fur et à mesure que se déroulent les entretiens, affronte de plus en plus le psychanalyste comme un ennemi. Un ennemi qui va pousser le patient dans ses retranchements. « L'analyse est à l'homme ce que la guerre civile est à l'État », note-t-il, indiquant bien les périls qui attendent celui qui entreprend une analyse en se disant : « Je parlerai de tout, sauf de ma femme, ou de mes enfants, ou de mon travail, ou de ma mère ». Car « l'incapacité de tout dire n'est pas une maladie, c'est la maladie ».

Dans la *Femme aux liens* (Gallimard, 1987), Camon poursuivait son exploration du « Cycle de la famille » en prenant le point de vue de la femme psychanalyste afin de tenter de vaincre l'indécible. Dans le *Chant des baleines*, vacciné de la psychanalyse, il semble prêt à « tuer » l'analyste-lie, en replongeant dans son passé, en cherchant, sans la béquille d'un interlocuteur, les raisons de la crise du couple, malade dans une société malade. Prêt à allumer lui-même les contre-feux. A plaider la fidélité dans l'adultère. « On ne peut pas vivre sans secret : tout homme a le sien. J'ai donc voulu m'en fabriquer aussitôt un autre, en compagnie de l'ex-melleure amie de ma femme (...). Mais je ne me considère pas, je ne me considère jamais comme adultère. »

Qu'on ne se y trompe pas. Ferdinando Camon, explorateur de sa névrose, ne nous donne pas, dans son dernier livre, un roman de psychanalyse sur la psychanalyse. Plutôt un adieu à sa jeunesse, à une génération élevée dans le culte de la chasteté, de l'hypocrisie sexuelle et religieuse, de la croyance en des valeurs éternelles, mais admises par tous. Une génération pas si lointaine où les mâles considéraient l'Université comme un gynécée-réservoir de filles à marier, où il fallait choisir entre les deux amies Mavina et Marins. Une génération révoltée contre les valeurs bourgeoises, qui avait cru se trouver, en dehors de Marx et de Jésus, prête à se donner à Freud et à Boudha, à tout sacrifier pour entendre le message du docteur miracle à Palo-Alto, ou le chant des baleines dans les récifs du Pacifique. Sans pleurnicherie dés-

espérée, sans grandes phrases, un constat désolant du gâchis.

ATTENTION. Les amateurs de gâchis (talentueux) ne doivent pas laisser passer le beau recueil de nouvelles d'Anna Kavan que viennent de publier les Éditions Complexe, de Bruxelles, dans leur nouvelle collection « L'heure furtive ». Anna Kavan - Anna K., pseudonyme choisi en admiration à Kafka par cet auteur de la souffrance pure, - morte à soixante-sept ans d'une overdose d'héroïne, après de multiples séjours dans des hôpitaux, des cures de désintoxication, deux divorces, diverses tentatives de suicide, un fils unique tué à l'armée. Drogue toute sa vie pour mieux affronter ses monstres intérieurs contre lesquels les analystes s'étaient montrés impuissants.

Anna Kavan, l'oubliée, dont les livres, traduits en français, sans doute épuisés, soldés ou pilonnés, méritent qu'on les cherche : *Demeures du sommeil* (Henri Veyrier, 1977), *L'Oiseau, qui es-tu ?* (Veyrier, 1979), *Laisse-moi ma solitude* (Renaissance, 1981), *Une représentation à la ville* (Bourgois, 1983), *Mon âme en Chine* (Flammarion, 1984) et, surtout, *Neige*, suivi des *Maladies*, présentés par Anaïs Nin (Stock, 1975).

« Pourquoi suis-je enfermée dans ce cauchemar de violence, de cruauté et de solitude ? Pourquoi l'univers m'exige que mon esprit, et seule je suis écorchée jusqu'à l'effacement, emmurée par les parois que j'ai dressées. C'est insupportable. Je ne peux pas vivre dans cette révolante création qui est la mienne... » Dans ces nouvelles, parmi les dernières qu'elle ait écrites, on retrouve les fantasmes mortels d'Anna Kavan qui l'auraient poursuivie depuis l'enfance, cet univers nocturne, plus réel que l'autre où l'onirique, l'épouvante prennent la place du sommeil. Comme dans *Obsessionnel*, pour accueillir la réapparition de l'homme qui avait rempli sa vie : « Je suis si heureuse que vous soyez venu... », sauf que cette fois-ci, naturellement, il n'était pas là. La porte s'était ouverte, mais personne n'était entré. Elle se leva pour aller la fermer. »

Comme dans *Julia et son bazooka*, l'histoire de la morte qui assiste à son propre enterrement et s'étonne de l'absence de fleurs. Ses cendres « remplissent à peine la coupe qu'elle a gagnée dans le tournoi de tennis ». Il ne reste rien d'elle. Rien, sinon sa seringue, son « bazooka », comme elle l'appelle, avec lequel elle a voyagé dans le monde entier. *Julia et son bazooka*, aux antipodes de l'idée courante qu'on se fait d'un toxicomane. Un style glacé, détaché, face à l'horreur d'exister, pour ces *Nouvelles d'une vie*, fort bien traduites par Claire Malroux.

## Un nouveau numéro de la « Lettre internationale »

### « A gauche, c'est par où ? »

Incontestablement la plus internationale des revues d'idées et de culture, la *Lettre internationale* entre dans sa septième année d'existence. Toujours sans éditeur en France, alors qu'elle en a trouvé à Rome, à Madrid, à Berlin, à Belgrade, bientôt à Prague... Indispensable et menacée... Mais n'est-ce pas le sort des revues intellectuelles les plus novatrices, les moins conformistes ?

Cosmopolite par nature, par devoir et par choix, la dernière livraison s'ouvre sur le football et le Mondial. Un internationalisme de fait célébré même par des poètes (ainsi R. M. Rilke chantant le ballon) : « Dans un monde embrouillé, où certains dirigeants coupent des mains pour des délits qui, en d'autres lieux, font partie de la norme sociale, écrit le journaliste britannique Robert Hughes, la beauté du football provient du fait qu'on y applique un seul ensemble de règles, une seule notion de la

justice, cela de part et d'autre de cent soixante-six frontières. Et c'est beau. »

Pour une réflexion sur l'Europe, et pas seulement sur l'Est, de l'Atlantique jusqu'au-delà de l'Oural, le plus urgent est d'essayer de comprendre ce que pensent nos voisins. Et d'abord les Allemands qui ne sont plus ni de l'Est ni de l'Ouest : on lira à ce sujet une intéressante mise en question de « La responsabilité en politique » par la doyenne des journalistes allemands, Marion Grafflin Dörhoff, fondatrice de *Die Zeit*, étudie la responsabilité des citoyens (« Qui-conque suit le cours de l'Histoire est amené à constater que ce qui est décisif dans l'Histoire, ce ne sont pas les faits, mais l'idée que les hommes se font des faits ») ; point de vue que corrobore l'écrivain américain Hans Koning (« Le Mémorial officiel, mémoire non officielle »), tandis que Peter Schneider, le « sauteur de mur »,

voyageant « dans le sentiment national allemand », est parti vers les frontières (« Sommes-nous revenus au dix-neuvième siècle ? Les peuples ne se sont-ils libérés du joug du communisme que pour se plier à la loi plus ancienne de la folie nationaliste et des luttes de clans ? ») et que Christa Wolf nous plonge à l'intérieur de la tête d'un Allemand de RDA, dans l'extrait d'un livre de 1979 resté inédit, et se demande s'il y a « un endroit dans le monde où les gens peuvent de nos jours vivre sans cauchemars ».

Cap vers le nord, tandis que les Finlandais nous exposent pourquoi ils se veulent *Gens européens* au moment même où la « finlandisation », qui fut pendant tout ce temps un espace de liberté et non de sujétion, n'a plus de raison d'être, avec l'essayiste Kirsti Simonsuuri, l'écrivain-cinéma-député Jom Donner (« Vu de la Finlande »), l'historien-éditeur

Johannes Salminen (« Entre la Suède et la Russie »), le poète Klaus Rifbjerg (« Le rêve européen »), l'historien Matti Klinge. Mais aussi la Norvégienne Helge Rønning, le Suédois Jacques Werup, les Estoniens Jean Kaplinski ou Arvo Valton. Ou encore ce cauchemar des îles Féroé concocté par William Heinesen...

Il faut lire ce défilé (sans vocal) de Venedikt Erofeev : *Vassili Rozanov vu par un excentrique*, mais aussi l'entrevue avec André Gorz (« A gauche, c'est par où ? »), une correspondance à propos de Samuel Beckett, notamment des souvenirs de son ami, le Franco-Américain Raymond Federman, etc. De quoi lire, et méditer, jusqu'à l'automne.

N. Z.

« Lettre internationale », n° 25. Été 1990. Prix : 50 F. Abonnement : 175 F. Étudiants : 145 F.

## Les pantins d'Oskar Panizza

Quatre nouvelles de celui que Breton surnomma « le scorpion du calice »

### LA MANUFACTURE D'HOMMES

d'Oskar Panizza.  
Traduit de l'allemand par Patrice Neau.  
Lulu (4 bis, rue de Palestine, 75019 Paris), 120 p., 90 F.

Oskar Panizza (1853-1921) fut interné d'office au sanatorium Mainschloss, près de Bayreuth, durant les seize dernières années de son existence. En un ultime défi, l'auteur du *Concile d'amour* (1), qui, en 1886, avait chargé deux avocats d'obtenir sa radiation de la nationalité bavaroise, ne s'exprimait plus qu'en latin. Panizza ne joua jamais avec ce qu'il considérait comme ses vérités. Il assumait, simplement, toutes les conséquences de ses idées et de ses écrits.

Trois des quatre nouvelles qui composent *La Manufacture d'hommes* sont extraites des *Dämmerungsstücke* (Pièces crépusculaires) que Panizza publia en 1890. On y retrouve le voyageur égaré, en quête d'éblouissants crépuscules, que fut cet écrivain, prophétique à bien des égards. Ne narrerait-il pas dans le *Concile d'amour* comment le Diable, à l'instigation de tous les pouvoirs, avait inventé le mal d'amour (la syphilis) à la fin du quinzième siècle afin que les hommes puissent être, à nouveau, gouvernés par la peur.

Oskar Panizza, bien sûr, ne niait pas les ravages causés par la syphilis - il en fut lui-même victime - mais mettait en cause l'utilisation, tant religieuse que politique, de cette maladie. Il serait aisé, aujourd'hui, d'actua-

liser son œuvre en remplaçant la syphilis par le sida.

« L'important est de ne pas perdre la tête, de laisser agir les faits sur soi et ensuite de chercher à comprendre. » Ce conseil de Panizza, chaque lecteur de ce magnifique recueil aura intérêt à l'avoir en tête, car bien souvent l'étrange est si opaque dans ces nouvelles qu'on ne sait plus très bien à quel cauchemar de l'écriture il convient de se rattacher.

Qu'il mette en scène un savant qui invente des hommes artificiels doués de paresse ou qu'il fasse interpréter quelques actes des Évangiles par des poupées de cire, Oskar Panizza persiste et signe les mêmes actes d'accusation. Tels des pestiférés amoureux de la peste, les hommes ne sont que des pantins qui passent d'un fanatisme à un autre. Le goût de la servitude volontaire est si fortement ancré en eux que même leurs inventions participent de leurs chaînes.

Oskar Panizza fusilla, une fois encore, la religion. Sa verve fait merveille lorsqu'il décrit les prêches du « Pasteur Johannes » comme des « tours de prestidigitateur », pendant lesquels intervient une bête hideuse qui réveille l'ardeur religieuse du public. Oui, Oskar Panizza fut bien « le scorpion du calice » qu'André Breton s'était plu à définir. Précipitez-vous pour être piqué par les quatre aiguillons venimeux de *La Manufacture d'hommes* !

Pierre Drachline

(1) Pléuvert, 1960 ; PUG, 1983.

### ROBERT ROCHEFORT



Les Lettres de François

Préface de JACQUES DE BOURBON BUSSET de l'Académie Française  
Beauchesne Témoignages  
176 pages 60 FF

BEAUCHESNE  
72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

## CONTREJOUR

### Collection "IMPRESSIONS"

Un album de 60 photos choisies par Sophie MALEXIS, en hommage à Montparnasse.

"Montparnasse ou la gloire révolue du noir-et-blanc. On dirait un caractère d'imprimerie, une page de journal, une phrase sans mots".

Bertrand Poirot-Delpech

Impression héliogravure. 150 F. Diffusion VILLO.